

Les Mutuelles-Accidents de l'Enseignement public

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 Mars 1937 à 14 heures

PAR

Pierre DEVILLERS

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. CASSIN, Professeur

Suffragants : MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur
ESMEIN, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551607_0004

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

Les Mutuelles-Accidents de l'Enseignement public

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 Mars 1937 à 14 heures

PAR

Pierre DEVILLERS

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. CASSIN, Professeur

Suffragants : MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur
ESMEIN, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

En vertu de l'article 1384, paragraphe 5 du Code civil, les Instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

L'application rigoureuse de cet article, vers la fin du siècle dernier, aboutit au vote de la loi du 20 juillet 1899, loi qui substitua la responsabilité civile de l'Etat à celle des membres de l'Enseignement public.

Mais ce nouveau texte est loin d'avoir été la réforme capitale attendue par le Corps enseignant; dès ses premières applications par les Tribunaux, de nombreuses lacunes se sont révélées.

Les travaux préparatoires, l'intervention du Ministre de l'Instruction publique, M. Leygues, au Sénat, font ressortir, sans contestation possible, 1° que cette substitution n'a lieu qu'en cas d'accidents causés, pendant les heures de scolarité réglementaires, par les élèves à leurs camarades ou à des tiers et non à eux-mêmes.

2° que le Parlement a maintenu intégralement les articles 1382-1383 du Code civil et créé l'action recursorie de l'Etat, en cas de faute personnelle du maître.

voyance que des temps modernes imposent à la fonction d'Educateur national.

L'éventualité d'une telle responsabilité en cas d'accident n'est certes pas une illusion. Si nous consultons les statistiques, celles de l'Union Solidarité Universitaire d'Amiens, par exemple, nous y trouvons la progression suivante des déclarations;

1928	1.567 accidents.
1930	1.842 »
1931	2.450 »
1933	2.972 »
1934	3.377 »
1935	3.824 »
1936	6.000 environ.

Ce nombre impressionnant de déclarations pour une seule Société est la traduction positive des risques courus par tout le Corps enseignant. Ces chiffres correspondent à une diversité, allant de la simple égratignure au cas mortel.

C'est ainsi qu'en 1934, la même Société, sur 3.377 accidents, a enregistré :

accidents mortels	20
blessures à l'œil	223
(œil crevés : 10)	
blesures : à la tête	361
» : membres supérieurs	1.140
» : membres inférieurs	816
abcès, phlegmons, tétanos suite de coups ..	23
plaies pénétrantes, coupures	192
clous, sous, crayons introduits dans l'estomac, le nez et l'oreille	63

Parmi ces accidents, 17 ont été produits par des véhicules, à la porte de l'école; deux enfants envoyés en commission ont été blessés au dehors de l'école : l'un vendait des timbres antituberculeux,

l'autre fit une chute en allant demander des nouvelles d'un camarade malade.

Pour lutter contre la carence de l'Etat, l'action judiciaire des parents et en général contre tous les aléas de la vie scolaire, l'Instituteur a dû faire appel à la solidarité de ses Collègues. Cette solidarité professionnelle s'est traduite par la création et le développement d'organismes vivants et prospères : les Mutuelles-accidents.

Actuellement, trois Mutuelles, la « Nationale Universitaire », l'« Enseignement », l'« Union Solidariste Universitaire » créée par les Autonomes atténuent par l'assurance, sans les faire disparaître, les risques de la responsabilité civile et procurent aux Instituteurs une quiétude compatible avec l'exercice de leurs fonctions.

Pour parfaire l'œuvre de ces Mutuelles, les Autonomes ont, depuis 1935, développé l'assurance-élèves par la création des Mutualités-accidents-élèves.

Au seuil d'une réforme de la loi du 20 juillet 1899, abandonnée au bon vouloir du Parlement, notre pensée n'a pas été d'étudier la responsabilité civile des membres de l'Enseignement. Nous avons aiguillé nos recherches vers le problème connexe de l'assurance.

C'est l'étude du fonctionnement de ces Mutuelles, de leur histoire et de leurs possibilités d'avenir que nous avons entreprise.

Nous espérons avoir donné un aperçu fidèle des efforts du Corps enseignant dans la lutte entreprise

contre sa responsabilité civile et les résultats obtenus jusqu'à ce jour.

Nous terminerons cette longue introduction en remerciant M. le Professeur Cassin d'avoir accepté la présidence de cette thèse et MM. les Assesseurs : M. Auriol, *Président de l'Autonome de la Seine, M. Campan, créateur des Autonomes; M. Pilette, Directeur de l'Union Solidariste Universitaire; M. Hennequin, Président-Directeur de l'Enseignement pour l'abondante et précieuse documentation qu'ils nous ont fait parvenir.

PREMIÈRE PARTIE

CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT
DES MUTUELLES-ACCIDENTS

Trois faits dominent la création et le développement des Mutuelles-Accidents de l'Enseignement public.

1° Une application rigoureuse de l'article 1384 du Code civil.

2° Le vote de la loi du 20 juillet 1899, véritable hypothèque de l'Etat sur le Corps enseignant.

3° La lutte des Instituteurs contre toutes les causes probables de leur responsabilité civile, afin d'atténuer, dans la mesure du possible, les efforts néfastes de cette loi.

La création des premières Sociétés d'Assurances s'effectua parallèlement au grand courant d'opinion publique en faveur de la révision de la responsabilité civile des Instituteurs.

La fondation à Toulouse, en 1894, de la « Société contre les accidents », de « l'Enseignement à Paris » contribuèrent à canaliser des efforts du Corps enseignant et d'assurer la victoire en 1899.

La loi du 20 juillet 1899, n'ayant pas apporté un remède suffisant aux méfaits de la responsabilité civile, déçut bien des espoirs. Le problème du maintien et du développement des Mutuelles Universitaires s'est posé dans toute son ampleur.

Aujourd'hui comme hier, de nombreuses raisons, tirées de la législation scolaire, de la Jurisprudence et des résultats négatifs de l'action par-

lementaire, militent encore en faveur de leur développement.

Ce sont : l'histoire de cette création et l'exposé des raisons favorables à ce maintien, à ce développement que nous voudrions entreprendre dans notre première partie.

CHAPITRE PREMIER

LA CREATION DES MUTUELLES UNIVERSITAIRES

*Les causes premières du mouvement.
Sa naissance, - son résultat.*

Jusqu'en 1892, les Membres de l'Enseignement étaient, en cas d'accidents survenus à leurs élèves, l'objet d'une bienveillante et clémente sollicitude de la part des Juges.

Deux accidents graves et malencontreux, survenus dans les écoles de Fontenay-sous-Bois et de la Souterraine (Creuse), furent le point de départ d'une impulsion nouvelle de la Jurisprudence. Le Tribunal correctionnel de la Seine en 1892, la Cour de Limoges, en 1895, par une application très rigoureuse de l'article 1384 du Code civil condamnèrent des Directeurs déclarés civilement responsables. Ces décisions firent grand bruit; à ce titre, elles méritent de retenir toute notre attention.

La première décision est connue dans le Corps enseignant, sous le nom :

d'affaire Leblanc

En avril 1891, M. Leblanc, Directeur d'école à Fontenay-sous-Bois, avait chargé deux de ses adjoints de la surveillance d'une récréation. Au cours

d'un jeu, une rixe éclata soudainement entre plusieurs élèves. Malgré l'intervention rapide des deux maîtres, un jeune élève, nommé Rognat, fut violemment frappé par trois de ses camarades.

Par suite des coups reçus, l'enfant mourut quelque temps après d'une péritonite.

Les parents de la petite victime, se constituant partie civile, assignèrent devant la X^e chambre du Tribunal de la Seine, comme civilement responsables : les pères des trois enfants agresseurs et M. Leblanc, directeur. Le 23 janvier 1892, le Tribunal, dans son jugement, acquittait les enfants comme ayant agi sans discernement, condamnait les parents à 500 francs de dommages et intérêts.

Le Tribunal déclarait en outre M. Leblanc civilement responsable dans des attendus assez étranges.

« Attendu que M. Leblanc, directeur de l'école,
« qui n'a pas été témoin des faits, ne saurait être
« reconnu coupable d'y avoir participé, mais atten-
« du que l'article 1384 du Code civil, par le seul fait
« que des coups volontaires ont été portés à un en-
« fant dans l'intérieur de l'école, Leblanc doit être
« civilement responsable de ce délit, quelles que
« soient d'ailleurs sa vigilance habituelle, son ho-
« norabilité reconnue et l'impossibilité où il paraît
« s'être trouvé d'empêcher les coups portés à la vic-
« time. »

Ces motifs condamnent la décision du Tribunal.

L'article 1384 affranchit l'instituteur de toute

responsabilité s'il n'a pu éviter l'accident. Or, qu'a fait le Tribunal de la Seine?

Après avoir constaté que le directeur n'a pu empêcher les coups, il condamne cependant. La contradiction est flagrante et il est bien certain que les juges de la Seine ont violé la loi.

Déjà inique en soi, le jugement de la Seine devait avoir des conséquences tragiques et promptes. : M. Leblanc, très affecté par la mort de l'enfant, perdit la raison, peu après le prononcé du jugement.

Il fut interné à l'asile de Ville-Evrard (1). Le pauvre dément ne put faire appel dans le délai légal.

Le Ministère^e public intervint. Le Procureur général, M. Quesnay de Beaurepaire, dans l'intérêt de la loi, déféra à la Cour d'appel le jugement du 23 janvier 1892.

Le 31 mai 1892 (2), la chambre des Appels correctionnels déclarait que les premiers juges avaient méconnu les dispositions de l'article 1384 du Code civil et que M. Leblanc avait été condamné à tort.

La Cour réparait ainsi une erreur manifeste.

Mais l'appel n'émanait pas de M. Leblanc. La Cour ne pouvait légalement le décharger de la condamnation en dommages et intérêts qui avait acquis l'autorité de la chose jugée.

(1) Rapport Samary. Ch. des Députés. Séance 4 mars 1898. Annexe 3096. J. Off. 9 mai 1898. page 777.

(2) D 1893. II page 490. S. 1899-1-138.

La Cour ne put lui accorder que la réparation morale à laquelle il avait droit.

Ainsi prenait fin la retentissante affaire de Fontenay-sous-Bois.

La seconde décision, non moins célèbre, porte le nom

d'affaire Guillot

L'affaire Leblanc était à peine terminée qu'un autre grave accident se produisait dans la Creuse.

En voici les faits : En 1894, dans la cour de l'école de la Souterraine, des trous profonds avaient été creusés en vue d'y planter des arbres. Le directeur, M. Guillot, avait défendu aux enfants de jouer de ce côté. A la sortie du réfectoire, un des élèves pensionnaires, profitant de ce que le surveillant avait le dos tourné et bousculant un de ses camarades, le fit tomber dans un de ces trous. La scène avait été si rapide que, ni le surveillant, ni M. Guillot qui, de son côté, veillait à la sortie des élèves, ne purent intervenir. Il en résulta pour l'enfant une fracture qui le laissa infirme pour la vie.

M. Guillot, poursuivi comme civilement responsable, fut condamné le 18 décembre 1894, par le Tribunal de Guéret à 2.500 francs de dommages et intérêts et à une rente viagère de 250 francs.

Le 1^{er} mai 1895 (3)., la cour de Limoges confir-

(3) Limoges sur appel de Guéret. S. 1899-1-137.

mait la décision des premiers juges, tout en réduisant la rente à 200 francs.

M. Guillot ne s'étant pas pourvu en cassation, la décision de la Cour était définitive.

Cette fois, les magistrats avaient appliqué sagement l'article 1384, mais avec quelle sévérité!

En vérité, que pouvait-on reprocher à M. Guillot?

A notre avis, aucune faute.

En instituteur prudent, il avait défendu aux élèves de jouer du côté des trous.

La surveillance était assurée par deux maîtres.

Les faits s'étaient déroulés avec une telle rapidité que d'excuse de l'impossibilité aurait dû être admise par les juges de Limoges.

La Cour ayant cru devoir juger autrement, il est regrettable que les instituteurs soient parfois à la merci des juges plus ou moins avertis des aléas de la vie scolaire.

Ces jugements furent, avec juste motif, très critiqués.

Ils eurent cependant un défenseur éminent, M. Bernardbeig, substitut du procureur général de la Cour de Limoges.

Dans un discours prononcé le 16 octobre 1896 à l'audience solennelle de rentrée de la Cour, le magistrat a tenté de justifier ces décisions, comme conformes aux principes juridiques, en ces termes :

« Vous avez déclaré l'instituteur civilement responsable parce qu'il avait un double tort personnel : défaut d'avertissement, défaut de pré-

« caution, et vous avez ajouté que l'acte de l'en-
« fant, dont le maître est civilement responsable,
« n'a pas été spontané.

« Il y a deux fautes que vous considérez com-
« me constantes : une faute antérieure, une faute
« concomitante.

« Supprimons, par hypothèse, l'intervention
« de l'élève. Si l'enfant qui a été blessé, était de lui-
« même tombé dans l'un des trous pratiqués dans
« la cour, sa responsabilité aurait-elle cessé d'exis-
« ter ?

« Vous n'avez qu'à supprimer dans votre arrêt
« le nom de l'auteur de l'accident et à substituer
« à la responsabilité de l'article 1384, la responsa-
« bilité directe des articles 1382 et 1383.

« C'est bien ici le cas de dire que l'article 1384,
« malgré la présomption de faute, est une applica-
« tion du principe de la personnalité des fautes et
« une extension des articles 1382 et 1383.

« L'arrêt de Limoges n'est pas un argument en
« faveur de la modification de l'article 1384 et c'est
« en dehors du cas de l'école de la Southeraine qu'il
« faut chercher la base et la cause d'une réforme. »

Cette habile tentative de justification devait
être le dernier écho du rôle de la justice. Elle n'eut
pas le résultat attendu.

Le conseil indirect que M. Bernardbeig don-
nait aux membres de l'enseignement ne fut pas
suivi.

La décision de Limoges, bien au contraire, de-
vait être un apport considérable à l'action des ins-
tituteurs.

La décision du Tribunal de la Seine eut un retentissement énorme chez les intéressés. L'émotion profonde causée parmi le personnel enseignant de la Seine, d'écho en écho, gagna vite toutes les écoles de France. L'éveil spontané de la solidarité professionnelle en fut le premier résultat tangible. Un esprit nouveau était né dans l'enseignement.

Cette solidarité professionnelle s'exerça dans deux directions :

La première aboutit à la loi du 20 juillet 1899.

La seconde, à la création en 1894 par les Instituteurs de Toulouse de la « Société contre les accidents » et en 1897 de « l'Enseignement », par ceux de la Seine.

LA LOI DU 20 JUILLET 1899

Dès mars 1892, la presse des milieux enseignants (4) entreprit une vive campagne en faveur de la révision de l'article 1384 du Code civil. Mais la lutte commençait dans l'inquiétude. Les Instituteurs se demandaient si leur responsabilité était sans limites et s'ils pouvaient être condamnés comme civilement responsables à raison de faits qu'il leur était impossible d'éviter.

L'arrêt de la Cour de Paris calma un peu les esprits. La campagne menée par les Instituteurs s'apaisa.

(4) L'Instruction Primaire 27 mars 1892. l'Union Pédagogique mars et mai 1892. Bulletin de l'Union des Instituteurs de la Seine, août 1892.

Cependant, l'émotion causée par l'affaire Leblanc était à peine dissipée que la nouvelle affaire Guillot vint ranimer la campagne de la presse pédagogique. La grande presse cette fois apporta son concours (5).

A partir de 1896, les Instituteurs, émus à bon droit, et pour la deuxième fois, de l'interprétation donnée par la jurisprudence à l'article 1384, s'élèverent avec force contre cet article, point de mire de toutes les critiques.

Réunis en conférences départementales, ils adressèrent au Parlement des pétitions nombreuses tendant à une modification de leur responsabilité civile.

L'appel fut entendu; l'attention du Parlement attirée sur cette question, des propositions de lois furent déposées sur le bureau de la Chambre.

MM. Malzac, Hubbard et Lavy (6) en furent les auteurs.

Ces trois propositions de lois, ayant été prises en considération, furent renvoyées par la Chambre le 31 mars 1896 à une commission nommée le 2 juin de la même année et présidée par M. Samary.

Dans sa séance du 21 mars 1898, la Chambre des Députés se prononça pour l'adoption du projet présenté par la Commission (7). Ce projet, qui sub-

(5) *Le Temps*, Journal des Débats le XIX^e Siècle.

(6) Proposition Malzac. J. off. 1896. Doc. Parl. Ch. Députés. Annexe n^o 1837. p. 283.

Proposition Hubbard. J. off. 1896. Doc. Parl. Ch. Députés. Annexe n^o 1898, p. 396.

Proposition Lavy, J. off. 1896. Doc. Parl. Ch. Députés. Annexe n^o 1899, p. 397.

(7) Rapport Samary précité.

stituait la responsabilité de l'Etat à celle des Instituteurs, devint l'article premier de la future loi.

Le Sénat, saisi à son tour, présenta un article additionnel sur la compétence qui devint l'article 2.

Les deux articles, acceptés par les Assemblées, formèrent la loi du 20 juillet 1899.

Les instituteurs venaient de remporter leur première victoire.

LES EFFORTS EN FAVEUR D'UNE ASSURANCE MUTUELLE ET PROFESSIONNELLE

Le triomphe du grand courant révisionniste apportait avec lui l'apaisement.

Le vote de la loi du 20 juillet 1899 avait produit le choc moral attendu, mais cela n'était pas tout.

L'évolution de ce courant devait avoir une autre répercussion très importante sur le terrain même de la lutte contre l'article 1384, mais dans une autre direction.

Les protagonistes de la réforme, en faisant vibrer avec intensité la corde : solidarité, avaient indirectement créé un climat favorable à l'éclosion de l'idée d'assurance mutuelle et professionnelle.

Les résultats ne devaient pas être longs à venir. De 1893 à 1895, trois humbles Instituteurs du Nord, du Centre et du Midi élaborèrent individuellement des projets d'assurance contre les accidents.

Ces conceptions nouvelles ont beaucoup contribué à doter l'enseignement primaire de puissants

moyens de défense, moyens qui, après bien des aléas, existent encore de nos jours.

C'est pourquoi, les noms de leurs promoteurs méritent d'être connus. Ce sont :

MM. Burchin, du Jura ; Dupuich, de Marck (Pas-de-Calais ; Lamourère, de Toulouse.

Ces trois maîtres soumirent leurs projets aux méditations de leurs collègues dans de petites revues pédagogiques dont le rayon d'action était plus ou moins localisé. C'est ainsi que, si le Pas-de-Calais, la Haute-Garonne, le Jura devinrent des centres de diffusion, ce sont la Savoie, la Seine, la Haute-Garonne qui furent les centres de réalisation.

Malgré des résultats très encourageants, ces créations dignes d'intérêt n'avaient qu'un champ d'expansion directement proportionnel au rayon d'action de l'organe qui les faisait connaître et, c'est un fait remarquable qu'étant donné le nombre assez important des publications pédagogiques, ces initiatives heureuses s'ignorèrent longtemps dans leur réalisation, comme elles l'avaient été dans leur conception.

Cependant, cet état de choses ne pouvait pas durer. Le projet toulousain devenu, le 20 décembre 1894, la « Société contre les accidents » se distinguait. A partir de 1895, par une propagande intense, elle se signalait aux yeux du Corps enseignant, surtout dans le Midi. De son côté, le projet Dupuich, remarqué dans la Seine, devait aboutir à la création de la société « l'Enseignement », après une polémique avec la Société toulousaine. La lutte pour la prépondérance commençait.

Ce sont les étapes de cette naissance et de cette évolution que nous voudrions retracer maintenant.

Le projet Burchin

Sans chercher à établir une priorité dans les conceptions, notre étude débutera par le projet de M. Burchin, car c'est le seul qui disparaîtra.

Comme tous les Instituteurs de France, M. Burchin avait été impressionné par la nouvelle jurisprudence de Paris. La vive campagne de presse pédagogique, le mouvement en faveur des Instituteurs qui se dessinait dans les milieux parlementaires ne l'avaient pas laissé indifférent non plus. Méditant sur la répercussion des événements politiques en cours (1), il eut vite la conviction que l'élaboration de la réforme serait plus longue que généralement on le croyait et qu'il fallait créer.

C'est alors qu'il conçut son projet d'assurance, projet qui, dans son esprit, devait être à la fois un moyen de lutte, d'attente et de défense jusqu'au vote de la loi. Ce projet, très souple dans son organisme et son fonctionnement, mérite de notre part un examen d'ensemble.

Dans son économie, le projet prévoit la création d'une Société de Secours Mutuels entre tous les Instituteurs et Institutrices français, en vue de parer aux risques de la responsabilité professionnelle. (Art. 1^{er}).

Les sociétaires sont répartis en membres fon-

(1) Avènement du Cabinet Méline.

dateurs et participants. Pour participer aux avantages offerts par la Société, l'adhérent doit, à un degré quelconque, appartenir à l'Enseignement primaire public et s'engager par lettre adressée au Président à payer une cotisation annuelle variable suivant les cas (mais dont le maximum est fixé à 2 fr.).

Les membres fondateurs versent une obole unique de 30 francs; seuls les membres en activité bénéficient des avantages et cela à perpétuité (art. 2, 3, 4, 5).

Aucune restriction n'est faite pour l'adhésion des membres; la Société accueille les maîtres en activité, les retraités et les amis de l'école dans un même esprit de pure solidarité. Cependant, les adhérents ont des obligations assez strictes, sanctionnées par l'exclusion.

L'article 6 prononce une radiation conditionnelle contre l'adhérent qui, au point de vue pécuniaire, se dérobe à ses devoirs sociaux.

Cette pénalité était nécessaire car, nous allons le voir, la bonne marche de la Société dépend uniquement de la fidélité des sociétaires à leur parole d'honneur.

L'organisation administrative et financière, bien que rudimentaire est assez originale.

Le Bureau ne comprend qu'un Président, un Vice-Président et un Secrétaire rééligibles tous les 3 ans, par correspondance. La fonction de trésorier n'existe pas, les fonds étant remis directement au sociétaire mis en cause par les autres membres eux-mêmes. Seul, le secrétaire a un rôle important :

c'est lui qui assure la liaison par une circulaire adressée à tous les sociétaires au nom du réclamant.

Le règlement des indemnités et les garanties sont prévues par les articles suivants :

Article 11. — Tous les cas de maîtres à élèves, où une responsabilité professionnelle est engagée, sont prévus et reconnus par la dite société. Le Bureau n'aura pas à se prononcer à cet égard.

Art. 12. — Pour faire l'objet d'une demande ou indemnité, le montant de la réclamation devra, frais compris, être supérieur à 30 francs.

Article 13. — L'indemnité est payée directement au réclamant par les sociétaires jusqu'à concurrence d'une part : de l'intégralité des frais, de l'autre : de 2 francs par an et par sociétaire.

Article 15. — Elle sera adressée au secrétaire accompagnée soit d'une copie du jugement, soit, si la chose a été réglée à l'amiable, du reçu du chef de famille et d'un certificat légalisé portant signature de deux témoins et d'un Instituteur public du voisinage. »

Après avoir préalablement employé les fonds offerts par les membres fondateurs, le secrétaire avise chaque membre de la quote-part qu'il a à payer. Lorsque la somme est peu élevée, le paiement s'effectue à tour de rôle. Le secrétaire dresse un état de la répartition, afin d'éviter des confusions regrettables et les tours de faveur (art. 16, 17, 18 et 19).

Tout ce système repose sur la bonne foi des adhérents et c'est là le point faible du projet; le réclamant subit le préjudice des cotisations non

payées par les réfractaires. Toutefois, le sociétaire frustré rentre en possession des cotisations arriérées, si les réfractaires viennent à réintégrer la Société (art. 20).

De plus, il n'est pas accordé de rente viagère, l'indemnité est calculée sur vingt fois le chiffre de la pension viagère ou pour la pension à terme sur le chiffre de celle-ci multiplié par trois quarts des années.

Ce projet, ainsi conçu dans le Jura, devait naître et grandir en Savoie, sous la forme d'un essai de caisse de défense judiciaire, dans les circonstances suivantes :

En 1895, M. Burchin était abonné, depuis sa fondation, à une jeune revue pédagogique « le Petit Provincial », dirigée par M. Plathier, Instituteur à La Motte-Servolex (Savoie). Le Directeur, ardent défenseur des intérêts moraux et matériels du Corps enseignant, accueillit favorablement le projet et, le 12 janvier 1896, lui faisait l'honneur de ses colonnes. L'idée fit fortune. Le projet devint bientôt une réalité.

Dès février 1896, M. Plathier faisait savoir à ses lecteurs que des adhésions s'étaient groupées autour des statuts du projet.

Le 2 novembre 1896, le nombre des adhésions dépassait 800. Tels étaient les premiers pas du projet Burchin. C'était un succès.

Ce succès, à notre croyance, aurait dû avoir un retentissement en accord avec l'effort accompli. Il n'en fut pas ainsi.

Nous verrons plus loin, après l'étude du projet Lamourère, le sort qui lui fut volontairement réservé, par son propre tuteur, M. Plathier.

La conception de M. Dupuich

L'idée de M. Dupuich fut connue par le Bulletin pédagogique des Instituteurs du Pas-de-Calais, en date du 15 novembre 1895. Ce bulletin original, tribune libre de tous les maîtres, avait déjà donné l'hospitalité à un article de M. Duquesnoy.

M. Duquesnoy, faisant écho à l'affaire Leblanc, montrait avec beaucoup de force que les jeux et les exercices recommandés à l'heure actuelle augmentaient les dangers courus par les élèves et surtout par les maîtres.

Le 15 novembre 1895, M. Dupuich, reprenant ce thème, demandait la révision d'une législation qui met « d'excellents maîtres à la merci de parents peu délicats, spéculant sur un accident fortuit, battant monnaie aux dépens des pauvres gens ».

C'était là la plainte habituelle et cela n'a rien de surprenant. Cependant, M. Dupuich énonçait ensuite une conception nouvelle pour les Instituteurs du Pas-de-Calais. Cette conception, analogue à celle de M. Burchin, dans son esprit, mais différente dans sa réalisation, se résumait ainsi : En attendant la révision, il faut assurer la sauvegarde des intérêts professionnels par l'assurance mutuelle.

« Cette assurance, écrit l'Instituteur de Marck, « je la voudrais s'étendant à la France entière. Les « faits que nous avons signalés ont touché l'ensem-
« ble des Instituteurs du pays. Tous se sont sentis
« menacés. Il faut que la solidarité s'établisse et
« s'affirme par des actes.

« Nous sommes 100.000 en France; que cha-
« cun de nous effectue un versement de 5 francs
« dans la caisse d'un comité constitué à Paris, sous
« le patronage de l'administration.

« Voilà d'un seul coup 500.000 francs dont les
« seuls revenus assureront toujours, quoi qu'il
« arrive, la sécurité de tous les membres du Corps
« enseignant.

« Toute affaire malheureusement engagée sera
« apaisée bientôt sans bruit, sans scandale.

« S'il faut absolument plaider, la Caisse Mutuelle
« assurera aux Intéressés des ressources pour la
« procédure.

« En agissant ainsi pour la sauvegarde de nos
« intérêts, nous ne passerons pas condamnation sur
« l'article néfaste. Il faut, au contraire, redoubler
« d'instance, intéresser à notre cause de puissants
« amis et les pouvoirs publics finiront pas faire
« droit à nos revendications.

« Le jour où l'assurance deviendra inutile, le
« fonds de secours ira grossir la caisse de l'orpheli-
« nat. »

Voilà dans ses grandes lignes l'idée d'une
bonne cause.

Ce projet intéressa vivement ses Collègues.
Mais M. Dupuich ayant fait un appel direct aux
Instituteurs parisiens, les membres du Corps ensei-
gnant du Nord et du Pas-de-Calais laissèrent la
Seine prendre l'initiative de la création d'un tel
comité.

Le 23 novembre 1895, M. Edouard Petit, Ins-

pecteur général de l'Enseignement primaire, dans la chronique des écoles du journal « le Radical », prenait le projet sous son égide et renouvelait l'appel de M. Dupuich en ces termes :

« Il faut espérer que de l'idée on passera aux actes et promptement. L'Union de la Seine ne peut-elle prendre l'assurance sous son patronage? Elle a pour cela toutes les qualités et elle a l'influence et la force d'expansion nécessaires. »

L'appui de M. Petit fit connaître le projet dans toute la France. Son appel aussi fut entendu. En 1896, étaient formés à Paris des comités pour la création d'une caisse mutuelle de défense judiciaire et d'une société d'assurance mutuelle « l'Enseignement ». Cependant les initiatives de MM. Burchin et Dupuich devaient être primées par la réalisation rapide d'une conception de M. Lamourère à Toulouse.

L'initiative de M. Lamourère

Comme les deux précédents, ce projet traduit à merveille l'état d'esprit du Corps enseignant en 1893-1894. Il est né de l'inquiétude que la condamnation de Leblanc avait créée dans l'esprit d'un Maître, lui aussi, victime de la fatalité.

En effet, le jeune Instituteur de Toulouse avait eu à déplorer un grave accident d'élève de sa classe. Redoutant les poursuites judiciaires et les conséquences terribles de la jurisprudence nouvelle, il conçut l'idée d'une association générale des membres de l'enseignement public.

Cette association, dans un esprit de pure solidarité, devait pratiquer l'entraide aux Instituteurs poursuivis en justice; ceux-ci, par l'appui moral et matériel de leurs Collègues, retrouveraient la sécurité compatible avec le bon accomplissement de leur tâche. La ruine serait écartée de leur foyer.

La gestion serait assurée par les Instituteurs eux-mêmes, avec loyauté, au mieux des intérêts de tous et chaque fonction gratuite. L'organisation administrative et financière, des plus simples, permettrait à chaque Instituteur élu de pouvoir assurer, en dehors de sa classe quotidienne, la fonction que le sort des élections lui aurait confiée. La question d'argent, réduite au minimum, sous la forme d'une cotisation de 1 franc, permettrait l'adhésion de tous comme membres. Enfin, l'honneur serait l'unique lien entre les membres et l'association. Cette idée, transformée en proposition concrète, fut agréée et encouragée par ses Collègues. La réalisation fut une œuvre collective.

En 1894, un Comité d'initiative composé de MM. Lamourère, Clarac, Campan, Teulade, etc... était formé à Toulouse.

Le premier pas vers la réalisation était franchi.

Création de la Société contre les accidents
« Amicale Corporative »

Le Comité activa ses travaux avec fièvre et ferveur.

Le 20 novembre 1894, les membres, réunis au

café des Américains à Toulouse, élaboraient les « bases » de la Société.

Le 20 décembre 1894, la première Assemblée générale, dans l'amphithéâtre de l'ancienne Faculté de Lettres, procédait à la rédaction définitive des statuts et complétait la composition du bureau.

La Société était née. Elle avait pour nom « Société contre les accidents, date de naissance : 20 décembre 1894 et pour président : M. Louis Lamourère.

M. Istria, Inspecteur d'Académie, lui apportait son concours en lui octroyant l'autorisation de « fonctionner » dans le département de la Haute-Garonne.

Grandir et prospérer, tel était le désir de la jeune société. Le destin allait désormais lui sourire.

L'ambition et l'espoir des fondateurs devaient se trouver exaucés.

Cette création fit grand bruit dans le Midi. Les Instituteurs des départements voisins demandèrent à y adhérer en masse. Mais l'autorisation académique était formelle : le rayonnement de la jeune Société ne devait dépasser les cadres du département.

Le bureau, malgré toute sa bonne volonté, ne pouvait accueillir favorablement les adhésions. Il se trouva très vite dans l'obligation de faire élargir l'autorisation.

L'Inspecteur d'Académie de Toulouse, après une audience accordée aux fondateurs de la Société, dénouait la situation en transmettant une proposition d'autorisation à M. le Recteur de l'Académie.

Cette proposition contenait une demande de prolongation du rayon d'action de la jeune Société aux départements du ressort de l'Académie de Toulouse; pour des raisons que nous ignorons, elle fut rejetée.

Cette première embûche à la jeune Société compromettait son avenir. M. Istria le comprit bien vite; sans respecter la hiérarchie administrative, il prit sur lui de transmettre à M. le Ministre de l'Instruction publique une demande « d'autorisation pour toute la France. »

Le Ministre, M. Poincaré, fit diligence. En juillet 1895, dans une réunion au fameux café des Américains, présidée par M. Teulade, Instituteur à Toulouse, en présence d'une centaine de maîtres, l'Inspecteur d'Académie annonçait que le Ministre autorisait la « Société contre les accidents » à s'étendre sur toute la France. Le 20 août 1895, il informait par écrit le président de la Société de cette bonne nouvelle.

VERS LA SOCIÉTÉ NATIONALE UNIQUE

L'échec partiel dans la Seine

Tels étaient, dès la fin de l'année 1895, les résultats acquis; ils comportaient un grand danger. Les créations régionales de Savoie, de Haute-Garonne, le mouvement naissant à Paris risquaient de créer trois blocs rivaux. Le but cherché et demandé par les promoteurs de l'œuvre fut en partie atteint par le groupement toulousain. L'essai de société na-

tionale unique tenté par Toulouse fut bien accueilli dans toute la France, sauf à Paris où l'on créa une société nouvelle.

Voici les principales étapes de cette tentative, les causes et le résultat de cet échec.

La jeune Société, puissamment secondée par l'autorisation ministérielle, entreprit une propagande intense dans son journal « L'Ecole Laïque ».

En 1895, cet effort portait ses premiers fruits. M. Plathier eut connaissance de son existence.

Dans un geste louable, le Directeur du *Petit Provincial* raya d'un trait de plume l'œuvre dont il avait été un fervent propagandiste en Savoie. Dans le numéro du 7 décembre 1895, il écrivit :

« L'année dernière, le *Petit Provincial* a fait
« une campagne à ce sujet et a même inséré un
« projet de statuts. Nous nous sommes arrêté parce
« que nous arrivions en deuxième ligne. L'Ecole
« Laïque a déjà formé une assurance mutuelle.
« Pourquoi ne pas s'y ranger et ne pas reconnaître
« son œuvre ? »

L'appel de M. Plathier fut entendu. Bientôt le petit groupe savoyard de la Motte Servolex, rallié autour du Projet Burchin, vint rejoindre la Société.

La conquête du Midi était faite. Mais si la partie était gagnée, ou sur le point de l'être dans toute la région du Midi, restaient le Nord et Paris.

L'Ecole Laïque et le *Petit Provincial*, unis dans une même cause commune, tentèrent d'assurer le triomphe de la Société contre les accidents.

Le 7 novembre 1895, le *Petit Provincial* apprenait, par la voix du *Radical*, l'existence du Projet de M. Dupuich. Le Directeur, le 23 janvier 1896, publiait les statuts de la Société Toulousaine et combattait amicalement le Projet Dupuich, en y faisant allusion dans les termes suivants :

« Depuis un an, il existe une « Société contre
« les accidents » à Toulouse; depuis trois mois, elle
« a l'autorisation de s'étendre à toute la France.
« Or, M. Dupuich, Instituteur à Marck, prend l'initiative d'une nouvelle société.

« Il serait pourtant bon qu'il n'y eût qu'une
« société de ce genre et qu'elle soit forte de l'appui
« de tous les Instituteurs de France. »

La voix du *Petit Provincial*, alliée à la propagande personnelle de l'Ecole Laïque, fut entendue. Une grande partie de la presse pédagogique répondit à cet appel.

L'Education Laïque de Draguignan, La France Enseignante de Dijon, le Journal des Instituteurs, le Journal de l'Enseignement Primaire, l'Echo de l'Enseignement Primaire, le Manuel Général annoncèrent l'existence de la Société de Toulouse et engagèrent leurs lecteurs à y adhérer.

Mais toute la presse enseignante n'était pas à l'unisson. L'entrefilet, que le *Petit Provincial* publiait, démontrait bien qu'une certaine résistance s'était manifestée devant la volonté d'hégémonie de la Société de Toulouse :

« Une certaine presse officieuse se met en
« avant pour diviser nos forces en vue de la formation et de l'expansion de la Société contre les ac-

« cidents, fondée depuis un an à Toulouse, et sou-
« tient le projet de notre Collègue : M. Dupuich.
« Nous croyons utile de signaler le fait pour que
« nos abonnés prennent garde. »

Quelle était donc cette presse officieuse qui soutenait le projet de M. Dupuich ?

La lecture de la *Revue de l'Enseignement Primaire* et du *Bulletin de l'Union de la Seine* va nous donner la clef du mystère.

Le 5 janvier 1896, la *Revue de l'Enseignement Primaire* publiait un résumé de l'article de M. Petit et terminait par ces phrases :

« Et quand cette Société fonctionnera, vous
« pourrez dormir tranquilles, vous ne sentirez plus
« votre patrimoine; le pain même de vos enfants
« menacé, vous serez certains de ne jamais traîner
« aux pieds ce boulet une rente viagère.

« Nous apprenons au dernier moment qu'une
« Société régionale d'assurances contre les acci-
« dents est en voie de formation à Toulouse. »

Le *Bulletin de l'Union de la Seine* reproduisait purement et simplement l'article du *Radical* dans son numéro de février 1896. C'était là la presse officieuse que dénonçait M. Plothier. Il n'en fallut pas plus à l'*Ecole Laïque* pour entamer une polémique violente contre qui pouvait contrarier son désir d'hégémonie.

Dans le numéro du 12 janvier 1896, l'*Ecole Laïque* reprochait à quelques journaux de la Capitale d'organiser « la Conspiration du silence » autour de la Société contre les accidents et d'accepter

avec enthousiasme l'œuvre de M. Dupuich, bien que cela fut « l'œuvre d'un plagiaire ».

Cette attaque, qu'un moment de mauvaise humeur aurait pu faire accepter et excuser, fut aggravée par des reproches plus précis, mais non fondés.

L'Ecole Laïque mettait en avant la souscription organisée par elle en faveur de M. Guillot, accusait les Instituteurs de la Seine d'avoir manqué d'esprit de solidarité envers M. Leblanc et de n'avoir pas fait campagne contre l'article 1384.

L'attaque continuait par le reproche fait à la *Revue de l'Enseignement Primaire* de ne pas avoir publié son appel aux Instituteurs de France, appel révélant que la Société existait depuis un an et avait été autorisée par le Ministre de l'Instruction publique.

La *Revue de l'Enseignement Primaire*, qui ne tenait sans doute pas à laisser se poursuivre une polémique contraire aux intérêts des Instituteurs, publiait peu après, le 2 février 1896 :

« Dès que les maîtres auront adhéré à l'idée
« d'association, il sera nécessaire qu'ils fassent un
« pas de plus sous peine de ne rien faire de vrai-
« ment utile. Les fondateurs, les ouvriers de la pre-
« mière heure doivent s'effacer. Les amours-pro-
« pres locaux doivent se taire, car la dispersion des
« efforts serait regrettable et il nous faut une seule
« société pour avoir une société puissante. »

L'Ecole Laïque prenait note de cet appel à la sagesse qui lui donnait satisfaction. La polémique avec la *Revue* prit fin.

Si le feu était éteint d'un côté, l'incendie se rallumait de l'autre. Les Instituteurs de l'Union de la Seine qui, il faut bien le reconnaître, avaient été durement et injustement maltraités, demandèrent à l'*École Laïque* de se rétracter.

Le Président, M. Hennequin, dans sa lettre du 11 février 1896, où la bonne foi était sincère et le désir de ne pas couper les ponts manifeste, au nom des Instituteurs, remettait les choses au point : « Ni « l'*Union*, ni la *Revue*, dit-il, n'ont eu à aucun moment le droit d'anéantir ou même d'enrayer le « mouvement de solidarité qui se manifeste actuellement. »

« L'*Union* n'a jamais fait proposer son concours; on le lui a demandé, elle se gardera bien « de le refuser. Elle se fera au contraire un impérieux devoir d'encourager dans la mesure de ses « faibles moyens toutes les initiatives du personnel « enseignant, qu'elles viennent du Nord, de l'Est, « de l'Ouest, du Centre ou du Midi. »

Cette lettre-appel à la sincérité de l'*École Laïque* se terminait par un avertissement qui, à notre avis, n'a pas été sans jouer un rôle important :

« Habitues à placer l'intérêt général avant « tout, nous ne nous laisserons pas décourager par « les attaques injustifiées dont nous pourrions être « l'objet ; nous continuerons comme par le passé « l'œuvre de vulgarisation et de solidarité que nous « avons entreprise et rien ne pourra nous empêcher « d'atteindre notre but. »

L'*École Laïque* qui aurait pu certainement se tenter de ces précisions et tenir compte de cet avér-

tissement mérité, ne crut pas devoir donner satisfaction à M. Hennequin, ni publier sa lettre.

Dans son numéro du 8 mars, elle continuait ses attaques, reprochant à l'*Union* d'être au service du Ministère de l'Instruction Publique, de favoriser les desseins du Ministre et de M. Bedorez, Directeur de l'*Enseignement Primaire de la Seine*.

Par une lettre du 15 mars 1896, le Conseil d'Administration prenait acte du refus de l'*Ecole Laïque*, renonçant à la publication de la lettre de M. Hennequin et à faire reconnaître son droit par la loi. En fait, c'était la rupture. La Société contre les accidents lâchait la proie pour l'ombre.

La victoire décisive, qu'un effort de conciliation lui aurait fait remporter, ne fut pas complète. La fin de cette polémique devait aboutir à la création d'une société rivale : « L'Enseignement ».

L'initiative parisienne

L'idée de M. Dupuich avait fait des adeptes dans le département de la Seine. Cependant quelques modalités importantes modifiaient l'économie de ce projet. La Caisse unique était remplacée par une caisse de défense judiciaire régionale, prenant l'offensive contre les auteurs d'accusations non justifiées.

Le Bulletin de l'Union de la Seine, la Revue de l'Enseignement Primaire menaient campagne pour la réalisation rapide de cette caisse.

M. Dumont y traduisait cette aspiration dans les termes suivants :

« En attendant que le ciel nous aide, créons
« vite des caisses de défense et qu'après avoir été
« menacés, menaçons ceux qui seraient tentés de
« vouloir exercer, à nos dépens, leur petite indus-
« trie de chantage à l'occasion d'un malheureux
« accident que nous avons toujours été les pre-
« miers à déplorer et à vouloir empêcher. »

En janvier 1896, quelques membres de l'Union de la Seine prirent l'initiative de fonder une caisse de défense judiciaire.

Cette caisse avait pour but de procurer à ses membres les fonds nécessaires à assurer leur défense devant toutes les juridictions, et ceci en raison d'instances engagées contre eux pour faits relatifs à leurs fonctions et tombant sous l'application des articles 1383 et 1384 du Code civil.

Ce but répondait pleinement aux aspirations du personnel car il fallait absolument changer de système.

La caisse, n'étant pas une assurance contre les accidents, levait un grave préjugé, car on opinait à cette époque que s'assurer était reconnaître en fait la responsabilité que l'on cherchait à détruire.

De plus, par le groupement des intéressés, elle mettait un terme à certaines pratiques créées au lendemain de l'affaire Leblanc.

Des souscriptions avaient été faites en faveur des victimes de l'article 1384 du Code civil.

Cette initiative avait alléché les demandeurs. Moralement certains d'être payés, ils n'hésitaient plus à poursuivre.

La Caisse apportait un soutien précieux à tous

ses adhérents moyennant les garanties suivantes : L'aide apportée aux maîtres inquiétés civilement ne leur était accordée que s'ils étaient moralement innocents.

Ainsi aucune prime n'était donnée à la négligence ou à la brutalité.

La Caisse n'abolissait pas la responsabilité légitime que chacun doit encourir pour ses propres actes.

En cas de recours, les participants devaient déclarer par écrit que le dommage qui motive l'instance ne résulte d'aucun sévice ou mauvais traitement quelconque qui puisse lui être imputé. Le maître attaqué complétait cette déclaration par l'assurance d'une présence effective à son poste lors de l'accident et par la preuve de ne pas s'être livré à aucune occupation étrangère à son service.

Le Conseil restait juge pour apprécier la cause légitime d'absence ou d'empêchement.

D'une manière générale, l'Instituteur devait prouver qu'il n'avait pu prévoir ni empêcher le dommage causé.

En vérité, ces garanties n'étaient qu'un palliatif bien insuffisant. Elles étaient malheureusement compensées par une restriction peut-être sage en l'occurrence, mais de nature à déprécier sensiblement la valeur d'une telle création.

La Caisse n'assurait le remboursement des dommages-intérêts que dans la mesure du possible, car elle ne pouvait s'engager à payer des sommes dont aucun calcul ne permettait la précision du montant probable.

La précision aux statuts de cotisations supplémentaires ne pouvait malgré tout effacer la prévention contre l'efficacité d'un tel système.

De telles restrictions n'échappèrent pas à l'esprit critique du Président Hennequin.

Dans le numéro de février 1896, du *Bulletin de l'Union de la Seine*, il exprimait ses craintes personnelles et démontrait d'une façon péremptoire l'insuffisance d'une semblable réalisation. Ces craintes peuvent être résumées ainsi :

La protection accordée par la Caisse parisienne n'est pas suffisante. La responsabilité existera toujours du fait des articles 1382 et 1383, même si l'article 1384 venait à être abrogé. Or, l'Instituteur est avant tout un homme; dans un accès d'impatience, il peut donner lieu à l'application de ces articles.

Dans ce cas personnel, on ne peut abandonner le Collègue qui, livré à lui seul, ne saura se défendre. La Correctionnelle et l'Administration se chargeront de le rendre plus pondéré dans l'avenir. Condamné et révoqué, cela sera la ruine pour sa famille et, c'est au nom de ces victimes innocentes que M. Hennequin propose de faire quelque chose de plus large.

En effet, M. Hennequin voulait faire « quelque chose de plus large », mais quelque chose qui différerait complètement des réalisations précédentes.

Dans ce même article, sous forme de critiques,

il nous donnait les bases de sa nouvelle conception en ces termes :

« De tous points de la France, ou plutôt de plusieurs centres qui nous sont bien connus, les Instituteurs prennent l'initiative de la fondation de nouvelles sociétés de défense judiciaire en matière de la responsabilité civile.

« Les Instituteurs de la Seine sont du nombre.

« Ces initiatives, quoique heureuses, ne nous satisfont pourtant qu'à demi.

1° La plupart n'ont pas une portée assez grande, étant limitées par le nombre.

2° Elles ne garantissent qu'imparfaitement contre la responsabilité.

3° Cette garantie ne s'exercera que selon les moyens dont pourra disposer la Société.

4° Enfin, le côté financier de ces sociétés paraît partout trop négligé.

.....

« Celle de Toulouse, par exemple, s'en remet à l'honneur des sociétaires pour la régularité du paiement des cotisations. Nous ne doutons pas un seul instant qu'il puisse y avoir des Instituteurs capable de forfaire à l'honneur. Et pourtant, il faut bien se persuader que la cote pécuniaire joue un grand rôle même dans les questions d'honneur.

« Il est à craindre qu'un certain nombre d'associés, dont les émoluments sont le plus comptés dans un budget né en temps de carême, ne se trouvent dans l'impérieuse nécessité de penser

« aux tiraillements de leur estomac ou de ceux de
« leur progéniture avant de songer aux terribles
« conséquences que porte dans ses flancs l'article
« 1384 ».

Ces critiques se terminèrent sur cet appel à l'action :

« Si nous voulons arriver à un résultat cer-
« tain, nous ne disposons que d'un seul moyen
« d'action : fonder une société d'Assurances Mu-
« tuelles en matière de responsabilité civile chez les
« Instituteurs : Une Société anonyme avec un Ca-
« pital-actions plus puissant. Elle aura pour nous
« de très grands avantages dont les moindres seront
« les suivants :

« Tranquillité des Instituteurs dans l'exercice
« de leurs fonctions. Placement du Capital-actions
« à la volonté et au mieux des intérêts des action-
« naires assurés.

« Prix de revient nul, car les primes seront
« vraisemblablement payées par les intérêts pro-
« duits par le Capital-actions. »

Cet article était le manifeste de la nouvelle Société qui allait se créer à Paris en 1897, sous l'égide de la loi du 24 juillet 1867. Cette création est un autre fait remarquable dans les Annales du Corps enseignant, car nous verrons plus tard les ennuis judiciaires causés au nom de cette loi, en 1904, à la « Société Toulousaine » et aux « Auto-nomes », ses nouvelles rivales.

CRÉATION DE LA SOCIÉTÉ : « L'ENSEIGNEMENT »

Première Mutuelle légale

La naissance de la nouvelle Société mérite d'être contée; nous ne saurions découvrir de renseignements plus exacts qu'en cédant à nouveau la parole au Président Hennequin, un de ses dévoués fondateurs.

Le Président, après avoir cité le projet Dupuich comme origine de la Société, s'exprimait ainsi lors de l'Assemblée constitutive :

...« Cette excellente idée m'avait vivement
« frappé, ainsi que quelques-uns de mes bons Col-
« lègues et amis. Mais il fallait fonder quelque cho-
« se de solide, de durable, en un mot, une Société
« qui pût résister à tous les assauts, à tous les
« choes, qui pût légalement constituer un capital
« de réserve, seule garantie de l'avenir.

« En compulsant les lois, nous trouvons notre
« affaire. Notre opinion est arrêtée, nous devons
« constituer une Société d'assurances.

.....

« En avril 1896, nous nous réunissons à qua-
« rante; en mai, nous étions quatre-vingts; en juil-
« let, un cent. Nous discutons la loi point par
« point, nous établissons nos statuts et, fiers des
« résultats obtenus, nous portons le fruit de nos
« travaux à notre avocat qui en rogne les trois
« quarts et nous donne quelques conseils et quel-
« ques directions. Sans nous décourager, nous

« nous remettons à l'œuvre et, après de nombreux autres corrections, nous pouvons, le 12 novembre suivant, nous présenter devant vous, avec des statuts imprimés et vous demander votre avis sur notre sujet.

« Il fut favorable, immédiatement nous faisons dressé un acte notarié, et le 7 janvier 1897, nous réunissons une Assemblée générale constitutive et nous déposons les statuts adoptés au greffe du Tribunal civil de la Seine.

« Nous possédions l'acte de naissance de notre Enseignement »₂

Cette seconde création dotait le Corps enseignant de moyens d'auto-défense très puissants. Ces sociétés rivales, au point de vue prépondérance, demeuraient unies dans la réalisation d'une idée commune. Toutes deux, elles participeront au grand courant révisionniste de l'article 1384.

Cependant, la Société Toulousaine, par son privilège d'ainesse, marquait le point. Pétitions nombreuses, adresses personnelles aux Parlementaires, réunions, tels étaient ses procédés fructueux (1).

Ainsi la dérivation momentanée de la solidarité professionnelle vers l'assurance, tel l'affluent impétueux regagnant le fleuve après une course

(1) La Société « L'Enseignement » fit de même par la

vagabonde, contribuait définitivement par son apport personnel l'œuvre salubre du personnel enseignant.

Désormais tous les efforts étaient concentrés vers le but final. Cette unité d'action se traduisait, en 1899, par la réforme du 20 juillet.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE MAINTIEN ET L'ORGANISATION DES MUTUELLES UNIVERSITAIRES

Conséquence de la loi du 20 juillet 1899

Le vote de la loi du 20 juillet posait aux fondateurs de la « Société contre les accidents » et de « l'Enseignement » un grave dilemme : vivre ou disparaître ?

Les événements firent pencher la balance en faveur du maintien, car la loi était loin de donner une entière satisfaction au Corps enseignant. Ce n'était pas la réforme radicale à laquelle tout le monde s'attendait.

Certes, la loi du 20 juillet 1899 correspondait à une évolution manifeste de l'attitude des Instituteurs ; mais elle ne faisait que trancher un conflit latent entre les partisans de l'abrogation ou de la révision de l'article 1384 du Code civil d'une part, entre les partisans des Sociétés d'Assurances d'Instituteurs avec ou sans le concours de l'Etat. d'autre part.

En reprenant chaque terme de cette dernière alternative, nous pensons arriver à dégager les idées directrices qui militèrent en faveur de ce statu quo.

L'état des esprits antérieur au vote de la loi

Quelques indices permettent déjà d'apprécier l'état d'esprit du Corps enseignant intéressé au vote et de marquer au coin les étapes de cette évolution. Nous avons d'abord le nombre imposant d'Instituteurs qui, en 1895, croyaient à l'abrogation définitive de l'article 1384.

Tous partageaient l'idée de MM. Dupuich et Burchin que les Sociétés d'Assurances à créer ne devaient être qu'un palliatif d'attente et de lutte jusqu'à la disparition de leur responsabilité civile.

De même, la première Assemblée de la Société Toulousaine vivait dans l'espoir non dissimulé de cette abrogation. Le rapport moral ne fait aucun doute à ce sujet. Les vœux votés dans les réunions pédagogiques, la presse même politique manifestaient ce désir unanime.

Le personnel enseignant réclamait le remplacement de l'article 1384 par les dispositions suivantes :

« En fait d'accident dans l'école, la responsabilité de l'Instituteur est uniquement morale. La responsabilité morale est toute personnelle; en fait de responsabilité, l'Instituteur ne relève que de son administration.

« Si la responsabilité existe, elle incombe exclusivement à l'Etat. »

Or, en 1896, nous constatons un revirement partiel dans cette attitude. Le Corps enseignant était nettement séparé en deux clans. Si les uns s'obstinent à réclamer la disparition de l'article

1384, les autres en demandent une révision plus ou moins complète.

L'*Ecole Laïque*, organe officiel de Toulouse, est en tête de cette seconde tendance.

A cette époque, le Président Lamourère déclarait :

« Les Instituteurs ne veulent pas de l'abrogation de l'article 1384, ils veulent la révision de l'article dans un sens conforme à la justice et à l'équité, c'est que la juridiction administrative leur incombe. »

Cette évolution qui, à première vue, peut surprendre, s'explique par ces faits nouveaux. Les Instituteurs réclamaient l'application du Droit commun à tous les fonctionnaires et l'application à l'Enseignement des rapports de maître à préposé.

De plus, d'autres influences s'étaient manifestées. L'Enseignement privé avait trouvé d'ardents défenseurs. Il rejetait l'abrogation pour l'Enseignement public seul, au nom de l'amoindrissement de la fonction sociale, de la confiance des familles.

Une Association très influente, le Comité de Rédaction de la « Correspondance générale », composée de Magistrats, de membres du Barreau, de l'Administration de l'Enseignement, se prononçait nettement contre la révision.

En 1896, ce Comité se réunissait pour examiner les vœux du personnel enseignant relatifs à l'application de l'article 1384.

A l'unanimité, il était d'avis qu'il n'y avait lieu

ni d'abroger, ni de modifier l'article 1384 du Code civil.

Sur la proposition de M. Poincaré, ancien Ministre de l'Instruction Publique, vice-président de la Chambre, le Comité émettait le vœu que l'Etat se reconnaisse responsable en droit ou en fait chaque fois que l'enquête administrative aura été favorable à l'Instituteur incriminé... et qu'il paie tous les frais judiciaires en cas d'acquiescement ou de condamnation.

En dehors de ces positions très nettes pour ou contre l'application de l'article 1384, existait un courant nettement hostile aux Sociétés d'Assurances Universitaires, à la Société de Toulouse en particulier. On disait ouvertement que ce genre de société excitait les parents à poursuivre et les tribunaux à condamner.

La « Société contre les accidents » était accusée, par une certaine presse, d'agiter l'article 1384 comme un épouvantail, à titre de réclame personnelle. Les plus modérés, représentés en l'espèce par la « Correspondance générale », étaient hostiles à ces « Caisses de défense judiciaire ». Sous forme de craintes et de conseils très nuancés, ils contestaient l'utilité du fait de l'adoption par le Gouvernement du principe de garantie en cas de non-faute.

Le Comité mettait en garde les Instituteurs contre des « dangers réels » : les Instituteurs risquaient de ne pas être entièrement soulagés si l'écart était trop grand entre les charges et les ressources. De plus, le Ministre, disait-il, ne donnera

sans doute jamais l'autorisation de fonctionner à de « véritables syndicats de fonctionnaires ».

Ces craintes, manifestement exagérées et contraires à la vérité, achevaient de créer l'ambiance dans laquelle allaient naître les projets de réforme.

La réforme - les projets - le vote

En 1896, trois projets de loi étaient déposés sur le Bureau de la Chambre des Députés; tous traduisaient avec netteté les diverses tendances de l'époque.

Le premier projet, déposé par M. Malzac, était visiblement inspiré par la « Correspondance générale ».

L'article 1384 était maintenu intégralement. Seul, son mode d'application était amendé. Le projet adoptait un système d'assurances que les membres du Corps enseignant contractaient avec le concours de l'Etat.

Voici les principaux articles de ce projet :

Article premier. — Un arrêté du Ministre de l'Instruction publique, rendu après avis du Conseil Supérieur de l'Instruction publique déterminera pour l'application de l'article 1384 du Code civil le temps pendant lequel les élèves des Etablissements publics d'enseignement sont sous la surveillance des maîtres responsables des dommages causés.

Article 6. — La Caisse Nationale d'Assurances contre les accidents instituée par la loi du 11 juillet

1868 est autorisée à contracter avec les membres de l'Enseignement public soumis à l'article 1384 du Code civil une assurance collective pour le paiement, à leur lieu et place des condamnations pécuniaires qui seraient prononcées contre eux en vertu du dit article et le remboursement, sur état, des frais, débours qu'elles leur auront occasionnés.

Article 7. — Le contrat d'assurances sera passé et signé par le Ministre de l'Instruction publique.

Il sera renouvelé tous les ans.

Article 8. — Dans toute instance et à peine de perdre le bénéfice de l'assurance, le membre de l'Enseignement public poursuivi devra appeler la dite Caisse qui y sera représentée par le Receveur des Finances de l'arrondissement du Tribunal saisi de l'affaire et pourra fournir directement la preuve énoncée au dernier alinéa de l'article 1384.

Article 9. — Les jugements et arrêts seront communs au membre de l'Enseignement public et à la Caisse Nationale d'Assurances appelée en cause. Chacun d'eux pourra en appeler et se pourvoir.

Article 10. — La prime de cette assurance collective est fixée à un franc pour chacun des membres de l'Enseignement public soumis à l'article 1384, quels que soient ses fonctions ou emplois.

Article 11. — Le taux de cette prime pourra être réduit temporairement par arrêté du Ministre de l'Instruction publique sur avis de la Commission de surveillance de la Caisse Nationale d'Assurances.

Article 12. — En cas d'insuffisance des primes

pour les paiement et remboursement prévus à l'article 6, le complément sera fourni par l'Etat.

Article 13. — La Caisse Nationale d'Assurances sera déchargée de toute obligation et tirée d'instance dans le cas ou, à raison de l'accident ou le dommage, le membre de l'Enseignement encourrait une condamnation pénale.

La seconde proposition, due à M. Hubbard, modifiait profondément l'article 1384 du Code civil. Elle établissait un renversement de la preuve en faveur des Instituteurs et donnait ainsi satisfaction partielle aux desiderata exprimés dans la plupart de leurs pétitions.

Cette proposition était ainsi conçue :

« Le paragraphe 5 de l'article 1384 du Code civil est modifié de la façon suivante :

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que
« les père et mère ou artisans ne prouvent qu'ils
« n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette
« responsabilité. En ce qui concerne les maîtres et
« instituteurs de l'Enseignement public, la responsabilité ne sera encourue que par la preuve de la
« faute ou du manque de surveillance des dits maîtres et instituteurs, preuve qui sera à la charge
« de la partie plaignante. »

Enfin, le projet Lavy, inspiré par l'*Ecole Laïque* et l'*Enseignement*, substituait la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'Enseignement. Frappé par ce fait que le maître est presque toujours placé entre l'intérêt des enfants et le sien propre. M. Lavy admettait aussi ce renversement de

preuve. Le plaignant subissait la charge d'une double preuve : 1° l'existence d'un préjudice matériel ; 2° l'absence de vigilance suffisante susceptible d'avoir empêché l'accident.

Voici le texte de ce dernier projet :

« Les modifications suivantes sont introduites
« dans l'article 1384 du Code civil.

« 1° ajouter aux paragraphes 4 et 5, après le
« mot instituteur le qualificatif « privé » ;

« 2° terminer l'article par ces phrases :

« Pour les écoles publiques, l'Etat seul est civi-
« lement responsable. Toute personne intéressée à
« poursuivre réparation du dommage causé par un
« accident survenu à l'école devra établir devant les
« tribunaux compétents que l'accident aurait pu
« être évité par une surveillance plus active de la
« part de l'Instituteur et qu'elle a éprouvé un pré-
« judice matériel. »

La Commission de réforme judiciaire de la Chambre des Députés retenait le projet Lavy : projet qui avait reçu l'agrément du Gouvernement (1) et de la majeure partie du Corps enseignant.

Le 21 mars 1898, la Chambre votait ce projet sans débat. Après avoir été fortement amendé par le Sénat et restreint dans sa portée par la déclaration de M. Leygues, Ministre de l'Instruction publique, ce projet devenait la loi du 20 juillet 1899, sous la forme qui suit :

(1) Déclaration de M. Darlan, Garde des Sceaux. Séance de la Commission de réforme judiciaire, 10 juin 1896.

Loi du 20 juillet 1899

Article premier. — La disposition suivante est ajoutée au dernier alinéa de l'article 1384 du Code civil. Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement public.

Article 2. — L'action en responsabilité contre l'Etat, dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le Tribunal civil où le Juge de paix du lieu où le dommage a été causé, et dirigée contre le Préfet du département.

La loi était votée; son texte, trop général dans sa rédaction, mais par contre de portée très restreinte, ne donnait satisfaction aux Instituteurs qu'en apparence.

La déception était grande et il ne faut pas chercher ailleurs, que dans les travaux préparatoires, les raisons qui militent en faveur du maintien des Mutuelles Universitaires.

Les rejets de la Commission de Réforme judiciaire

L'adoption du projet Lavy, par la Commission et la Chambre des Députés, avait fait rejeter complètement le projet Malzac et, dans une certaine mesure, la proposition Hubbard.

Cependant, ce projet comportait de bonnes choses auxquelles on est d'ailleurs revenu indirectement par la suite.

Voyons donc ce qu'a rejeté la Commission de Réforme judiciaire dans le projet Malzac. Cette pro-

position comportait le principe de la création d'une Caisse d'Assurances avec le concours de l'Etat.

Les articles 6 et 7 prévoyaient l'autorisation pour la Caisse Nationale contre les accidents, instituée par la loi du 11 juillet 1868, de contracter avec les membres de l'Enseignement public, soumis à l'article 1384, une assurance collective pour le paiement d'une condamnation pécuniaire et le remboursement sur état de leurs débours et frais.

Le contrat annuel était passé et signé par le Ministre de l'Instruction Publique.

L'Instituteur administrait la preuve qui lui incombe d'après l'article 1384 et appelait en garantie la Caisse.

La prime réductible était de un franc. En cas d'insuffisance des primes, l'Etat fournissait le complément pour le paiement et les remboursements ci-dessus.

Toutes ces modalités, qui devaient être déterminées par un règlement d'Administration publique, auraient pu, à notre avis, être intégrées dans le cadre d'une Société existante, soit à Toulouse, soit à Paris. Or, il n'en était plus ainsi.

Dès le dépôt du projet, cette initiative rencontra l'opposition discrète de la « Société contre les accidents », car elle ignorait volontairement les sociétés existantes. Or, à Toulouse, la Mutuelle grandissait et prospérait. Les fondateurs, cela se comprend fort bien, n'étaient nullement disposés à abandonner sans résistance, une victoire qui se confirmait de jour en jour.

De même, de nombreux Parlementaires, parmi lesquels M. Léon Bourgeois (1), ancien Ministre de l'Instruction Publique et M. Thézard (2), rapporteur de la loi au Sénat, suivaient avec sympathie l'ascension de la Société.

Aucun de ces Messieurs ne désirait voir disparaître des créations si pleines de promesses et d'avenir; aussi, la Commission abandonna-t-elle sans résistance le principe même de la création d'une semblable Caisse.

Ce rejet fut, pensons-nous, une erreur.

A notre sens, la création d'une telle caisse aurait enrayé cette évolution. D'après le projet Malzac, la Caisse Nationale était « déchargée de toute obligation et tirée d'instance » en cas de condamnation pénale de l'Instituteur; c'est donc qu'indirectement elle assurait avec libéralisme et sans aucune restriction tous les autres risques de l'article 1384 du Code civil.

En dehors de ces considérations, discutables il est vrai, d'autres raisons viennent renforcer notre conviction. Que de tribulations judiciaires et de polémiques ardentes, cette participation aurait épargnées aux Instituteurs durant les années 1904, 1905, 1909, 1911. Quelle influence favorable ce con-

(2) Le 11 décembre 1896, le Ministre Léon Bourgeois, en visite officielle à Toulouse, avait reçu en audience privée MM. Lamourère, Président, et Clarac, Vice-Président. M. Clarac lui avait expliqué le mécanisme complet de « l'Association Confraternelle toulousaine ». Voir « École Laïque », 18 décembre 1896.

(3) M. Thézard était un ami personnel de M. Lamourère.

cours financier et conditionnel de l'Etat aurait eue sur l'esprit des Juges soucieux des deniers publics.

Les Instituteurs ont combattu cette création; peut-être l'ont-ils regretté déjà!

Le projet établissait aussi un mode spécial de constatation immédiate de la notion et des causes de l'accident. Dans l'esprit de M. Malzac, cette requête, confiée aux soins de l'Inspecteur d'Académie ou primaire devait éviter de nombreux procès et établir au point de vue administratif la responsabilité des Instituteurs.

Ce système, semblable à celui utilisé pour « les accidents industriels » réduirait les inconvénients de l'enquête faite tardivement lors des poursuites. Cette disposition fut très critiquée par les Instituteurs.

Les inconvénients créés par cette enquête sont en effet très nombreux. Ils ont été mis en relief avec netteté dans un vœu du Cercle pédagogique de la Loire-Inférieure (1).

Voici les principaux : —

1° Impossibilité de provoquer une enquête immédiate : silence de l'enfant, révélation tardive de l'accident.

2° Agitation défavorable au bon renom de l'Etablissement créée par l'enquête administrative.

(4) Ce vœu d'ailleurs se prononce contre le projet Malzac qui, dans l'ensemble, aggrave la situation de l'Instituteur.

Les Instituteurs réclament l'application du Droit commun et la substitution de la responsabilité de l'Etat.

3° Obligation regrettable pour l'Inspecteur de recueillir des dépositions d'élèves, de parents contre l'Instituteur, de mettre en mouvement : Médecin, Procureur, Ministre, selon les cas.

4° Encouragement des parents à poursuivre selon les résultats de l'enquête, etc...

Ces considérations très importantes animeront tous les débats de la Commission; la décision finale de rejet qui suivit est à l'examen peu conforme aux véritables intérêts des Instituteurs.

Beaucoup de ces motifs ne sont qu'une nouvelle manifestation des préjugés de l'époque et de cette psychose collective qui régnait en maître sur tout le Corps enseignant.

La plupart des inconvénients que l'on voulait éviter en rejetant l'enquête administrative se retrouvent identiquement lors de l'enquête judiciaire qui précède les poursuites.

Quant à nous, nous pensons que l'effort de M. Malzac répondait à une nécessité. La tentative sera reprise plus tard; des circulaires ministérielles prescriront cette enquête administrative et nous ne pensons pas que les inconvénients, signalés en 1896, aient disparu de nos jours.

Cette enquête a d'ailleurs une grande portée en justice; versée au dossier, elle contribue à écarter l'application des articles 319 et 320 du Code pénal. C'est une question que les Instituteurs ont eu le grand tort de ne pas faire régler législativement, au mieux de leurs intérêts.

Le troisième rejet consiste dans la détermination du temps légal de surveillance.

L'article premier prévoyait un arrêté du Ministre, pris après avis du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, déterminant la durée pendant laquelle les élèves des Etablissements publics demeureraient sous la surveillance des maîtres responsables des dommages.

Cette limitation, appelée des vœux des Instituteurs, devait dans l'esprit de la Commission être générale et s'appliquer dans tous les cas où les maîtres faisaient œuvre scolaire.

En outre, M. Malzac, sous ces motifs, posait le problème des enfants prenant leurs repas à l'école, pendant l'interclasse.

Cette limitation aurait résolu la question et, sans doute, évité l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 25 juillet 1913 sur les cantines scolaires.

Plus tard, lors de la discussion au Sénat, M. Leygues s'aperçut des défauts de cette non-limitation et, dans une intervention, peu heureuse pour l'Enseignement, définit la portée de la loi dans le temps. C'était un retour indirect au projet Malzac, mais nous verrons plus loin quel guide inflexible le Ministre donnait aux Juges pour interpréter la nouvelle loi.

Enfin, la Commission clôturait cette cascade de rejets en repoussant en bloc le projet Hubbard (1), car il était en partie repris par la proposition Lavy qui prévoyait aussi un renversement de la preuve en faveur de l'Instituteur.

(5) D'ailleurs, M. Hubbard s'était par la suite rallié à ce projet.

La loi du 20 juillet 1899 - Les débats au Sénat

La loi du 20 juillet 1899 n'a donné aux Instituteurs qu'une garantie de valeur relativement faible. En veut-on la preuve? La lecture au *Journal Officiel* des 22 mars et 1^{er} juillet du compte rendu des discussions au Sénat, les 21 mars et 30 juin 1899, nous édifiera à ce sujet.

Tout l'intérêt de la discussion se porte sur les réponses du rapporteur aux objections de M. de Marcère, les déclarations du Ministre, M. Leygues, l'amendement Thévenet et l'intervention de M. Chaumié sur l'action recursoire et la compétence.

Ces diverses interventions, acceptées sans aucune restriction de la part du Sénat, apportent des précisions sur les points suivants :

a) Maintien de responsabilité personnelle de l'Instituteur en cas de faute lourde.

b) Détermination dans le temps de la responsabilité de l'Etat.

c) Admission de la compétence des Tribunaux judiciaires.

d) Admission de l'action recursoire de l'Etat en cas de faute lourde du maître.

Ce sont ces divers points que nous allons examiner maintenant.

*Le maintien de la responsabilité personnelle
de l'Instituteur et la substitution de l'Etat
en vertu de l'article 1384*

La loi du 20 juillet 1899 n'a modifié que l'article 1384.

Le principe des articles 1382 et 1383 demeure intact; les rapports Samary à la Chambre, Thézard au Sénat et les débats du 21 mars 1899 sont probants à ce sujet.

La déclaration du rapporteur Thézard

Le 21 mars 1899, répondant à M. de Marcère qui objectait que l'Instituteur était désormais dispensé de toute responsabilité, M. Thézard répliquait :

« Il n'est pas question, a-t-il dit, de toucher
« aux articles 1382 et 1383 du Code civil, mais uniquement à l'article 1384 du Code civil et à la responsabilité du fait d'autrui qui est seule prévue
« dans cet article 1384.

« Quelle est la portée de notre réforme, c'est
« simplement de dire... que le maître ne sera plus
« responsable du fait de ses élèves. Ce dont nous
« l'exonérons, c'est de cette présomption légale en
« vertu de laquelle il serait responsable du fait
« d'élèves qu'il n'a pas choisis, sur lesquels en
« même temps il n'aurait pas pu exercer son action
« au moment même, ou du fait d'un sous-maître

« qu'il n'a pas nommé, dont il n'a pu empêcher
« le défaut de surveillance. Il n'en est pas de même
« toutes les fois que, de sa part, il y a faute person-
« nelle caractérisée où l'on se trouve dans les ter-
« mes de l'article 319 du Code Pénal, nous ne tou-
« chons pas non plus à cet article et ainsi le maître
« sera toujours responsable de la simple inobserva-
« tion des règlements, de sa négligence et de son
« imprudence. Ce que nous voulons, c'est qu'il ne
« soit pas responsable de faits qui ne sont pas siens
« et sur lesquels sa surveillance n'aura pas pu
« s'exercer au moment même où ils sont interve-
« nus. »

La démarcation, déjà très nette à ce sujet, de-
vait être corroborée par le rejet de l'amendement
Thévenet.

L'amendement Thévenet-Bernard

Non satisfaits de la déclaration du rapporteur,
MM. Bernard et Thévenet déposaient l'amendement
suivant :

« L'Instituteur ne pourra dans tous les cas être
« mis en cause par la partie lésée.

« Il sera seulement soumis au recours que
« l'Etat pourra exercer contre lui lorsqu'il aura
« commis une faute personnelle ».

Cet amendement traduisait ainsi une partie des
vœux des Instituteurs qui ne voulaient pas s'exoné-
rer de toute responsabilité, mais seulement des en-
nuis d'un procès.

L'amendement, dans son premier paragraphe, prévoyait deux situations bien distinctes.

Première situation : En cas d'application de l'article 1384, sans faute prouvée de l'Instituteur, assignation de l'Etat seul.

Deuxième situation : En cas de faute prouvée du maître (1383 ou 1382), assignation de l'Etat seul, mais recours contre l'Instituteur.

Cet amendement fut combattu par le rapporteur, au nom de la Commission, et par M. Leygues, Ministre, au nom du Gouvernement. Le rapporteur maintenait sa thèse première :

Assignation de l'Etat seul, en vertu de l'article 1384.

Assignation de l'Instituteur seul, en vertu de l'article 1382, en cas de « faute personnelle, faute caractérisée, faute prouvée, car, disait-il, M. Thévenet s'est placé dans un cas particulier ».

De son côté, M. Leygues s'associait aux précédentes déclarations, car, ajoutait-il, « la disposition sera une source de difficultés, sans en avoir les avantages... De plus, on ne peut pas dire, en aucun cas, si l'Instituteur peut ne pas être mis en cause par la partie lésée ».

Le résultat final, on le devine, était la demande de rejet de tout l'amendement.

L'amendement Thévenet, retiré après ces explications, fut repris par ses auteurs, lors de la séance du 30 juin 1899. Cette nouvelle offensive détermina M. Leygues à déclarer :

« Cette disposition dépasse le but que le légis-

« lateur a voulu atteindre. Sous prétexte de limiter
« l'article 1384, elle a restreint l'article 1382. Or,
« il n'entre dans la pensée de personne de soutenir
« que la responsabilité de l'agent ou des représen-
« tants de l'Etat, ne sera engagée même dans le cas
« où il y aura faute personnelle de leur part. Les
« Instituteurs eux-mêmes n'ont jamais défendu
« cette thèse. L'adoption de l'amendement Théve-
« net ne pourrait que créer des difficultés nou-
« velles, le Gouvernement, d'accord avec la Com-
« mission, vous demande de le repousser. »

Comme M. Bernard demandait au Ministre ce qu'il entendait par faute personnelle et si le défaut de surveillance pouvait constituer une faute personnelle, il répondit : « C'est aux Tribunaux de
« dire quand il y aura faute personnelle... » —
« Oui, ce défaut de surveillance est une faute per-
« sonnelle, quand ce défaut est le fait d'une négli-
« gence personnelle du maître. »

Voilà, certes, des décisions et des déclarations importantes auxquelles, sauf en ce qui concerne l'amendement Thévenet, les Instituteurs ne peuvent qu'applaudir.

En vérité, lorsque l'Instituteur est poursuivi par les parents, ces déclarations n'ont aucune valeur juridique, la loi ne les ayant pas sanctionnées. La loi a laissé subsister dans toute sa teneur l'article 1384, alinéa dernier, dont la suppression eût pourtant été le corollaire attendu après de telles précisions.

En raison de ce défaut d'harmonie entre l'es-

prit et la lettre, cinq faits sont aujourd'hui bien certains :

1° la loi de 1899 ne modifie que l'article 1384.

2° la présomption de faute reste la règle juridique.

3° cette présomption de faute n'est que déplacée. L'Etat qui, seul, a la charge de la preuve, doit prouver l'absence de faute de son subordonné.

4° l'Instituteur répond de sa faute personnelle, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil.

5° par application de l'article 1384 du Code civil, l'Etat doit être assigné seul.

Si tel est bien le résultat qui découle de cette antinomie, en fait, la loi, en cas d'assignation, avait manqué son but. Loin de répondre aux espérances de ses promoteurs, elle a occasionné un accroissement du nombre des actions en responsabilité, formées par les parents à raison d'accidents scolaires. De 1899 à 1905, la Direction de l'Enseignement Primaire a dû soutenir 47 instances de cette nature. De même en 1907, dans son rapport sur le budget de l'Instruction Publique, à la Chambre, M. Maurice Faure signalait que : au 30 juin 1906, par rapport à l'année, les affaires ont triplé.

Sur 80 affaires signalées au Ministère, 10 se sont terminées par des transactions et moyennant paiement d'une somme variant de 100 à 3.500 fr.

Sur les 70 affaires restantes, 30 jugements ou arrêts ont été rendus; 20 fois l'Etat a été mis hors de cause; 10 fois, l'Etat a été déclaré responsable et obligé de payer des dommages et intérêts allant de

200 à 3.000 fr., soit au paiement de rentes viagères de 30, 50, 90 ou 250 fr., aliénant un capital de 1.000 à 9.000 fr. pour chaque affaire.

Aujourd'hui, on peut affirmer que le nombre des actions est à peu près le même.

La lecture du Bulletin de l'Union Solidariste Universitaire nous donne l'aperçu suivant :

1° 69 affaires graves en instance pour 1935, parmi lesquelles 20 affaires où l'Etat est seul ou reste en cause.

2° 58 affaires engagées dès juin 1936.

Or, les Préfets représentants de l'Etat, n'ont pas manqué d'exercer un recours contre les Instituteurs, lorsqu'on pouvait reprocher à ces derniers une faute lourde ou une imprudence grave.

De plus, sous l'empire de cette loi, les parents ne savaient plus comment assigner. De peur que l'Etat ne leur oppose une fin de non-recevoir, tirée de ce que, au moment où l'accident s'est produit, l'Instituteur n'accomplissait pas un service réglementaire, ils ont agi contre l'Etat et contre les Instituteurs conjointement.

Le seul moyen d'échapper à ce danger était d'assigner l'Instituteur, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil et l'Etat en invoquant contre lui la disposition nouvelle de l'article 1384.

Les Instituteurs, la plupart du temps, étaient condamnés, de sorte que la réforme ne leur profitait guère.

DÉTERMINATION
DANS LE TEMPS DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

La critique la plus grave que l'on puisse faire à la loi, c'est d'avoir limité la responsabilité de l'Etat aux heures de scolarité et aux récréations prévues par les règlements. Et l'on peut reprocher au Sénat et à la Chambre d'avoir entériné, sans discussion, les déclarations de M. Leygues. Lors de la discussion mémorable du 21 mai, M. le Ministre allait par son intervention, briser l'élan d'enthousiasme suscité par la déclaration de M. Thézard.

Ces déclarations eurent pour effet certain un affaiblissement de la valeur de la loi nouvelle pour la sauvegarde des intérêts des Instituteurs. M. Leygues, répondant au rapporteur, prononçait ces paroles :

« Je suis d'accord, sur le fond, avec l'honorable rapporteur et le Gouvernement accepte la disposition additionnelle de l'article 1384. Je ne monte à la tribune que pour formuler une réserve.

« La responsabilité civile de l'Etat sera substituée à la responsabilité des Instituteurs, mais je voudrais qu'il fût entendu que la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que dans le cas où la vie scolaire place les enfants sous la surveillance des maîtres. Je m'explique : pendant les heures de présence obligatoire, si des accidents se produisent, l'Etat devra des dommages. Mais je suppose que, l'école ouvrant régulièrement à 2 heu-

« res, des enfants pénètrent à midi et demi, une
« heure, à ce moment, la surveillance légale ne
« s'exerce pas; si un accident survient, je ne crois
« pas que l'Etat puisse être tenu pour responsable.
« Nos Instituteurs organisent le soir des cours
« d'adultes, des conférences; le dimanche, ils ou-
« vrent l'école à des jeunes gens et à des enfants.
« Ce sont des œuvres auxquelles nos Instituteurs
« se consacrent volontairement et auxquelles les
« élèves sont libres de ne pas s'associer. Ici encore,
« les accidents, qui pourraient s'y produire, ne me
« paraissent pas devoir engager la responsabilité de
« l'Etat.

« Pour me résumer, demande que la responsa-
« bilité de l'Etat soit limitée au temps consacré à
« l'enseignement obligatoire, y compris le temps
« consacré aux récréations et à la surveillance pré-
« vues par les règlements scolaires. »

Cette intervention portait une grave atteinte à l'esprit du projet. De plus, elle paraissait peu en harmonie à la fois avec les exigences de la tâche des Instituteurs et avec les stipulations de la circulaire ministérielle du 1^{er} Février 1881 et les articles 5, 9 et 10 du règlement scolaire modèle de 1887, sur la surveillance des enfants restant à l'école pendant l'interclasse.

On ne peut pardonner à un Ministre l'ignorance d'un règlement aussi important dans l'Enseignement primaire.

Cependant, tel est l'esprit de la loi; cette discrimination faite par M. Leygues, entre les heures de présence officielles et les heures de surveillance

officieuses pèsera et pèse encore sur toutes les décisions jurisprudentielles. Nous ne constatons qu'une légère tendance des Juges vers l'extension des heures de présence officielles. Après 36 ans d'efforts, c'est bien peu comme résultats.

Quelques personnes, il est vrai, M. Lantenois est du nombre, pensent que toutes les restrictions, présentées au cours de la discussion de la loi du 20 juillet 1899, sont infirmées par certaines déclarations, faites à la tribune de la Chambre des Députés, dans sa séance du 5 février 1903, à l'occasion de la discussion du budget. M. Carnaud, Député, s'adressant alors à M. Chaumié, Ministre de l'Instruction Publique, a dit :

« Monsieur le Ministre, il paraît que votre administration interprète, de la façon suivante, les conditions dans lesquelles l'Etat doit se substituer aux maîtres primaires, dans le cas où des accidents se produisent dans leurs écoles, entraînant leur responsabilité civile, lorsque les Instituteurs et les Institutrices font une surveillance, en dehors des heures de classe.

« Lorsque, par exemple, ils prennent leur service à 7 h. 30 au lieu de 8 heures, pour surveiller leurs élèves; lorsqu'ils retiennent ces élèves en dehors des heures de classe, après 4 h. 30 et 11 h. du matin, prenant ainsi sur leur temps à eux des heures supplémentaires pour se dévouer aux œuvres complémentaires de l'école. Si un accident vient à se produire, votre administration affirme que l'Etat n'a pas à se substituer aux Instituteurs et Institutrices devant la Justice.

« Dans ces cas déterminés, ils ont à supporter
« des frais de procès quelquefois écrasants et des
« condamnations excessives. C'est votre adminis-
« tration, Monsieur le Ministre, qui a interprété
« ainsi l'affectation qu'elle devait donner aux fonds
« inscrits au chapitre 97 du budget. »

M. le Ministre a répondu :

« Notre pensée a été de prévoir un chapitre en
« vue de parer aux responsabilités que l'article 1384
« du Code civil mettait à la charge des Instituteurs.
« Il s'agit d'assurer l'application de la nouvelle loi.
« Lorsque les Instituteurs encourront une responsa-
« bilité du fait de cet article, l'Etat leur viendra en
« aide grâce au crédit prévu dans ce chapitre, mais
« qui n'est indiqué, je le répète, qu'à titre de pro-
« vision ».

Les paroles de M. le Ministre, que nous citons textuellement, ne sont guère dans le même ordre d'idées que celles de M. Carnaud. L'artifice oratoire y est tellement visible que M. Doumer, président de la Commission du budget, crut devoir y ajouter ce qui y manque pour être une réponse adéquate à la question de M. Carnaud.

« Ce n'est pas évidemment, (tel est certaine-
« ment l'avis de Monsieur le Ministre), dit M. Dou-
« mer, quand l'Instituteur se dévoue pour prolon-
« ger les classes ou les récréations, que sa respon-
« sabilité ne sera pas mise à couvert par l'Etat. M.
« le Ministre accepte assurément le sens des obser-
« vations de M. Carnaud. »

Et M. Carnaud, satisfait, a repris :

« Je suis heureux de la déclaration de M. le
« Président de la Commission du budget et de M.
« le Ministre. Elle était attendue des Instituteurs
« depuis longtemps et il était nécessaire qu'elle fût
« faite. »

Après ce dialogue, la Chambre vota purement et simplement un crédit de 10.000 francs pour
« Défense résultant pour l'Etat de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'Enseignement public. »

En présence de ce texte que nous venons de mettre sous les yeux, est-on fondé à conclure comme M. Lantenois (page 32 de son guide) :

« Le Ministre a reconnu le 5 février 1903 que
« la responsabilité de l'Instituteur devait être mise
« à couvert par l'Etat pendant les heures supplé-
« mentaires de classe ou de surveillance que le
« maître s'impose »?

Nous ne le pouvons pas (6). La vérité est que personnellement le Ministre n'a rien dit de semblable. Il s'est contenté de se taire sur la vraie question de M. Carnaud. Est-ce le cas d'appliquer : qui ne dit mot consent ?

Ces déclarations, postérieures à la loi du 20 juillet 1899, ne peuvent lui servir de commentaires. Ce sont les déclarations et les restrictions, avant le vote de la loi, qui lui donnent la véritable portée que M. le Sénateur de Marcère paraît avoir caractérisée dans cette remarque :

(6) Voir rapport Priol. Revue Enseignement Primaire, 1905.

« Une déclaration verbale, à la tribune de la
« Chambre, ne peut détruire l'esprit et la portée
« d'un texte législatif. Dans ces conditions, je re-
connais que la loi perd de son importance tellement
« que peut-être il n'est pas nécessaire de la faire ».

ADMISSION DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX CIVILS

Cette admission est due en partie à l'interven-
tion de M. Chaumié à la séance du 30 juin, l'amendement Thévenet ayant soulevé une question de compétence (7).

Le Sénateur faisait valoir que, si jusqu'à présent l'article 1384 était soumis aux Tribunaux civils aujourd'hui avec l'Etat, cette compétence passait en principe aux Conseils de Préfecture et au Conseil d'Etat.

Aussitôt, M. Chaumié faisait remarquer que l'amendement Thévenet changeait quelque peu les données de la solution à intervenir.

M. Thévenet demandait, en effet, que le recours en garantie pour faute n'intervint qu'une fois le procès vidé et devant le Tribunal correctionnel.

C'était, pensait M. Chaumié, revenir indirectement à la compétence des Tribunaux civils. Pourquoi de plus priver les familles d'une juridiction plus rapide en cas d'accidents.

Ces remarques appelaient une réplique du rapporteur.

(7) Voir déclaration de M. Monis, Garde des Sceaux à la Chambre, 30 juin 1899, et la note de M. Darlan à la Commission de la Chambre (1896) et le rapport Samary.

Dans sa réponse, M. Thézard précisait que la question de compétence avait préoccupé la Commission et que l'on s'était même demandé s'il ne conviendrait pas de retenir la compétence des Tribunaux civils. En outre, M. Thézard faisait connaître que, par une loi spéciale, le Parlement pouvait déroger au principe que l'Etat ne doit être assigné que devant les juridictions administratives.

Cette loi, d'après le rapporteur, était possible, car l'Instituteur, agent de l'Etat, agit non comme représentant du pouvoir exécutif, mais de l'Etat personne morale.

Les efforts combinés du rapporteur et de M. Chaumié aboutirent au maintien de la compétence des Tribunaux civils.

Si on rapproche de ce vote les paroles de M. Leygues relatives à la faute personnelle du maître, on aperçoit quel pouvoir donne la loi de 1899 aux Juges. Tout dépend de leur appréciation et de leurs convictions.

Malheureusement, de nombreux Instituteurs seront victimes de leur sévérité. Cette situation sera encore aggravée par le droit au recours de l'Etat en cas de faute personnelle lourde du maître.

L'ACTION RECURSOIRE DE L'ETAT

Le dernier point à signaler est l'admission de l'action recursorie de l'Etat. Cette action avait déjà retenu l'attention de la Commission de réforme judiciaire de la Chambre et du Sénat.

Dans une note relative au rapport Samary, M.

Darlan, Garde des Sceaux, prévoyait ainsi ce recours :

« Il est incontestable, disait-il, que l'Etat res-
« ponsable en qualité de commettant, pourra re-
« courir contre ce préposé pour recouvrer contre
« lui tout ou partie de la condamnation encourue
« par la faute de ce préposé. »

Le Parlement, en entérinant cette réserve, sau-
vegardait incontestablement les intérêts de l'Etat et
revenait indirectement à la solution de M. Samary.

Cette décision mettait une nouvelle fois en con-
tradiction le Sénat et son rapporteur.

Si nous nous reportons aux paroles premières
de M. Thézard, nous constatons que le rapporteur
a fait une distinction qui n'avait pas été admise par
la Commission de la Chambre.

Contrairement à l'opinion de M. Samary, M.
Thézard rejetait implicitement ce recours en pré-
voyant une assignation distincte de :

1° l'Etat seul en cas de non faute de son pré-
posé;

2° de l'Instituteur seul en cas de faute person-
nelle lourde et prouvée.

Cette distinction, en fait, rendait ce recours
inutile.

Cependant, le soin, laissé aux hommes de loi
d'assigner en conséquences, après une appréciation
rapide de la faute de l'Instituteur, était erreur que
le Parlement détruisait en votant le recours.

La pratique devait d'ailleurs, par ses errements
en matière d'assignation, donner raison aux prévi-
sions occasionnelles du Parlement. Aujourd'hui,

l'admission de ce recours est indéniable. Ce recours, préjudiciable aux intérêts des membres du Corps enseignant, est une nouvelle preuve du défaut d'harmonie et d'unité qui caractérise la majeure partie de ces débats.

Les inconvénients nombreux de la loi du 20 juillet sont patents. Et nous verrons que l'on a cherché à y remédier. En laissant aux Juges civils l'appréciation de la faute personnelle des préposés de l'Etat, la loi donnait une arme terrible aux familles en cas d'accidents, à l'administration pour son action recursorie.

Par contre, quels arguments ne donnait-elle pas aux Instituteurs pour le maintien et l'organisation de leurs Mutuelles?

CHAPITRE TROISIÈME

LES CAUSES DU DEVELOPPEMENT DES MUTUELLES

En dehors de la Jurisprudence, étude que nous n'avons pas à faire ici, de nombreuses causes militent en faveur de ce développement.

L'obligation scolaire imposée aux parents les a, par là même, déchargés d'une partie de leur responsabilité, au détriment du Corps enseignant.

Le développement des œuvres scolaires, post et péri-scolaires, la multiplication du personnel, la division des tâches ont créé des conflits d'attributions regrettables. La législation scolaire, loin d'apporter la clarté désirable dans ces conflits, a souvent opposé Ministre et intéressés, quant à la responsabilité encourue. Le Conseil d'Etat, arbitre suprême, en tranchant le litige a, parfois, pris parti contre les membres de l'Enseignement, allant ainsi à l'encontre de leurs intérêts.

Enfin, l'action parlementaire, malgré de nombreux projets, n'a abouti qu'à des résultats négatifs.

Aujourd'hui, législation scolaire, non-aboutissement de l'action parlementaire forment un ensemble redoutable pour l'Instituteur.

Nous allons maintenant voir pourquoi.

SECTION I

LA LÉGISLATION SCOLAIRE SON IMPRÉCISION - LES CONTROVERSES QU'ELLE SOULÈVE

Notre pensée n'est pas de reprendre un à un tous les textes de la législation scolaire. Ceux-ci, trop nombreux et touffus, autour desquels gravitent une nuée de circulaires et réponses ministérielles, seraient autant de preuves en notre faveur.

Aussi, avons-nous fait choix de deux textes particulièrement importants : l'un concernant l'Enseignement primaire, l'autre : l'Enseignement secondaire.

L'accroissement de responsabilité civile, mise volontairement par le Ministre à la charge du Corps (enseignement primaire et secondaire), par application de ces textes, conduisit les intéressés au Conseil d'Etat.

L'adoption de la thèse ministérielle par la haute Juridiction, sur des points précis, laisse dans l'ombre d'importantes questions.

La liberté d'action laissée au Ministre d'interpréter ou de légiférer constitue un grave danger pour l'Enseignement car l'Etat, dans l'application de la loi de 1899, cherchera bien souvent à minimiser sa propre responsabilité.

Le premier texte choisi concerne les articles 5, 9, 10 du Règlement Scolaire modèle de janvier 1887.

Ces articles ont été invoqués simultanément par le Ministre de l'Instruction publique et les Instituteurs de la Seine, au cours d'un long conflit relatif à la surveillance obligatoire des cantines scolaires.

Le 20 juillet 1913, le Conseil d'Etat mettait fin à cette situation, consacrait l'autorité de ce règlement; c'est pourquoi nous pensons pouvoir donner la teneur de ces trois articles. Voici ces textes :

Article 5. — Les enfants ne seront envoyés à l'Eglise pour le catéchisme ou pour les exercices religieux qu'en dehors des heures de classe. L'Instituteur n'est pas tenu de les y surveiller. Il n'est pas tenu davantage de les y conduire, sauf le cas prévu à l'article 9 ci-après :

Article 9. — Les enfants qui ne sont pas rendus à leurs familles dans l'intervalle des classes (du matin et du soir) demeurent sous la surveillance de l'Instituteur jusqu'à l'heure où ils quittent définitivement la maison d'école.

Article 10. — Chacun des Maîtres attachés à l'école est tenu, à tour de rôle, de surveiller les récréations et de garder les enfants qui ne sont pas rendus à leurs familles dans l'intervalle des classes du matin et du soir, ainsi que ceux qui sont punis de la retenue après la classe. »

Ces textes n'étaient d'ailleurs que le complément d'une circulaire Jules Ferry, en date du 1^{er} février 1881, ainsi conçue :

« Il reste un cas particulier où l'Instituteur
« conserve nécessairement devant la loi la respon-
« sabilité des enfants et, par conséquent est tenu

« de les surveiller ou de les faire surveiller. Lorsque
« les enfants ne sont pas rendus à leurs familles en-
« tre les deux classes et demeurent sous sa garde,
« c'est lui qui en répond pendant cet intervalle,
« soit qu'ils restent à l'école, en récréation, soit
« qu'ils en sortent pour aller au catéchisme. En en-
« voyant ces enfants seuls à l'Eglise, en les expo-
« sant sans surveillance aux dangers de la rue,
« l'Instituteur engagerait sa responsabilité civile. »

Lors du développement des cantines scolaires dans la Seine en 1905, le Conseil Municipal de Paris, en invoquant ce règlement "modèle, tenta de faire endosser par les Instituteurs de la Ville la surveillance de ces cantines. Pris entre les déclarations de M. Leygues au Sénat sur l'étendue d'application de la loi de 1899 et l'obligation de surveillance durant l'interclasse imposée par ledit règlement, les Instituteurs protestèrent énergiquement contre ce surcroît de travail et de responsabilité.

Articles de presse pédagogique, de grande presse, réunion de quartier, abandon de service, intervention de la Ligue des droits de l'homme, tous les moyens furent mis en œuvre pour arriver à une solution.

Le Directeur de l'Enseignement primaire de la Seine, M. Bedorez, se retranchant derrière l'autorité du Règlement, se prononça pour la surveillance obligatoire et promit d'intervenir.

Le Conseil Municipal de Paris ayant voté la prise en charge de la responsabilité civile par la Ville de Paris et le dépôt des projets Hénaffe et

Choutard à la quatrième Commission du Conseil Municipal de Paris apaisèrent le conflit.

Cependant, à l'occasion d'un accident survenu dans une cantine, la Société d'Assurances « l'Enseignement » appela en garantie la Ville de Paris.

Le Préfet de la Seine opposa une fin de non-recevoir sous prétexte que le vote n'avait pas été enregistré et ratifié par la Préfecture.

Etant responsables sans être garantis, les Instituteurs demandèrent au Ministre de trancher définitivement la question. Le Ministre ne daigna pas répondre, considérant la question tranchée par le Directeur de l'Enseignement. Lassés d'attendre, la Fédération des Amicales et deux Instituteurs de Paris, Messieurs Combier et Courrèges déférèrent la question au Conseil d'Etat.

La thèse de la Fédération des Amicales

« La Fédération demandait qu'il plaise au Conseil d'Etat d'annuler « une décision implicite sur laquelle le Ministre, en gardant le silence pendant 4 mois sur leur réclamation, a refusé de considérer le service de la surveillance des cantines scolaires comme non-obligatoire pour les Instituteurs et Institutrices. »

La Fédération contestait en outre 1° l'obligation pour les Instituteurs d'assurer la surveillance de services extra-scolaires créés par des personnes morales indépendantes de l'Etat.

2° l'autorité du règlement modèle invoqué par le Ministre, simple guide des Conseillers départementaux.

3° que les « enfants non rendus à leurs familles, dont les Instituteurs auraient ainsi la surveillance, ne peuvent être que ceux qui sont retenus par l'autorité compétente, c'est-à-dire l'Instituteur lui-même ; et non ceux qui y sont maintenus pour le compte et par l'intervention d'une œuvre privée ; que le règlement modèle n'a jamais eu en vue l'organisation d'un vaste service extra-scolaire et n'a pu avoir d'effet de transformer l'externat en demi-pensionnat.

« Qu'il serait injuste et imprudent d'imposer à l'Instituteur gratuitement un surcroît de fatigue, de travail et de responsabilité qui ne serait pas corrélatif à l'exercice légal de sa fonction. »

La thèse ministérielle

Le Ministre demandait le rejet de la requête par les motifs que : « aux termes de l'article 29 du décret organique du 18 janvier 1887... le Règlement modèle arrêté par le Ministre pris en exécution de cet article spécifie que la surveillance des élèves qui restent à l'école pour y prendre leur repas du midi est obligatoire pour l'Instituteur, que ce texte étant formel, il n'est pas possible de faire une distinction suivant que des enfants restent à l'école isolément ou que des cantines étant créées, ils sont réunis pour prendre leur repas en commun. »

L'arrêt du 25 juillet 1913

Le 25 juillet 1913, le Conseil d'Etat statuait sur cette affaire.

M. Corneille, commissaire du Gouvernement, par de remarquables conclusions soutenait la thèse du Ministre.

Le Commissaire rendait au Règlement scolaire toute l'autorité que lui contestait la Fédération des Amicales, car le Conseil d'Etat avait déjà fait découler toute la théorie des « Etudes surveillées » de son texte.

Il déclarait en outre entachés d'illégalité les règlements départementaux pris en contradiction avec les dispositions du Règlement-type.

M. Corneille entendait en outre par « enfants non rendus à leurs familles » tous les enfants qui effectivement restent à l'école durant l'interclasse, même à la cantine.

Après de telles conclusions, le Conseil d'Etat suivait la thèse gouvernementale et rendait l'arrêt (1) que voici :

« Considérant que la surveillance des enfants
« retenus à l'école dans l'intervalle des classes inté-
« resse directement le fonctionnement même de
« l'Enseignement primaire public ; que dès lors,
« elle a pu légalement être imposée aux Instituteurs
« par le Ministre de l'Instruction publique.

« Considérant qu'aux termes de l'article 48,
« paragraphe 4 de la loi du 30 octobre 1886, le
« Conseil Départemental arrête les règlements rela-
« tifs au régime intérieur des Etablissements d'Ins-
« truction primaire, et que le décret organique du

(1) Recueil Conseil d'Etat 1913, p. 920. Requête 39.747.

MM. Cohen, rapporteur ; Corneille, commissaire ; Raynal, avocat.

« 18 janvier 1887, dispose, en son article 29, qu'un
« Règlement des Ecoles primaires publiques de
« chaque département sera rédigé par le Conseil
« Départemental, d'après les indications générales
« d'un Règlement modèle arrêté par le Ministre au
« Conseil supérieur.

« Considérant que le Règlement scolaire mo-
« dèle établi en exécution de ces dispositions pres-
« crit impérativement en ses articles 9 et 10 que les
« enfants, qui ne sont pas rendus à leurs familles
« dans l'intervalle des classes, demeurent sous la
« surveillance de l'Instituteur jusqu'à l'heure où ils
« quittent la maison d'école et que chacun des maî-
« tres attachés à l'école est tenu à tour de rôle de
« garder les élèves qui ne sont pas rendus à leurs
« familles dans l'intervalle des classes du matin et
« du soir.

« Considérant que de ces dispositions réglemen-
« taires, il résulte que la surveillance des élèves
« qui, pour quelque motif que ce soit, restent à
« l'école en fin de classe de onze heures et le com-
« mencement de celle de une heure, constitue pour
« les Instituteurs une obligation professionnelle à
« laquelle ils ne peuvent se soustraire ; que, par
« suite, les requérants ne sont pas fondés à soute-
« nir que la surveillance des cantines organisées à
« l'intérieur des écoles publiques est purement fa-
« cultative pour les Instituteurs. (rejet).

Cet arrêt précise deux points importants :

1° la surveillance de l'interclasse est une obli-
gation professionnelle pour l'Instituteur.

2° seule, la surveillance des cantines à « l'inté-

rieur » des écoles publiques est obligatoire pour lui.

Cependant cette précision fait naître d'autres questions non moins importantes.

L'arrêt laisse dans l'ombre 1° la question de responsabilité, aucune allusion à la responsabilité de l'Etat ou de la Commune ou de l'œuvre privée.

2° la question de surveillance et des responsabilité au cas où, dans les locaux annexes, mais à l'intérieur des écoles publiques, le personnel, l'administration dépend d'organisation étrangère à l'Instruction publique.

3° l'arrêt ne prévoit pas non plus la situation des enfants qui, à la sortie de la cantine située hors de l'école, sont mis en récréation dans les locaux scolaires.

Enfin, l'arrêt met l'Instituteur rural dans une situation pénible lorsqu'il a des enfants à surveiller durant l'interclasse.

Cette énumération incomplète montre quels délicats problèmes soulèvent les contestations relatives à l'interprétation des textes scolaires. L'exemple des cantines pose des questions de responsabilité très délicates à résoudre.

Le Conseil d'Etat en tranchant cette importante question termine une controverse pour en ouvrir d'autres.

La question est loin d'être définitivement réglée. Souhaitons qu'une réforme profonde vienne harmoniser des intérêts qui ne sont pas inconciliables.

Le second de ces textes est la circulaire Briand

en date du 1^{er} août 1906, sur la surveillance des récréations d'interclasse dans l'enseignement secondaire.

Cette circulaire opposa durant quatre ans le Ministère à l'Enseignement secondaire. Le Ministre ayant chargé les Professeurs de la surveillance des récréations d'interclasse, quelques membres de la Fédération déférèrent la circulaire au Conseil d'Etat pour annulation. En 1910, par un arrêt du 22 juillet, le Conseil d'Etat rejetait cette requête et adoptait nettement la thèse ministérielle.

Voici l'évolution de ce conflit et ses répercussions :

Le décret du 31 mai 1902, sur la réorganisation de l'Enseignement secondaire, créait des classes d'une heure, mais n'avait pas prévu de récréations séparant deux classes consécutives.

Le 29 juillet 1902, M. Chaumié, Ministre, créait ses récréations et, sans le dire explicitement, en imposait la surveillance et la responsabilité aux répétiteurs.

Au cours de l'année scolaire 1902-1903, l'Association générale des répétiteurs (2) formula de nombreuses protestations contre une initiative qui alourdissait considérablement leur service et les privait de leurs heures de liberté légales.

Par une nouvelle circulaire du 28 août 1903, M. Chaumié exprimait le vœu que cette surveil-

(2) Voir compte rendu du Congrès des répétiteurs de 1906, par Ripault.

lance fut assumée par les Professeurs de tous les Etablissements en raison d'une sorte de nécessité pédagogique.

Ce revirement ministériel s'expliquait par le fait que, dans certains lycées, quelques Professeurs avaient accepté par bienveillance et à titre purement personnel la surveillance de ces récréations.

Cette complaisance fut invoquée par les administrations collégiales pour créer à tous les autres une obligation réelle. On créait même parfois un roulement entre les Professeurs. Certains Recteurs imposèrent avec menace cette surveillance.

Les Professeurs protestèrent énergiquement en 1904 contre ce surcroît de responsabilité. Le Congrès de 1905 décidait que la « surveillance des récréations ne saurait être imposée aux Professeurs, car elle est étrangère à l'essence de leur fonction.

Cette protestation modérée et respectueuse invitait à la transaction. En fait, un peu partout, la question était en voie d'arrangement amiable.

Certains Recteurs, reconnaissant la justesse des respectueuses doléances des Professeurs, renoncèrent à l'application de ces instructions.

Considérant comme non-avenu tout ce qui avait été fait depuis août 1903, M. Bienvenu-Martin (3), remettant tout en question le 3 février 1906, déclarait nettement que l'obligation de surveillance incombait aux Professeurs, précisait que cette sur-

(3) L'opinion du Ministère est donnée par M. Gautier, chef de cabinet de M. Bienvenu-Martin. C'est au nom d'une certaine nécessité pédagogique et d'après cette théorie que « les Professeurs et répétiteurs sont des pièces interchangeables », qu'a été élaborée cette circulaire.

veillance de quelques instants ne doit avoir lieu que dans le voisinage de la classe, pour empêcher les bousculades et les ébats trop bruyants et ne s'exercer que sur les élèves qu'ils vont recevoir ou ceux qu'ils passent à leurs Collègues et non au profit d'élèves en récréation qu'ils ne connaissent pas.

Le 1^{er} août 1906, M. Briand, s'appuyant sur l'avis du Comité consultatif, étendait cette obligation aux mouvements et aux récréations d'inter-classe.

La circulaire, assez longuement motivée, aggravait singulièrement la situation des Professeurs et créait nettement un conflit d'intérêts personnels avec les répétiteurs.

Le Congrès des Fédérations régionales et le Congrès (4) national de 1906 protestèrent contre l'exigence de cette circulaire et la taxèrent d'illégalité.

Voici la résolution du Congrès national de 1906 :

« Le Congrès donne acte à M. le Ministre de
« sa circulaire tout en servant les droits juridiques
« des Professeurs pour que leur acceptation ne
« puisse être interprétée comme une acceptation
« définitive qu'on puisse un jour invoquer contre
« eux.

« Il donne acte des promesses renfermées dans
« la circulaire, au sujet :

« 1^o de la non-fusion des fonctions;

(4) Congrès du 20 octobre 1906. Bulletin de la Fédération Nationale des Professeurs de Lycées, novemb. 1906, p.19.

« et 2° de la non-responsabilité en cas d'accidents.

« Il donne acte enfin de ce qu'il n'est pas question « des mouvements » dans la circulaire parce « que la chose aura été probablement jugée ce « qu'elle est, c'est-à-dire impossible à tous égards.

Cette résolution était appuyée par les vœux suivants des Fédérations régionales de Lyon et Paris.

Vœu de Lyon (5). — « Le Congrès constatant « que, non seulement les récréations d'interclasse, « mais aussi les mouvements sont imposés à certains Professeurs, que dans certains lycées les « Professeurs sont désignés comme chargés de surveillance de tous les élèves en récréation à la même heure, émet le vœu que la Fédération Nationale prenne toute décision, y compris le recours « en Conseil d'Etat pour faire établir l'illégalité de « la circulaire ministérielle .»

Vœu de Paris (6). — Qu'une protestation respectueuse et énergique soit adressée au Ministre. La « Fédération régionale de Paris approuve et encourage l'initiative des Professeurs qui sont résolus « à porter la question des récréations d'interclasse « devant le Conseil d'Etat.»

Seule, la Fédération régionale de Lille (7) crut ne pas s'associer à ce mouvement. Elle était oppo-

(5) Congrès du 2 décembre 1906. Ops. cité, décembre 1906, page 25.

(6) Congrès du 22 novembre 1906. Ops. cité, décembre 1906, page 20.

(7) Congrès du 29 novembre 1906. Ops. cité, décembre 1906, page 21.

sée à tout recours par crainte de l'opinion publique, de l'Administration, du Gouvernement et du Parlement et admettait la surveillance, car les Professeurs gardent leur qualité durant ces « suspensions de classes ».

Le Comité exécutif protesta énergiquement et respectueusement contre cette circulaire. En raison du silence du Ministre et des vœux de la majorité des Fédérations régionales, M. Fedel et quelques autres Professeurs parisiens déférèrent au Conseil d'Etat la circulaire du Ministre.

Le 22 juillet 1910 (8), après les conclusions de M. Corneille, commissaire du Gouvernement, le Conseil d'Etat rendait un arrêt de rejet dont voici les principaux considérants :

.....:

« Sur le moyen tiré de ce que la décision attaquée serait illégale en tant qu'elle imposerait aux Professeurs une mesure de surveillance qui ne rentre pas dans l'exercice normal de leurs fonctions.

« Considérant que les acquérants soutiennent que les textes, qui ont organisé le service de l'Enseignement secondaire, notamment l'article du 21 Prairial de l'an XI, auraient entièrement séparé les fonctions de surveillance confiées aux Centres surveillants généraux et maîtres d'études et celles de l'enseignement dévolues aux Professeurs.

(8) Conseil d'Etat, 22 juillet 1910, recueil 1910, p. 620.

« Considérant qu'à l'ancienne organisation
« scolaire établie par les textes « invoqués par les
« requérants, le décret du 31 mai 1902, rendu à la
« suite d'une enquête sur l'Enseignement secon-
« daire et les arrêtés ministériels, qui l'ont com-
« plété, ont substitué un régime scolaire nouveau
« que, dans la nouvelle organisation les classes de
« deux heures ont été remplacées par des classes
« d'une heure, séparées par un intervalle de cinq
« à dix minutes.

« Considérant que la surveillance des élèves
« pendant cet intervalle séparant les classes, lequel
« est d'ailleurs compris dans la durée de celles-ci,
« n'est que le prolongement de celle qui incombe
« aux Professeurs pendant la durée des classes,
« qu'ainsi elle n'a pas eu pour effet d'imposer à ces
« derniers une charge étrangère à l'exercice nor-
« mal de leur fonction...

« Considérant en outre que l'article 33 du Dé-
« cret du 28 août 1891, invoqué également par les
« requérants et suivant lequel les Professeurs ne
« pouvant être chargés de fonctions de surveillance
« que sur leur demande et moyennant rétribution
« spéciale, ne concerne qu'un service particulier de
« surveillance accompli en dehors du temps con-
« sacré à l'Enseignement, qu'ainsi ce texte, anté-
« rieur d'ailleurs au nouveau régime des lycées
« et des collèges, ne s'opposant pas à ce que le Mi-
« nistre pût charger les Professeurs de la surveil-
« lance pendant le court intervalle qui sépare les
« classes.

.....

« Considérant que la décision attaquée, le Ministre a tranché une question d'administration et de scolarité et non pas introduit une modification dans les programmes et les règlements, qu'ainsi les requérants ne sont pas fondés à soutenir que ladite décision est entachée de vice de forme et à en demander spécialement pour ce motif l'annulation. »

Cet arrêt ne résout le problème de l'interclasse qu'au point de vue juridique ; il déclare la circulaire légale, mais la question en fait reste ouverte.

Il comporte un grand danger ; il permet au ministre de légiférer par circulaire chaque fois que nous sommes en présence d'une question d'administration et de scolarité. L'interclasse étant une des questions, on voit le Conseil d'Etat donner blanc-seing au Ministre pour déplacer à son gré la surveillance et la responsabilité, étant donné qu'un Ministre peut détruire, par une autre circulaire, l'œuvre de son prédécesseur. Au plus, il n'y a pas réellement de question scolaire qui ne touche par quelque endroit à la législation.

Le Conseil d'Etat, en dispensant le Ministre du Concours du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique a, à notre avis, méconnu l'esprit de la loi du 28 février 1881, (loi Jules Ferry) sur l'attribution au dit Conseil de toutes les questions scolaires.

Toute la thèse du Conseil d'Etat s'étaye sur une théorie dite « du Prolongement », que le Conseil a

créée de toute pièce. Cette haute juridiction ne fait que constater une situation existant en fait et c'est cela qu'elle sanctionne de son autorité.

Cette théorie, d'ailleurs à juste titre, effraie les Professeurs ; jusqu'où le Ministre ne peut-il pas aller dans la voie des divers prolongements possibles de leurs fonctions normales ?

L'étude de ces deux questions fait toucher du doigt la nécessité d'une réforme minutieuse de la législation scolaire.

Les solutions partielles, données par le Conseil d'Etat, laissent dans l'ombre des questions nombreuses et épineuses. L'insécurité du personnel enseignant se révèle de jour en jour, comme une réalité indiscutable. Les Ministres passent, leurs actes demeurent.

Lois, décrets et circulaires tissent un réseau étroit d'obligations et de devoirs qui mettent journellement en opposition l'intérêt de l'enfant et celui du maître.

Lorsqu'ils viennent se greffer sur la loi de 1899, il faut en partie excuser le Juge d'appliquer, avec plus ou moins de sévérité, l'esprit et la lettre de cette loi.

SECTION II

L'ACTION PARLEMENTAIRE

Ses résultats négatifs

Dès son application, la loi du 20 juillet 1899 s'était révélée, dans bien des cas, inefficace.

Les parents, à première vue, ne semblaient pas avoir d'intérêt à poursuivre l'Instituteur. Cependant, si on regarde de près « on reconnaît, dit M. Berthélemy, qu'il serait imprudent pour les victimes de s'en tenir à l'action en responsabilité « contre l'Etat.

« Ne risque-t-on pas en effet de se voir opposer « cette fin de non-recevoir que l'Instituteur, au moment où l'accident s'est produit, n'accomplissait « pas un service réglementaire? C'est lui seul qui « est responsable. Le seul moyen d'échapper à ce « risque est d'agir conjointement contre l'Instituteur et contre l'Etat et on ne manque pas de le « faire. »

Cette considération fut admise par les Tribunaux, car il n'était pas rare qu'on puisse reprocher à l'Instituteur une faute prétendue faute professionnelle et invoquer les articles 1382 et 1383.

Les Instituteurs furent étrangement émus par un Jugement du Tribunal de Domfront, mettant en cause l'Instituteur et l'Etat : ce qui était contraire aux déclarations de M. Thézard au Sénat. Il ne subsistait plus aucun des avantages de la loi de 1899, puisqu'ils étaient soumis à être traduits en justice par la partie lésée et aux frais.

Leurs doléances furent entendues : d'où dépôts de projets les 27 mars 1905 et 27 mai 1905, par MM. Dupuy et Michel. Voici ces textes :

PROJET DUPUY

Article unique. — Les paragraphes 5 et 6 de l'article 1384 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père, mère et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. La responsabilité des Instituteurs n'est engagée du fait de leurs élèves que s'il est prouvé par la partie plaignante qu'il y a défaut de surveillance.

Dans tous les cas, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement public. Ceux-ci ne pourront être mis en cause directement par la partie lésée. Ils seront seulement soumis au recours de l'Etat pour faute personnelle. »

PROJET MICHEL

Article premier. — Les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 1384 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

Les artisans, du dommage causé par leurs apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père, mère et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

Tout dommage causé à un élève ou par un élève pendant le temps que les élèves sont sous la surveillance des membres de l'Enseignement public engage la responsabilité civile de l'Etat.

ART. 2. — L'action en responsabilité contre l'Etat, dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le Tribunal civil ou le Juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le Préfet du département.

Le projet Dupuy maintenait la responsabilité de l'Instituteur pour défaut de surveillance. La preuve de ce défaut incombait à la partie plaignante. La responsabilité de l'Etat était substituée à celle de l'Instituteur. En aucun cas, celui-ci ne pouvait être mis en cause par la partie lésée, mais l'Etat pouvait exercer son recours en cas de faute professionnelle.

La proposition Michel reprenait en partie le projet Hubbard, en faisant disparaître le mot Instituteur de la liste énonciative de l'article 1384 du Code civil. Elle laissait dans l'ombre de nombreux points délicats.

Ces deux projets furent rapportés par M. Jean Cruppi. Dans ce rapport, présenté au nom de la Commission de Réforme judiciaire, M. Cruppi modifiait profondément ces textes. 1° Pas de distinction suivant que le dommage a été causé à ou par un élève.

2° La présomption de faute était maintenue dans son intégralité.

Le rapporteur critiquait d'ailleurs, à ce sujet, les deux propositions en présence.

« La proposition Dupuy, dit-il, conserve en
« apparence cette présomption de faute, car il y a
« maintien de l'article 1384.

« Mais, dans une disposition additionnelle qui
« se concilie mal avec l'article 1348, il met la char-
« ge de la preuve sur la partie qui demande et la
« responsabilité de l'Instituteur n'a lieu que s'il y a
« défaut de surveillance.

« Donc pas de preuve pour l'Etat et l'Institu-
« teur. »

Quant à M. Michel, M. Cruppi lui reproche de
n'être pas très explicite, en ces termes :

« Il déclare nettement, dans son exposé des
« motifs de sa proposition, qu'il veut supprimer la
« présomption, mais sa proposition n'y aboutit
« pas.

« Il dicte en effet que la responsabilité civile
« de l'Etat est engagée lorsqu'un dommage est
« causé à un élève ou par un élève. Les interprètes
« seront obligés de conclure que cette responsabi-
« lité est la même que celle qui découle de l'article
« 1384, c'est-à-dire qu'elle repose sur une présomp-
« tion de faute. »

3° Par un retour au projet Malzac, le Ministre
de l'Instruction Publique serait amené à préciser
quand l'élève sera autorisé à demeurer à l'intérieur
ou dans les dépendances de l'école.

En dehors de ces cas, l'Instituteur n'était rendu
responsable que lorsque sa surveillance aurait été
effective.

Ce projet prévoyait donc l'œuvre scolaire et
post-scolaire.

4° Quant au principe de la responsabilité, l'article 1384 ne s'appliquait plus aux Instituteurs; la charge de la preuve incombait à la partie lésée.

De son côté, l'Etat était admis à prouver l'impossibilité d'empêcher l'accident et ceci à la demande du Ministre, M. Doumergue, car ce point avait été rejeté par le Tribunal d'Issoudun en 1905.

En cas de faute lourde professionnelle, l'Etat avait un droit de recours contre l'Instituteur à l'effet de se faire garantir contre les condamnations premières. Ce recours comportait une limitation importante par ces mots : mais seulement lorsqu'elles seront définitives. »

Enfin, dans l'article cinq, la Commission admettait le recours et la responsabilité de l'Etat, déclaré responsable des conséquences d'autres faits dommageables.

Article 5. — Dans le cas où le dommage est la conséquence du mauvais état des locaux ou du matériel scolaire, l'Etat pourra appeler en garantie, conformément aux règles du droit commun, l'individu ou l'Administration chargée de la construction ou entretien des locaux.

Lorsqu'un accident arrive au cours d'une œuvre annexée à l'école ou créée par le département, la commune, une société privée ou l'Instituteur lui-même l'Etat sera responsable.

Ce rapport, qui répondait aux vœux quasi-unanimes des Instituteurs, fut très sévèrement critiqué par M. de Monzie dans les « Réformes scolaires ».

« La Chambre, dit M. de Monzie, oublie de

« discuter le rapport de M. Cruppi sur la responsa-
« bilité civile des Instituteurs. Tant mieux, ce re-
« tard parlementaire permettra aux intéressés d'ap-
« précier plus exactement un projet qu'ils seraient
« disposés à accueillir comme un bienfait en atten-
« dant de le répudier comme une duperie.

« Mais la loi de 1899, à l'épreuve de la Juris-
« prudence est apparue incomplète et incohérente.
« Elle substitue la responsabilité de l'Etat à celle
« des Instituteurs, mais elle ne permet pas qu'ils
« soient mis hors de cause. Elle les laisse exposés
« aux poursuites vexatoires et aux dépenses impré-
« vues.

« Sur ce point, le projet Cruppi donne une
« apparente satisfaction à ceux qu'effraye juste-
« ment l'éventualité d'un procès puisqu'il interdit
« d'assigner l'Instituteur ou le Professeur, en mê-
« me temps que l'Etat, pris en la personne de son
« Préfet. Plus de procès à soutenir, plus d'avocats
« à payer. Les Instituteurs, qui se croient sortis du
« cauchemar judiciaire, préparent un hosanna cor-
« poratif à la gloire de M. Cruppi, ancien Magis-
« trat qui les délivre des Juges.

« Mais ils déchanteront avant de chanter, car
« le projet nouveau maintient le droit pour l'Etat,
« quand il y aura faute personnelle et lourde de
« l'Instituteur, d'exercer un recours contre lui « à
« l'effet de se garantir des condamnations pronon-
« cées, mais seulement lorsqu'elles seront défini-
« tives », ce qui signifie qu'après avoir pris à son

« compte le procès de l'Instituteur, l'Etat se réserve
« le droit de se retourner pour lui en faire un autre.

« Sous couleur de protéger contre les réclama-
« tions des parents, nos maîtres d'école, peu fortu-
« nés, on mettra à leur charge deux instances au
« lieu d'une, doubles frais, doubles dépenses. Sans
« doute pour que soit mise en œuvre la rigueur de
« cette procédure, il faudra qu'il y ait faute lourde
« et personnelle de l'Instituteur.

« Mais, qui définira la faute lourde? l'avenir,
« l'humeur des Préfets, la versalité des Tribu-
« naux ? »

Après s'être porté partisan des sanctions admini-
nistratives, M. de Monzie terminait ainsi :

« Mais qu'on ne crée pas spécialement une res-
« ponsabilité pécuniaire dont il appartient aux Pré-
« fets de faire sentir les effets au gré de la politique
« départementale. »

SECOND PROJET DUPUY

La fin de la Législature rendit caduc tout ce
travail parlementaire. Au début de la nouvelle
(1906-1910), MM. Dupuy, Constant Dulau, François
Arago, Charles Guernier, Députés, ont dans la
séance du 14 juin 1906, présenté une nouvelle pro-
position de loi sur la responsabilité des membres de
l'Enseignement (9).

L'urgence est déclarée de la proposition ren-
voyée à la Commission.

(9) Ch. des Députés. Doc. Parl. 1906, session ordinaire
2962, N° 1650.

Cette proposition, qui reproduit sur plusieurs points les dispositions de celle présentée au nom de la dite Commission par M. Cruppi, est cependant plus complète et nous croyons devoir la transcrire presque intégralement.

Article premier. — L'article 1384 est modifié comme il suit :

...La responsabilité des père et mère, artisans, a lieu à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

Les Instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Cette responsabilité a lieu à moins que l'Instituteur ne prouve que sa surveillance a été sérieuse et régulière.

Article 2. — L'Etat est responsable du dommage causé par les élèves de l'Enseignement public, pendant tout le temps qu'ils se trouvent sous la surveillance des Professeurs ou Instituteurs. Sont considérées comme heures réglementaires, non seulement les heures de scolarité légales, mais encore celles pendant lesquelles fonctionnent les œuvres complémentaires de l'école, la faute présumée qui rend ainsi l'Etat responsable existe aussi bien lorsque l'élève a causé un dommage à autrui que lorsqu'il s'est accidentellement causé un dommage à lui-même.

L'Etat pourra s'exonérer de cette responsabilité en prouvant que la surveillance de son préposé a été sérieuse et régulière.

Article 3. — L'Etat est également responsable du dommage causé aux élèves de l'Enseignement public dans le temps fixé par l'article précédent lorsque le dommage a été causé par la faute, la négligence, l'imprudence du Professeur ou de l'Instituteur ou par suite du mauvais état du matériel ou des locaux scolaires.

Article 4. — ...Dans aucun cas, le Professeur ou l'Instituteur ne pourra être mis en cause par la partie lésée; toutefois, lorsqu'il sera prouvé que le dommage causé est imputable à une faute personnelle et lourde de celui-ci, l'Etat pourra exercer un recours contre lui à l'effet de se garantir contre les condamnations prononcées, mais seulement lorsqu'elles seront devenues définitives.

Article 5. — Dans le cas où le dommage serait la conséquence du mauvais état des locaux ou du matériel, l'Etat pourra appeler en garantie conformément aux règles du droit commun l'individu ou l'Administration chargée des locaux scolaires.

Article 6. — Lorsque l'accident sera survenu au cours d'une œuvre post-scolaire complémentaire de l'école créée par un département, une commune, une société privée ou sous assentiment de l'Autorité académique, par l'Instituteur lui-même, l'Etat pourra exercer un recours contre ces derniers.

Ce projet, qui apportait de notables améliorations quant à la presse, à la détermination des heures réglementaires, de présence à l'école, etc.... fut rapporté par M. Chastenot. Il subit le même sort :

l'oubli, malgré une nouvelle tentative du rapporteur en 1913.

Le Ministre de l'Instruction publique s'était nettement montré favorable à un autre projet, connu sous le nom de projet Millerand. Ceci résulte du passage suivant de M. Gasquet, Directeur de l'Enseignement primaire au Congrès des Amicales d'Instituteurs, à Clermont, en 1906 :

« J'ai demandé au Ministre qu'une commis-
« sion s'occupât de cette question grave. Cette
« Commission a été présidée par un homme de très
« grande valeur : M. Millerand. Elle a mis sur pied
« un projet de loi qui est entre les mains du Par-
« lement et aux termes duquel la loi sur les acci-
« dents à l'école est assimilée à la loi sur les acci-
« dents du travail, les responsabilités pécuniaires
« n'étant en aucun cas à la charge de l'Instituteur.

*Voici la proposition
de la Commission Extra-parlementaire
du Ministère du Travail et de la prévoyance sociale
ou...*

...PROJET MILLERAND

Article premier. — La législation sur la responsabilité des accidents du travail, est applicable aux Etablissements d'Enseignement privé ou publics, pour les accidents survenus au personnel Enseignant ou Administratif pendant le temps où il est à leur disposition;

2° sous réserve des dispositions spéciales, contenues dans les articles ci-après, pour les accidents survenus à leurs élèves ou auditeurs pendant qu'ils sont sous leur surveillance.

Article 2. — En ce qui concerne les élèves ou auditeurs qui ne justifieraient pas d'un gain personnel, les indemnités journalières ou les rentes prévues à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sont uniformément supputées comme si les intéressés touchaient un salaire quotidien de 2 francs ou un salaire uniforme de 540 francs. En cas d'accident mortel, il n'est dû de rente aux ayants-droit que si la victime, au moment de l'accident, était âgée de plus de 16 ans. S'il y a faute inexcusable, soit du chef de l'Etablissement, soit de ses préposés, la victime ou ses ayants droit peuvent réclamer au chef d'Etablissement la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun et même si en cas d'accident mortel, la victime avait moins de 16 ans. Toutefois, dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des Retraites.

Le chef d'Etablissement, s'il y a faute inexcusable de son proposé peut agir de même en garantie contre lui. Cependant, aucune action ne peut être dirigée contre les membres de l'Enseignement public, la responsabilité de l'Etat, étant substituée à la leur, sans préjudice de l'action disciplinaire et de l'action pénale.

Article 3. — En ce qui concerne les Etablissements dirigés pour le compte de l'Etat, du départe-

ment ou de la commune, les actions sont intentées contre leur représentant légal, sans qu'il y ait lieu à application de l'art. 15 de la loi du 5 novembre 1790, article 55 de la loi du 10 août 1877, article 124 de la loi du 5 avril 1884. Les dits Etablissements, comme les Etablissements privés, contribuent à l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'art. 5 (art. 91 de la loi du 12 avril 1906).

Article 4. — Ne sont point applicables aux accidents régis par la présente loi, les articles 1, 6, 25, 34, loi 1898 et en ce qui concerne les élèves et les auditeurs qui ne justifieraient pas d'un gain personnel, les articles 8 et 10 de la même loi. La loi du 24 mai 1899 est étendue à l'assurance des risques prévus par la présente loi.

Article 5. — La présente loi est applicable aux Etablissements d'éducation pénitentiaire publics ou privés, sous cette réserve qu'en cas d'accident mortel et par dérogation à l'article ci-dessus, le Tribunal pourra apprécier, s'il n'y a pas lieu de refuser à raison de leur indignité, toute indemnité aux ascendants à la charge de la victime.

Article 6. — La présente loi entrera en vigueur 3 mois après sa promulgation.

L'accueil réservé à ce projet

Le projet Millerand fut accueilli peu favorablement; d'après critiques lui furent faites par M. Poincaré, dans le Manuel Général de l'Enseignement primaire. L'ancien Ministre de l'Instruction

publique déclarait la chose aussi périlleuse qu'aléatoire.

« Cette proposition très ingénieuse est due
« surtout au distingué Directeur de l'assurance et
« de la Prévoyance sociale : M. Paulet.

« Elle a pour objet essentiel d'appliquer aux
« Etablissements d'Enseignement public et privé la
« législation sur les responsables des accidents du
« travail.

« Assimilation arbitraire qui aurait d'étranges
« conséquences et même fantaisistes .

Les élèves seraient censés toucher un salaire
« annuel de 540 francs et ce serait ce gagne pain
« imaginaire qui servirait à l'évaluation des dom-
« mages et intérêts, forfait bizarre qui enlèverait
« aux Tribunaux toute liberté d'appréciation.

« En cas d'accident mortel, il ne serait dû de
« rente aux parents que si la victime était, au mo-
« ment de cet accident, âgée de plus de 16 ans.

« Cette anomalie macabre ne cesserait que s'il
« y avait faute inexcusable de la part du chef d'Eta-
« blissement ou de ses préposés. Aucune action ci-
« vile ne pourrait d'ailleurs être dirigée contre les
« membres de l'Enseignement public, la responsa-
« bilité de l'Etat étant substituée à la leur. Il ne
« subsisterait que l'action disciplinaire et l'action
« pénale.

« Je crains, ajoute, M. Poincaré que ce sys-
« tème ne soit bien subtil et bien compliqué et qu'il
« ne paraisse impossible à justifier, si on ne l'étend
« pas à tous les pouvoirs publics et à tous les fonc-
« tionnaires, extensions redoutable contre laquelle

« les financiers et les juristes consultés ne manqueraient pas de protester. »

Dans l'Enseignement, il fut repoussé par les Instituteurs, au Congrès de Nancy (10) en 1907, après avoir été adopté avant ce Congrès par la Commission exécutive de la Fédération des Amicales et les Autonomes.

L'opinion de la majorité des Congressistes demeura fidèle au maintien de la responsabilité en cas de faute lourde et le Projet Dupuy fut adopté.

Ce projet, comme celui de M. Millerand, resta l'œuvre d'une Commission et ne fut jamais discuté en séance publique.

PROPOSITION ALEXANDRE BLANC, BETOULLE, BEDOUCÉ

En 1909, la Commission du Budget refusa d'insérer dans la loi de Finances, la proposition Alexandre Blanc, Betoulle, Bedoucé. Cette proposition mettait à la charge des communes l'assurance des élèves fréquentant les écoles publiques, ainsi que toutes personnes participant aux œuvres post-scolaires.

« A partir du 1^{er} mai 1909, les Communes devront par contrat assurer à la Caisse Nationale contre les accidents tous les élèves fréquentant les écoles publiques gratuites situées dans les communes et toutes personnes participant aux œuvres post-scolaires départementales, communales ou privées approuvées par l'autorité académique contre les conséquences des accidents qui pour-

(10) Sur la proposition de MM. Glay et Ribeyrol.

« raient se produire, soit dans ses dépendances, soit
« en dehors de l'école pendant tout le temps passé
« sous la surveillance des Professeurs, des Institu-
« teurs ou des personnes agréées pour la surveil-
« lance par l'autorité académique.

« L'Etat, l'autorité académique, les Institu-
« teurs et les tiers seront déchargés de la Responsa-
« bilité civile qu'établit l'article 1384 envers la par-
« tie lésée par liquidation du dommage qui se fera
« suivant les règles établies par la loi de 1898 sur
« les accidentés du travail.

« Toutefois, quand la liquidation du dom-
« mage sera définitive, la Caisse Nationale d'Assu-
« rances contre les accidents (11), peut exercer son
« recours conformément aux règles du droit com-
« mun contre l'individu ou l'administration res-
« ponsable des locaux et du matériel si l'accident a
« été causé par le mauvais état des locaux et du ma-
« tériel scolaire. Mais la charge de la preuve in-
« combe à la Caisse Nationale d'Assurances contre
« les accidents.

« Pour les écoles publiques non gratuites, l'as-
« surance et à défaut, toutes les responsabilités in-
« combent à la personne, l'administration ou la
« société qui a pris à charge le paiement des ins-
« criptions, de la pension ou des cours. Dans tous
« les cas, la partie lésée par l'accident jouira pour
« la poursuite judiciaire de ses droits, de l'assu-
« rance judiciaire gratuite dans les conditions que

(11) En dehors de toute action parlementaire, M. Gobron, Chef du Contentieux de l'Enseignement Primaire, au Ministère, avait, en 1913, élaboré un projet de Caisse d'accidents scolaires.

« détermine la loi de 1898 sur les accidents du travail. »

Après la grande guerre, il faut arriver en 1925 pour trouver une nouvelle proposition de loi due à M. Bokanowsky.

Cette proposition, qui est votée à la Chambre et au Sénat, mais dans un texte différent, apporte de notables améliorations, tout en reprenant, en partie les dispositions des projets précédents.

PROJET BOKANOWSKY

Article premier. — La loi du 20 juillet 1899 est abrogée.

La responsabilité civile de l'Etat est substituée à la responsabilité des membres de l'Enseignement public pour tout dommage causé à leurs élèves ou par leurs élèves.

Il en sera ainsi toutes les fois que, pendant la scolarité, ou en dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens sont confiés aux membres de l'Enseignements publics, se trouvant sous la surveillance de ces derniers.

Toutefois, il n'y a pas lieu à responsabilité pour les dommages causés par les élèves, s'il est établi que la surveillance la plus active des membres de l'Enseignement n'eut pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.»

Article 2. — Dans aucun cas, les membres de l'Enseignement public ne pourront être mis en

cause comme civilement responsables par la partie lésée.

L'Etat pourra exercer son recours contre l'Instituteur au cas de responsabilité du fait personnel.

L'action en responsabilité sera portée devant le Tribunal civil ou le Juge de Paix du lieu où le dommage a été causé contre le Préfet du département.

Cette action sera prescrite pour un an.

Ce texte supprime quelques difficultés que soulève l'application de la loi du 20 juillet 1899 et modifie profondément la législation en vigueur.

Désormais, la victime doit faire la preuve de la faute du maître et assigner l'Etat seul.

La présomption de faute, non maintenue pour le maître, a également disparu pour l'Etat.

L'Instituteur est libéré de tout souci d'être actionné par la victime.

Ce projet, applicable aux œuvres post et pré-scolaires, donne un recours à l'Etat en cas de responsabilité du fait personnel : terme bien vague qui prêtait à critique.

Enfin, la proposition ramenait la prescription de l'action civile à 1 an.

Cette proposition fut fortement amendée par les Commissions de législation civile et de l'Enseignement, sur la question du recours.

A la Chambre, MM. Uhry et Caffort soutinrent un texte différent sur ce point.

Le texte de la Commission de législation civile, présenté par M. Uhry, prévoyait le recours de

l'Etat lorsque les membres de l'Enseignement ont été les auteurs du tonnage.

Celui de la Commission de l'Enseignement présenté par M. Caffort tendait à remédier aux inconvénients du précédent qui prévoyait aussi bien la faute lourde que la faute légère ou l'absence de faute... en ajoutant les mots : « auteur responsable du fait dommageable ».

Le 13 juillet 1927, la Chambre votait le texte présenté par M. Uhry et portait le délai de prescription à 3 ans.

Au Sénat, le texte voté par la Chambre fut l'objet d'un rapport de MM. Leblanc et Bachelet. Les rapporteurs, au nom de leur Commission, présentèrent les objections suivantes :

M. Bachelet demandait que la responsabilité de l'Etat dans les œuvres post-scolaires soit étendue :

1° à la surveillance d'œuvres extra-scolaires instituées par la municipalité telle que : cantines scolaires, études surveillées.

2° aux adultes en cas de fêtes scolaires, afin de garantir les parents.

L'accord était réalisé entre les deux Commissions pour accepter le texte de la Chambre sur les autres points.

La question de la responsabilité civile des Instituteurs qui avait été mise à l'ordre du jour du Sénat au commencement de mars 1932, fut retirée sur la demande M. Paul Reynaud, Garde des Sceaux, qui devait étudier cette question avant qu'elle ne fût discutée par la Haute Assemblée.

Au moment où le débat devait s'instituer, le

Syndicat National, par lettre, rappela aux Sénateurs que le rapport de M. Leblanc ne lui donnait pas satisfaction et marquait à nouveau sa position à cet égard.

LE TEXTE MORAND

A la fin de mars, une contre-proposition, à laquelle l'Etat semble disposé à se rallier, a été déposée par M. Morand.

Nous en donnons ci-dessous le texte.

Article premier : La loi du 20 juillet 1899 est abrogée.

Article 2. — Les dispositions de l'article 1384, n° 5 sont modifiées de la façon suivante :

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins,
« que les père et mère et les artisans ne prouvent
« qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu
« à cette responsabilité. En ce qui concerne les Ins-
« tituteurs, les fautes, imprudence ou négligence,
« invoquées contre eux, comme ayant causé le fait
« dommageable, devront être prouvées conformé-
« ment au droit commun par le demandeur en ins-
« tance. »

Article 3. — La disposition du dernier paragraphe de l'article 1384 (loi du 20 juillet 1899) est remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la responsabilité des
« membres de l'Enseignement public à la suite ou
« à l'occasion d'un fait dommageable commis soit
« 1° par les enfants ou jeunes gens qui leur sont

« confiés à raison de leurs fonctions; 2° soit à ces
« enfants ou jeunes gens dans les mêmes condi-
« tions, la responsabilité de l'Etat sera substituée
« à celle des dits membres de l'Enseignement qui
« ne pourront jamais être mis en cause devant les
« Tribunaux civils par la victime ou ses représen-
« tants.

« Il en sera ainsi toutes les fois que, pendant
« la scolarité ou en dehors de la scolarité, dans un
« but d'éducation morale ou physique, non interdit
« par le règlement, les enfants et jeunes gens con-
« fiés ainsi aux membres de l'Enseignement pu-
« blic se trouveront sous la surveillance de ces der-
« niers.

« L'action recursorie pourra être exercée par
« l'Etat. Les Instituteurs, contre lesquels l'Etat
« pourrait éventuellement exercer l'action recur-
« soire, ne pourront être entendus comme témoins.

« L'action en responsabilité exercée par la vic-
« time, ses parents ou ses ayants droit, dirigée con-
« tre l'Etat ainsi responsable du dommage, sera
« portée devant le Tribunal civil ou le Juge de paix
« du lieu où le dommage a été causé et dirigée con-
« tre le Préfet du département.

« La prescription en ce qui concerne la répa-
« ration des dommages prévus sur la présente loi
« sera acquise par 3 années à partir du jour où le
« fait dommageable a été commis. »

Le projet Morand, prévoyant le recours conformé-
ment au droit commun, ne donnait pas satisfac-
tion aux Instituteurs. Le vote d'une telle disposition

laisserait les Intéressés dans une situation pénible durant un laps de temps variant de 3 à 30 ans.

Sur la suggestion de M^e Maurice Hersant, le Syndicat National des Instituteurs demandait que l'on ajoutât, en ce qui concerne l'action recursorie, les délais des articles 92 et 175 du Code de Procédure civile. Ces délais devront être observés par l'Etat, à peine de forclusion de l'action recursorie.

Le 5 juillet 1933, le Sénat votait un texte en accord avec une partie du projet Morand, sur le recours et se séparait nettement de celui de la Chambre en supprimant la présomption de faute pour les Instituteurs publics et privés.

Aujourd'hui, nous restons dans une situation d'attente. L'attitude expectante de l'administration, la lutte sourde et insidieuse des Compagnies sont autant de causes supplémentaires pour retarder la transaction. Cette transaction intervenant ne supprimera pas la nécessité de l'assurance, car si le droit commun admis en cas de recours par le Sénat, l'est par la Chambre, les articles 1382 et 1383 donneront à supprimer aux Mutuelles de l'Enseignement l'occasion de lutter encore.

C'est pourquoi nous devons maintenant passer à l'étude de l'œuvre réalisée par le Corps enseignant.

PROJET BOKANOWSKY

voté par la Chambre des Députés
13 juillet 1927

Article premier. — La loi du 10 juillet est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'Enseignement public peut être admise pour tous dommages causés par les enfants ou jeunes gens, confiés à raison de leurs fonctions à leurs soins, la responsabilité de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement public et ceux-ci ne pourront être mis en cause devant les Tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

« Il en sera ainsi toutes les fois que pendant la scolarité ou en dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens, confiés aux membres de l'Enseignement public, se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

« Il n'y aura pas lieu à responsabilité s'il est établi que le fait, auquel le dommage est imputable, est tel que la surveillance la plus active n'aurait pu empêcher. »

« Article 2. — Dans le cas où le dommage causé aux enfants ou jeunes gens placés sous la surveillance des membres de l'Enseignement public et si la responsabilité de ces derniers est appelée à jouer par application des art. 1382 et 1383 du Code civil, la responsabilité de l'Etat sera également substituée à celle des dits membres de l'Enseignement. »

« Article 3. — L'action recoursoire de l'Etat ne pourra s'exercer contre les membres de l'Enseignement public que s'ils sont eux-mêmes les auteurs du fait dommageable.

« Article 4. — L'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants droit sera dirigée contre l'Etat, ainsi responsable du dommage, sera portée devant les Tribunaux civils ou le Juge de Paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le Préfet du département.

« La prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi sera acquise après trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis. »

J. Of. 14 juillet 1927.
Doc. Parl. Ch. Dép. p. 2639.

PROPOSITION BOKANOWSKY

votée par le Sénat, 5 juillet 1933

Article premier. : Les dispositions de l'article 1384, parag. 5 du Code civil sont modifiées de la façon suivante :

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donna lieu à cette responsabilité.

« En ce qui concerne les Instituteurs, les fautes, imprudence ou négligence invoquées contre eux, comme ayant causé le fait dommageable devant être prouvées conformément au droit commun par le demandeur à l'instance. »

Article 2. — La loi du 20 juillet 1899 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'Enseignement public à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable, commis soit par les enfants ou les jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans ces mêmes conditions, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle des membres de l'Enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les Tribunaux civils par la victime ou ses représentants. Il en sera ainsi toutes les fois que pendant la scolarité ou en dehors de la scolarité dans un but d'éducation morale ou civile non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés aux membres de l'Enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

« L'action recoursoire pourra être exercée par l'Etat, soit contre l'Instituteur, soit contre le tiers conformément au droit commun.

« Dans l'action principale, les membres de l'Enseignement public contre lesquels l'Etat pourrait éventuellement exercer l'action recoursoire ne pourront être entendus comme témoins.

« L'action en responsabilité, exercée par la victime, ses parents ou ayants droit, intentée contre l'Etat ainsi responsable du dommage, sera portée devant le Tribunal civil ou le Juge de Paix du lieu où le règlement a été causé et dirigée contre le département.

« La prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi sera acquise, après trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis. »

J. Of. 6 juillet 1933.
Doc. Parl. Sénat, p. 1630.

DEUXIÈME PARTIE

MUTUELLES et MUTUALITÉ

L'ASSURANCE-PERSONNEL

L'ASSURANCE-ÉLÈVES

SECTION I

L'ASSURANCE-PERSONNEL

Les Instituteurs primaires ont doté l'Enseignement de puissants moyens défensifs, après bien des tribulations judiciaires.

Ces créations corporatives ont enfin trouvé une stabilité parfaite dans la législation des Sociétés d'Assurances Mutuelles : loi du 24 juillet 1867 et décret du 22 janvier 1868.

Aujourd'hui trois Mutuelles : la « Nationale Universitaire », l'« Enseignement », l'« Union Solidariste Universitaire » se partagent les sympathies du Corps enseignant.

En se conformant à la loi, ces œuvres de solidarité ont adopté une organisation administrative et financière digne d'intérêt. Les membres de l'Enseignement y trouvent une sécurité que l'Etat a volontairement oublié de leur donner.

L'étude de leurs transformations et de leur fonctionnement permettra de juger l'œuvre accomplie et sa grandeur.

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ CONTRE LES ACCIDENTS LA NATIONALE UNIVERSITAIRE

SECTION I

LA SOCIÉTÉ CONTRE LES ACCIDENTS

Nous avons assisté précédemment à la naissance et aux premiers pas de la première Société d'Assurances Universitaires de France. Nous avons maintenant le désir de préciser comment elle s'est comportée par la suite, d'étudier son fonctionnement, sa dissolution et sa transformation en une Mutuelle : « la Nationale Universitaire ».

Son fonctionnement

En 1899, lors du vote de la loi du 20 juillet, la jeune Société était parvenue à s'imposer aux yeux de la majorité du Corps enseignant. En décembre de la même année, le nombre des adhérents dépassait 25.000 et elle continuait à prospérer de jour en jour. Cette ascension rapide était due à l'organisation si simple qui nous est révélée par les statuts et au but généreux que s'étaient assigné les fondateurs.

Ce but nous est défini par l'article 2 :

« Elle a pour but de subvenir à tous les frais
« judiciaires (appel, dommages et intérêts qui in-

« comberaient à l'un de ses membres par suite d'un
« procès par lui intenté pour cause d'accident sur-
« venu *aux élèves* et dont on le rendait responsa-
« ble. »

Ce but d'entr'aide financière est général ; on n'y trouve pas de distinction dans la faute reprochée à l'Instituteur ; il suffit que l'« Instituteur fut rendu responsable ». Pas de distinction non plus suivant la nature, l'auteur, l'époque et le lieu de l'accident.

Cependant, le compte rendu de l'Assemblée Générale nous indique « qu'une partie de l'Assemblée voulait que la garantie ne fût pas accordée pour les accidents qui se produiraient en dehors des heures de classe et pour les services auxquels les maîtres s'astreignent par excès de zèle. Finalement, l'article 2 est adopté sans faire de distinction, par une grosse majorité.

L'esprit de solidarité est net, la garantie pleine et sans réserve.

Les personnes protégées

Ce but poursuivi exerce ses effets uniquement au profit des Instituteurs et des Institutrices laïques en exercice.

Les retraités sont donc exclus. Ceci n'a à l'époque que peu d'importance au point de vue post-scolaire, la plupart des œuvres n'étant encore qu'à l'état embryonnaire, mais prive la Société de concours dévoués.

Cet état de choses sera amélioré en 1897, la Société admettra dans son sein tous les membres « ayant appartenu à l'Enseignement ».

Les obligations des protégés sont définies par l'article 4 :

« Tout sociétaire, dit cet article, s'engage sur « l'honneur à verser, au prorata du nombre des « adhérents et à la date fixée par le Bureau, la quote-part des frais prévus à l'article 2. »

A première vue, pour l'époque, elles nous paraissent lourdes et pleines d'aléas. Ce prorata peut être élevé et varier suivant le nombre des sinistres et des adhérents.

Une disposition heureuse de l'article suivant contrebalançait cette mauvaise impression en limitant le maximum de la quote-part personnelle à 5 francs.

Cependant, l'accord unanime ne s'était pas réalisé sur le texte de l'article 4.

Cet article avait soulevé quelques objections. Certains membres avaient exprimé le vœu que soit constitué un fonds de réserve. Au lieu d'un engagement sur l'honneur ce fonds aurait été constitué par une cotisation de 5 à 10 francs.

Le Bureau ayant fait ressortir les inconvénients entraînés par la constitution d'un fonds de réserve, la rédaction actuelle l'emporta.

« Ce fonds, disait le Président, n'est expliqué « par aucun besoin immédiat.

« Ce fonds pourrait tenter la cupidité des familles.

« Ce fonds de réserve semblerait faire admet-

« tre l'article 1384 du Code civil, tandis que l'autre
« mode indique que l'Instituteur subit cette respon-
« sabilité civile.

« Ces idées contrastent aujourd'hui. »

L'organisation administrative de la Société

La Société était administrée (art. 13) par un Bureau de cinq membres, avec Président, Vice-Président, Secrétaire-Adjoint et Trésorier.

Un Comité de 12 membres, choisis parmi les membres de l'Assemblée, porté à 45 en 1897, était adjoint à ce Bureau pour constituer un Conseil d'administration. Toutes les fonctions étaient gratuites (art. 12).

Tous ces membres étaient élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et rééligibles indéfiniment (art. 14).

Cependant, l'article 18 prévoyait qu'à l'expiration des pouvoirs, le vote par correspondance était admis pour la nomination du Bureau et du Comité.

Le Président devait convoquer tous les membres de ce Conseil aussi souvent que le réclamaient les intérêts de la Société (art. 16). Le Bureau décidait souverainement de la convocation du Comité.

Toutes les décisions étaient prises à la majorité relative des membres présents. Le Bureau avait pleins pouvoirs pour opérer des radiations pour refus de paiement des quote-parts, ainsi que « pour prendre telles mesures qui lui paraîtront de nature à contribuer au succès de la Société. » (art. 6).

Cette organisation, qui n'est pas très compli-

quée, nous suggère quelques remarques. En fait, la bonne marche de la Société dépend uniquement du Bureau; ses pouvoirs sont très étendus. Nous verrons plus tard qu'on lui reprochera d'en avoir abusé.

Quant au Comité, composé de membres disséminés dans toute la France, il sera rarement au complet.

Cependant, nous craignons que la majorité relative, admise pour presque toutes les décisions graves du Conseil d'administration, ne soit insuffisante, malgré cette politique opportune dans une telle situation.

Ces attributions, bien délimitées, laissaient en pratique toute liberté d'action au Bureau. Si l'on considère que la Société est « Nationale », on peut s'étonner de voir un si petit nombre de membres pour le Comité.

« L'Ecole Laïque », du 12 mai 1895, nous apprend « que dans l'esprit de l'Assemblée (constitutive), tous les Instituteurs de France devaient « être représentés au sein du Comité à raison d'un « délégué par circonscription d'Inspection Primaire, mais le personnel de la Haute-Garonne, « étant seul présent à l'Assemblée Générale, le principe seul a été pris en considération. »

Malgré ces questions de détails, il faut reconnaître le mérite des fondateurs d'avoir mis sur pied cet organisme simple et viable. Nous ne devons pas oublier non plus que nous sommes en présence d'une première société, évoluant de ses propres ailes, sans le secours d'aucun guide précédent.

*Organisation financière
et garanties apportées par la Société*

Les ressources principales de la Société sont constituées par un droit de 1 franc payé par chaque membre lors de son entrée. Ce droit est destiné à subvenir aux frais généraux d'administration.

Cependant, toute l'organisation financière repose sur des appels de fonds, faits par le Bureau aux sociétaires, au prorata de leur membre et de celui des sinistres. Ces quote-parts sont limitées à la somme maximum de 5 francs.

« Par esprit de solidarité, certains membres
« avaient proposé une quote-part de 10 francs.
« D'autres avaient demandé de ne point fixer de
« maximum, tous les adhérents devant se faire un
« devoir de couvrir tous les frais.

« En raison péremptoire du succès de la Société-
« té, la cotisation est fixée à 5 francs et l'on compte
« bien au Bureau qu'elle ne sera pas atteinte. »

« Le Bureau centralise les fonds, mais pour la répartition, il est assisté du Comité. Cette organisation financière montre que les garanties sont totales. Le but de la Société, défini par l'article 2, nous indique que tous les frais généraux (appels, dommages et intérêts) sont payés par la Caisse. Nous pensons qu'à l'origine, les amendes faisaient partie de ces frais.

Les craintes que nous émettions, lors de l'étude des obligations des membres sont largement com-

pensées par la sécurité complète qui leur est assurée par les statuts.

De plus, cette organisation toulousaine était nettement supérieure à celle du projet de Burchin. Le Bureau pouvait contrôler les envois de fonds. La suppression du tour de rôle établissait une répartition des charges sociales. Enfin, les risques laissés à la charge des Sociétaires étaient nuls, car les sinistres durant les dix années d'existence de la Société ont été loin d'atteindre la somme maximum prévue aux statuts.

On serait tenté de critiquer l'absence de fonds de réserve, mais si l'on se reporte à l'année 1894, les motifs invoqués par le Bureau ne surprennent personne et rendent admissible une telle omission.

En résumé, la situation de la Société était excellente; elle fonctionnait parfaitement. Bien que dans l'esprit de ses fondateurs, elle ne soit « qu'une association confraternelle », en pratique elle était une véritable Mutuelle d'Assurances.

Lors de la dissolution, le Bureau protestera contre cette qualification de « Mutuelle » et fera valoir que la Société ne délivrait pas de police et n'avait pas de tableau de risques.

Nous croyons sincèrement que cette combinaison Association-Mutuelle était la cause véritable du réel et incontestable succès de la Société. En niant ce second caractère, le Bureau commettait une erreur grave dont les Tribunaux feront justice en 1904.

Ce succès mérité répondait à l'effort intense de

propagande entreprise par les membres du Bureau, dont voici un écho paru dans l'*Ecole Laïque* :

« Enfin, semant à tous vents, afin de créer, de
« susciter, d'entretenir dans toute la France un
« sentiment de solidarité jusqu'alors inexistant, ils
« adressèrent d'une façon incessante dans les
« grands centres, dans les bourgs et jusque dans le
« moindre hameau, journaux et tracts sans comp-
« ter (1). »

Cette propagande était secondée par l'action du Bureau pour remédier à la centralisation excessive des statuts. La Société constitua des Comités cantonaux avec trésorier dont le rôle fut de transmettre à Toulouse un bordereau collectif des cotisations. Le Président de chaque Comité était le trait d'union entre les adhérents du canton et le siège social. Ce système, développé en 1897, a donné de très bons résultats. Pour faire connaître l'organisation toulousaine dans toute la France, le Conseil d'Administration décida que l'Assemblée Générale tiendrait ses assises, chaque année, dans des villes différentes.

Ce fut Lyon qui eut les honneurs de cette première visite en 1898, puis vinrent Poitiers (1899), Laon (1900), Brest (1901), St-Etienne (1902), Arras (1903) et Lons-le-Saulnier en 1904, l'année de la dissolution.

Partout, la jeune Société faisait connaître les efforts entrepris pour combattre la responsabilité

(1) Note : *Ecole Laïque rose*. N° Septembre 1926.

civile et recevait en échange des marques nombreuses de sympathie et un chaleureux accueil.

Recteurs, Inspecteurs d'Académie et primaires, Sénateurs, Députés assistaient aux débats des premières Assemblées Générales de la Société et lui donnaient une importance remarquable. Cette importance était corroborée par la marche ascendante du nombre des adhésions et du montant des dépenses et frais généraux.

Années	Dépenses totales	Frais généraux
1895.....	276 95	276 95
1896.....	5.378 22	5.178 22
1897.....	14.807 99	7.889 74
1898.....	26.580 44	22.580 55
1899.....	47.364 15	43.158 45
1900.....	44.145 15	39.619 20
1901.....	59.748 20	47.243 70
1902.....	49.970 23	45.917 73
1903.....	57.187 74	47.443 94
1904.....	47.373 72	35.335 91

Nombre des adhésions enregistrées par la Société :

1 ^{er} janvier 1895....	206	1 ^{er} janvier 1898....	10.818
1 ^{er} janvier 1896....	805	1 ^{er} janvier 1899....	25.000
1 ^{er} janvier 1897....	5.576	1904 (à la dissolut.)	56.810

Vers la dissolution

L'origine du conflit : l'accusation de gaspillage et la radiation arbitraire de deux Sociétaires.

En 1901, la Société était dans une situation très florissante. Par une propagande intense et une prudence avisée, le Conseil s'était concilié les sympathies du Corps enseignant et les adhésions dépassaient 35.000.

Mais si les résultats étaient probants, cette propagande était très onéreuse et les frais généraux absorbaient une grande partie des fonds sociaux.

Fort de cette constatation, M. Baudéan, dans la *Revue de l'Enseignement Primaire*, critiqua assez sévèrement la gestion financière du Conseil (2).

L'Assemblée Générale de Brest, en 1901 (3), nomma une Commission d'apurement. Le Conseil fut disculpé et tout rentra dans l'ordre.

Le malaise semblait dissipé, quand éclata le conflit qui devait aboutir à la dissolution en 1904.

Grisé par l'essor prodigieux et l'autorité croissante de la Société, le Conseil d'Administration abandonna sa ligne de conduite traditionnelle.

Cette évolution s'opéra insensiblement en recherchant des concours précieux et toujours plus nombreux. Avec un opportunisme, peu salulaire aux intérêts de son œuvre, le Conseil s'immita témérairement partout où son influence était capable de servir la cause de la Société.

Cette nouvelle tactique était une mauvaise spéculation, le Conseil jouait la destinée de la Société. Deux sociétaires, MM. Plothier et Campan, s'opposèrent vigoureusement à la réalisation de ces desseins. Le Conseil entama une lutte sans merci dont il escomptait sortir avec les honneurs d'une victoire. C'était là une erreur; après trois années, cette lutte s'achevait par une liquidation judiciaire.

Vers la fin de 1901, M. Plothier fondait l'Entente des Conseillers départementaux. Après avoir of-

(2) A l'Assemblée Générale, quelques sociétaires avaient déjà critiqué l'importance des menus frais. M. Baudéan démontra que les chiffres du trésorier étaient majorés et ne correspondaient pas aux prix réels des dépenses qu'ils visaient.

(3) 21 septembre 1901.

fert son concours, le Conseil de la Société contre les accidents voulut tirer profit de cette nouvelle création, mais il se heurta à l'opposition obstinée et résolue de son fondateur.

Le 14 mai 1902, M. Plothier écrivait à M. Barthet, conseiller départemental de Toulouse. Cette lettre rappelait au Conseil d'Administration les services rendus pour assurer l'unité en faveur de la Société de Toulouse. En échange de ses bons procédés, il avait l'espoir de voir cesser « les intrigues afin d'éviter la division au sein de l'Entente ». Malheureusement sa lettre se terminait par cette mesure comminatoire : « Je n'hésiterai pas à mener « une campagne destinée à porter la lumière dans « les dépenses d'impression du Bulletin Officiel de « la Société l'*Ecole Laïque* et à signaler à tous les « Sociétaires le gaspillage du Conseil d'Administration. »

Or, M. Barthet était vice-président de la Société, il fit part de cette mesure au Conseil.

Après délibération, en violation des statuts, M. Plothier était radié, en date du 21 mai 1902 et sommé de préciser ses accusations. M. Plothier répondit à cette sommation par une protestation contre sa radiation. Il précisa en outre ses accusations dans deux articles du *Petit Provincial*, en date des 19 et 27 juillet 1902, et dans un appel à l'Assemblée générale qui devait se tenir à Saint-Etienne, le 31 octobre 1902 (4).

(4) En fait sur l'instance d'amis et conformément à un vœu du Congrès de Bordeaux en 1901, hostile aux polémiques entre Instituteurs, la querelle fut apaisée jusqu'au début de

La même année, M. Campan, Instituteur toulousain, venait d'être élu Conseiller départemental de la Haute-Garonne. Toute son activité se porta immédiatement vers la création d'une Amicale d'Instituteurs. Le Conseil entama des pourparlers pour une action commune.

A la suite d'une mésentente sur la rédaction des statuts et la personnalité du Président, ce fut la rupture. Une polémique s'engagea entre « l'Ecole Laïque » et la « France Laïque », défenseur de M. Campan.

M. Campan, après les bruits de mauvaise gestion du Conseil d'Administration, manifesta son intention de soumettre à l'approbation des Instituteurs un projet de réforme de la Société contre les accidents (5) et publia dans la France Laïque les accusations de M. Plothier (6).

Le Conseil répondit à ce désir par la radiation en date du 17 juillet 1902 (7). Tels étaient les faits qui furent les causes premières du conflit, lorsqu'en 1903 vinrent s'ajouter ceux de la non-autorisation de la Société.

Lors de la création de la Société contre les accidents, M. Poincaré, ministre de l'Instruction Pu-

juin. Le 8 juin, « l'Ecole Laïque » ayant publié un article virulent contre M. Plothier, le Directeur du Petit Provincial répondit par son article du 19 juillet 1902 et son appel du 25 octobre 1902. En outre, le 2 août 1902, M. Flothier donnait de la publicité à sa radiation et lançait un appel aux collègues pour faire insérer une protestation dans toute la presse pédagogique et dans des journaux locaux.

(5) Voir le projet. Naissance du Mouvement autonomiste, page

(6) 27 juillet 1902.

(7) Ecole Laïque, 20 juillet 1902. Petit Provincial, 11 octobre 1902.

blique, avait accordé une autorisation conditionnée, ainsi qu'en fait foi la lettre suivante de M. Istria, Inspecteur d'Académie à Toulouse :

Toulouse, le 20 août 1895.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En réponse à la demande que vous avez formulée à l'effet d'obtenir l'autorisation de vous étendre à toute la France, pour l'Association que vous avez fondée il y a six mois, sous le nom de « Société contre les accidents », M. le Ministre me fait connaître : qu'il ne s'oppose pas à ce que le Préfet autorise la création de cette Société.

Mais après, toutefois, que l'article 17 de vos statuts aura été complété par ces mots : « Sous réserve de l'approbation ministérielle » et qu'un article additionnel, relatif à l'interdiction de toute discussion politique ou religieuse dans les séances du Comité et de l'Assemblée Générale, aura été inséré dans les dits statuts.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire parvenir une nouvelle demande accompagnée de trois exemplaires des statuts rectifiés suivant les observations qui précèdent.

Signé : ISTRIA.
Inspecteur d'Académie.

Après l'envoi de cette lettre, les membres du Bureau qui certes étaient tous des gens de bonne foi, mais non des juristes, demandèrent effectivement

l'autorisation au Préfet, mais ne suivirent pas ses recommandations relatives à l'application du décret du 22 janvier 1868, sur les Assurances Mutuelles.

Ceci s'expliquait pour la raison que, dans l'esprit des fondateurs, la Société n'était ni une Société de Secours Mutuels, ni une Société d'Assurances Mutuelles, mais une simple Association Amicale qui apporte son appui financier sans jamais plaider par elle-même.

Cette situation dura jusqu'en 1903 lorsque M. Hennequin, Président de la Société « L'Enseignement » révéla l'existence de cette non-conformité aux prescriptions préfectorales, dans une série de conférences en Seine-et-Marne (8).

M. Hennequin déclarait ouvertement que la Société n'avait pas de capacité juridique et que, n'ayant jamais été autorisée « par le « Ministre de l'Intérieur », elle n'offrait aucune garantie aux Instituteurs.

Cette révélation était grosse de conséquences. Cette grave dérogation au décret du 22 janvier 1868 interdisait à la Société d'ester en justice. La Société ne pouvait se substituer à des tiers devant les Tribunaux, ni s'y présenter pour elle-même.

L'émotion fut profonde parmi les assistants dont un grand nombre étaient membres de la Sociétés de Toulouse. La réaction vint rapidement. MM. Plathier, Campan, Farcy allèrent aux renseignements. Ils adressèrent (9) des lettres au Préfet

(8) M. Hennequin prévenait également M. Lamourère qui ne démentit point les faits.

(9) Lettre de M. Plathier, 31 janvier 1903.

Lettre de M. Campan, 13 février 1903.

de la Haute-Garonne. Celui-ci, le 19 février 1903, confirmait les dires de M. Hennequin : la Société n'était pas autorisée conformément à la loi. Voici la copie de la lettre de M. le Préfet de la Haute Garonne à M. Farcy, directeur de l'école Supérieure de Chambéry.

Toulouse, le 19 février 1903.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans le courant de 1895, un groupe d'Instituteurs de Toulouse demandèrent l'autorisation de fonder une société, sous le titre de « Société contre les accidents ».

Conformément aux instructions, cette demande fut soumise à l'examen du Ministère de l'Intérieur qui fit connaître, le 4 novembre 1895, que cette société présentait tous les caractères d'une Société d'Assurances Mutuelles, pouvant se constituer en dehors de toute intervention administrative en se conformant au décret réglementaire du 22 janvier 1868.

Le 3 décembre suivant, M. l'Inspecteur Primaire de Toulouse donnait avis de cette décision aux intéressés. L'Association aurait fonctionné jusqu'en 1897, époque à laquelle elle modifia ses statuts, prit le titre de « Société contre les accidents et la diffamation » et ne fut d'ailleurs, à ce titre, l'objet d'aucune autorisation administrative (10).

(10) Par une lettre du 24 mai 1903, le Greffier du Tribunal Civil de Toulouse déclare que les statuts n'ont pas été déposés au greffe.

Cette confirmation inattendue créait une situation inextricable. Les adversaires, irrémédiablement hostiles, restaient sur leurs positions et aucune tentative de médiation personnelle n'était désormais possible. Seule, une Assemblée Générale pouvait trancher ce conflit. Il fallait attendre patiemment cette évolution.

L'évolution du conflit

En 1902, le 31 octobre, la Société contre les accidents vint tenir son Assemblée Générale à Saint-Etienne. M. Campan désirait se justifier publiquement; ne pouvant s'y rendre, il adressait un appel aux membres de l'Assemblée par une lettre du 28 octobre 1902 et priait le vice-président du Comité Stéphanois de prendre sa défense. M. Campan demandait aussi la constitution d'un jury d'honneur et présidait ses accusations. Dans des circonstances qui ne seront jamais établies, ce mandataire resta muet et M. Campan restait radié.

De son côté, M. Plothier avait fait aussi appel à tous les membres de la Loire, publié un tract sur « le gaspillage » et s'était fait représenter par un Collègue, M. Farcy.

Cet appel eut un retentissement énorme. Le Comité central obtint la réintégration de M. Plothier et l'Assemblée Générale, pour laver le Conseil d'Administration des accusations portées contre lui nommait une Commission d'apurement avec mission de vérifier la comptabilité sur place à Toulouse.

Le 14 avril 1903, la Commission d'apurement

de Saint-Etienne entrait en fonctions. Le contrôle s'effectua en fait, mais le Conseil semble avoir été plus ou moins hostile à certains membres de la Commission. Si bien qu'au moment de la rédaction et la signature du procès-verbal d'apurement, la Commission se scinda en deux fractions. La fraction hostile au Conseil refusa sa signature et se retira.

Ce départ, malgré un rapport favorable pour le Conseil, n'apaisa pas le conflit. M. Campan, qui n'avait pas eu satisfaction, s'adressait à la Justice, car la vive campagne de presse de l'« Ecole Laïque » continuait.

Le 1^{er} avril 1903, l'assignation était lancée devant le Tribunal civil de Toulouse. M. Campan demandait sa réintégration. Subsidiairement il demandait qu'il plaise au Tribunal de constater que 1^o la Société n'a pas reçu d'autorisation ministérielle bien que ses imprimés portent la mention autorisée « par décision ministérielle ». 2^o qu'elle est illégalement constituée, ainsi qu'en font foi plusieurs lettres de M. le Préfet de la Haute-Garonne.

L'action lente de la Justice commençait, mais ce n'était qu'une mesure comminatoire. M. Campan tentait un nouvel effort avant d'exercer définitivement son recours devant les Tribunaux.

L'année suivante, le 1^{er} juin 1903, l'Assemblée Générale tenait ses assises à Arras. Après un nouvel appel au Comité central, M. Campan vint dans cette ville, mais il ne parvint pas à entrer dans la salle des débats. L'Assemblée était houleuse; ses défen-

seurs furent réduits systématiquement au silence. M. Campan restait radié.

C'était la négociation pure et simple du droit de justification. Devant ce second refus, il laissa la Justice suivre son cours.

Le résultat du conflit

Le procès se déroula devant le Tribunal civil de Toulouse, en mars 1904.

Le 18 mars 1904, le Tribunal déclarait la dissolution et la liquidation de la Société, après avoir réintégré M. Campan.

Voici les principaux attendus du jugement :

Sur la réintégration du sieur Campan,

« Attendu que les statuts sociaux ne pronon-
« cent la radiation d'un membre de la Société que
« s'il se refuse à payer le prorata des frais prévus
« par l'article 2 (art. 5 des statuts); qu'ils n'attri-
« buent compétence au Conseil d'Administration,
« à cet effet que dans ce cas unique (art. 6 des sta-
« tuts).

De cette première constatation souveraine, le Tribunal décide ensuite que :

1° les statuts accordent bien au Conseil de prendre les mesures nécessaires à assurer le succès de la Société, mais qu'une telle mesure n'était pas nécessaire dans le cas Campan, la situation de la Société étant très prospère.

2° que le Conseil n'avait pas compétence, car la

radiation était une sanction répressive et non un simple acte d'administration. La réintégration s'impose par ces motifs.

« Attendu que Campan ayant toujours rempli
« ses engagements...

« ...Et sans permettre au sieur Campan, véri-
« table prévenu, de présenter sa défense, qu'il s'est
« enfin oublié jusqu'à se saisir des griefs qui
« concernaient personnellement ses membres et
« d'avoir jugé de sa propre autorité un procès dans
« lequel il était partie.

« Que, dans ces conditions, il ne saurait cou-
« vrir de son autorité la décision du Conseil d'Ad-
« ministration.

« Qu'il estime, au contraire, qu'il y a lieu d'or-
« donner sa réintégration parmi les membres de
« ladite société à dater du jour où il en a été radié.

En ce qui concerne la nullité de la Société,

« Attendu qu'aux termes de l'article 2 de ses
« statuts, la Société contre les accidents et la diffu-
« sion a pour but :

« 1° de subvenir à tous les frais judiciaires qui
« incomberaient à l'un de ses membres à la suite
« d'un procès pour cause d'accident survenu aux
« élèves dont on le rendrait responsable.

« 2° d'affirmer l'esprit de solidarité en se sub-
« stituant, avec l'agrément et sur l'instance des in-
« téressés, à ceux de ses membres injustement at-
« taqués dans leur vie publique et privée, qu'aux
« termes de l'article 4 des mêmes statuts tout socié-

« taire s'engage sur l'honneur à verser au prorata
« du nombre d'adhérents et à la date fixée par le
« Conseil d'Administration la quote-part des frais
« prévus par l'article 2.

« Le Tribunal décide qu'ainsi définie par ses
« statuts, la Société ne se proposant pas la réali-
« sation de bénéfice, est une « Société d'Assurances
« Mutuelles » qui ne peut être valablement cons-
« tituée qu'en se conformant aux prescriptions du
« décret du 22 janvier 1868.

« Que le fait, par les fondateurs de ne s'être
« pas conformés aux dispositions du décret du 22
« janvier 1868, ne peut avoir pour conséquence de
« la disqualification, mais au contraire de l'entacher
« de nullité, par là même que c'est une Assurance
« Mutuelle qui ne s'est pas assujettie aux règles
« spéciales imposées par la loi à ces sortes d'Asso-
« ciations et qu'on ne saurait sérieusement admet-
« tre avec les défenseurs que ce n'est qu'un contrat
« innommé.

Le Tribunal, admettant même que par conces-
sion on soit en présence d'un contrat innommé, dé-
cide que ce contrat, nul à l'origine, bénéficie
« 1° depuis la loi du 1^{er} juillet 1901 de la liberté
« d'Association; 2° que les défenseurs n'ayant pas
« justifié l'accomplissement des formalités de l'ar-
« ticle 5 de la loi de 1901, la Société, n'ayant pas
« la personnalité civile, ne peut ester en justice
« pour ses membres.....

« ...Ce qui est son principal et unique but. Elle

« manque absolument d'objet... et qu'il y a lieu de
« prononcer sa dissolution et sa liquidation. »

Sur appel des intéressés, la Cour de Toulouse confirmait le 16 janvier 1905, purement et simplement le jugement du Tribunal. La Société était irrémédiablement dissoute, il fallait s'incliner.

SECTION N° 2

LA NATIONALE UNIVERSITAIRE

En raison du jugement rendu par le Tribunal de Toulouse, le 18 mars 1904 et en exécution de la volonté unanime manifestée par l'Assemblée Générale de Lons-le-Saulnier, la « Société contre les accidents » se transforma en une Société d'Assurances Mutuelles « la Nationale Universitaire contre les accidents ».

Définitivement constituée le 23 mai 1904, la nouvelle Mutuelle plaçait son existence sous la sauvegarde du décret du 22 janvier 1868. La composition du Bureau restait la même avec M. Louis Lamourère comme Président.

Par cette transformation en Mutuelle, le fonctionnement de l'ancienne Société a subi d'importantes modifications que nous devons examiner maintenant.

L'administration de la Société

La Société est administrée par un Conseil d'Administration de six membres. Il élit parmi ses mem-

bres un président, un vice-président, un secrétaire. Ce Conseil est nommé en Assemblée Générale; les membres sont rééligibles (art. 40).

Les opérations de la Société sont dirigées par un Directeur sous la surveillance du Conseil d'administration (art. 48). Ce Directeur est nommé par le Conseil et peut être choisi parmi ses membres (art. 5 du décret du 8 mars 1922).

En fait, depuis la création, les fonctions de Président et de Directeur sont fusionnées entre les mains de M. Lamourère.

Ces fonctions de Directeur et d'Administrateur demeurent distinctes dans les droits et les obligations qui y sont attachés.

La mission de surveillance, prévue par la loi, est assurée par un ou deux commissaires, nommés chaque année par l'Assemblée Générale.

Cette organisation est complétée par l'ancien système des délégués cantonaux et auxquels est venue s'adjoindre une nouvelle création : les Comités départementaux. Enfin, l'Assemblée Générale, grande souveraine décide de la marche et du sort de la Société.

Les prérogatives du Conseil et l'Assemblée Générale

Dans la gestion de la Société, le Conseil a un rôle de premier plan. En dehors de l'expédition des affaires courantes, il statue sur les demandes de garantie que lui adressent les sociétaires en cas d'accidents. Après un examen attentif du rapport du maître poursuivi et des premiers actes de procédure, il

admet la demande ou, d'après l'article 7, la refuse sans avoir à motiver sa décision. Le refus, en pratique, n'est encouru qu'en cas de faute lourde et inexcusable, patente (11).

Le Conseil a, en outre, carte blanche pour la direction du procès sous peine de dommages et intérêts. Il prépare le dossier et plaide au nom du sociétaire par le ministère des avocats-conseils de la Société.

Enfin, le Conseil assure la gestion financière de la Société, constitue les fonds de réserve, garantie et prévoyance, règle les indemnités en cas de condamnation et propose aux Assemblées Générales extraordinaires toute mesure utile à la bonne marche de la Société.

L'Assemblée Générale est composée de tous les membres ayant un minimum de 200 degrés de valeurs assurées en règle avec la Caisse, à l'époque de sa réunion. Chaque sociétaire peut y représenter 1.000 de ses co-associés (12).

Cette Assemblée Générale contrôle la gestion du Conseil, nomme les membres, entend les rapports, discute, ratifie ou rejette les propositions du Conseil, notamment sur les modifications à apporter aux tarifs et au tableau de classification.

Enfin, d'après l'article 60, l'Assemblée Générale extraordinaire décide de la prorogation, disso-

(11) D'après les déclarations du Conseil d'Administration, la Société n'a jamais refusé son concours à aucun de ses adhérents.

(12) Cette mesure fut édictée en 1924, pour atteindre le quorum légal.

lution anticipée, fusion avec d'autres Sociétés constituées ou à constituer et de la cession du portefeuille à une autre Mutuelle.

Malgré ces pouvoirs, l'examen détaillé des statuts révèle une prédominance certaine du Conseil. Ce Conseil, présidé depuis 32 ans, par M. Lamourère, jouit au sein de la Société d'un prestige qui, en fait lui donne tout pouvoir dans la gestion.

Heureusement, cette organisation, très centralisée, critiquable et critiquée, est complétée par un système de garanties qui, appliqué avec libéralisme, peut dans la majorité des cas sauvegarder les intérêts des adhérents.

Garanties et règlement des indemnités

Les garanties de la société s'appliquent aux accidents survenus aux élèves pendant que ceux-ci sont laissés sous la surveillance de l'assuré, c'est-à-dire pendant l'œuvre scolaire proprement dite, les études surveillées, les garderies, les promenades, l'œuvre post-scolaire, cours d'adultes, conférences. En thèse générale, durant tous les exercices prévus ou réglementés par les programmes et circulaires administratifs au cours desquels la responsabilité civile, édictée par les articles 1382-1383 et 1384, peut se manifester.

Tout membre est assuré et assureur pour un minimum de valeur de 200 degrés : chaque degré équivalant à 1 centime en 1904, 3 centimes en 1924, 10 centimes actuellement. Ce minimum s'applique aux maîtres répartis dans le tableau suivant :

Ecoles publiques maternelles, enfantines et

primaires élémentaires, titulaires et stagiaires chargés d'une classe : 200 degrés.

Directeurs et Directrices pour leur classe : 200 degrés.

Les Directeurs, Directrices, chefs d'établissements scolaires doivent verser une cotisation supplémentaire relative à la proportionalité du risque. Cette cotisation était de 0 fr. 20 par classe en 1924.

Ce tableau est révisable par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration. Cependant, d'après l'article 29, le maximum qu'un sociétaire peut être tenu de payer pour un exercice ne doit excéder 5 centimes par degré, en 1924. Aujourd'hui, en raison des lourdes charges, le maximum est largement dépassé au grand dam du Conseil.

Cette révision n'a pas d'effet rétroactif pour les anciens sociétaires, mais ils bénéficient des réductions.

En principe, les Maîtres sont donc garantis dans tous les cas. Cette garantie est personnelle à l'instituteur, associations d'élèves ou d'anciens élèves. La Société ne pratique pas l'assurance-élèves. Dans les amicales, patronages, associations d'élèves ou d'anciens élèves, seul, le personnel enseignant est garanti.

Au point de vue règlement des indemnités, les statuts prévoient un système sur lequel nous devons insister, car il a été critiqué dans la *France Laïque*.

L'article 24 prévoit que « se fera à la fin de l'année le total des indemnités auxquelles auront été condamnés les sociétaires. Le montant en sera soldé au moyen de 1° tout ou partie du fonds de

« prévoyance; 2° de la moitié au maximum du
« fonds de réserve; 3° des fonds de garantie.

« Si cette somme était insuffisante pour payer
« la totalité des indemnités, elles seraient payées au
« mare le franc, dans la proportion de leur mon-
« tant et jusqu'à épuisement complet des sommes
« indiquées ci-dessus. Le supplément restera à la
« charge du sociétaire qui ne pourra exercer aucun
« recours contre la société pour la partie non
« payée. »

Cet article, qui termine sur une note peu encourageante, est renforcé par des recours très sévères contre les récalcitrants et par des obligations financières à la charge des sociétaires, annuellement. De sorte que la mauvaise impression laissée par l'art. 24 est en partie effacée et le risque qu'il semble faire peser sur les Instituteurs ne se produira que rarement. En fait, il ne s'est jamais produit, depuis que la Société est formée, car les Sociétaires demeurés fidèles, en assurant avec ponctualité leurs obligations, ont toujours écarté cette éventualité.

Obligations des Sociétaires

Tout sociétaire est assureur en même temps qu'assuré. Il est garant des sinistres que peuvent éprouver ses co-sociétaires dans la proportion du maximum de garantie déterminé conformément au décret du 8 mars 1922. Ce maximum était de cinq centimes par degré en 1924.

Le sociétaire contracte une assurance pour 35 ans, durée de la Société, en 1904. Cependant, cette

assurance peut cesser à la fin de chaque période décennale au gré des parties, après un préavis de 6 mois (art. 4 et 8 combinés).

Au point de vue financier, les obligations forment les principales ressources de la Société. Les appels de fonds de l'ancienne société sont supprimés et remplacés par :

1° le paiement d'un droit d'entrée (égal en 1924 à la cotisation annuelle);

2° une cotisation annuelle fixe;

3° les droits relatifs à la proportionnalité du risque s'il y a lieu.

Ces obligations sont sanctionnées en cas de non-paiement à l'époque fixée et indiquée par les conditions de la police, par la suspension ou la résiliation de l'assurance suivant l'attitude de l'assuré.

Enfin, où tout sociétaire se retirerait, en violation des statuts, et sans avoir acquitté ses cotisations arriérées, le Conseil a recours à la justice pour faire valoir les droits de la Société.

En cas d'accident, le sociétaire doit envoyer dans la huitaine un rapport relatant en détail les faits, leurs causes, leurs suites. Il doit, sous peine de déchéance de son recours contre la Société, transmettre dans le délai de 5 jours, l'assignation de tous actes qu'il pourra recevoir soit du Parquet, soit des victimes de l'accident ou de leurs ayants-cause (art. 19).

Ce nouvel organisme, qui groupa dès sa formation 30.000 adhérents, semble avoir atteint son maximum en 1906, avec le chiffre de 40.000. Aujourd-

d'hui, malgré la forte expansion du mouvement autonomiste, la Société garde un petit nombre de fidèles variant de 4 à 5.000.

Cette Société, qui vieillit et approche des 35 ans fixés pour son existence, doit son état stationnaire actuel à un fait très important. Respectant intégralement l'esprit de ses premiers statuts, trop peut-être, elle s'est cantonnée uniquement dans l'assurance de la responsabilité civile des membres de l'Enseignement. Les autres mutuelles, nous le verrons, en suivant l'évolution de l'Enseignement national, ont créé ou développé l'assurance d'autres risques. C'est là tout le secret de leur succès auprès des Instituteurs.

La Société mérite cependant des éloges; en dehors de cette polémique qui lui fit tant de tort, il faut reconnaître que, chaque fois qu'elle a défendu un de ses membres, elle l'a fait avec une fougue égale à ses attaques. Le Corps enseignant lui doit aussi une large part dans l'établissement d'une jurisprudence ferme et conforme à l'esprit de la loi de 1899.

C'est là un rappel que nous devons faire et qu'il ne faut pas oublier.

CHAPITRE SECOND

LES AUTONOMES ET L'UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE

LES SOCIÉTÉS DÉPARTEMENTALES AUTONOMES LES LIGUES AUTONOMES LES ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES AUTONOMES

La création des « Autonomes » résulte d'une scission qui s'opéra, dès 1903, parmi les membres de la « Société contre les accidents ». Sous la dénomination Sociétés départementales autonomes, puis Ligues autonomes, ces associations, placées sous l'égide de la loi du 1^{er} juillet 1901, assuraient le risque civil.

En janvier 1905 et octobre 1910, l'Association-mère de la Hte-Garonne fut dissoute par le Tribunal civil de Toulouse pour inobservation de la loi du 24 juillet 1867 et du décret du 22 janvier 1868 sur les sociétés d'Assurances Mutuelles.

Afin de trouver un statut légal définitif, les nouvelles Associations départementales autonomes constituèrent entre elles une Mutuelle : l'Union Solidariste Universitaire.

Cette organisation originale est actuellement la plus puissante du Corps enseignant. Son histoire, ses tribulations judiciaires, son fonctionnement et ses résultats méritent l'étude détaillée que nous entreprenons maintenant.

LES SOCIÉTÉS DÉPARTEMENTALES AUTONOMES

Naissance du Mouvement Autonomiste

Les critiques adressées par Messieurs Plothier et Campan au Conseil d'Administration avaient abouti à leur radiation les 21 mai et 17 juillet 1905.

Tous deux ayant protesté énergiquement (1), de nombreuses lettres de sympathie et d'encouragement parvinrent rapidement à Toulouse, en faveur des deux exclus.

Fort de ce premier appui, M. Campan passait à l'offensive; fin juillet, il envoyait la circulaire suivante à tous les Présidents des Amicales d'Instituteurs :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Le mouvement général de protestation provoqué par les deux inqualifiables radiations, dont
« Plothier et moi venons d'être l'objet, prépare une
« regrettable scission dans la « Société contre les
« accidents et la diffamation.

« Je ne suis pas pour cette scission qui me
« semble inutile. Je ne vois pas davantage tout au
« moins encore la nécessité d'une société nouvelle
« formée d'éléments protestataires, puisque tout le
« monde semble d'accord pour désapprouver la
« conduite du Conseil d'administration.

(1) La « France laïque » reproduit cette protestation le 27 septembre 1902.

« Puisque tout le monde est d'accord pour re-
« connaître qu'il y a un danger véritable à laisser
« le dit Conseil s'attribuer des droits souverains.

« Puisqu'aucun de nous n'explique et n'ap-
« prouve son obstination à donner par son silence
« un fondement aux graves accusations portées
« contre lui.

« Puisque chacun, qui, s'il est vrai, eut été dif-
« famé, son devoir était de poursuivre les diffama-
« teurs devant les tribunaux et d'obtenir au nom de
« la société justice et réparation.

« Puisque beaucoup estiment que les minori-
« tés, un centième environ des sociétaires, 500 sur
« 50.000 qui assistaient aux Assemblées, dites gé-
« nérales, ne peuvent continuer plus longtemps à
« engager de leurs décisions, les quatre-vingt-dix-
« neuf centièmes des sociétaires qui ne peuvent y
« assister.

« Voici ce que je propose :

« Que dans chaque département, les Comités,
« d'accord avec les Bureaux des Amicales et autres
« groupements, provoquent une réunion, des Ins-
« tituteurs. Que, de cette réunion, soit décidée la
« création d'une Société départementale contre les
« accidents et la diffamation avec, pour statuts pro-
« visoires, les statuts de la société actuelle dont les
« articles : 1, 17, paragraphe 3; 18, paragraphe 1;
« 19, 20, 25 devront être appropriés, modifiés ou
« supprimés.

« Chacune de ces sociétés départementales sera
« autonome. Elle aura ses comités cantonaux, son

« conseil d'administration, sa caisse, ses réunions,
« etc...

« Elle prendra le nom de « Section de..., de
« la Société contre les accidents et la diffamation.

« Elle ne sera en effet qu'une section indépen-
« dante de la grande Société, simple Fédération des
« sections départementales; elle prendra le nom de
« Société nationale des Instituteurs et Institutrices
« de France contre les accidents et la diffamation.

« Lorsqu'une affaire surgira dans un départe-
« ment,, c'est le Conseil de la section intéressée
« qui l'instruira et qui prendra toutes décisions
« utiles, qui fera le procès, s'il y a lieu et qui le
« paiera de ses fonds.

« Si ses ressources sont insuffisantes, il se ré-
« clamera de la Fédération qui lui viendra tout aus-
« sitôt en aide.

« Tous les ans, dans les départements respec-
« tifs, chaque Conseil provoquera une réunion de
« sociétaires auxquels il rendra compte de sa ges-
« tion. Le lieu de la réunion étant accessible à tous,
« tous pourront s'y rendre, examiner, contrôler,
« critiquer, approuver et ainsi nous serons à l'abri
« des graves suspicions qui nous troublent en ce
« moment.

« La Fédération aura un organe, mais un or-
« gane indépendant de toute personnalité et de
« toute feuille déjà existante, c'est-à-dire, pour em-
« ployer le langage même de la Commission de
« contrôle de Brest « indépendant de toute entre-
« prise commerciale ».

« On y publiera mensuellement le mouvement
« des sections, et, s'il y a lieu, les appels de fonds.

« Tous les ans, une Assemblée générale sera
« tenue où seront convoqués tous les sociétaires.
« Elle sera organisée et présidée par le Bureau de
« la Section où elle aura lieu. Elle rappellera l'an-
« cienne Assemblée générale, mais elle n'aura pas,
« comme elle, autorité pour prendre les décisions.
« On y émettra des vœux, dont la discussion sera
« reprise ensuite par les sections. On n'y engagera
« plus la masse des sociétaires.

« Dans cette réunion, qui aura pour but de fê-
« ter la solidarité, sera désignée, par un tirage au
« sort entre les sections, la section qui sera chargée
« 1° de la rédaction du Bulletin général; 2° de la
« prochaine Assemblée générale qui devra se tenir
« dans son département.

« Ainsi, en apparence, dans l'existence de la
« Société, rien n'est changé. Les sociétaires restent
« sociétaires. Les groupements cantonaux restent
« aussi, mais vivants, actifs, impersonnels, ouverts
« à tous.

« Il n'y a de changé que le grand Conseil sou-
« verain, immuable que nous supprimons. Au lieu
« de dépendre d'hommes que nous ne connaissons
« pas, que beaucoup d'entre nous n'ont vus qu'en
« photographie, nous demandons des hommes que
« nous avons librement élus, les connaissant, et
« dans lesquels nous avons une absolue confiance.
« Nous avons tout simplement et tout démocrati-
« quement décentralisé.

« Je serais heureux, Monsieur le Président,

« que vous vouliez bien vous employer à faire prendre mon projet en considération dans le groupe-ment afin que, si possible, il soit bientôt réalisé.

« Vous m'obligeriez et je vous serais reconnaissant de me faire connaître ce qui aura été décidé.

« Je m'engage, à mon tour, de vous donner connaissance, dès qu'il me sera parvenu, du résultat général de cette consultation, prise dans tous les départements.

*Signé : CAMPAN, Instituteur à Toulouse,
Délégué départemental de la Haute-Garonne.*

Cette circulaire était la charte de la future organisation de la Société.

Sa publication et celle des radiations arbitraires eurent un grand retentissement.

Dès octobre 1902, de partout affluèrent des protestations de grands centres comme Orléans, Dijon, Besançon et Angoulême. L'Assemblée générale de Saint-Etienne, nous l'avons vu, n'avait pas apporté l'apaisement nécessaire. Elle avait voté une motion de décentralisation, en préconisant la création de Comités départementaux. Dans les Amicales et dans les Comités cantonaux, un mouvement s'orienta vers l'étude du projet Campan; on élaborait même des statuts.

Ce mouvement fut surtout sensible dans le Tarn-et-Garonne, l'Aude, la Charente, l'Ariège, la Savoie, la Loire. Tous avaient reconnu la nécessité d'une réforme, ils la préparaient.

Le mouvement créé par cette circulaire fut complété par une autre circulaire du 1^{er} novembre 1902. Dans celle-ci, M. Campan s'adressait à tous les Instituteurs de France, amicalistes ou non, et confirmait sa volonté de réorganiser la société.

Devant une volonté ainsi arrêtée, il fallait agir. Une nouvelle impulsion vers l'action rapide et décisive devait prendre naissance dans un département voisin de Toulouse.

Dans le département du Tarn-et-Garonne, après l'Assemblée générale de l'Amicale, au début de 1903, les Instituteurs votèrent l'ordre du jour suivant :

Les Instituteurs et Institutrices du Tarn-et-Garonne, membres de la Société contre les accidents et la diffamation, protestent énergiquement contre la radiation arbitraire de Campan et de Plathier, émettent le vœu que la Société soit réorganisée sur la base du projet Campan et donnent mandat à l'Amicale pour intervenir auprès des Amicales de France, afin de hâter la solution de cette question.

Le 8 mars 1903, M. Bergès, Président de cette Amicale, lançait sa fameuse circulaire sur le « pétitionnement par les Amicales ».

Montauban, 8 avril 1903.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur de faire appel à votre concours en faveur d'un pétitionnement tendant à la
« révision des statuts de la Société Toulousaine contre les accidents et la diffamation.

« Vous connaissez sans nul doute la polémique
« regrettable qui est survenue à la suite de la ra-
« diation de deux de mes Collègues.

« Cette polémique, loin de se calmer, s'accen-
« tue et s'envenime, jetant la déconsidération sur
« le personnel enseignant primaire.

« Notre amicale a été saisie de la question par
« une Association des membres de la dite société,
« appartenant au département du Tarn-et-Garonne.
« Il a paru à votre Bureau que le meilleur était de
« poursuivre en révision de la Société Toulousaine
« dans le but de créer des sections départementales
« autonomes, mais fédérées. Le pétitionnement né-
« cessaire se ferait pour plus de chance de succès,
« sans manifestation de sentiments d'aucune sorte.

« L'initiative de ce pétitionnement est donc
« prise par l'Amicale du Tarn-et-Garonne et je vous
« demande seulement de vouloir bien vous charger
« de lancer ou de faire circuler dans notre dépar-
« tement, puis me retourner les exemplaires de pé-
« tition qui y sont nécessaires à raison de un par
« canton. Dans le cas d'un bon accueil à ma deman-
« de, je vous prie de me répondre le plus tôt pos-
« sible et de me faire connaître, en même temps
« que vos propositions ou vos désirs personnels, le
« nombre d'exemplaires au cas où vous le pourriez.

Signé : BERGÈS,

*Président de l'Amicale du Tarn-et-Garonne,
à Lunel-la-Française.*

Ce nouvel appel à la réorganisation provoqua des initiatives diverses.

Le petit groupe de l'Ain, fondé en 1900, rallié depuis à la Société de Toulouse, reprit sa liberté d'action.

D'autres groupes, voulant rester dans l'ancienne société, admirent cependant la réforme conformément à l'esprit du projet Campan. Ceci nous est confirmé par les vœux des Instituteurs de l'Indre-et-Loire, lors de la formation d'un Comité départemental, le 15 octobre 1903 et du Comité départemental de la Loire adressés à M. Lamourère.

Voici le vœu de l'Indre-et-Loire :

« 1° Dans un but de faciliter le travail du Comité central, d'éviter des erreurs et des oublis toujours regrettables, le Comité départemental contrôlera : les cotisations des Comités départementaux, cantonaux, les enverra à Toulouse et signalera aussi toutes les mutations survenues parmi les adhérents du département.

« 2° Il sera toujours appelé à donner son avis préalable sur la poursuite à intenter en cas de diffamation et sur les demandes de défense concernant les accidents.

« 3° Il demande la révision des statuts qui devront contenir particulièrement les clauses nouvelles.

« a) Un délégué de chaque département fera de droit partie du Conseil d'administration avec

« voix délibérative ; les frais de voyage pour assis-
« ter à l'Assemblée générale seront supportés par
« la Société.

b) *L'Ecole Laïque* sera remplacée par un Bul-
« letin mensuel contenant le résumé des travaux
« de l'Assemblée générale, la situation morale et fi-
« nancière de la Société, le résultat des jugements
« rendus dans l'année. Cela permettra de faire des
« économies qui formeront un fonds de réserve
« destiné à payer la somme constituant la rente via-
« gère qu'il faudra verser en cas de condamnation
« s'il y a lieu.

« La Société fera la déclaration prescrite par le
« décret du 22 janvier 1878, pour qu'elle ait une
« situation régulière. »

De semblables réformes étaient préconisées par
« le Comité départemental de la Loire » qui récla-
mait l'extension des pouvoirs des Comités départe-
mentaux.

Cette extension consistait dans la conduite des
affaires départementales et l'émission d'un vœu sur
la solution à donner, la Société devant toujours in-
tervenir en cas d'accidents.

Les adhérents réclamèrent aussi la solution du
conflit par une Assemblée générale constituée par
des délégués départementaux mandatés par les Co-
mités.

Comme on le voit, ces vœux étaient la traduc-
tion positive du projet Campan et des recommanda-
tions de l'Assemblée de Saint-Etienne. C'est pour-

quoi, le Conseil d'administration de Toulouse crut devoir répondre par une fin de non-recevoir et de non-reconnaissance des Comités.

Par cette attitude hostile, le Conseil d'administration tentait un suprême effort pour conserver ses prérogatives et maintenir l'unité au sein de la Société en répondant rigoureusement aux attaques de ses adversaires par des accusations.

Ses efforts furent vains; cette résistance acharnée consacrait définitivement la rupture; c'était la scission inévitable.

En juillet 1903, les partisans de M. Campan fondaient à Toulouse la première « Autonome » de France.

Le mouvement autonomiste était né. Le rêve des fondateurs de la « Société contre les accidents » s'évanouissait de nouveau. La majorité des Instituteurs, groupés sous leur égide, se scindant à leur tour en deux blocs : hostiles et irréconciliables.

Une nouvelle lutte pour la prépondérance débutait. Apre et inégal à son origine, ce combat devait aboutir un jour au triomphe du jeune courant autonomiste.

Les premières Autonomes

Le 16 juillet 1903, au cours d'une réunion tenue dans l'ancienne Faculté des Lettres de Toulouse, a été créée la Société Départementale de la Hte-Garonne contre les accidents et la diffamation ».

La Société avait pour Président : M. Dupont et pour vice-président, M. Campan, tous deux Instituteurs toulousains, et comptait 43 membres actifs.

Le Conseil d'Administration comprenait 5 Directeurs d'écoles de Toulouse, 9 Directeurs et Directrices d'écoles rurales, 15 Instituteurs et Institutrices urbains et ruraux (2).

Une naissance si humble réalisait cependant toutes les réformes réclamées par M. Campan et se séparait nettement de l'organisation centralisée de la fougueuse rivale.

Cette première « Autonome », véritable image des Sociétés de Secours Mutuels (3), malgré son titre d' « association », était fondée entre tous les membres de l'enseignement laïque, public, en exercice (4) de la Haute-Garonne.

L'article 2 des statuts définissait ainsi son but :

« Elle a pour but de subvenir à tous les frais judiciaires (5) qui incomberaient à l'un de ses membres :

a) par suite d'un procès à lui intenté pour cause d'accident survenu à un de ses élèves et dont l'Etat le laisserait responsable.

b) dans le cas où ayant été gravement ou injustement attaqué en sa qualité de fonctionnaire, le Conseil d'Administration déciderait, s'il y a lieu, à poursuite en diffamation ».

Quant aux membres de la Société, ils se répar-

(2) France Laïque, 26 décembre 1903.

(3) Art. 1^{er} « entre les membres... il est fondé une association de secours mutuels contre les accidents et la diffamation. »

(4) Cette précision a son importance : c'est une réaction non pas contre les retraités, mais pour éviter ce qui s'était passé à l'assemblée Générale de 1897. Voir supra, page 125. 2^e partie.

(5) Cet article 2 et les mots « frais judiciaires » seront d'un grand poids lors de la dissolution en janvier 1903.

tissaient en participants, honoraires (6) fondateurs (7). Les Sociétaires s'engageaient sur l'honneur à verser une cotisation de 1 franc et à se conformer aux statuts.

La Société admettait des membres fondateurs et des membres honoraires qui ne participaient ni aux avantages, ni à la direction de la Société. Ces membres, qui étaient vraisemblablement d'anciens Collègues ou des amis, ne pouvaient apporter qu'un concours bénévole et financier, aucune prérogative ne leur étant donnée en dehors de leur présence à l'Assemblée Générale.

Ce désir de limiter la participation comme sociétaire, par contre était compensé par un contrôle effectif à la portée de n'importe quel membre de la Société. Ce contrôle s'effectuait au point de vue financier et administratif.

Au point de vue administratif (art. 10 à 19) :

Les adhérents sont groupés en Comités cantonaux (8).

Chaque comité joue le rôle de collecteur, de propagandiste, d'agence de renseignements du Conseil d'Administration et du Bureau.

Ce Conseil d'Administration est composé de délégués élus par les Comités cantonaux à raison de un délégué par douze ou fraction de douze sans pouvoir dépasser le nombre 3 par canton.

A partir du 1^{er} janvier 1905, un délégué rural

(6) Membres honoraires : 5 francs par an ou versement unique de 50 francs.

(7) Membres fondateurs : versement unique de 100 fr.

(8) Il suffit de 3 membres pour créer un comité.

par canton sera adjoint au Conseil d'Administration.

Les Instituteurs ruraux devront avoir une représentation triple de celle des Instituteurs urbains (art. 11).

La Société était administrée par un Bureau de sept membres élus au scrutin secret par le Conseil.

Tous deux étaient renouvelables par tiers tous les ans à l'époque de l'Assemblée Générale. Les membres sortants, désignés par le sort, n'étaient rééligibles que deux fois de suite et ne reprenaient leur droit à l'éligibilité que deux ans après avoir cessé leurs fonctions.

Le Président du Bureau était le gardien vigilant du respect et de l'exécution ponctuelle des statuts. Il signait tous les actes de la Société et la représentait dans tous ses rapports avec l'autorité publique.

Le Trésorier, responsable de la caisse et des titres de la Société, avait des devoirs stricts envers la Société et l'Assemblée Générale. Il ne pouvait agir que sur des ordres écrits.

Le Bureau ne pouvait engager de dépense sans avoir reçu l'autorisation du Conseil d'Administration.

Enfin, l'Assemblée Générale, grande souveraine, décidait tous les ans du sort de la Société, contrôlait les actes du Conseil et tranchait les litiges en suspens.

Au point de vue financier, l'organisation était sévère, mais simple (art. 22 à 25).

Les ressources des Sociétés se composaient :

1° d'un droit d'entrée de 1 franc destiné à couvrir les frais d'administration;

2° d'une cotisation de 1 franc destinée à constituer un fonds de réserve;

3° et exceptionnellement d'appels de fonds qui pouvaient être adressés aux sociétaires en cas de besoin de la Société (gros accidents). Les sociétaires s'engageaient sur l'honneur à répondre à cet appel (article 20). En aucun cas, leur quote-part ne pouvait dépasser 3 francs;

4° de souscriptions que la Société était autorisée à faire en cas de nécessité dans le département auprès des membres et amis de l'Enseignement ;

5° de fonds de contribution recueillis auprès d'autres sociétés départementales similaires créées ou à créer, unies en une fédération (art. 25) avec lesquelles les Sociétés de la Haute-Garonne s'engagent à contracter.

En dehors de cette organisation, les garanties offertes par la Société n'en sont pas moins formelles et sans réserve. Elles étaient renforcées par l'Union des Autonomes. La Société garde son autonomie au sein de l'Union (art. 26), l'instruction, la direction et la responsabilité des procès qu'elle engage ou défend.

Elle ne sera liée d'honneur de prêter assistance pécuniaire et morale que dans les cas où l'une des Sociétés viendrait à avoir des ressources momentanément insuffisantes. Le remboursement était garanti par l'Union.

La Société garantit en outre (art. 27) avec les ressources prévues, les suites des accidents qui arri-

veraient aux élèves confiés aux soins des sociétaires pendant la classe, les services scolaires et post-scolaires, dont l'Etat les laisserait responsables.

Les Instituteurs des départements voisins sont admis jusqu'à la constitution d'une Société similaire chez eux.

Enfin, les risques de radiation arbitraire sont nuls, les statuts ne prévoyant que des effets suspensifs en cas de retard ou de refus de paiement.

L'Autonome de la Haute-Garonne fut suivie de près par la création

1° de la Société Départementale du Tarn-et-Garonne avec M. Raynal comme Président et 83 membres fondateurs, le 17 juillet 1903;

2° de la Solidarité du Finistère, le 20 juillet, sous la présidence d'honneur de M. Sérès, Inspecteur d'Académie;

3° de la Solidarité de la Savoie, présidée par M. Farcy (9), le 9 août 1903.

4° de la Société départementale de l'Hérault, présidée par M. Thérond, Instituteur à Cette, dans le courant du mois d'août.

Ces cinq premières Autonomes se fédérèrent presque aussitôt en une « Union des Sociétés Départementales », sans Conseil fédéral et où le principe d'autonomie était scrupuleusement respecté.

La création de ces cinq premières Autonomes posait de nombreux problèmes parmi lesquels :

1° L'unification des statuts;

2° L'extension du mouvement;

(9) Défenseur de M. Plathier à Saint-Etienne.

3° la reconnaissance des Autonomes comme Sociétés de Secours Mutuels.

Les fondateurs s'attaquèrent tout d'abord à l'unification des statuts car les Autonomes déjà créées n'avaient pas toutes les mêmes.

C'est ainsi que la Solidarité de la Savoie admettait déjà un règlement particulier. Les membres participants comprenaient tous les degrés du Corps enseignant en congé ou en retraite, pourvus d'une délégation ou nomination de l'autorité compétente. La Société payait tous les frais, même les amendes. La quote-part, en cas d'appel de fonds, pouvait atteindre 5 francs.

Ceci n'est à vrai dire qu'une question de détail, mais un article des statuts mettait en jeu l'autonomie même de la Société départementale.

L'article 17 était ainsi conçu « dans un but « d'union et pour ne pas multiplier le nombre de « nos sociétés, l'objet de la présente société pour- « rait être représenté par l'Amicale (2° section).

« Le Bureau de la Solidarité fera les démarches « nécessaires auprès du Bureau de l'Amicale pour « fusionner à la séance de la prochaine Assemblée « Générale. Dans le cas de refus, la Société conser- « vera son autonomie. »

Tout le problème autonomiste était en jeu.

Cet article (10) était conforme au vœu du Congrès de Marseille (1903) qui préconisait l'unité dé-

(10) Lettre de M. Cazals à M. Campan. France Laïque, 2 juin 1902. M. Cazals préconisait déjà la création de la Fraternité Universitaire avec des budgets et services spéciaux pour Amicale, secours mutuels, accidents, etc...

partementale par l'adjonction de quelques articles aux statuts des Amicales.

Cette initiative louable cependant créait, à notre sens, un conflit qui fut aperçu par la Société Départementale de la Haute-Garonne. L'Amicale était exclusivement basée sur la loi de 1901 (fond et forme). Pour l'Autonome, si la forme était basée sur la loi de 1901, le fond l'était sur la loi de 1898 (art. 1^{er} des statuts (11).

C'est pourquoi l'unification des statuts fut entreprise par la publication des statuts types dont voici les articles principaux :

Article premier. — Entre les membres de l'Enseignement public en exercice, il est fondé une association qui a pour titre : Société Mutuelle contre les accidents et la diffamation.

Article 2. — Elle a pour but de subvenir à tous les frais judiciaires qui incomberaient à l'un de ses membres a) par suite d'un procès à lui intenté pour cause d'accident à un de ses élèves et dont l'Etat le laisserait responsable.

b) dans les cas où ayant été gravement et injustement attaqué en sa qualité de fonctionnaire, le Conseil de la Section à laquelle il appartient déciderait qu'il y a lieu à poursuite en diffamation.

Article 3. — La Société est constituée en autant de sections qu'il y a de départements adhérents. Chaque section prend le nom de son département. Elle a pour siège...

(11) L'Autonome, étant une association de Secours Mutuels, avait été publiée conformément à la loi de 1901.

Article 4. — Les sections départementales sont autonomes. Elles ont chacune leur adhésion, leur Bureau, leur caisse, l'initiative, la direction et la responsabilité du procès qu'elles engagent ou défendent.

Elles ne sont liées que par l'engagement d'honneur de se prêter assistance pécuniaire dans le cas où les ressources de l'une d'elles viendraient à être momentanément insuffisantes.

Article 5 — Les ressources de chaque section se composent :

1° d'un droit d'inscription de 1 franc;

2° d'une cotisation individuelle de 1 franc payée d'avance au premier jour de chaque année;

3° d'appels de fonds qui peuvent être adressés extraordinairement en cas de besoin aux sociétaires. En aucun cas, la quote-part exigible ne peut être inférieure à 2 francs;

4° du produit de souscriptions que, en cas de nécessité, le Bureau est autorisé à faire circuler auprès de tous les membres de l'Enseignement laïque public et des amis de l'Enseignement dans le département.

5° des fonds de contribution recueillis auprès des sections adhérentes. Il est évident qu'il n'est fait appel à ces derniers que si les ressources prévues aux quatre premiers paragraphes sont insuffisantes.

Article 6. — Les fonds de contribution par les sections départementales adhérentes sont propor-

tionnels au nombre de leurs sociétaires et à la somme demandée.

Article 9. — Tout retard dans le paiement des sommes prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 5 entraîne la suspension des droits du sociétaire jusqu'au jour où il s'acquitte envers sa section.

Article 10. — Les adhérents de chaque canton se groupent en Comités cantonaux. Il suffit de trois sociétaires pour constituer immédiatement ce Comité.

Article 11. — Il entre dans les attributions du Comité cantonal :

1° d'élire son ou ses représentants au Conseil d'administration de la section dont il dépend.

2° de recueillir les cotisations.

3° de faire ses réunions et de provoquer des adhésions.

4° de fournir au Conseil d'administration et au Bureau tous les renseignements qui peuvent lui être demandés.

Article 12. — Le nombre des représentants élus de chaque Comité au Conseil d'administration est de 1 par 12 sociétaires ou fraction de 12. Il ne peut être supérieur à 3.

Article 13. — Chaque section départementale est ainsi administrée :

1° par un Conseil d'administration formé des membres du Bureau et de l'ensemble des délégués du canton.

2° par un Bureau de 7 membres nommés par

ce Conseil comprenant : un président, 2 vice-présidents, 2 secrétaires, un trésorier, un archiviste. Conseil et Bureau sont renouvelables par tiers tous les ans.

Article 14. — Une Assemblée Générale des sociétaires sera annuellement tenue dans chaque section; on la fera coïncider autant que possible avec l'Association de Secours Mutuels ou de l'Amicale unique avec lesquelles il serait fraternel de les confondre. Des Assemblées extraordinaires pourront également être tenues si le Conseil d'administration en décide.

Article 15. — Une Assemblée Générale de la Fédération des sections pourra également être tenue. En ce cas, elle aura lieu à la date et dans la localité où se tient le Congrès de la Fédération des Amicales. On y échangera des vues et on y prendra des décisions sous forme de vœux à mettre à l'étude dans ses sections.

Article 17. — Aucune dépense ne peut être engagée par le Bureau qui n'ait été au préalable décidée par le Conseil d'administration.

Article 19. — Dès que les fonds en cause atteindront la somme de... francs, il pourra être décidé soit de consacrer l'excédent à des œuvres de solidarité, soit d'abaisser le taux de la cotisation, soit de la supprimer totalement.

Article 20. — Les membres du Corps enseignant à d'autres départements pourront faire partie

de la section la plus voisine jusqu'au jour où une section analogue sera créée dans leur département.

L'extension du mouvement fut entreprise par « l'Autonome-mère » sous la forme d'un appel.

La Haute-Garonne mettait en relief que la loi du 19 avril 1898 permettait l'union des sociétés libres, que l'union avait pour but l'application d'une manière plus juste et plus démocratique des œuvres de Mutualité d'Instituteurs; enfin, que ces avantages étaient renforcés par la décentralisation départementale qui permettait l'autorité, l'indépendance, la sécurité absolue, la libre initiative, la propriété de la caisse.

Cet appel était appuyé par l'envoi de statuts-types et de ceux de l'Union Mutuelle des Sociétés départementales contre les accidents et la diffamation. Voici les statuts :

*Union des Sociétés Mutuelles Départementales
contre les accidents et la diffamation professionnels*

Article premier. — Il est formé une Union entre les Sociétés départementales contre les accidents et la diffamation dans les départements suivants

Article 2. — Dans cette Union, chaque société gardera son autonomie, l'initiative, la direction et la responsabilité des procès qu'elle engagera ou défendra. Elle ne sera liée que par l'engagement d'honneur de prêter assistance pécuniaire et morale dans le cas où les ressources d'une Société de l'Union viendraient à être momentanément insuffisantes.

Article 3. — La quote-part à fournir par chaque société de l'Union pour faire la somme demandée par la société en détresse sera calculée proportionnellement au nombre des adhérents de chacune de ces sociétés, la Société aidée non comprise.

Article 4. — Chaque société donne sa contribution sans condition.

Article 6. — Une Assemblée Générale de l'Union des Sociétés ou sections départementales pourra être tenue. En ce cas, elle aura lieu à la date et au lieu où se trouve le Congrès des Amicales. On y échangera des vœux, on y prendra des décisions sous forme de vœux à mettre à l'étude par les sections.

Article 7. — Les présents statuts ne pourront être révisés en tout ou en partie qu'après décision prise à la majorité des Société départementales ou par la moitié plus un des sociétaires.

Article 8. — Les adhésions aux présents statuts seront constatées par l'apposition du sceau et de la signature du Président des sections.

Les résultats furent probants. Le mouvement en faveur de la création s'étendit aux départements du Doubs, Dordogne, Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Maine-et-Loire, Seine-et-Marne, Puy-de-Dôme, Isère, Cher, Basses-Pyrénées, Landes, Nord.

En mars 1904, 18 Autonomes sont formées.

Le 30 juillet 1904, les effectifs se composaient ainsi :

Sociétés fédérées	25	membres	10.386
Sociétés non fédérées..	8	membres	4.780
Sociétés en préparat ⁿ .	28	membres	7.000
Total : sociétés	61	membres	22.166

La Société-mère suivait une même progression :

16 juillet 1903	43 membres
1 ^{er} février 1904	203 membres
1 ^{er} janvier 1905	243 membres

Ces deux premiers objectifs atteints, les Autonomes s'attaquèrent au troisième de leurs buts. Soucieuses de leur légalité elles entreprirent un gros effort pour se placer sous les auspices de la loi du 1^{er} avril 1898.

La publication des statuts, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901, n'avait été qu'un palliatif pour se conformer aux prescriptions légales et un moyen d'attente avant sa reconnaissance comme société de Secours Mutuels. Voici ce que disait, à ce sujet, le Président, M. Dupont, à l'Assemblée Générale de Toulouse, le 10 juin 1904 :

« Nous en poursuivons la reconnaissance en
« cette qualité et devant le Conseil Supérieur de
« Mutualité et devant le Parlement. Mais pour at-
« tendre que toutes les difficultés fussent aplanies,
« nous avons su nous mettre provisoirement sous
« la protection de la loi du 1^{er} juillet 1901.

« Je dis en passant que le Ministre de l'Inté-
« rieur consulté avait laissé les Autonomes libres
« de se placer sous la protection de la loi qui leur
« paraissent le mieux convenir au but poursuivi.

« Nous n'avons jamais désiré que notre Auto-
« nome fût autre chose qu'une Société de Secours

« Mutuels et ses statuts n'ont été dressés qu'en vue
« d'en faire une « Société libre ».

Les Autonomes s'adressèrent au Conseil Supérieur de la Mutualité. Le 27 janvier 1904, MM. Maillon et Darquier déposait, en leur nom, le vœu suivant :

«(Ajouter à l'article premier, paragraphe 2 de la loi du 1^{er} avril 1898, ce paragraphe) :

« ...et subsidiairement de permettre aux Ins-
« tituteurs et Institutrices de créer des Sociétés pour
« se couvrir contre leur responsabilité, vis-à-vis des
« parents d'élèves quand ceux-ci ont été victimes
« d'accidents dont leurs maîtres ne sauraient être
« moralement responsables. »

Ce vœu resta en suspens et la question de la légalité demeure résolue en aparence.

Cette combinaison des lois de 1901 pour la forme, de 1898 pour le fond était boiteuse. La « Départementale » poursuivait le même but que la Société contre les accidents. Par contre, elle possédait le même défaut en assurant le risque civil. La loi de 1901 et le récipissé préfectoral du dépôt des statuts invoqués par les partisans de la légalité ne pouvaient rien contre cet état de fait.

Le résultat ne pouvait donc être que le risque de dissolution pour non-conformité au décret de 1868 sur les Assurances Mutuelles.

C'était là aussi l'opinion d'un très grand Juriste : Maître Waldeck-Rousseau.

Voici un passage de sa consultation :

« On est en présence, dit-il, d'une Société d'Assurances Mutuelles dont la constitution et l'organisation se trouvent régies par le décret réglementaire du 22 janvier 1868. »

Possédant aussi ce document redoutable, les adversaires de la Société qui, depuis la fondation, criaient à l'illégalité, entreprirent la lutte. En 1904, le risque de dissolution devenait une réalité.

En mars 1904, la Société Départementale avait admis comme membre M. Jean Adoue, Instituteur à Monbrun (Haute-Garonne).

Le 15 mai 1904, poussé par les adversaires des Autonomes, plus que par son intérêt propre, M. Adoue introduisit devant le Tribunal de Toulouse, une action en dissolution contre la Société Départementale Autonome de la Haute-Garonne.

La dissolution

Le 19 janvier 1905, le Tribunal rendait son jugement. Faisant droit aux conclusions de M. Adoue, Juges de Toulouse prononçaient la dissolution de la Société pour non-conformité à la législation sur les Assurances Mutuelles.

Voici les attendus caractéristiques du jugement qui « frappe de mort » toutes les Autonomes :

« Attendu qu'en droit ce qui caractérise un contrat, ce n'est point la forme dans laquelle il

« a plu aux parties contractantes de le présenter,
« mais le but, l'objet immédiat que les parties se
« sont proposé d'atteindre ou de réaliser, qu'étant
« donné ce but que seuls les statuts peuvent faire
« connaître. Dans un contrat d'association, il ap-
« partient au législateur d'en spécifier le caractère
« propre et de lui imposer telles conditions de for-
« me qu'il juge utiles à l'intérêt qu'il y attache;
« qu'il est loisible aux parties d'enfreindre ces con-
« ditions et de frapper par là-même leurs conven-
« tions de nullité, mais non d'en changer à leur gré
« la nature intime avec la forme.

Au fond,

« Attendu que conformément à la Jurispru-
« dence affirmée par le but dans un jugement de
« la troisième Chambre le 18 mars dernier, il y a
« lieu de considérer que la Société de la Haute-Ga-
« ronne contre les accidents et la diffamation pro-
« fessionnels.

« Ayant pour objet de permettre à ses mem-
« bres de s'assurer mutuellement les uns les autres
« contre les risques de frais et de poursuites judi-
« ciaires qu'ils peuvent encourir dans tels cas déter-
« minés par les statuts » est et ne peut être qu'une
« Association Mutuelle.

« Que le fait par ses fondateurs de ne pas s'être
« conformés aux dispositions du décret du 22 jan-
« vier 1868 en la constituant ne peut avoir pour
« conséquence de la disqualifier, mais au contraire
« de l'entacher de nullité par là-même que c'est

« une Société d'Assurances Mutuelles qui ne s'est
« assujettie aux règles spéciales imposées sur la loi
« à ces sortes d'Assurances.

« Que dans ces conditions, le demandeur a le
« droit de poursuivre la dite Société par voie de
« suite en liquidation à l'effet de faire contrôler, à
« telles fins que de droit, l'emploi qui a été fait des
« sommes qu'elle a dû toucher aux termes des sta-
« tuts sociaux. »

« Par ces motifs, le Tribunal déclare nulle la
« Société Départementale de la Haute-Garonne, or-
« donne sa dissolution et sa liquidation aux formes
« de droit, nomme pour procéder aux dites opéra-
« tions M. René Molude, arbitre de commerce à
« Toulouse.

« Dit qu'il dresse de ses opérations un rapport
« écrit, détaillé qui sera déposé à telles fins que de
« droit. »

LES LIGUES AUTONOMES

Cette dissolution, si elle réjouissait les adversaires, ne surprit personne chez les Autonomistes.

Les Juristes consultés avaient laissé prévoir l'issue du procès; tous avaient été attirés par l'article 2, comme le furent les Juges de Toulouse.

Les fondateurs des Autonomes, eux-mêmes, avaient pris leurs précautions pour enrayer l'exode des adhérents et la panique possible, par peur de l'insécurité. Si bien que, même avant le 19 janvier 1905, un nouveau système pouvait fonctionner.

M. le Recteur Perroud, ayant pris le mouvement sous sa protection, avait chargé M. Fraissin-gea et M. le Doyen Hauriou, Professeurs à la Faculté de Droit de Toulouse, de rédiger des statuts juridiquement inattaquables.

Le 30 juillet 1904, ces statuts-types étaient rédigés. Des circulaires étaient envoyées à toutes les Autonomes, leur ordonnant de se transformer en Ligues, conformément à ces statuts.

Le 26 janvier 1905, M. Dupont déclarait accepter le jugement du Tribunal civil de Toulouse en date du 19 janvier 1905. Ensuite, les membres de l'ancienne Société créaient le même jour la Ligue Autonome de la Haute-Garonne.

La Ligue avait provisoirement le même Bureau et fonctionnait avec les statuts-types basés uniquement sur la loi de 1901.

D'après l'article premier de ces statuts, les Ligues devaient être constituées pour la défense des intérêts moraux et matériels des membres de l'Enseignement public et laïque.

Ce texte est général; nous ne retrouvons plus cette limitation de la « Départementale », aux membres en exercice, car le but de la Ligue dépasse le cadre de l'assurance.

Seul, le titre d'« Instituteur » est pris en considération. Les membres sont admis, sur simple déclaration d'adhésion, indiquant leur qualité, adressée au Président de la Ligue ou au Président du Comité cantonal (art. 5).

Leur but

Ces Ligues « ont pour but, suivant les expressions de la loi de 1901, de mettre en commun, « d'une façon permanente, les connaissances ou « l'activité des Instituteurs de..., de faire régner « entre eux une étroite solidarité, de leur venir en « aide par un appui pécuniaire pour la sauvegarde « de leur honneur ou de leurs intérêts matériels » (art. 2).

Ce but a donné prise à des appréciations diverses. L'opinion dominante, représentée par MM. Tartari et Capitant, alors Professeurs à la Faculté de Droit de Grenoble, et reprise par les adversaires, prétend que les statuts ne donnaient « aucun droit » aux adhérents et que ceux-ci « ne pourront compter que sur la loyauté des administrateurs et sur

« l'esprit de confiance et de solidarité qui animera
« tous les membres de l'Association. »

La lecture de l'article second confirme cette impression et l'on ne peut être en désaccord avec les deux éminents Juristes sur la lettre des statuts.

Cependant, à notre avis, il faut faire prédominer l'esprit sur la lettre, car l'ambiance de l'ancienne Société n'avait pas disparu.

Si l'adhérent n'a aucun droit précis, par contre, il a, nous le verrons, des obligations strictes sanctionnées par la radiation.

De son côté, la Ligue a, au minimum, une obligation morale prenant naissance dans la promesse indirectement contenue dans l'article 2 infime. Dans la pratique, cette obligation s'est confondue avec un « droit au secours ».

Ce droit, tant décrié et raillé par les adversaires, se traduisait par le paiement intégral de tous les frais exposés par les membres. Sous le couvert de la loi de 1901, la garantie était complète et presque sans réserve

L'organisation administrative de la Ligue

Nous ne retrouvons plus la même précision; les rôles de : Président, secrétaire, trésorier sont vagues à dessein... Ici encore, nous voyons que, dans les cas imprévus, on devait se référer aux usages de l'ancienne Société.

Cependant, en dehors d'un droit de radiation conditionné, le Conseil pouvait prononcer l'exclusion d'un membre pour indignité.

Cette décision ne devenait définitive qu'après sa radiation par l'Assemblée Générale. Ce droit de regard sur la moralité des adhérents était le corollaire inévitable de l'article 2. Il prévenait en outre le retour des incidents fâcheux de mai 1904 et janvier 1905.

L'organisation financière

Les recettes de la Société sont constituées par une cotisation annuelle de 1 fr. 15, destinée à pourvoir aux frais d'administration. Le droit d'entrée est supprimé.

Quant à l'organisation proprement dite, nous retrouvons le système de la Société contre les accidents.

D'après les articles 18 et 19, les « Ligueurs » prennent l'engagement de participer dans une « pensée de solidarité, jusqu'à concurrence d'une « somme de cinq francs, aux souscriptions, quand « besoin sera, par le Conseil d'Administration dans « les buts déterminés par l'article 2 » (art. 18).

« En cas de nécessité, le Bureau est autorisé à « faire appel dans le département aux membres et « amis de l'Enseignement public » (art. 19).

Cet engagement volontaire des Ligueurs avait une sanction. L'article 7 prévoyait que tout refus dûment constaté de participer 1° aux frais d'administration; 2° aux souscriptions prévues par « l'article 18 » entraînait la radiation d'office. Enfin, cet édifice financier était clos par un contrôle sévère de la gestion du trésorier.

Dans tout cet ensemble, la loi de 1901 n'avait

point apporté la clarté désirée. L'œuvre ancienne, recouverte d'un voile juridique, continuait à fonctionner, sous le couvert de cette loi.

D'ailleurs, les Instituteurs ne demandaient pas autre chose. A l'abri de cette façade légale, les Ligues fonctionnaient à la satisfaction générale ayant en 1910 : 40.000 adhérents.

Le succès et l'essor des Ligues

La raison de ce succès résidait dans le fait que les « Ligues » se distinguaient nettement des « Amicales »

Malgré leur base commune, puisée au droit des Associations, leur rayon d'action les séparait et créait deux organismes nécessaires et vivants.

Cette divergence apparaît principalement dans les nombreuses interprétations données au Congrès de Lyon en 1908.

Voici, à ce sujet, la déclaration caractéristique de M. Larnaud, délégué de la Dordogne (1).

« Ces dernières (Amicales) s'occupent avant
« tout de l'amélioration de notre situation (traite-
« ment...), en un mot de tous les intérêts géné-
« raux de la corporation et non des intérêts parti-
« culiers de tel ou tel de leurs membres.

« Les Autonomes, elles, ne servent qu'à proté-
« ger les individus, qu'il s'agisse de les défendre ou
« de les protéger. »

Donc, pas de confusion possible.

(1) Revue trimestrielle, Union scolaire. N° 30 décembre 1908.

Le Bulletin de l'Amicale de l'Isère (2) complétait la présente déclaration par cette paraphrase de l'article 2 des statuts :

« La Ligue est autonome en ce sens qu'après
« avoir rempli une tâche obligatoire : accident, as-
« sociation de pères de famille, diffamation, la Li-
« gue aurait le droit d'entreprendre facultative-
« ment tout ce qu'elle voudrait : secours, prêts gra-
« tuits, etc... »

Ces précisions, apportées par le Congrès, militaient en faveur des Ligues.

De 1908 à 1910 (année de la dissolution), les adhésions passaient de 36 à 39.000 et confirmaient la sympathie du Corps enseignant pour les Ligues.

Ce Congrès avait aussi une autre portée : il couronnait l'œuvre entreprise par la Haute-Garonne dès janvier 1905.

A Toulouse, cette transformation rapide de la « Départementale » en Ligue Autonome ne produisit pas l'effet escompté par les adversaires. La ligue fondée, la reconstitution de l'œuvre sur ses nouvelles bases commençait. Les Autonomistes de la Haute-Garonne, par des circulaires des 24 et 27 janvier 1905, prévenaient les autres Sociétés du fait accompli, de sa gense et leur enjoignant l'ordre de les imiter.

Le 4 février, la Ligue Autonome adressait un appel en sa faveur aux anciens adhérents de la Société départementale.

Ces conseils de sagesse et cet appel furent sui-

(2) Compte rendu. Congrès de Lyon, N° novembre 1908.

vis. La plupart des anciens autonomistes adhèrent aux Ligues qui adoptèrent les statuts-types et confirmèrent leur union.

La Ligue de la Haute-Garonne se retrouvait avec 232 adhérents sur 243. L'Union gardait 18.000 adhérents environ.

Le premier moment d'émoi passé, le mouvement Autonomiste reprit son essor.

Les effectifs se décomposaient comme suit :

Dates	Adhésions à d'Union		Adhérents	Capital
	Ligues	des Ligues		
10 juin 1905....	44	44	20.061	26.160 fr.
30 décembre 1905	50	50	25.000	30.000 fr.
Mars-avril 1906 ..	51	50	28.133	44.645 fr.
30 juin 1906	53	51	29.236	52.053 fr.
1 ^{er} janvier 1907..	56	56	32.465	66.213 fr.
Juillet 1907	57	57	33.275	74.284 fr.
Janvier 1908	63	63	35.452	
Juillet 1908	64	64	36.311	
Janvier 1910	70	70	37.429	
Décembre 1910 ..	72	72	40.731	
Juin 1911	72	72	46.011	100.000 fr.

La Ligue de la Haute-Garonne et les cinq premières Autonomes suivaient la même progression. Les tableaux suivants en sont la preuve irréfutable.

Ligue Autonome de la Haute-Garonne

Dates	Adhérents
26 janvier 1905	232
1 ^{er} juin 1905	282
31 décembre 1905	334
1 ^{er} juin 1906	337
Mars 1907	350
1 ^{er} juin 1908	430
30 juin 1911	513

Les cinq premières Autonomes

	Mars 1907	Janvier 1908	Juin 1908	30 juin 1911
Haute-Garonne	350	383	430	513
Tarn-et-Garonne	390	450	450	486
Finistère	1190	1190	1279	1713
Savoie	584	760	760	899
Hérault	863	863	870	803

Cet essor avait été puissamment secondé par la presse politique et républicaine. Dès la première heure, les Ligues avaient trouvé, et sans compter, son bienveillant accueil (1).

Dès 1905, les journaux pédagogiques rompaient leur silence obstiné. Le Journal des Instituteurs, l'Ecole Nouvelle (2) consacraient aux Ligues des articles très élogieux.

Enfin, la presse mutualiste, notamment l'Avenir de la Mutualité, s'y intéressa également. L'ambiance était créée pour tenter un nouveau progrès.

La recherche d'une base légale conforme à l'esprit autonomiste

Les Ligues poursuivirent l'effort des Départementales pour se placer sous la sauvegarde de la loi du 1^{er} avril 1898.

Le 20 février 1905, l'« Avenir Mutualiste » avait organisé un referendum sur les modifications à apporter à cette loi.

(1) Notamment le Petit Méridional.

(2) Journal des Instituteurs, 2 avril 1905. — L'Ecole Nouvelle, 11 février 1905.

Le Bureau de la Ligue de la Haute-Garonne décida d'y prendre part, sous forme de pétition, pour continuer les démarches de 1903. De nombreuses circulaires furent envoyées à toutes les Ligues. L'Autonome de l'Isère fut priée de centraliser tous les vœux et signatures et de les faire parvenir au siège du journal. La pétition recueillit 23.336 paraphes. Elle fut accompagnée d'un rapport de M. Raymond, Président de l'Autonome.

Cette même pétition fut adressée à M. Buisson, Président de la Ligue de l'Enseignement, afin qu'il agisse de toute son autorité sur le Conseil Supérieur de la Mutualité.

Le 3 avril 1905, le Conseil statuait sur le vœu déposé en 1904 par MM. Darquier et Mabillon.

Malgré les efforts des promoteurs de la réforme et de M. Cavé, créateur de la Mutualité scolaire, la modification fut repoussée.

Le Conseil admettait pour prétexte que cette exception aurait pu ouvrir une voie « dangereuse ». En repoussant, en outre, la pétition, il payait les Instituteurs d'un vœu platonique à l'adresse du Parlement.

Les Ligues, non découragées par cet échec, se promettaient d'intervenir lors d'une réforme future de la loi du 1^{er} avril 1898, mais, en attendant, elles restaient bel et bien sous l'empire de la loi de 1901.

Un nouvel effort vers la transformation du système adopté par les Ligues fut entrepris au Congrès de Lyon, en 1908.

Le Congrès discutait de la création d'une Société Mutuelle d'Assurances qui garantissait les

membres des Ligues contre les risques civils et de la modification des statuts en ce sens.

En un mot, toute une nouvelle organisation, qui modifiait profondément le fonctionnement des Ligues, était née à Lyon.

Ce nouveau pas constituait un progrès vers la recherche de cette base légale tant désirée par les fondateurs du mouvement Autonomiste.

En attendant 1909, l'année où ce nouveau système devait, par la force des choses, entrer en vigueur, la loi de 1901 n'en restait pas moins le tremplin des Ligues Autonomes.

Cependant une lutte acharnée s'engageait. Non contents de créer un mouvement hostile à ces Associations, les adversaires attendaient l'occasion propice pour agir une nouvelle fois en dissolution.

Bref, la Nationale Universitaire posait ouvertement le problème de la légalité des Ligues Autonomes.

Légalité ou illégalité des Ligues Autonomes

L'organisme statutaire de chaque Ligue a pour base indubitablement la loi du 1^{er} juillet 1901.

Les deux grands Juristes, qui rédigèrent les statuts-types, se sont d'ailleurs toujours défendus de ne pas avoir fait autre chose que de paraphraser les dispositions de cette loi.

Cependant, dès la constitution de ces Ligues, partisans et adversaires furent divisés sur la question de la légalité.

Les partisans de la légalité

De nombreux Juristes se sont prononcés pour la légalité d'après la lettre des statuts.

En dehors des rédacteurs, nous pouvons citer MM. Tartari, Capitant, Vallier, Appleton, Aldy, Léon Milhaud et enfin l'opinion du Ministère représenté par M. Gasquet, Directeur de l'Enseignement primaire.

La première opinion autorisée que nous puissions jeter dans les débats est la consultation de Grenoble, dont voici le texte :

A M. Raymond, Président de la Fraternelle de l'Isère.

Monsieur,

Nous avons étudié le projet de statuts de la Ligue Départementale de l'Enseignement laïque et public de l'Isère que vous nous avez soumis. Aucune des dispositions de ces statuts n'encourt les nullités prévues par l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1901, il nous paraît certain que votre Ligue est régulièrement constituée.

Nous croyons pourtant vous faire observer que vos statuts sont conçus dans des termes très généraux, ne confèrent aux membres de la Ligue aucun droit précis et que ceux-ci ne pourront compter que sur la loyauté des administrateurs et sur l'esprit de confiance et de solidarité qui animera tous les membres de l'Association.

Il est bien entendu que les statuts devront être déposés à la préfecture de l'Isère, avec la déclaration prescrite par la loi de 1901 et être rendus publics conformément au décret du 16 août 1901.

Henri CAPITANT
Professeur à la Faculté de Grenoble
Adjoint au Maire de Grenoble

TARTARI
Professeur à la Faculté de Droit
Conseiller Municipal de Grenoble

VALLIER
Avocat à la Cour
Conseiller Général de Pont-en-Royan
Conseiller Municipal de Grenoble

Cette consultation était confirmée par Maître Appleton, Avocat-Conseil de l'Autonome de l'Ain, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon, dans une lettre (1) adressée au Président de cette Autonome.

20 décembre 1904.

« Vos statuts sont très habilement rédigés ; ils donnent à
« votre Association, régulièrement déclarée et publiée, la ca-
« pacité juridique de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

J. APPLETON.

L'opinion de ces éminents Professeurs était de même approuvée par de célèbres avocats provinciaux parmi lesquels Maître Léon Milhaud, Avocat-Conseil de l'Autonome des Pyrénées-Orientales et Maître Aldy, Député de l'Aude, Avocat-conseil de l'Autonome de ce département.

C'est ainsi que Maître Aldy écrivait, le 25 février 1905 :

« ...Je ne connais pas la décision par laquelle la Société
« Départementale de la Haute-Garonne a été annulée ; à mon
« avis l'article 2 suffisait à justifier l'annulation.

« Les statuts de la Ligue départementale sont différents ;
« ceux-ci me paraissent absolument réguliers et juridique-
« ment inattaquables. »

De même, Maître Milhaud s'exprimait ainsi : « Je me
« borne à déclarer que, juridiquement, les statuts de cette
« Association paraissent bien conçus et qu'une Ligue ainsi
« constituée serait sûrement une Association régulière. »

Toutes ces consultations et opinions étaient conformes aux vues du Ministère.

En répondant à une demande de M. Sennelier

(1) Lettre au Président de l'Amicale de l'Ain.
Bulletin de l'Amicale, Janvier 1905, page 315.

(3), M. Gasquet, Directeur de l'Enseignement primaire disait :

« La loi de 1901 permet de donner aux groupements d'Instituteurs une forme légale avec des avantages équivalents à ceux que la loi du 21 mars 1884 assure aux syndicats professionnels. Or, les Ligues se sont placées sous la protection de la loi de 1901 ».

L'opinion dominante était donc pour la légalité.

• *Les partisans de l'illégalité*

Chez les adversaires des Autonomes, la Nationale Universitaire en tête, on faisait prévaloir l'esprit sur la lettre des statuts. En dehors de quelques textes de lois que l'on interprétait et adaptait à la situation présente.

On invoquait l'opinion autorisée de Maître Waldeck-Rousseau sur les Départementales, ainsi que d'autres consultations de partisans sincères des Ligues.

Nous citerons deux d'entre elles : celles de Maître Appleton et de Maître Milhaud.

Voici la consultation du 10 janvier 1905, donnée par Maître Appleton à M. Veyet (4), Président du Comité Lyonnais de la Nationale Universitaire :

« En ce qui touche l'assurance contre la responsabilité civile, la question me paraît simple, ces Associations d'Instituteurs (les Autonomes) constituent des Sociétés d'Assurances Mutuelles et sont régies par les articles 8 et suivants du décret du 22 janvier 1868.

(3) Membre du Conseil d'Administration de l'Union des Instituteurs de la Seine. Bulletin de l'Union, 20 février 1905.

(4) Cette consultation a été déclarée apocryphe par les Autonomistes.

« On ne peut soutenir non plus qu'en adoptant la
« forme des Sociétés de Secours Mutuels prévues par
« la loi du 1^{er} avril 1898, les Associations d'Assurances
« contre la responsabilité civile soient légalement for-
« mées. Si la loi en effet autorise dans son article premier,
« les Sociétés de Secours Mutuels à contracter au profit de
« leurs membres avec des Sociétés déjà existantes. La consé-
« quence de ce principe est la suivante : les membres des As-
« sociations, poursuivant un but d'assurance et non consti-
« tuées conformément aux dispositions du décret du 22 jan-
« vier 1868, peuvent demander en justice la dissolution de ces
« Associations. Mais elles subsistent tant qu'aucun de leurs
« membres n'a demandé cette dissolution ».

Après ce premier document, *L'Ecole Laïque* invoquait l'opinion de Maître Milhaud, avocat à Perpignan. Faisant état d'un rapport de M. Louis Pastre, publié dans le Bulletin de l'Association Amicale des Pyrénées-Orientales, l'organe de la Nationale Universitaire citait les passages suivants :

« La consultation de notre Avocat-Conseil, au contraire,
« est conforme à celle de Maître Waldeck-Rousseau.

« D'après Maître Milhaud, la déclaration acceptée à la
« Préfecture, n'est pas une preuve d'existence légale, c'est
« simplement une formalité sur laquelle il ne faut pas s'ar-
« rêter.

« L'Autonome n'est pas une Association ; elle n'est pas
« davantage une Société de Secours-Mutuels. Elle ne peut être
« qu'une Société d'Assurances régie par la loi du 22 jan-
« vier 1868.

« La conclusion de Maître Milhaud est que : les Auto-
« només peuvent vivre et vivre longtemps, comme la pre-
« mière Société Lamourère, quoique illégalement consti-
« tuées. »

A notre avis, l'esprit devait primer la lettre. Si les statuts, au point de vue forme, concordaient avec les dispositions de la loi de 1901, ils étaient en divorce complet avec le désir des Instituteurs.

Vraisemblablement, le but secret des fonda-

teurs était d'assurer le risque civil. Le même esprit animait la Départementale et la Ligue (5). Sous le couvert des nouveaux statuts, l'œuvre ancienne continuait, sinon la Ligue était le double de l'Amicale existante et devait disparaître.

La loi de 1901 n'était donc qu'une façade et c'est ce qu'ont bien compris les Juges de Toulouse en 1910 et 1911.

A ce titre, nous croyons que les Ligues Autonomes encourageaient encore les rigueurs de la Justice.

La dissolution de la Ligue Autonome de la Haute-Garonne

Peu après le compte rendu du Congrès de Lyon, à l'Assemblée Générale de 1909, la Ligue Autonome de la Haute-Garonne était assignée en dissolution (6), devant le tribunal civil de Toulouse, par un de ses membres : Mme Barrichon, Institutrice à Poucharramet.

La dame Barrichon, soutenue par la Nationale Universitaire, prétendait faire prononcer la nullité de la Ligue, « comme se déguisant sous la « forme « d'une Association, régie par la loi du 1^{er} juillet « 1901, une Société d'Assurances constituée en violation des prescriptions du 22 janvier 1868. »

Le 27 octobre 1910, après avoir étudié le pacte social, non dans sa forme, mais au fond pour con-

(5) Tout au moins dans la majeure partie des départements.

(6) L'origine du procès était un différend entre un Instituteur-adjoint et le mari de la demanderesse, Maire de la commune, qui demandait le départ de cet instituteur. Tous deux étaient membres de la Ligue ; le Bureau prit fait et cause pour l'instituteur-adjoint.

naître du but et de l'objet, le Tribunal civil prononçait la dissolution de la Ligue Autonome de la Haute-Garonne. Voici les principaux attendus de ce jugement :

« Attendu que l'un des but rappelés de cet article (18)
« est comme il a déjà été dit, de venir en aide aux Socié-
« taires, au besoin par un appui pécuniaire pour la sauve-
« garde de leur honneur ou de leurs intérêts matériels, ce
« qui revient à dire, dans des termes différents mais qui ne
« changent pas le sens du texte, qu'au cas de diffamation ou
« de responsabilité civile encourue par l'un d'eux, celui-ci
« aura droit à l'appui matériel autant que moral et que les
« mots « au besoin... » et visant moins le geste généreux que
« pourra faire, à l'occasion, le Conseil d'Administration que
« la survenance de l'événement lui-même ; qu'on ne saurait
« en effet comprendre que les sociétaires aient entendu aban-
« donner à l'arbitraire et à la discrétion des membres du
« Conseil d'Administration le soin de provoquer un appel de
« fonds destiné à satisfaire ce sentiment de solidarité, qu'ils
« qu'ils ont voulu des plus étroits, comme s'exprime à main-
« tes reprises le règlement :

« Qu'il apparaît, dès les premiers articles, l'idée et la
« précision d'un risque commun aux adhérents et contre
« l'éventualité duquel ils entendent se prémunir en vue d'en
« atténuer les effets dommageables ; que la garantie qu'ils se
« promettent réciproquement va, dans la combinaison de
« l'article 2 avec les suivants, donner lieu, bien que les mots
« en soient absents à une double obligation : l'engagement
« social vis-à-vis de chaque associé de le couvrir, le cas
« échéant, dans la mesure convenable que le Conseil estime-
« ra et dont les difficultés possibles d'appréciation ne chan-
« geront pas le principe, des pertes qui résulteront pour lui
« d'un des risques prévus et l'engagement de chaque associé
« vis-à-vis de la Société de répondre aux appels de fonds qui
« lui seront imposés, sous forme de cotisations annuelles et
« fixes ou de souscriptions tarifées à un maximum, en cours
« d'exercice, le tout à peine de radiation d'office.

« ...Que réunissant de la sorte, sur la tête de chacun de
« ses membres, la double qualité d'assuré et d'assureur, le
« groupement constitue mieux qu'une réunion de personnes,
« s'étant liées par contrat dans le but de faire œuvre générale

« de solidarité, mais imprime à la Ligue le caractère d'une
« Association Mutuelle; qu'il importe peu que l'ouverture de
« la souscription et l'appui, qui en est la conséquence, aient
« été refusés à certains sociétaires, l'erreur de ces derniers,
« s'ils ont mal compris leurs droits, ne pouvant équivaloir
« à leur non-existence ; Qu'il est également indifférent que
« des Instituteurs étrangers à la Ligue aient reçu d'elle un
« appui matériel en même temps que moral, l'acte de géné-
« rosité accompli à leur égard et qu'explique la bonne con-
« fraternité, laissant coexister sans l'effacer l'assistance mu-
« tuelle qui unit ses auteurs.

« Qu'enfin, le fait que depuis l'introduction de l'ins-
« tance, la Ligue s'est assurée à l'Union de Solidarité Uni-
« versitaire, Société d'Assurances destinée à assurer mutuel-
« lement les Ligues Autonomes contre les risques de la res-
« ponsabilité civile, ne modifie en rien sa situation juridique,
« au jour du procès, si tant est, ce qui n'est pas exact, qu'une
« pareille adhésion comporte l'importance qu'on lui prête.

« Qu'il est donc vrai que la Société défenderesse cons-
« titue une Société Mutuelle d'Assurances ; qu'il est non
« moins certain, comme avéré par elle, que ses administra-
« teurs n'ont pas satisfait en la formant aux prescriptions
« du décret du 22 janvier 1868 et que la nullité en doit, dès
« lors, être prononcée. »

.....

Par ces motifs,

Déclare nulle en droit la Ligue Départementale Auto-
nome de la Haute-Garonne. Ordonne sa dissolution.

Le Bureau de la Ligue fit appel.

S'appuyant sur une importante consultation de
M. Henri Berthélémy, alors Professeur à la Faculté
de droit de Paris, concluant à l'entière légalité des
Ligues, le défenseur Maître Deyres démontrait que
seuls, en laissant les circonstances extérieures de
côté, les statuts permettaient de définir le but, l'ob-
jet et le caractère de l'Association.

L'avocat terminait sa plaidoirie en citant les
conclusions du Ministère public lors du récent pro-

cès intenté par la Fédération des Amicales d'Instituteurs au Cardinal Luçon.

Malgré cette argumentation bien étayée, la Cour de Toulouse, dans son arrêt du 22 mai 1911, confirmait le jugement du Tribunal civil.

Virtuellement, toutes les Ligues Autonomes étaient dissoutes.

Les Associations départementales Autonomes et l'Union Solidariste Universitaire

Mettant en application les résolutions du Congrès de Lyon de 1908, les fondateurs des Ligues n'avaient point attendu cette seconde dissolution pour mettre sur pied deux nouveaux organismes de défense.

Dès avril 1909, cette nouvelle organisation était prête à fonctionner. Elle comprenait :

1° des groupements départementaux : les Associations Départementales et leur fédération.

2° Une Mutuelle : l'Union Solidariste Universitaire.

Les Associations Départementales Autonomes « ou Autonomes »

Sous leur forme actuelle, nous pouvons désormais résoudre cette question : qu'est-ce qu'une Autonome ?

L'article premier des nouveaux statuts nous l'indique :

L'Autonome est une Association départemen-

tale d'Universitaires placée, comme les « Amicales », sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour la « défense des intérêts moraux et matériels » des membres de l'Enseignement public (primaire, secondaire et supérieur).

Au point de vue juridique, comme au point de vue de leurs attributions légales et de leur fonctionnement, il n'y a entre elles et les amicales aucune différence.

L'Autonome qui, avant tout, est un moyen de défense, a un but très étendu qui nous est précisé par les statuts (art. 2 et 3).

Article 2. — L'Association, inspirée par un esprit de solidarité et de bienfaisance professionnelles a notamment pour objet, dans la mesure où elle le jugera utile, en conservant son plein pouvoir d'appréciation et la liberté entière de ses décisions :

a) de procurer gratuitement à ses membres des conseils pour l'étude des questions relatives au but de l'Association.

b) de venir en aide à ses adhérents lorsque le Conseil d'Administration estimera devoir le faire pour la défense de leur honneur, de leur considération et, d'une façon générale, de tous leurs intérêts moraux.

c) de subventionner les institutions de bienfaisance créées au profit des membres de l'enseignement public, principalement les sanatoria, les orphelinats, etc...

Article 3. — Pour réaliser complètement son but de solidarité professionnelle et afin qu'aucun

sentiment d'insécurité ne trouble ses membres dans l'exercice de leurs fonctions, l'Association adhèrera à l'Union Solidariste Universitaire, Société d'Assurances Mutuelles, établie conformément au décret du 22 janvier 1868, en vue de procurer à ses membres : 1° Une garantie régulière contre les risques de la responsabilité civile née des dommages corporels et matériels dont peuvent être victimes ou auteurs les élèves qui leur sont confiées. 2° Une assurance contre les accidents dont ils pourront être victimes eux-mêmes dans l'exercice de leurs fonctions.

L'article 2 précise leur objet et les conditions dans lesquelles elles interviennent. Ces conditions sont celles qu'autorise la loi d'Association, les seules permises par conséquent aux Autonomes comme aux Amicales, aucun droit d'une part, aucune obligation de l'autre. Le sociétaire ne peut exiger l'aide de l'Association (Autonome ou Amicale), l'Association n'est pas tenue juridiquement à cette aide. C'est le principe de l'Association d'après la Jurisprudence de la Cour de Toulouse.

Aller au delà, d'après cette Jurisprudence (d'ailleurs presque unanimement contestée) créer ou promettre un droit, préciser une obligation, ce n'est plus faire de la solidarité selon la loi de 1901, c'est entrer dans le domaine de l'assurance.

L'Assurance donne des droits qu'elle précise et limite, crée des obligations qu'elle précise et limite aussi.

La différence essentielle qui existe entre l'Association et l'Assurance est toute là. Dans l'Association ni obligations juridiques, ni droits détermi-

nés, précisés qu'on puisse revendiquer : obligations et droits moraux seulement qui tiennent dans un mot : Solidarité. Dans l'Assurance, droits et obligations prévus, définis, précisés aux statuts, exprimés dans un mot aussi : Assurance.

L'article 3 indique qu'il suffit d'être membre d'une Autonome pour être garanti contre les risques de la responsabilité civile.

Ces avantages sont faits par l'Union Solidariste Universitaire, constituée à Toulouse, le 4 avril 1909. Cette Société, en vertu de la police d'assurance passée en bonne et due forme avec l'Autonome, procure aux adhérents des garanties exceptionnelles.

Ici, il y a assurance, et du moment où il y a assurance, il y a droit légal déterminé, de la part du sociétaire et obligation de la part de la Société. Aussi toutes les fois qu'un membre d'une Autonome est poursuivi, l'Union Solidariste Universitaire intervient en vertu du contrat qui la lie avec l'Autonome, plaide ainsi qu'il est dit et paie tout. Toutes les fois qu'un membre de l'Autonome est accidenté, l'Union Solidariste Universitaire intervient également et lui attribue les indemnités auxquelles son accident lui donne droit. Elle intervient d'obligation.

Elle opère exactement comme le font toutes les Sociétés d'Assurances analogues.

L'intervention est obligatoire, elle est formelle, puisqu'elle est imposée par le contrat, c'est-à-dire par la loi.

Tel est le régime des Autonomes. Certains es-

prits ont, à juste titre, fait remarquer que « les Autonomes étant des Associations comme les « Amicales », leur action pourrait être simplement rattachée à celle des « Amicales ».

Comme l'a précisé M. Campan, les fondateurs ont envisagé cette solution :

« Mais il y a des difficultés d'ordre pratique.
« Certains départements ont plusieurs Amicales.
« Avec laquelle confondre l'Autonome ? En même
« temps que les membres de l'Enseignement pri-
« maire, nous groupons ceux de l'Enseignement
« primaire supérieur et de l'Enseignement secon-
« daire. Comment les rattacher à des Amicales
« d'Instituteurs ?

« Au sein des Amicales s'agitent souvent des
« questions d'intérêts de groupes ou de personnes
« qui provoquent parfois des froissements aboutis-
« sant à des scissions. Nous avons voulu soustraire
« les Autonomes à cette agitation et à ces périls.
« Et c'est pourquoi nous avons estimé qu'il était pré-
« férable de leur donner une existence propre. »

Le fonctionnement de ces nouvelles Associations diffère profondément de celui des Liges. Le risque civil est assuré par une Mutuelle. L'Autonome contracte collectivement avec elle. Incontestablement, le rôle prépondérant est joué par la Mutuelle. Cet organisme nouveau mérite un examen attentif, car c'est le système actuel qui garantit la sécurité à 125.000 Universitaires français.

Nous n'insisterons pas sur l'organisme de l'Autonome, car son rôle est peu important en matière d'accident (7). L'Union Solidariste Universitaire remplit loyalement l'ancien travail des Départementales et des Ligues.

Nous étudierons plus loin, en cas d'accident, le « rôle respectif de l'Autonome, de la Fédération et de la Mutuelle ».

Nous devons, cependant, préciser quelques points particuliers qui ont une importance capitale dans la bonne marche de la nouvelle création : Autonome, Fédération, Mutuelle.

Au point de vue administratif, l'Autonome est dirigée par un Conseil d'Administration comprenant 15 membres et par un Comité de délégués cantonaux, élus par les Comités respectifs.

Voici, à titre documentaire, l'administration de l'Autonome-mère de la Haute-Garonne, après sa deuxième dissolution :

Article 9. — Les membres participants de chaque canton forment un Comité cantonal. Ils nomment leur receveur et, s'il y a lieu, leurs délégués au Comité des délégués cantonaux. Chaque canton a droit à autant de représentants au Comité des délégués cantonaux qu'il compte de fois trente membres ou fraction de 30 membres. Ils sont élus pour trois ans et rééligibles. Ils cessent de représenter le canton dès qu'ils le quittent. Dans le cas où les membres participants d'un canton ne désigneraient pas de receveur ou leurs délégués au Comité des

(7) Car c'est le Président qui joue le rôle prépondérant.

délégués cantonaux, ils seraient choisis d'office par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration parmi les sociétaires du canton. Le receveur cantonal fait partie de droit de la délégation du canton au Comité des délégués cantonaux ; il est son seul représentant lorsque le nombre des adhérents est inférieur à 30 membres.

Article 10. — L'Association est administrée par un Conseil d'Administration comprenant : un Président, deux vice-présidents, trois trésoriers, trois secrétaires, un archiviste et cinq assistants, auxquels s'ajoutent les membres-conseils à vie. Le Bureau n'est autre que le Conseil d'Administration, moins les cinq assistants.

Toutes ces fonctions sont gratuites.

Le Conseil d'Administration est nommé pour cinq ans par l'Assemblée Générale et choisi exclusivement parmi les sociétaires comptant un minimum de cinq ans de sociétariat.

Article 11. — Les intérêts de l'Association seront sauvegardés par un Comité des délégués cantonaux formé de l'ensemble des délégués des cantons. Les membres du Conseil d'Administration font partie de droit du Comité des délégués cantonaux. Cette organisation administrative jouera un rôle important dans la marche de la gestion de la Fédération et de l'Union Solidariste Universitaire. Au point de vue financier et assurance-accidents, on peut noter les points suivants :

L'assurance est collective. Signée par le Président du Conseil d'Administration, au nom de

l'Autonome, la police remise par la Mutuelle, reste déposée au siège social. Aucun duplicata n'est remis aux adhérents du département.

Nous sommes en présence d'une véritable stipulation pour autrui. Le stipulant et le promettant étant deux personnes morales : l'Autonome et l'Union Solidariste Universitaire et le tiers-bénéficiaire : chacun des membres assurés par l'Autonome.

Ce premier mécanisme très simple est complété par un système de versement avantageux pour les membres.

Les adhérents ne paient qu'une seule cotisation variable dans chaque département. C'est le trésorier de l'Autonome qui verse tous les ans à la Mutuelle, pour eux, la prime par tête (et à la Fédération la cotisation par membre).

Tout cet édifice financier et administratif couronné par l'Autonomie complète de chaque Association. Le souci de l'indépendance est poussé très loin et on peut même dire que l'on réclame cette Autonomie dans le cadre fédératif. Cette antithèse : Fédération, Autonomie complète paraît absurde.

Cependant, à part quelques imprudences commises par certaines Associations en accordant leur appui à des causes difficilement soutenables, on doit reconnaître la réussite complète du nouveau système même au sein de cette Fédération.

La Fédération des « Autonomes »

Cette Fédération est constituée entre toutes les Associations Départementales Autonomes ayant,

préalablement, adhéré à la Mutuelle : l'Union Solidariste Universitaire (art. 1^{er}).

Chaque Association garde son autonomie ; elle n'est liée que par l'engagement de prêter assistance pécuniaire aux autres Associations de la Fédération (8).

Toute Association qui refuse de répondre à l'appel de la Fédération est considérée comme démissionnaire.

Dans le cas où une Autonome engagerait ou soutiendrait des procès pour la défense des intérêts moraux ou matériels de ses membres, elle aura droit au remboursement total ou partiel des frais.

Ce paiement est conditionné à la réserve expresse et formelle que ces actions judiciaires ne constituent pas des affaires purement privées (art. 2). L'autonome doit aussi prévenir immédiatement le Bureau-Secrétaire de la Fédération.

Le fonctionnement de la Fédération.

Trois organes principaux assurent la marche de cette Fédération : le Bureau-Secrétaire, le Conseil Technique, les Congrès.

Le Bureau-Secrétaire.

Chacune des Associations unies sera chargée

(8) Si nous rapprochons ce texte de l'art. 20 des statuts de la Solidarité Algérienne ou de l'art. 16 de l'Autonome de la Haute-Garonne ainsi conçu : « Dans cette Fédération, elle gardera son autonomie, restant libre d'accorder ou non aux autres Associations l'assistance qu'elles solliciteraient », n'y a-t-il pas là contradiction ?

d'établir pendant un an les relations des Associations entre elles dans l'ordre et à la date d'adhésion à la Fédération. Leur Bureau devient le Bureau-Secrétaire.

Depuis 1934, lors de chaque Congrès, il est désigné 3 Bureaux-Secrétaires qui devront assurer successivement les fonctions. Un suppléant est nommé en cas de défaillance des titulaires.

L'Association désignée pour prendre le secrétariat doit procéder à une vérification effective de la comptabilité du Bureau sortant. Le compte rendu financier détaillé est publié au Bulletin de la Fédération (art. 6).

Certains délégués avaient proposé de prendre trois départements contigus. Leur proposition fut repoussée.

Cette désignation au hasard du rang d'affiliation a des avantages qui compensent les inconvénients de la remise des pouvoirs à un département non contigu.

Ces avantages se retrouvent au point de vue contrôle de la gestion financière, car un département du Nord sera plus sévère pour la gestion d'un département du Midi et vice-versa.

Le Bureau-Secrétaire a pour rôle de répondre avec célérité désirable et toute la précision en son pouvoir à toute demande de renseignements ou d'appui des Autonomes.

C'est l'organe d'information et la boîte aux lettres des Autonomes.

On a reproché au Bureau-Secrétaire d'avoir dépassé les attributions que lui confèrent les sta-

tuts, d'avoir donné des ordres et refusé d'entériner les décisions de Présidents d'Autonomes..., en un mot, d'avoir été plus qu'un simple récepteur et distributeur automatique.

Ces faits relatés, par le Président de ce Bureau, au Congrès de Bordeaux, montre à quel point le souci d'autonomie est poussé par les délégués qui vont jusqu'à mettre en jeu toute la question autonome.

En dehors de ces critiques passagères, le Bureau-Secrétaire est un rouage qu'il faut conserver.

Le Conseil Technique

Le Bureau-Secrétaire est assisté par un Conseil de quatre membres élus en Congrès pour 3 ans. L'élection a lieu au scrutin secret et par mandat.

Le Conseil Technique « donne des conseils judicieux, marqués d'une expérience profonde de toutes les questions et du souci d'apporter à nos Collègues, dans l'ennui, toute l'aide morale compatible avec l'esprit de nos règlements » (9).

Ce Conseil est le conseiller juridique des Associations, du Bureau-Secrétaire et de l'Union Solidariste Universitaire. Voyons comment il travaille.

Lorsqu'une Autonome est dans l'embarras, elle saisit soit le Bureau-Secrétaire, soit directement le Conseil Technique. Si le Bureau-Secrétaire a quelque hésitation, il adresse, lui aussi, la requête à ce Conseil. Ainsi saisi, le Conseil Technique va statuer.

(9) Rapport moral. Congrès de Bordeaux, 1934.

Lorsque la question est simple, le Président donne les conseils qu'il croit judicieux et l'affaire est classée. Quand le point est particulièrement délicat, il procède à la consultation des autres membres. Eclairé par l'avis de ses Collègues, le Président propose les solutions qui paraissent s'imposer.

De nombreuses questions sont aussi résolues ; cependant, à la fin de chaque année, il reste encore un certain nombre de litiges très délicats qui exigent un examen plus attentif.

A la demande du Bureau-Secrétaire, le Président réunit le Conseil et le Bureau. Les affaires réservées, préalablement éclairées par une étude approfondie et des consultations juridiques, reçoivent leur solution définitive.

Il en est de même de certaines difficultés qui ont pu naître de la gestion. Quelques-unes, très grosses de conséquences, sont déferées au Congrès.

Parmi les questions soumises au Conseil par : le Bureau-Secrétaire, les Autonomes et aussi par des initiatives personnelles, notons :

1° affaires en marge des statuts d'ordre professionnel, de diffamation, relatives à la préparation des Congrès ;

2° affaires personnelles aux Associations, assurance-accidents, élèves, etc. ;

3° assurance des membres de l'Enseignement secondaire et supérieur. Dégâts matériels causés par les élèves, non prévus aux statuts de la Mutuelle jusqu'en 1931, etc.

Ce système fonctionne à merveille et rend aux

Autonomes d'incontestables services. Cependant, le rôle purement consultatif est gênant pour le Conseil Technique. Cet organe essentiel est parfois placé en présence d'un véritable procès de tendance. Il doit maintenir l'équilibre et choisir entre : le désir de respecter l'autonomie des Associations sans annihiler la bonne volonté, l'esprit d'initiative et le désir d'action des militants, d'une part et le désir de guider et discipliner les bureaux, de réfreiner certaines complaisances ayant un caractère de pure démagogie, de l'autre.

Cette situation pénible pour les Conseillers se traduit dans les paroles suivantes de M. Guerven, Président du Bureau-Secrétaire pour l'année 1932-1933, au Congrès de Bordeaux en 1931 :

« Il eût fallu comprendre, dit-il, dès que les
« Autonomes se fédérèrent, qu'il ne pouvait y avoir
« une autonomie absolue...

« Et, c'est la pure vérité, la vraie formule n'est
« pas encore trouvée. Nous ne doutons pas que l'es-
« prit judicieux de nos Collègues parvienne bientôt
« à définir exactement les rapports qui doivent unir
« les « Autonomes, la Fédération et ses divers or-
« ganes. »

Malgré certaines réclamations, le Congrès de Bordeaux ayant voté le statu-quo, des améliorations futures sont à prévoir. Il ne serait nullement surprenant que le Congrès de 1937 vienne apporter un nouveau lubrifiant à des rouages déjà éprouvés et que la Fédération a le devoir de maintenir.

Les Congrès

La Fédération doit tenir un Congrès trisannuel et toutes les fois que les Associations en auront décidé par le moyen d'un referendum préalable.

Le Congrès prend à la majorité des voix, quel que soit le nombre de celles-ci, toutes décisions modifiant des règles existant dans la Fédération.

Chaque Association est représentée par un délégué qui vote à raison de : une voix par 500 membres ou fraction de 500.

Ces Congrès prennent des décisions très importantes au point de vue administratif, financier et garanties à accorder aux membres. Les deux derniers Congrès de Paris (1931), Bordeaux (1934), avaient dans leur ordre du jour les questions capitales du dommage corporel professionnel, les dégâts matériels, l'assurance accidents-élèves.

Les décisions importantes, prises à ce sujet, se sont traduites positivement par la modification des statuts de l'Union Solidariste Universitaire qui, désormais, garantit en ce sens les maîtres et par la création, depuis 1935, des Mutuelles accidents-élèves.

L'action des Autonomes et celle de la Fédération se complètent avec une opportunité remarquable.

Ces deux premiers chaînons, dont l'importance est indéniable, constituent des éléments primordiaux dans la constitution de la nouvelle Mutuelle créée en mars 1909.

UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE

Sa création

Sous la menace d'une nouvelle dissolution (1), il fallait mettre en application les résolutions du Congrès de Lyon et créer une Mutuelle. MM. Dupont et Campan dans le Midi, François et Frixon dans le Nord entreprirent cette tâche.

Pendant les vacances de Pâques, en avril 1909, MM. Dupont, Campan et Frixon, sous l'habile direction de M. Frayssingéa, fondèrent à Toulouse l'Union Solidariste Universitaire.

Voici d'ailleurs l'acte de naissance de la Nouvelle Mutuelle qui est, en l'occurrence, le procès-verbal de l'Assemblée Constitutive :

« L'an mil neuf cent neuf, le quatre avril, à deux heures
« de relevée, MM. les représentants des Associations départe-
« mentales autonomes constituant l'Union Solidariste Uni-
« versitaire, société anonyme d'assurances mutuelles contre
« les risques de la responsabilité civile, dont les statuts ont
« été dressés suivant acte reçu par M^e Garrigou, notaire à
« Toulouse, le deux avril mil neuf cent neuf, se sont réunis
« au siège social, à Toulouse, rue Saint-Michel, en Assemblée
« générale extraordinaire constitutive, sur la convocation
« faite le vingt-cinq mars mil neuf cent neuf, par lettres
« adressées à chacun d'eux par le fondateur de la dite Société.

« Il a été dressé une feuille de présence qui est signée
« de tous les membres assistant à l'Assemblée. Il est procédé
« à la composition du bureau. Sont nommés : MM. Frixon,
« président de l'Association du Nord, Président ; — Bonne-
« val, président de l'Association de la Corrèze et Thérond,
« président de l'Association de l'Hérault, Scrutateurs ; —
« Laffon, instituteur à Toulouse (Bayard), mandataire de l'As-
« sociation de l'Isère, Secrétaire.

« La feuille de présence constate que douze Associations
« sont présentes ou représentées. Ce nombre excédant la moi-
« tié de toutes les Associations adhérentes, l'Assemblée géné-
« rale est déclarée régulièrement constituée.

(1) Dissolution prononcée en 1910.

« M. le Président rappelle que l'Assemblée est réunie,
« conformément au décret du 22 janvier 1868 et aux statuts,
« à l'effet de :

« 1^o Reconnaître la sincérité de la déclaration notariée
« d'adhésion et de versement ; 2^o nommer les commissaires ;
« — et constater la constitution définitive de la Société.

« M. le Président représente à l'Assemblée une expédi-
« tion des statuts et une expédition de la déclaration nota-
« riée. Il est donné lecture de cette déclaration et de la liste
« y annexée.

« Plusieurs observations sont échangées entre divers mem-
« bres de l'Assemblée.

« Personne ne demandant plus la parole, M. le Président
« met successivement aux voix les résolutions suivantes :

« *Première résolution.* — L'Assemblée générale, après
« en avoir pris connaissance, reconnaît la sincérité de la
« déclaration faite par le fondateur de la Société l'Union
« Solidarité Universitaire, de l'adhésion aux statuts par
« douze Associations ayant assuré une somme de 127.795 de-
« grés et du versement par les Associations adhérentes d'une
« somme totale de : 1.277 fr. 95 centimes à valoir sur la
« contribution de la première année, ainsi qu'il résulte d'un
« acte reçu par M^e Garrigou, notaire à Toulouse, le 3 avril
« 1909.

« Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

« *Deuxième résolution.* — L'Assemblée générale confie
« l'administration de la Société, conformément à l'article 29
« des Statuts, au Bureau de l'Association Autonome de la
« Haute-Garonne, composé de MM. Dupont, Président ; —
« Campan, Vice-Président ; — Mme Gaubert, Vice-Présidente ;
« — MM. Garros, Secrétaire Général ; — Ducos, Secrétaire ad-
« joint ; — Trémont, Trésorier général ; — Pauly, Trésorier
« adjoint ; — Milhas, Archiviste.

« Et comme Directeur, conformément à l'art. 39 des
« Statuts, M. Lafourcade, directeur honoraire d'école primai-
« re supérieure à Toulouse.

« Cette résolution est adoptée à l'unanimité : MM. Du-
« pont, Campan, Mme Gaubert, MM. Garros, Ducos, Trémont,
« Pauly, Milhas, M. Lafourcade déclarent accepter les dites
« fonctions.

« *Troisième résolution.* — L'Assemblée nomme, confor-
« mément à l'article 37 des Statuts, comme commissaires :
« MM. Moulis, directeur d'école à Saint-Antonin (Tarn-et-Ga-
« ronne) ; Massip, instituteur à Montauban (Tarn-et-Garon-
« ne), et Maffre, instituteur à Armissan (Aude).

« Cette résolution est adoptée à l'unanimité. MM. Mou-
« lis, Massip et Maffre déclarent accepter les dites fonctions.

« *Quatrième résolution.* — Toutes les prescriptions du

« décret du 22 janvier 1868 et des statuts ayant été remplis, « l'Union Solidariste Universitaire, société anonyme d'assurances mutuelles contre les risques de la responsabilité civile, est déclarée définitivement constituée.

« De tout ce que dessus, a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du Bureau, par les administrateurs, par le directeur et par les commissaires « pour l'acceptation de leurs fonctions. »

Le Président :

Les Scrutateurs :

Le Secrétaire :

F. FRIXON

G. THÉRON, BONNEVAL

Guillaume LAFFON

La jeune Mutuelle passait, en prospérant toujours, les trois premières années de son existence à Toulouse. En 1912, le Président Dupont, écrivant à M. Frixon, disait : « Ces trois années sont révolues, « il est bon que notre Société change d'air. Celui du « Nord lui fera du bien après celui du Midi. Dans « trois ans, vous la passerez à l'Est, au Centre ou à « l'Ouest. Les présents continueront ; ainsi sera à « jamais barrée la route à toute velléité de sommation. »

Ces sages préceptes ne furent pas suivis. Méridionale de naissance, la jeune Société devait s'acclimater dans le Nord et y élire domicile depuis cette date.

La même année, le siège social était transféré à Douai sous la direction de M. Frixon. Quelques années après la grande guerre, M. Frixon, otage civil s'éteignait et la Mutuelle de Douai passait à Amiens. Aujourd'hui, c'est là, que sous la prudente administration de M. Pilette, l'Union Solidariste Universitaire grandit de jour en jour. Il faut reconnaître que « l'air » du Nord lui a bien profité : en 1936, 93 Autonomes, groupant 125.000 adhérents, fonctionnent à la satisfaction générale.

Le fonctionnement

Une Mutuelle, qui groupe 125.000 adhérents sur un total de 140.000 Universitaires, sans nul doute, possède des particularités d'organisation remarquables et offre à ses membres des garanties supplémentaires, inexistantes chez ses rivales.

C'est pourquoi nous entreprenons une assez longue étude, afin d'analyser, de la façon la plus détaillée, l'organisme : objet de prédilection des Instituteurs.

Constitution et objet de la Société

Il est établi entre toutes les Associations départementales autonomes du personnel de l'Enseignement public de France et des Colonies, déclarées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, qui adhéreront aux présents statuts une société nommée « Union Solidariste Universitaire », société d'assurances mutuelles contre les risques de la responsabilité civile.

Les Associations autonomes des pays de protectorat et de mandat français devront satisfaire, avant de solliciter leur adhésion, aux lois, décrets ou édits réglementant les Associations dans leur pays (article premier).

Nous rencontrons déjà une particularité : les sociétaires sont les Autonomes, c'est-à-dire des personnes morales civiles. Ces personnes morales peuvent être créées dans les Colonies, Protectorats, Mandats français ; le cadre de la Métropole est largement dépassé.

La Société, formée pour une durée de 30 ans, a pour objet de « créer, au profit des membres des « Associations Autonomes adhérentes, une assurance des risques de la responsabilité civile née « des dommages dont peuvent être victimes ou auteurs les élèves qui leur sont confiés pendant « l'exercice de leurs fonctions. En conséquence, « dans tous les cas de dommages, la Société est substituée aux membres des Associations sociétaires, « en vue de poursuivre, dans les conditions déterminées aux articles 13 et 14 des statuts, le règlement amiable ou judiciaire des indemnités ou frais à leur charge, de telle sorte que les membres des Associations sociétaires se trouveront immédiatement couverts, d'une manière totale, contre les risques de la responsabilité civile, suivant « la faculté ouverte aux Sociétés d'Assurances Mutuelles par l'article 31, paragraphe premier du décret du 8 mars 1922.

« Pour la garantie des dégâts matériels, il sera fait, dans tous les cas, un abattement de 50 francs « et sera exclue la partie des mêmes dégâts supérieure à 200.000 francs.

« L'Union Solidariste Universitaire bénéficiera « des assurances contractées par les membres des « Associations sociétaires ; elle leur sera en conséquence substituée pour exercer, en leur nom et en « leurs lieu et place contre leur Compagnie d'Assurances et contre tous tiers, toutes actions ou tous « recours utiles, comme aurait pu le faire l'intéressé « lui-même.

« 2° de garantir dans les limites de l'article 13, « paragraphe 4, les mêmes membres contre les acci-

« dents dont ils seraient personnellement victimes
« pendant l'exercice de leurs fonctions.

« Cette dernière garantie est limitée aux acci-
« dents corporels ; les accidents matériels dont peu-
« vent être victimes les mêmes membres des Asso-
« ciations sociétaires en sont formellement exclus.
« (Article 5, après modifications. Assemblée géné-
« rale extraordinaire, Bordeaux, 7 août 1934). »

D'après cet article, nous constatons que : dans tous les cas où les Instituteurs assument une fonction se reliant à l'Enseignement, la Société se substitue à eux, en vue de poursuivre, dans des conditions que nous allons voir (articles 13 et 14), le règlement amiable ou judiciaire des indemnités ou frais à leur charge.

De cette façon, tous les membres des Autonomes sont couverts immédiatement et totalement contre les risques de la responsabilité civile.

Les avantages de l'article 5, dont le point de départ d'application est fixé au 1^{er} octobre 1934, doivent désormais s'entendre ainsi :

1° dans tous les cas d'accidents corporels aux élèves, les sociétaires bénéficient d'une assurance illimitée ;

2° dans le cas de dégâts, d'accidents matériels, l'étendue de l'assurance va de 50 francs à 200.000 francs ;

3° dans le cas d'accidents professionnels (corporels), elle reste limitée à un maximum de 10.000 francs, y compris les frais médicaux, pharmaceutiques et de procédure. En cas d'accident mortel, le maximum sera toujours accordé, si l'adhérent a à

sa charge, au jour de son décès, femme, enfants ou vieux parents (article 13).

Tous ces avantages proviennent de l'organisation modèle de la Société.

L'administration de la Société

La Société a pour organes : un Conseil d'Administration, un directeur, un Comité de surveillance et l'Assemblée Générale des Associations Sociétaires.

Le Conseil d'Administration

L'Administration est confiée à un Conseil constitué par trois Associations adhérentes, désignées pour trois ans par l'Assemblée Générale.

Cette Assemblée, à l'expiration de chaque période, peut maintenir ce Conseil en fonction, ou le renouveler en tout ou en partie. Chaque Association est représentée au sein du Conseil par son Président.

Ce Conseil est réuni sur convocation du Président, régulièrement toutes les fois que les besoins de la Société l'exigent. Ses délibérations sont valables par la présence de deux membres au moins. Ses décisions sont prises à la majorité relative des suffrages exprimés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les pouvoirs du Conseil peuvent être délégués soit à un ou plusieurs de ses membres, soit à une ou plusieurs personnes par mandat spécial. Dans tous les cas, le Conseil demeure responsable.

Ses attributions

Le Conseil a pour principales attributions :

1° de statuer sur les demandes d'adhésions et les radiations des Sociétaires conformément aux statuts ;

2° de fixer chaque année la quotité des frais généraux et le prélèvement à opérer sur les fonds de réserve s'il y a lieu ;

3° d'appliquer les décisions de l'Assemblée Générale relatives aux contributions exceptionnelles ;

4° de connaître des accidents incombant à la Société et des actions judiciaires qui en sont les conséquences.

D'une manière générale, d'exercer tout pouvoir qui n'est pas expressément réservé par la législation ou les statuts à l'Assemblée Générale.

Il doit dresser : 1° chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive, le soumettre au Conseil de surveillance ; 2° chaque année, un compte détaillé des profits et pertes de l'année précédente et du montant des sinistres, avec un inventaire en observant les prescriptions de l'article 14 du décret du 8 mars 1922 ;

3° dans les trois mois, qui suivent l'expiration de chaque exercice, un règlement général des sinistres. Ce règlement, soumis au Conseil de surveillance, rapporté par lui à l'Assemblée Générale, est envoyé à chaque Autonome, un mois avant la dite réunion.

L'Assemblée générale statue et l'arrête définitivement.

Le Directeur

Les opérations de la Société sont confiées à un Directeur (1), sous la surveillance du Conseil d'Administration.

Ce Directeur, rémunéré (2), nommé par l'Assemblée Générale, peut être choisi parmi les membres du Conseil. Il est chargé :

1^o de l'exécution des actes de la Société et de toutes les décisions administratives ;

2^o de la direction de tous les services de la Société.

Avec l'autorisation de son Conseil, le Directeur peut : 1^o déléguer une partie de ses pouvoirs aux présidents des Autonomes par mandat spécial pour une ou plusieurs affaires déterminées, mais il a la responsabilité des actes de ses mandataires ;

2^o transiger, compromettre, intenter ou soutenir toute action judiciaire au nom de la Société.

Enfin, tous ses actes sont contresignés par le Président ou vice-président du Conseil d'Administration.

Le Comité de Surveillance

Ce Comité de 3 membres, nommés pour un an,

(2) Ce Directeur est aussi membre de droit du Comité Technique.

(3) Le Directeur est rémunéré, mais les fonctions du Conseil d'Administration sont gratuites.

par l'Assemblée Générale, contrôle toute la gestion financière de la Société. La présence de deux membres rend les décisions valables.

Les Commissaires peuvent assister à toutes les délibérations du Conseil où ils ont voix consultative.

Quarante jours avant l'Assemblée Générale, ils révisent la comptabilité, consignent leurs observations sur le registre des délibérations et font un rapport à l'Assemblée Générale à défaut duquel la délibération approuvant le bilan et les comptes est nulle. Ils peuvent, en outre, en cas grave, convoquer l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est composée de tous les Présidents, ou de leur mandataire (4), des Associations dont la cotisation minimum est de 50 fr. Les Associations qui ne réunissent pas ce minimum peuvent se réunir pour envoyer le Président de l'une d'elles comme délégué. Ce délégué est admis à l'Assemblée Générale après avoir, conformément à l'article 7 du décret du 8 mars 1922, déposé ses pouvoirs au siège social, cinq jours avant la réunion, pour enregistrement.

L'Assemblée Générale représente l'universalité des Associations sociétaires ; ses décisions régulières obligent chaque Autonome ou ses ayants-cause.

(4) Ce mandataire peut être membre de leur Autonome ou d'une autre Association.

Ses délibérations

L'Assemblée Générale annuelle délibère sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration assisté de deux Scrutateurs, délégués des Autonomes.

En dehors des fonctions que nous avons déjà rencontrées dans les organes précédents, elle statue sur tous les intérêts sociaux ; elle entérine ainsi les propositions discutées et votées à la Fédération des Autonomes relatives à l'assurance-personnel et à son extension.

Ses délibérations sont valables à la majorité de la moitié au moins des membres présents ou représentés. Le scrutin secret est de droit sur la proposition d'un membre présent.

L'Assemblée Générale ordinaire ne peut délibérer valablement que si elle réunit le quart des membres ayant le droit d'y assister. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde Assemblée délibère, quel que soit le nombre des présents ou représentés.

En cas d'Assemblées Générales, délibérant sur les modifications statutaires ou les propositions du Conseil, les décisions sont valables à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Ces Assemblées ne sont valablement constituées qu'autant qu'elles réunissent les trois quarts au moins des sociétaires ayant le droit d'y assister.

Telle est l'organisation administrative, originale de l'Union Solidariste Universitaire. Cette combinaison ingénieuse de personnes morales qui, en fait, se résout à la présence d'un nombre assez res-

treint de personnes physiques, solutionne, à la fois, l'effort entrepris par les Autonomistes vers la décentralisation et la question du quorum aux Assemblées Générales.

La création d'organes indépendants les uns des autres, tous nommés par l'Assemblée Générale, supprime le reproche d'omnipotence tant décrié sous l'ancienne organisation toulousaine.

Enfin, le contrôle sévère du Conseil de surveillance et de cette Assemblée, véritable émanation des adhérents, assure une gestion financière saine et irréprouvable.

L'organisation financière *Charges et contributions sociales*

Sont à la charge de la Société, à titre de contributions sociales, tous frais et indemnités qui sont les conséquences des accidents et en général toutes les dépenses quelconques d'établissement, d'administration et de gestion de la Société.

Cette contribution est réglée dans la proportion des risques courus par elle (art. 13 et 16 combinés).

En demandant son admission, chaque Association s'engage à payer une cotisation maximum inscrite dans la police (5). Cette cotisation sert à garantir les adhérents et à couvrir les frais généraux jusqu'à concurrence de 14 % de ce maximum (6).

(5) Voir supra, Police modèle de la Haute-Garonne, le tarif de cette cotisation.

(6) La Société peut chaque année ne demander qu'une partie de ce maximum sous forme de dixièmes (art. 19).

Si les circonstances l'exigent, l'Assemblée Générale peut décider qu'il pourra être fait, d'après les résultats de l'exercice, un appel complémentaire ne devant, en aucun cas, excéder le maximum de la cotisation annuelle.

Tout cet organisme financier est complété par la constitution d'un fonds de réserve afin de suppléer à l'insuffisance des cotisations annuelles en cas de grös sinistres.

Ce fonds de réserve, propriété personnelle de la Société est, en principe, fixé tous les cinq ans par l'Assemblée Générale ; d'après le désir des fondateurs, son montant doit être de 1.500.000 francs. Au delà de cette somme, l'excédent des recettes sert à diminuer les cotisations des Associations sociétaires. Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour faire prospérer ce fonds (achats, ventes de livres, etc.

Enfin, toute infraction grave des sociétaires est sanctionnée par la suspension de l'assurance ou la radiation. Au cas de non-paiement des cotisations, l'assurance est suspendue jusqu'au paiement intégral de l'arriéré, 15 jours après mise en demeure, par lettre recommandée adressée au Président de l'Association.

En cas de paiement dans ce délai, l'Association ne recouvre son droit au recours contre la Société que pour les accidents postérieurs d'au moins 8 jours à sa libération. Si, dans le délai de 15 jours après cette mise en demeure, l'Association ne s'est pas mise en règle, le recouvrement a lieu en justice.

L'Assemblée Générale pourra prononcer la résiliation définitive de l'assurance.

Cette situation ne s'est jamais, en fait, présentée. Si elle venait à l'être, nous sommes persuadés que l'Union Solidariste Universitaire appliquerait avec souplesse et largesse d'esprit ses statuts. Cependant, nous pensons que c'est là un point faible du système que l'on pourrait modifier. Dans ces deux cas, les droits des membres en règle avec l'Autonomie sont par trop abandonnés à l'impéritie d'un bureau.

En dehors des accidents où la personnalité de l'Instituteur entre en jeu, la Société l'ignore ; elle ne connaît que l'Autonome et son Président.

Pourquoi laisser l'adhérent ignorer cette situation, cette menace, aller en justice pour recouvrer des cotisations, attendre la prochaine Assemblée Générale de l'Union Solidariste Universitaire pour statuer sur la radiation ?

Là convocation d'une Assemblée Générale extraordinaire des membres de l'Autonome ne serait-elle pas plus simple, plus efficace et plus rapide ?

La négligence inexcusable du Bureau, mis dans l'obligation de se justifier, serait sanctionnée au mieux de tous. Tout rentrerait dans l'ordre, sans désunion au sein de la grande famille autonomiste.

Admission des Associations. Durée du contrat.

Toute Association Autonome peut être admise comme Sociétaire. Elle sollicite son admission en assurant par Police Collective les membres dont elle est composée.

Son engagement résulte d'une adhésion aux présents statuts dans un acte énonçant l' « Etat-civil » de l'Autonome (7).

Décision du Conseil

Sur le vu de cet acte d'adhésion, le Conseil d'Administration statue. Le Conseil n'agit pas à la légère ; il prend des précautions, en faisant examiner les statuts de l'Autonome par ses Conseils juridiques (8).

En cas de conclusion à l'admission, l'Association est inscrite comme Sociétaire et il lui est délivré un des originaux de la Police Collective rédigée en double où sont constatés l'engagement de la Société et l'adhésion de l'Autonome.

Voici, d'ailleurs, la police de la Haute-Garonne :

(7) Nom de l'Association. Nombre d'adhérents. Siège Social. Nom, prénoms, profession du Président. Remise d'un exemplaire contenant intégralement le texte des statuts.

(8) L'Association a de plus l'avantage d'être confirmée dans sa légalité.

N° de la Police : 70

Effet du 1^{er} janvier 1932.
Suite de la police
du 3 juin 1911,
renouvelée le 19 avril 1924

Union Solidariste Universitaire

Statuts déposés en l'étude de M^e Garrigou, notaire à Toulouse
Modifications conformes au Décret du 8 Mars 1922

POLICE

TARIF pour l'établissement
de la cotisation maximum
des Autonomes.

I. Ecoles maternelles, enfantines et primaires élémentaires, instituteurs et institutrices titulaires ou stagiaires chargés d'une classe 2 »
Directeurs et directrices d'une école à plusieurs classes 3 »

II. Ecoles primaires supérieures, écoles professionnelles, écoles normales, collèges et lycées: Professeurs et maîtres de tous ordres, chargés d'une classe 2 »
Surveillants généraux, principaux et proviseurs 5 »

III. Internats de toute catégorie: prime supplémentaire fixe des directeurs pour chaque groupe de cinquante élèves ou fraction de cinquante: gestion au compte de l'Etat, du département ou de la commune 2 50
Gestion au compte d'un fonctionnaire de l'établissement 5 »

Montant de la cotisation maximum de l'Autonome de la Haute-Garonne à la signature de la police.

961 sociét. à 2 »	1922 »
95 — à 3 »	785 »
4 — à 5 »	20 »
1060 TOTAL . . .	2227 »

Nota. — Le président de l'Autonome est tenu d'envoyer à l'U. S. U. son état de situation aux 15 mars, 15 juin, 15 septembre et 15 décembre de chaque année.

Fait double à Amiens, le 30 décembre 1931.

Le Directeur de l'Union
Solidariste Universitaire,
J. PILETTE.

Le Président du Conseil
d'Administration,
G. FRANÇOIS.

M. CAMPAN (Louis), instituteur, demeurant à Toulouse, 11, rue Sainte-Lucie, département de la Haute-Garonne, Président de l'Association Autonome de la Haute-Garonne, dénommée Association Départementale Autonome de la Haute-Garonne, dont le nombre de membres est à ce jour de mille soixante et dont le siège social est à Toulouse, 25, rue St-Michel, par son acte d'adhésion en date du 2 juin 1909 a placé sous la garantie de l'UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE, aux conditions générales de ses Statuts, les responsabilités édictées par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil, responsabilités pouvant incomber aux membres qui forment ou pourront former dans la suite l'Association Autonome de la Haute-Garonne dans les cas et conditions prévus par les articles 5, 13 et 14 des statuts...

L'assurance s'exerce sur la totalité des élèves qui fréquentent les établissements dans lesquels exercent les adhérents de l'Autonome de la Haute-Garonne, que ces élèves soient sous leur surveillance pendant les heures de classe, ou qu'ils y soient pendant les récréations et services scolaires péri et post-scolaires, en ce qui concerne leur responsabilité personnelle.

Montant de la Cotisation maximum au moment de l'Adhésion :

Deux mille deux cent vingt-sept francs

Le Conseil d'Administration de l'UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE, conformément à l'article 7 des Statuts, dans sa séance du 4 août 1931,

Vu l'acte d'adhésion du Président, en date du 2 juin 1931 a admis, comme sociétaire l'Association Autonome de la Haute-Garonne dont la déclaration, faite conformément à l'art.5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, a été publiée à l'Officiel le 14 juin 1911.

Conformément à l'article 8 des Statuts de la Société, le Conseil d'Administration décide que l'effet de l'assurance partira du 1^{er} janvier 1932 à midi.

Cet effet se prolongera pendant toute la durée de la Société fixée par l'article 3 des statuts à 30 ans, à partir du 4 avril 1909, sauf prorogation de la Société, ou sauf application des articles 9, 10 et 11 des statuts, dont le premier est ainsi conçu :

« Art.9.— L'assurance est contractée pour toute la durée de la Société. Toutefois les parties, Association et Société, ont le droit réciproque de faire cesser l'assurance à la fin de chaque période de dix ans en se prévenant au moins six mois avant la fin du dernier exercice social, dans l'une des formes prévues par l'art.55 du décret de 1922, soit par déclaration faite contre récépissé au siège social, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée. »

L'adhésion d'une Association comporte pour elle l'obligation de payer dans le courant de janvier de chaque année, les frais divers et la cotisation annuelle dont la mention est faite à l'art.18.

Un exemplaire contenant le texte entier des Statuts a été remis à l'Association Sociétaire.

L'assurance est contractée pour la durée de la Société, avec droit de radiation par période décennale, six mois avant la fin du dernier exercice social, dans les formes prévues par l'art. 55 du décret du 8 mars 1922 soit au moyen d'une déclaration contre récépissé au siège social ou par lettre recommandée.

L'Association qui aurait déjà contracté ou contracterait dans l'avenir un engagement avec une autre Société devra faire immédiatement la déclaration au directeur de la Société à peine de suspension des effets de l'assurance.

Le Conseil a le droit de notifier la résiliation du contrat.

Cette clause, sinon impossible, jouera, en pratique, très rarement. Etant donné la situation des Autonomes et les conditions de l'« U. S. U. », la garantie que le Bureau chercherait dans un autre contrat serait des plus illusoires et ne pourrait porter que sur un point de détail très minime.

De plus, il faudrait l'accord de la majorité des membres de l'Autonome, ce qui est peu vraisemblable.

*
*Rôle respectif en cas d'accident
du Président de l'Autonome, de l'Union Solidariste
Universitaire, de la Fédération*

Lorsqu'un accident, de gravité quelconque, survient dans une école, le Directeur doit, tout d'abord, prévenir le Président de l'Autonome et lui adresser un rapport d'enquête personnelle selon un ordre modèle établi par l'Union Solidariste Universitaire.

Ce rapport, adjoint à la déclaration d'accident, doit être détaillé et précis sur :

1° Le moment, le lieu précis, la nature, les circonstances et la gravité de l'accident ;

2° la place occupée par le blessé, l'auteur, les personnes de service.

Il devra mentionner, en outre, à quoi le maître était occupé au moment de l'accident, s'il a pu le voir se produire, s'il lui était possible de le prévoir, par suite, de l'empêcher ou de l'atténuer, etc.

Ce rapport constitue préventivement sa défense devant les tribunaux ; rien ne doit y être négligé ou omis s'il veut que cette défense puisse, le cas échéant, être complète, efficace, de nature à arrêter, à déjouer ou à confondre la mauvaise foi, monnaie si courante des demandeurs.

Dans son propre intérêt, le maître doit aussi faire parvenir au Président, avec exactitude et précision au fur et à mesure qu'ils se produiront, tous les renseignements relatifs à l'accident et à l'attitude des personnes en cause.

Rôle du Président de l'Autonome

Le Président, saisi par cette déclaration, informe immédiatement le Directeur de la Mutuelle. Il doit le faire également lorsque des conséquences fâcheuses suivent un accident d'apparence bénine.

Cette obligation primordiale remplie, le Président constitue un premier dossier. Le plus rapidement possible :

« Il doit établir un rapport relatant en détail

« les faits, leur cause, leur suite, l'éventualité d'une
« poursuite judiciaire de la part des blessés ou de
« leurs représentants et en transmettre un procès-
« verbal en même temps ou le jour suivant.

« Il doit, sous peine de déchéance de son re-
« cours, donner avis dans un délai de huitaine de
« l'assignation et de tous les actes qu'il pourra rece-
« voir, soit du parquet, soit des victimes de l'acci-
« dent.

« Toutefois, la déchéance ne peut être opposée
« lorsque l'avis n'a pu être donné dans le délai
« imparti par suite d'un cas fortuit ou de force
« majeure dont la justification est fournie. »

En pratique, nous a déclaré le Président Auriol, notre rôle est d'être une véritable boîte aux lettres, l'agent de liaison entre l'adhérent et la Mutuelle lorsque son rapport est clair.

Nous pensons que, par modestie, M. Auriol a minimisé ce rôle et voici pourquoi :

Si le Président le juge à propos, il entreprend une enquête, afin de préciser ou de faire préciser quelques points restés dans l'ombre.

Lorsque ce Juge d'instruction de l'Union Solidaire a achevé cette tâche la plus délicate, sa mission n'est pas terminée. Si l'affaire en vaut la peine, le Président se transforme en amiable compositeur et tente d'obtenir une transaction équitable pour le maître et l'enfant.

Ce n'est qu'en cas d'insuccès dû à l'obstination intéressée de l'une des parties qu'il transmet le tout au siège social, à Amiens, et termine le second rôle : celui du Président de l'Autonome.

Rôle de l'Union Solidariste Universitaire

Ainsi éclairé par ce premier travail précis, le Conseil d'Administration de la Mutuelle examine l'affaire, au point de vue de la compétence personnelle de la Société. Cette première discrimination terminée, le dossier est déféré aux Conseils juridiques où il est achevé.

Lorsque devant le Tribunal l'affaire est en état, la Société se met aux lieu et place de l'adhérent inquiet et plaide par l'organe de ses mandataires et avocats.

Suivant la décision des Juges, la Mutuelle paie tous les frais de procédure, ainsi que les dommages et intérêts civils, ou indemnités quelconques, auxquels a été condamné le membre de l'Association.

Ce paiement a lieu au moyen de la cotisation annuelle (art. 18) et, s'il est nécessité, d'un appel de fonds complémentaire (art. 19), de manière à couvrir immédiatement le maître condamné par application de l'article 5 des statuts précité.

« Par le seul fait de l'adhésion d'une Association aux statuts, la Société, sans qu'il soit besoin d'aucun titre ou mandat est subrogée, envers et contre qui il appartiendra, dans tous les droits recours et actions même reconventionnelles, du membre de l'Association dont la responsabilité civile est mise en jeu. Ce dernier consent, par avance, à cette subrogation, et il sera tenu, s'il en est requis, de la réitérer expressément, à peine de dommages-intérêts. »

Le membre qui sollicite la garantie est donc entièrement dégagé de tous soucis pécuniaires, pour

les cas prévus aux statuts. Cependant, il arrive quelquefois que la Mutuelle se trouve dans l'impossibilité statutaire d'intervenir, alors débute le rôle de la Fédération.

Rôle de la Fédération

Douter de son importance serait déjà une erreur grave, la nier serait commettre une bévue impardonnable.

En vérité, détrompons-nous, la Fédération, dans certains cas très graves, en apportant son aide financière puissante, va jouer un rôle de premier plan.

Nous avons vu que le Conseil d'Administration de la Mutuelle étudiait l'affaire, au point de vue de la compétence personnelle de la Société, car il y a des situations en marge des statuts et ce ne sont pas les moindres. Dans ce cas, l'Union Solidariste Universitaire ne peut intervenir ; à son grand regret, elle doit abandonner le maître à son terrible sort. Par bonheur, dans toutes ces situations critiques, la Fédération des Autonomes intervient et sauve de la ruine et la misère, Instituteur, femme et enfants.

Les deux malheureuses affaires Crouzet et Tourisse feront connaître cette œuvre unique de solidarité professionnelle.

L'affaire Crouzet

Mme Crouzet, jeune Institutrice, mère de famille, du Lot-et-Garonne, laissait un jeune élève

préparer l'allumage du feu. Resté momentanément sans surveillance, l'enfant se fit une grave blessure.

L'Institutrice, déclarée entièrement responsable, devait payer 64.100 francs de frais et dommages-intérêts.

Cette condamnation était la ruine dans le ménage, car Mme Crouzet, devenue membre de l'Autonome après l'accident, ne pouvait être garantie par l'Union Solidariste Universitaire.

Dans un effort vraiment remarquable, le personnel enseignant du Lot-et-Garonne souscrivit la somme de 51.000 francs. Mais les 13.000 francs restants constituaient encore une très lourde charge.

Le 7 août 1934, le Congrès de Bordeaux, non moins sensible à cette détresse, autorisait le Bureau-Secrétaire à payer intégralement ce reliquat. La part de Mme Crouzet se réduisait à l'engagement bien minime de verser jusqu'à concurrence de la somme le montant des secours qui pourraient encore lui parvenir.

L'affaire Tourisse

Mlle Tourisse, membre du Conseil d'Administration de l'Autonome de Constantine devait déplorer un grave accident causé par sa bonne. Cette jeune fille ayant mal attaché au rebord d'une fenêtre une planche à laver, un violent coup de vent fit tomber cette planche sur la tête d'une jeune élève. L'enfant dut être trépanée, de graves complications étaient à craindre ; la poursuite était inévitable.

Le Président et le Conseil d'Administration de l'Autonome hésitèrent à engager l'Association dans

le soutien de cette affaire. Moralement contraint d'agir, par une pétition du personnel enseignant, le Conseil d'Administration sollicita l'aide de la Fédération.

Le même Congrès de Bordeaux solutionnait l'affaire en décidant que la Fédération prendrait à sa charge les frais du procès et indemnités auxquels serait condamnée la malheureuse Collègue.

Cette solution rationnelle dénote la puissance morale et financière de l'organisme autonomiste et un esprit de solidarité de grande envergure. Ce qu'une caisse refuse malgré son bon vouloir, une autre le donne. Le fabuliste avait raison : « Ne tuez jamais cette poule aux œufs d'or. »

Les résultats obtenus

1° Les effectifs :

1910.....	62	Autonomes	39.863	adhérents
1920.....	84	»	46.454	»
1930.....	90	»	91.377	»
1931.....	92	»	102.727	»
1932.....	93	»	108.774	»
1934.....	96	»	118.134	»
1935.....	96	»	118.134	»

Effectifs en 1935 :

Normaliens	2.991
Instituteurs chargés de 1 classe	96.532
Directeurs d'écoles à 2 classes	16.481
Directeurs: Ecoles Primaires Supérieures, Ecoles Normales, Lycées et Collèges	471
Professeurs Enseignement Technique..	1.745
Professeurs E.P.S. et E.N.	3.136
Professeurs Lycées et Collèges	2.798
Professeurs gymnastique et chant	176
Inspecteurs Primaires	43
Inspecteurs d'Académie	6
Divers	8
Total	124.387
Pensionnats assurés	547

2° *L'activité de la Société :*

1910..	7 affaires plaidées	1930..	36 affaires plaidées
1920..	7 " "	1934..	68 " "

Depuis le début de la Société, avril 1909 jusqu'au 31 décembre 1935, 550 affaires ont été plaidées.

Affaires terminées	447
Affaires en règlement de compte.....	14
Affaires en instance en 1935	69
Conseil d'Etat	1
Cour d'Appel	10
Conseil de Préfecture	2
Tribunal correctionnel	3
Juge de Paix	4
En voie arrangement amiable	23
Tribunal civil	25
Entre parents d'élèves.....	1
L'Etat reste ou est seul en cause	20

Risques soldés (en francs)

1920.....	11.398 »	1933.....	31.249 95
1930.....	17.284 »	1934.....	81.359 »
1931.....	35.620 85	1935.....	135.483 66
1932.....	97.413 05	1936 (juin)	48.489 13

Réserves (en francs)

1910.....	6.821 »	1933.....	475.586 »
1920.....	125.831 »	1934.....	607.832 »
1930.....	353.622 »	1935.....	622.236 »

CHAPITRE III

L'ENSEIGNEMENT

Cette Société est la première Mutuelle-Accidents constituée légalement sous l'égide de la loi du 24 juillet 1867 et du décret du 22 janvier 1868.

De 1897 à 1913, la Société assurait, en principe, le Corps enseignant contre les risques professionnels.

Le 3 juillet 1913, l'« Enseignement » fondait le « Soutien Laïque », Société Mutuelle d'Assurances contre la responsabilité des Administrateurs et Préposés des « OEuvres d'après l'école publique ».

Après avoir créé l'Assurance-Elèves, le 27 novembre 1924, les deux Mutuelles, dont les organes se complétaient, au même siège fusionnèrent sous la dénomination :

L'Enseignement

Société Mutuelle d'Assurances contre les Risques professionnels (responsabilité civile, diffamation, atteinte au droit professionnel et corporatif) des Membres de l'Enseignement public, la Responsabilité civile des Administrateurs et Préposés des OEuvres continuant l'Action des Etablissements d'Enseignement Public, leurs accidents et ceux de leurs

élèves ou Membres actifs, pour la France et ses Possessions.

Sous cette dernière forme, nous allons étudier maintenant le fonctionnement de cette Mutuelle, en mentionnant les améliorations importantes apportées par la fusion.

1° *L'objet de la Société*

La Société est créée entre :

- 1° tous les membres de l'Enseignement public ;
- 2° les Administrateurs et Préposés des œuvres continuant l'action des Etablissements de l'Enseignement public.

Pour la France et ses possessions.

Son objet est (art. 5) :

1° d'établir entre ses membres une assurance mutuelle contre leurs Risques :

a) de Responsabilité civile provenant des accidents corporels dont seraient victimes leurs élèves ou membres actifs lorsque ces derniers sont sous leur surveillance personnelle ou celle de leurs préposés, ainsi que des tiers accidentés par le fait de leurs élèves ou membres actifs ;

b) des suites matérielles des accidents corporels dont seraient personnellement victimes les mêmes élèves ou membres actifs, ainsi que les membres adhérents préposés ou surveillants pendant l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions ; et ce, conformément aux articles 7 et 19 des présents statuts ;

c) de diffamation nettement caractérisée, se

rapportant strictement à leur profession, ainsi que d'Atteinte à leur Droit Professionnel et Corporatif dont seuls les membres de l'Enseignement public seraient victimes ;

2° de rechercher les moyens de diminuer et de supprimer la responsabilité civile pesant sur les membres de l'Enseignement public, soit par une jurisprudence conforme à leurs intérêts, soit par des transformations législatives ;

3° d'obtenir, autant que possible, par des démarches auprès des Pouvoirs publics ou des personnes intéressées, des transactions ou tous autres moyens amiables, que satisfaction soit donnée à raison des faits de diffamation ou d'atteinte au droit professionnel et corporatif.

L'article 2 mentionne aussi que :

« Tout membre d'un Etablissement public ; tout Administrateur ou Préposé d'une œuvre continuant l'action des Etablissements d'Enseignement public pourra encore, dans un but d'humanité, et avec l'autorisation écrite des parents, assurer au moyen d'un contrat collectif, ses élèves ou membres actifs contre les accidents corporels dont ceux-ci seraient victimes, pendant le temps où ils sont sous sa surveillance ou celle de ses préposés. »

« L'autorisation écrite des parents portera l'engagement d'accepter les conditions de l'assurance, et de payer la cotisation annuelle fixée par le contrat. »

En cas de sinistre, la Société répond (art. 7) :

1° Responsabilité civile :

a) de la totalité des Risques de Responsabilité civile incombant à ses membres, et résultant des accidents scolaires, dont leurs élèves ou des tiers seraient victimes, ainsi que des frais et indemnités de toute nature qui en seraient la conséquence ;

b) des mêmes Risques de responsabilité civile leur incombant, et résultant des accidents dont leurs membres actifs ou des tiers seraient victimes, et ce, dans les conditions particulières, et les limites maxima fixées par leur police ;

2° accidents :

des indemnités, dommages, rentes et frais généralement quelconques qui seraient dus pour accidents corporels survenus aux élèves ou membres actifs, aux membres adhérents, préposés ou surveillants, et ce, jusqu'à concurrence des maxima fixés au titre 2 de l'article 19.

.....

Il est, en outre, formellement stipulé que, dans tous les cas, toute action engagée, ou toute démarche entreprise en dehors de la Société, la dégage entièrement de toutes responsabilités.

L'organisation administrative de la Société

Cette organisation a servi de modèle lors de la constitution des deux Mutuelles précédentes. Afin d'éviter les redites, nous ne noterons ici que les particularités propres à la Société après la fusion de 1924. Ces particularités sont relatives aux organes

essentiels : le Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale.

1° Le Conseil d'Administration

La Société est gérée par un Conseil de 15 membres, nommés tous les 3 ans par l'Assemblée Générale, renouvelables chaque année par tiers et rééligibles indéfiniment.

Au renouvellement de chaque exercice social, il nomme dans son sein : un Président, deux vice-présidents et un secrétaire.

Ce Conseil, composé en grande partie de Directeurs et Instituteurs honoraires de la région parisienne, présidé par M. Hennequin, Président-directeur depuis sa fondation, assure la bonne marche de la Société par des règlements et arrêts, pris après délibération de 10 membres présents, au minimum.

Les fonctions sont, en principe, gratuites ; à part le Président qui a un traitement fixe, les autres membres ont droit à des jetons de présence pour les séances et commissions auxquelles ils assistent.

Traitement et valeur de ces jetons sont fixés par l'Assemblée Générale.

Enfin, tout membre est responsable de son mandat, mais il ne contracte aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la Société. Une absence, non motivée de trois mois consécutifs, le répute démissionnaire.

Ce premier rouage est complété par une création importante, contemporaine de la fusion :

L'Assemblée Générale

Cette Assemblée est composée de la généralité des sociétaires. Chaque membre peut représenter 500 Collègues au maximum.

Tous les ans, en février, sous la présidence de M. Hennequin, l'Assemblée prend connaissance de l'ensemble des opérations du Conseil, vérifie et statue sur tous les intérêts sociaux. Ses résolutions sont valablement prises à la majorité des voix du quart des membres au minimum.

Cette Assemblée remplace le Conseil Général qui représentait jusqu'à cette date la Société. Les délibérations de ce Conseil, composé de 100 membres, à raison d'un délégué par département ou groupe de départements réunissant plus de 25 sociétaires, nécessitait la présence de 45 membres.

L'amélioration est certaine ; elle permet à chaque sociétaire d'assister à l'Assemblée et solutionne habilement le problème de la répartition des sièges, anciennement réservés aux délégués départementaux de l' « Enseignement » et du « Soutien Laïque ».

Dans cette conception, pas d'Amicale, de Comités cantonaux ou régionaux, mais une organisation unique, centralisée à Paris qui s'harmonise avec un système financier bien étudié, résultant des dispositions suivantes.

L'organisation financière de la Société

Sont à la charge de la Société, pour faire l'objet des contributions sociales, les frais et indemnités

qui sont les conséquences des accidents, démarches et actions diverses ou dépenses quelconques, judiciaires ou amiables et, en général, toutes les dépenses d'administration ou de gestion ne pouvant dépasser 25 % du maximum de la cotisation fixée par la police.

Pour faire face à ces charges, indépendamment du droit d'entrée de 1 franc et des frais de police, chaque adhérent doit verser annuellement et d'avance une cotisation fixée aux présents statuts.

La contribution des élèves et des membres actifs est perçue par les contractants et transmise à la Société globalement avec état justificatif.

Cotisations et contributions sont fixées par le tarif suivant (1936).

CONTRIBUTION ANNUELLE

Resp. Civile	Accidents	
	Elèves	
8 fr.	Jusqu'à 13 ans	Au-dessus de 18 ans
8 fr.	13 ans	18 ans
1 fr.	pour chacun	
2 fr.		
EXTERNES		
10 fr.	5 fr.	8 fr.
20 fr.		12 fr.
INTERNES		
8 fr.	ou fréquentant un atelier	
10 fr.	8 fr.	12 fr.
8 fr.		15 fr.
5 fr.	Instituteurs, Institutrices,	
8 fr.	Professeurs etc., de 25 à 40 fr.	
25 fr.		
Elèves et Membres actifs		
pour 100	pour chacun	
20 fr.	8 fr.	12 fr.
30 fr.	15 fr.	20 fr.
25 fr.	2 fr.	4 fr.
10 fr.	0 fr. 50	1 fr.
5 fr.	1 fr.	1 fr. 50
		2 fr.
		1 fr.
		1 fr.

I. — ENSEIGNEMENT PUBLIC

1. **Institutrices, Instituteurs** chargés d'école ou de classe.....
2. **Directrices et Directeurs** chargés de classe:
Pour leur classe personnelle.....
3. **Directrices et Directeurs** déchargés de l'Ecole:
Pour chaque classe de l'Ecole (minimum 6 classes).....
4. **Lycées et Collèges, Ecoles normales, Ecoles primaires supérieures, Ecoles pratiques et diverses** relevant des différents ministères:
a) **Proviseurs, Censeurs, Directrices, Directeurs, Sous-Directeurs, Ingénieurs, Chefs de Travaux, Surveillants généraux ou assimilés:**
Pour 100 élèves: Internes (minimum 50).....
b) **Professeurs, Chefs et Sous-Chefs d'ateliers, Contremaitres, Répétiteurs, Répétitrices, Surveillantes, Surveillants, Maîtresses ou Maîtres internes ou assimilés**.....
5. **Professeurs d'Educat. phys., d'Enseign. ménager, Assistantes d'hygiène, etc.**.....
6. **Supplément** pour chaque Atelier mécanique avec force motrice.....
7. **Membres de l'Enseignement**, proposés ou surveillants, chaque service.....
8. **Expériences et manipulations scientifiques, travaux pratiques**.....
9. **Surveillance des garderies du jeudi, Centre d'éducation physique, etc.**.....

II. — ŒUVRES CONTINUANT L'ACTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PUBLIC

- Amicales d'Elèves ou d'Anciens Elèves, Patronages, Cercles, Mutualités scolaires, Sociétés ou Cours d'enseignement divers, Communes, Caisses des Ecoles:**
- a) **Reunions ordinaires, cours, causeries, conférences, séances de cinéma, bals, soirées, fêtes diverses, jeux ordinaires et éducation physique sans sport, cantines, garderies du jeudi**.....
 - b) **Education physique avec pratique de tous les sports**.....
 - c) **Colonies scolaires, Orphelinat, etc., comprenant l'internat et déplacements divers, par mois**.....
- Excursions, visites d'Etablissements industriels ou analogues, pédestres ou en transports publics normaux, pour chaque (minimum 5), Les mêmes mais en autocars**.....
- Cette contribution est applicable à toute sortie.
- Préposés à la surveillance pour chaque service.**
- Toute contribution pour **Risques de Responsabilité civile** est comptée au minimum pour 100 et au delà par fractions de 25 élèves ou membres actifs.
- Toute cotisation pour **Accidents** est comptée pour le nombre approximatif ou exact des élèves ou membres actifs.
- Remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques.**

En cas d'insuffisance des ressources annuelles, pour faire face aux sinistres en cours, il y sera pourvu : 1° par un appel complémentaire de contribution sur la cotisation maximum fixée par la police dans les limites données par l'Assemblée Générale ; 2° par un prélèvement sur le fonds de réserve qui ne pourra dépasser la moitié de ce fonds.

Le paiement de toutes ces recettes est garanti suivant les modes coercitifs que nous avons vus en étudiant le fonctionnement de l'Union Solidariste Universitaire et par la signature de la police que voici :

N°
Effet du
Cotisation annuelle : 8.» / 16.»

Département de
Arrondissement de
Canton de

POLICE

M...

Profession :

Domicile :

a, par son acte d'adhésion en date du...

déclaré placer sous la garantie de la Société L'ENSEIGNEMENT, aux conditions générales de ses statuts, ses responsabilités découlant des Risques ci-après énumérés, situés...

RISQUES ASSURÉS

Contribu-
tion an-
Tarif nuelle

1° *Responsabilité civile.* — La présente garantit l... contractant... contre tous les risques de la Responsabilité civile visée par les statuts : Articles 1^{er} et 5 (a et b), 7 et 19, parag. 1^{er}, découlant de la totalité de ses services scolaires, pendant que ses élèves sont sous sa surveillance. Il ne donne droit, aux victimes d'accidents, qu'aux indemnités fixées judiciairement.

Une classe personnelle et surveillances générales....

8 » 8 »

2° *Accidents aux élèves.* — Elle garantit aussi contre leurs accidents l... élève... admis à l'assurance conformément aux paragraphes 2 des articles 5, 7 et 19 des statuts

3° *Accidents personnels.* — Elle l... garantit encore contre les accidents dont ... pourrait être personnellement victime, conformément aux paragraphes 2 des articles 5, 7 et 19 des statuts

4° *Diffamation.* — Elle l... garantit, en outre, contre les Risques de la Diffamation, se rapportant strictement à sa profession, et de l'Atteinte à ses Drois Professionnels et Corporatifs, conformément aux paragraphes : 5 de l'article premier, C de l'art. 5, et 3 de l'art. 7 des statuts

Il est expressément stipulé que toute action engagée ou toute démarche faite en dehors de la Société, la dégage de toutes responsabilités

Contribution annuelle	8 »
Droit d'entrée	1 »
Police	2 »
Taxes fiscales	0 80
Timbres d'acquit, d'affranchissement et divers	1 65
Bulletin	2 »

Total de la Contribution de 1^{re} année..... 15 45

Le Conseil d'Administration, dans sa Séance du, conformément à l'article 10 des Statuts de la Société, et vu l'acte d'adhésion, a admis comme sociétaire M à partir du mil neuf cent à midi, pour la durée de la Société, et moyennant une cotisation annuelle maximum de SEIZE FRANCS sur laquelle il ne sera perçu qu'une contribution, payable chaque année, de HUIT FRANCS, augmentée des taxes fiscales et diverses, sauf décision de l'Assemblée Générale, conformément à l'article 23 des Statuts.

Un exemplaire contenant le texte entier des statuts a été remis au Sociétaire.

Paris, le

mil neuf cent

Vu : Un Administrateur,

L'Assuré

Le Président-Directeur,

Règlement des Sinistres

Pour la Responsabilité civile, la Société paie la totalité des frais, indemnités et dommages et intérêts, généralement quelconques, auxquels les sociétaires auront été condamnés ou ceux accordés à l'amiable aux victimes.

La garantie de la Société est donc illimitée.

En cas d'accidents, les membres adhérents, préposés ou surveillants accidentés, le père, la mère, le tuteur de tout enfant, élève ou membre actif victime d'un accident, assuré, pouvant prétendre à une réparation du dommage subi, auront droit, sauf stipulations particulières de leurs polices :

1° En cas d'incapacité temporaire de 4 à 100 jours au maximum ;

a) à une indemnité journalière : 1° pour les élèves et membres actifs jusqu'à 13 ans révolus, 5 fr. ; de 13 à 18 ans, 8 fr. ; au-dessus de 18 ans, 10 francs ;

2° pour les membres adhérents (Instituteurs, Institutrices, Professeurs, Administrateurs préposés ou surveillants), 15 fr. ;

b) au remboursement, au tarif des accidents du travail, des frais médicaux, pharmaceutiques ou d'hospitalisation ;

c) à une rente calculée sur les bases ci-après et réductible suivant le degré d'incapacité subie par la victime ;

2° En cas d'incapacité absolue permanente :

à une rente de 500, 800, 1.500, 2.500 francs au maximum, suivant les catégories mentionnées.

En cas d'incapacité temporaire, à une indemnité égale au capital nécessaire à constituer ces rentes.

En cas de mort, il est alloué des frais de funérailles de 400, 600, 800, 1.000 francs, suivant les mêmes catégories.

Afin d'éviter les abus possibles, la Société se réserve, à toute époque, le droit de faire procéder à une enquête médicale afin de fixer l'état d'incapacité de la victime et de demander la réduction de la rente en cas d'amélioration notable et constante de cet état.

Telles sont les grandes lignes du fonctionnement de cette Mutuelle.

En résumé, l'« Enseignement » pratique : 1° l'assurance du personnel enseignant pour les risques de la responsabilité civile et leur procure une indemnité journalière ou une rente viagère en cas d'accident corporel personnel.

2° l'assurance des administrateurs, surveillants, préposés des œuvres post-scolaires suivant les mêmes modalités ;

3° l'assurance des élèves, soit par ces œuvres, soit par leur propre famille, par combinaison des principes de la Mutualité scolaire (Livret familial en cas d'assurance par la famille) et des principales dispositions de la législation sur les accidents du travail (indemnités, rente).

Une telle organisation, complétée par une gestion financière saine et rigoureuse, ne pouvait donner que d'excellents résultats. Ceux-ci obtenus, après la fusion surtout, par la spécialisation de la Société dans l'assurance des œuvres d'après l'école, dénotent une nouvelle vitalité de l'« Enseignement ».

Ses extensions opportunes ont, d'ailleurs, donné les résultats suivants :

Adhésions enregistrées

31 décembre 1897..	280	31 décembre 1910..	8.130
31 décembre 1898..	436	31 décembre 1920..	18.202
31 décembre 1899..	667	31 décembre 1930..	35.580
31 décembre 1900..	850	31 décembre 1936..	45.000

Fonds de réserve

1897.....	800 fr.	1920.....	66.000 fr.
1900.....	2.000 fr.	1929.....	160.500 fr.
1910.....	35.000 fr.	1936.....	300.000 fr.

Risques soldés

1901.....	200 fr.	1932.....	757.000 fr.
1920.....	125.000 fr.	1934.....	780.000 fr.
1930.....	600.000 fr.	1936.....	850.000 fr.

Ces chiffres terminent l'étude de l'Assurance-personnel. Nous pouvons dresser maintenant une sorte de bilan général des résultats acquis.

Constatations d'ensemble

Ces Mutuelles n'ont pas supprimé la responsabilité civile des membres de l'Enseignement ; par les diverses garanties que chacune d'elles apporte à ses membres, elles en ont atténué les effets pécuniaires en cas de condamnation.

Cet accroissement de sécurité s'est, d'ailleurs, répercuté dans les familles. Les parents sont aujourd'hui, moralement certains d'être toujours indem-

nisés, en cas d'accidents survenus à leurs enfants, soit par l'Etat, soit par l'Instituteur en cas de faute personnelle de sa part.

Même en présence de cas fortuits ou de force majeure pour lesquels l'Etat ou le Corps enseignant n'ont aucune responsabilité, les parents prévoyants trouvent auprès des Instituteurs la sécurité désirable. L'« Enseignement », par son Assurance-élèves, les « Autonomes » avec leur nouvelle création, que nous étudierons plus loin, les Mutuelles-accidents-élèves, leur procurent, dans tous les cas d'accidents, d'ailleurs, soit le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques, soit une indemnité journalière ou forfaitaire, ou une rente viagère.

Sécurité totale des maîtres et des parents, telle sera notre première constatation.

Ces organismes corporatifs présentent au point de vue matériel et professionnel d'autres avantages positifs. Gérés par les intéressés eux-mêmes, ils sont aptes à défendre avec plus d'efficacité les intérêts du Corps enseignant.

La gratuité des fonctions, même avec la restriction des jetons de présence, l'inexistence d'actionnaires permettent de réduire les charges sociales, de constituer un fonds de réserve important et de consacrer la majeure partie des recettes au paiement des indemnités et dommages et intérêts alloués aux victimes par les tribunaux.

En cas d'accident, le maître poursuivi est certain de n'être jamais abandonné; de trouver l'appui moral et financier sans se voir opposer de nombreuses déchéances ; les rares, qui existent dans les sta-

tuts, ne sont que des mesures comminatoires que l'on n'applique jamais en pratique si la situation ainsi sanctionnée vient à se produire. La déclaration d'accident en temps utile fait jouer le droit à garantie.

Même dans l'organisation autonomiste, où certains articles des statuts laissent place au problème des défaillances possibles de l'autonomie, l'adhérent a un droit qu'il tient de la police collective. Ce droit s'exerce automatiquement ; toute défaillance dans la défense de l'assuré n'est, ici, pas à craindre.

Le rôle principal est tenu par la Mutuelle. En dehors des fonctions précises du Président, l'Autonome a abandonné toutes ses prérogatives en cas d'accident. C'est la Mutuelle qui, en appliquant ses statuts avec largesse d'esprit, d'ailleurs, décide du sort de l'assuré et de la conduite du procès.

De tels avantages compensent amplement les inconvénients rencontrés au cours de notre étude et le Corps enseignant l'a bien compris.

Dans l'Enseignement primaire, presque la totalité du personnel est répartie entre trois Mutuelles : la « Nationale Universitaire », l'« Enseignement », l'« Union Solidariste Universitaire ».

Le personnel des Lycées et Collèges est partagé entre ces Mutuelles et les Compagnies privées auxquelles ont fait appel leurs syndicats.

Par esprit d'indépendance, les Secondaires ont cherché, au prix de discussions, tractations et tribulations nombreuses, des avantages relatifs que des organismes corporatifs leur procuraient, sans réserve, avec une expérience de 25 à 40 ans.

Ce succès passager donné à des Compagnies privées n'a pas entamé le bloc défensif créé par les « Primaires ». Bien au contraire, nous verrons plus tard, dans la question de l'Assurance-accidents-élèves, un courant en faveur des Mutualités-accidents-élèves créées par les Autonomes.

Actuellement, le triomphe de l'esprit mutualiste, au sein d'organes corporatifs, est indéniable. Le Corps enseignant doit continuer l'œuvre qu'il mène à bien depuis quarante ans. La lutte n'est pas achevée ; bien des surprises sont encore à craindre.

L'avenir nous dira si nous avons été clairvoyants.

SECTION II

L'ASSURANCE-ELÈVES

Leur sécurité étant obtenue grâce aux Autonomes et à l'Union Solidariste, les Instituteurs Autonomistes pensèrent à l'enfant victime d'accidents scolaires.

La création des Mutualités-accidents-élèves fut la réalisation de cette pensée généreuse.

A l'enfant, doublement victime : immédiatement, dans sa chair, plus tard, dans son avenir, étant diminué physiquement, les Mutualités lui ont apporté des soins nécessaires, prodigués immédiatement par des praticiens qualifiés.

Dans cette création, les fondateurs avaient eu pour guides : le « Soutien Laïque » et l'Assurance-élèves dans les Lycées.

Ayant déjà étudié la création de l'« Enseignement », nos précisions nouvelles porteront, maintenant, sur l'Assurance-élèves dans les Lycées et le mécanisme des Mutualités-accidents-élèves.

L'Assurance-accidents-élèves dans les Lycées

Dès 1907, le problème de l'assurance des élèves s'était posé dans les Lycées. En 1911, sollicité sur cette question, le Ministre de l'Instruction Publique

rejetait le principe même de l'assurance après un avis du Comité contentieux.

Voici cet avis :

Avis du Comité contentieux concernant les Assurances des Lycées nationaux contre les accidents survenus aux élèves pendant les heures de présence dans l'Etablissement.

Du 11 juillet 1911.

Considérant la loi du 17 floréal an X, l'arrêté du 21 prairial an XI, de l'ordonnance du 2 avril 1817, de la loi de Finances du 2 août 1850, et enfin du décret du 31 mai 1902, décide que : les Lycées, étant des personnes civiles, pourraient par l'intermédiaire du proviseur, contracter une assurance contre les accidents, légalement.

Mais, considérant que la loi du 20 juillet 1899 a laissé subsister la réparation des dommages résultant d'une faute personnelle, dans les termes des articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal, à la charge des maîtres et professeurs.

Donc que, dans les deux cas, le Lycée n'a aucun intérêt à s'assurer, n'étant jamais responsable.

Qu'il serait contraire à l'équité et au droit de mettre à la charge des familles un paiement de prime qui aurait pour but d'exonérer l'Etat et les maîtres dans des cas où ils sont responsables.

Qu'aucun moyen légal ne peut forcer les familles à payer les primes et accepter cette substitution de responsabilité.

Que les polices proposées disposant que la Compagnie doit remplacer l'Etat pour défendre à toutes les actions à lui intentées devant les Tribunaux civils en cas d'accidents, c'est permettre à l'Etat de renoncer à faire trancher ses litiges par les Tribunaux administratifs à son gré.

Que cette pratique des contrats d'assurances, vu le nombre minime d'accidents, serait de nature à diminuer la confiance des familles. Les familles peuvent croire à un relâchement de la surveillance et accuser l'administration du Lycée d'avoir le souci de la mettre en garde plus contre les conséquences que contre les accidents eux-mêmes.

« Estime qu'il n'y a pas lieu pour les Lycées d'accepter les propositions qui leur ont été faites par un certain nombre de Compagnies d'Assurances.

Cette situation dura jusqu'à l'après-guerre. En avril 1919, rompant avec cette doctrine, le Ministre ordonnait l'assurance des Associations sportives scolaires. Cette première brèche devait être achevée en 1923, par M. Léon Bérard.

La Circulaire Léon Bérard

Dans une circulaire du 23 juin 1923, le Ministre admettait nettement le principe de l'assurance en ces termes :

« J'ai été saisi, à diverses reprises, de demandes
« tendant à étendre ces Assurances à tous nos élè-
« ves, pour tout accident, pendant le temps où ils
« sont soumis à la surveillance de l'Etablissement
« auquel ils appartiennent. Un courant d'opinion de
« plus en plus grand se manifeste en ce sens, tant
« de la part des Chefs d'Etablissements que de celle
« de parents d'élèves.

« J'ai décidé d'approuver le principe de ces
« Assurances. »

Le Ministre, dans cette longue circulaire posait ensuite les bases premières des contrats à intervenir. Ces contrats devront être passés par les Administrations collégiales et ne seront devenus définitifs qu'après leur approbation par les Conseils d'Administration des Etablissements.

Cette Assurance devra s'appliquer à tous les élèves : pensionnaires, demi-pensionnaires, externes simples et surveillés des Institutions.

« La garantie des Compagnies devra donc
« s'étendre à tous les exercices de la vie scolaire,

« aussi bien hors du Lycée que dans l'Etablissement
« et comprendre tous les risques d'accidents et de
« dommages, de quelque nature qu'ils soient... cou-
« vrir, en un mot, toutes les responsabilités qui
« pourraient éventuellement être mises en cause...

« Indépendamment des indemnités prévues au
« contrat pour chaque nature d'accidents, les Com-
« pagnies devront, dans tous les cas, s'engager à
« prendre à leur charge les frais médicaux, phar-
« maceutiques.

« Dans les renseignements qui m'ont été four-
« nis, les Compagnies, pratiquant ce genre d'Assu-
« rances, demanderaient une prime minime, à rai-
« son du grand nombre des adhérents. Cette prime
« sera perçue sur les familles, en une seule fois, au
« début de l'année scolaire. »

Telle était l'organisation première posée par le Ministre. Cette organisation était l'émanation directe d'un projet de contrat soumis à M. Bérard par la Compagnie anonyme « la Préservatrice ».

Dès la parution de la circulaire, un courtier de cette Compagnie visitait les Chefs d'Etablissements. Mettant en relief l'intention du Ministre et le rôle joué par la Compagnie dans cette détermination, l'agent de la « Préservatrice » enlevait les premières promesses de contrats.

Cependant, l'Académie de Paris, avec prudence, mettait en garde les Chefs d'Etablissements contre tant de hâte et les invitait à se renseigner avant la signature de tout contrat.

De plus, le Recteur chargeait les Assureurs-

Conseils de l'Université (1) d'examiner la question pour beaucoup d'Etablissements.

Le premier moment de surprise passé, certains Proviseurs et Principaux refusèrent d'accepter la proposition de la Compagnie. Cette résistance imprévue retardait la mise en application de la nouvelle assurance, fixée par le Ministre, en principe, au 1^{er} octobre 1923.

Les Conseils d'Administration, désorganisés par l'arrivée des grandes vacances, n'étudièrent la proposition qu'après la rentrée, au cours du premier trimestre scolaire.

L'étude se révéla fructueuse et fut diversement accueillie.

L'accueil réservé à ce projet par les intéressés

1° chez le personnel enseignant :

L'étude de la proposition ministérielle et du projet de Police, par les Conseils d'Administration, provoqua de la part des Professeurs de vives critiques. Certaines de ces critiques sont mises en évidence, avec clarté, par M. Fedel, dans un rapport présenté à la Commission exécutive de la Fédération des Professeurs de Lycées.

Le rapporteur mettait en garde contre les dangers présentés par le projet pour les familles, le Lycée et le personnel enseignant.

Pour les familles, afin d'obtenir leur adhésion, « le projet fait, disait-il, miroiter à leurs yeux l'espoir, qu'en cas d'accident, elles toucheront toutes

(1) MM. Marlae François et Haag, rue de Liège, Paris.

« sortes de frais divers et on leur fait croire qu'elles
« sont assurées directement ; c'est une erreur. C'est
« le Lycée qui est assuré, c'est avec lui que la police
« est conclus. Le lycée est une personne morale...
« distincte des Professeurs et des familles.

« L'assurance ne jouera que si le Lycée est
« condamné. La famille devra actionner le Lycée
« qui se retournera contre la Compagnie. Ces Assu-
« rances ne confèrent pas aux familles un droit nou-
« veau. Elles ne toucheront pas plus qu'elles ne
« touchent actuellement. Elles seront toujours obli-
« gées d'actionner le Lycée. En d'autres termes, les
« familles devront payer une prime annuelle de
« 4 francs pour garantir la sécurité du Lycée. »

Pour le Lycée, M. Fedel posait cette question :

« Le Lycée sera-t-il à l'abri de toute inquié-
tude ? »

En prenant pour base minimum une police assurant 1.000 élèves. Le rapporteur, sans hésiter, répond : non.

« Qu'arrivera-t-il, se demande M. Fedel, au cas où la majorité des familles, après avoir versé, refuseraient de continuer leur versement ? »

D'après lui, cette situation est pleine d'aléas pour le Lycée et l'Etat. En effet, le Lycée étant engagé pour 10 ans, son budget ne prévoit pas de fonds spéciaux affectés aux assurances.

Sans doute, le deuxième Bureau du Ministère interviendra et donnera l'ordre de payer sur les fonds de réserve.

D'où déficit du budget du Lycée.

Si les familles averties se dérobent définitive-

ment à leur devoir, en fin de compte, ce déficit retombera sur l'État, puisque l'État doit compléter les insuffisances de recettes.

Et M. Fedel de conclure : « à partir de ce moment, tout se passe comme si l'État contractait des assurances ». Or, on sait que cela est contraire à la doctrine du Contentieux qui veut que l'État soit son propre assureur.

Quant au personnel enseignant, sa situation, pense le rapporteur, n'est pas plus enviable.

En cas de condamnation du Lycée, la Compagnie, appelée en garantie, invoquera pour se dégager la faute des Professeurs ou des Surveillants.

« En fait, vue du côté Personnel, l'assurance se présente comme une opération qui interposerait entre les Lycées et le Personnel une Compagnie ayant intérêt à poursuivre ce dernier.

« Sans doute la Compagnie dit dans les polices, ou plutôt dans certaines polices (car le libellé n'est point le même dans tous les Lycées), qu'elle garantit même les fautes inexcusables. Mais cela veut dire qu'elle paiera et non pas qu'elle renonce au droit de se faire rembourser.

« Même en supposant qu'elle renonce à ce droit en cas de faute lourde, reste à savoir si cette renonciation a une valeur légale et si elle ne rentre pas dans la catégorie des clauses immorales ou illicites.

« La loi prévoit, en effet, que la faute lourde entraîne la responsabilité personnelle et on doit se demander si un contrat privé peut mettre en échec une disposition législative. »

Telles sont ces critiques, acceptons-les en bloc et sans commentaires, pour ce qu'elles valent. C'est le résultat que nous voulons enregistrer.

Ce rapport, comme il fallait s'y attendre, provoqua dans le Personnel enseignant un ressaisissement immédiat. La Fédération des Lycées étudia sérieusement toutes les conditions des diverses polices.

Profitant de l'occasion, la Commission exécutive fit inscrire dans une police-type, acceptée par la Fédération des Associations de parents d'élèves, des garanties substantielles en faveur de ses membres. La Compagnie, après discussion, accepta finalement.

Ce résultat était l'amorce première du contrat (2) spécial de 1934, consenti au Syndicat et du rapprochement progressif du personnel des Lycées et des familles.

Dans les Associations de Parents d'Elèves

Dans ces Associations, l'unanimité est à peu près réalisée sur le principe de l'assurance, avec prime payée par les parents. Cependant, on remarque dans le groupe des dissidents l'Association de Calais. Cette Association puissante a résumé dans un avis de son Comité, mars 1923, tous les principaux arguments que l'on peut opposer comme contre-partie aux partisans de l'assurance.

Les termes de cet avis, repris par les délégués de Calais au Congrès de mai 1923, provoquèrent un débat général à la fin duquel le principe de l'assu-

(2) Qui d'ailleurs contient en partie les garanties de cette police et auquel nous nous permettons de renvoyer.

rance est sorti vainqueur. C'est pourquoi nous croyons devoir reproduire ce texte.

Association de Calais. Avis du Comité (3)

« I. — Les parents d'élèves estiment que l'Administration des Lycées et des Collèges doit continuer d'être tenue pour responsable de tous accidents quelconques qui surviendraient aux élèves, si ces accidents sont imputables à une surveillance insuffisante. Il tombe sous le sens que le fait de confier des enfants à un Etablissement d'Enseignement comporte la certitude que ceux-ci seront surveillés dans leur vie scolaire comme ils le seraient par un bon père de famille.

« II. — Notre Association estime qu'il n'y a lieu d'encourager aucune mesure qui tendrait à diminuer chez les personnes chargées de la surveillance des enfants le sentiment et le souci de leur responsabilité.

« III. — En aucun cas, les parents ne doivent avoir à payer de prime d'assurance pour les risques encourus par leurs enfants dans les conditions prévues par la note de la Compagnie la « Préservatrice ». Il semble même immoral de leur demander de participer à ces frais : une pareille organisation étant de nature à rendre les accidents plus nombreux. »

Mais si l'unanimité était presque réalisée sur le principe, il n'en était pas de même sur les conditions d'application de cette assurance.

(3) Familles et Lycée n° avril 1923, page 13.

Toutes les Associations, reconnaissant l'utilité d'une étude approfondie, demandent le maintien de la responsabilité de l'Etat et du Personnel, proposent diverses conditions d'applications à noter.

C'est ainsi que Paris (rive gauche) (3) demande tout en admettant la garantie dans les cas où la responsabilité incombe à l'Etat, que cette assurance joue au cas où l'enfant, en tant qu'élève, est victime ou auteur de l'accident, quels que fussent le lieu et les circonstances.

D'après cette Association, la garantie doit également s'appliquer aux voyages scolaires organisés pendant les vacances par les Associations ou par les membres de l'Enseignement avec leur concours ou leur autorisation.

Philippeville (4) accepte l'assurance pour tous les accidents survenus en dehors du Lycée, mais se rattachant à une obligation scolaire ou péri-scolaire.

Quant à Valence, l'Association se demande quels sont les accidents couverts. L'assurance, pense-t-elle, ne peut avoir de valeur que dans les cas où ne joue pas la garantie de l'Etat, c'est-à-dire : cas fortuit, force majeure, enfant blessé par lui-même, ou ayant blessé son maître, et doit être personnellement passée entre la famille et la Compagnie.

Tous ces avis divers risquaient de diviser les efforts en présence d'une Compagnie puissante et

Séance 22 avril 1923. Familles et Lycée, n° juill. 23, p. 11.

Séance 22 mars 1923.

(4) Séance 22 avril 1923. Familles et Lycée, n° juillet 23, p. 11.

avertie des aléas de la vie scolaire. Aussi la question des Assurances fut-elle inscrite à l'ordre du jour du Congrès de Paris, 6 mai 1923.

Les résultats du Congrès de la Fédération

A ce Congrès, toutes les Associations présentes, moins trois, se déclarèrent partisans du principe de l'Assurance contractée par le Ministre moyennant une prime minime. Toutes ces adhésions étaient subordonnées aux termes et conditions du contrat à intervenir.

Dans sa résolution finale, le Congrès demandait l'admission du principe de l'assurance facultative pour les familles, et son application aux accidents survenus au cours de visites, excursions instructives organisées par les Lycées ou les Associations.

Se conformant au vœu du Congrès, le Bureau de la Fédération transmet au Ministre le compte rendu. Le Ministre, soucieux des prérogatives de l'Administration des Lycées, laissa celle-ci discuter avec la Compagnie.

Les clauses principales des Polices

Plusieurs Compagnies firent des propositions. Les Lycées et Collèges signèrent des polices contenant surtout les desiderata de la Fédération des Professeurs de Lycées.

Sous l'apparence trompeuse d'une garantie de 100.000 francs par victime et 200.000 francs par sinistre, les risques les plus graves, dégâts matériels causés par l'incendie, dommages corporels

résultant de sévices ou mauvais traitements étaient soigneusement exclus. Une clause expresse réservait à la Compagnie l'action que les parents auraient pu exercer contre l'Etat. Grâce à cette stipulation et au jeu de la loi du 20 juillet 1899, l'assureur parvenait à se faire rembourser presque toutes les sommes qu'il avait été tenu de verser. Dans ce cas, l'encaissement d'une prime constituait pour lui un bénéfice net.

Cet état de choses devait durer jusqu'en 1929.

*L'opposition de la Cour des Comptes
Les circulaires Marraud et Roustan*

En 1929, la Cour ayant, par voie de référé, fait les plus expresses réserves au sujet du régime ainsi instauré, ces objections parurent assez fortes au Ministre de l'Instruction publique, M. Marraud, pour le décider à modifier ce système.

Une circulaire du 8 janvier 1930 invita les chefs d'Etablissements à ne pas renouveler les contrats en cours. L'Administration cessa, tout au moins ouvertement, d'intervenir dans un domaine étranger à ses attributions.

Cependant, cette circulaire prenait soin de suggérer un moyen détourné qui, en fait, permettait de continuer à appliquer la police.

Le Ministre déclarait ne voir « aucun inconvénient à ce » que l'Association des parents d'élèves ou la Fédération de ces Associations ou toutes autres Sociétés qui se constitueraient prennent à leur compte les assurances dans les Lycées et Collèges.

La Fédération des Associations de parents

d'élèves accepta l'offre ministérielle et commença l'élaboration d'une nouvelle police-type.

Jugeant que satisfaction ne lui était pas donnée, la Cour des Comptes, la même année, dans un rapport public au Président de la République, réitéra son opposition.

Dans son rapport, la Cour critique assez sévèrement l'application de la circulaire Bérard. En se référant à une « Jurisprudence constante », elle déclare que la loi du 20 juillet 1899 a donné aux familles des recours susceptibles de les garantir contre les conséquences pécuniaires des accidents.

La Cour s'attaque ensuite aux clauses des polices, terminant sur ces phrases : « Rien n'autorise à
« croire qu'il sera procédé à une sérieuse révision
« des clauses les plus critiquables des contrats en
« cours et que la prime sera réduite de manière à
« être proportionnelle aux conséquences possibles
« de cas fortuits, lesquels demeurent seuls à la
« charge des familles. Dans ces conditions, la Cour
« ne peut que s'étonner de l'insistance mise par
« l'administration à maintenir indirectement et
« sans aucun amendement un régime dépourvu de
« fondement juridique et dont l'expérience a relevé
« le caractère illusoire dans presque tous les cas. »

Ces nouvelles critiques eurent, il fallait s'y attendre, une répercussion assez fâcheuse.

Le 8 juillet 1931 paraissait la circulaire impérative du Ministre : M. Mario Roustan.

Dans cette circulaire, un ordre était donné aux chefs d'Etablissements et à tout le personnel :

« Pas plus que les autres fonctionnaires, disait-

« elle, ne doivent prêter leur concours aux familles
« et aux groupements qui désireraient contracter
« des assurances.

« Je dois, à cette occasion, rappeler les Instruc-
« tions générales du 30 janvier 1930 et 10 janvier
« 1931 qui interdisent de donner ou de communi-
« quer à quiconque les listes des élèves et de leurs
« familles. »

Professeurs et Fédération des Associations de parents d'élèves protestèrent énergiquement contre cette mise en demeure de rupture entre les familles et l'Administration des Lycées.

Malgré une demande formelle, le Ministre ne revint pas sur sa décision. La Fédération fut dans l'obligation d'élaborer une nouvelle police. Moyennant une sérieuse augmentation des primes, les Compagnies, afin de rallier les suffrages, consentirent des garanties nombreuses : notamment les voyages et l'alpinisme.

Le Ministre, sans abandonner son attitude, reprit l'affaire en main. Dès 1931, il adapta un projet de M. Allardi, Maire du 19^e arrondissement de Paris, relatif aux assurances des Ecoles primaires de la Seine. Il mit aussi à l'étude un autre projet comportant la création d'une Mutuelle en faveur des élèves et des Lycées et Collèges.

Aujourd'hui, ces initiatives sont largement primées par la réalisation officielle des Autonomes :

les Mutualités accidents-élèves.

*L'Assurance-accidents-élèves
dans l'Enseignement Primaire*

L'idée n'est pas nouvelle pour l'Enseignement primaire. Après la création fructueuse du « Soutien Laïque » par la Société « l'Enseignement », les Autonomes s'en sont occupées depuis plusieurs années.

Déjà en 1928, M. Blanc avait établi un rapport à ce sujet. Le Congrès de la Fédération des Autonomes à Reims avait voté le principe de l'assurance-élèves des écoles de l'Enseignement primaire. En 1930, la question était reprise dans un rapport des Alpes-Maritimes et par M. Pilette, Directeur de l'Union Solidariste.

De nombreuses solutions étaient proposées. Ces rapports retenaient comme moyens de création possibles :

1° L'Appel aux Autonomes et à l'Union Solidariste, ou à la Caisse des écoles ;

2° l'Appel à des Sociétés d'Assurances, avec concours financier exclusif des parents ou de la Commune.

A ces projets, déjà dignes d'intérêt, étaient opposées de nouvelles conceptions de MM. Pla (5) et Pilette, rapporteurs.

Au nom des Alpes-Maritimes, M. Pla demandait la création d'une « Caisse-Assurance-élèves » « créée dans chaque école, gérée par le Directeur de l'école et le conseil des maîtres et alimentée par

(5) Président de la Fédération des Autonomes et de l'Autonome des Alpes-Maritimes.

« le produit des fêtes données dans le local scolaire : séances récréatives, de cinéma, de T. S. F.,
« suivies de tombolas ; par les bénéfices des coopératives de vente de fournitures scolaires ; par
« l'aide financière de Caisse de l'école ; par le concours financier des amis de l'école : associations
« d'anciens élèves ou associations de parents
« d'élèves ».

Cependant, dans sa proposition au Congrès, le rapporteur laissait : « libre le Personnel enseignant, « adhérent aux Autonomes, de réaliser cette Assurance-élèves par les moyens les plus propres à en « hâter la réalisation, en particulier par l'assurance « généralisée à tous les élèves d'une Commune par « la Commune elle-même, soit par assurance à une « Société, soit, mieux encore, par un crédit à son « budget, afin de réaliser une indemnité limitée « aux soins, avec maximum, en faveur des élèves « accidentés à l'école ou dans des services scolaires « surveillés par les maîtres. »

Après la circulaire du 8 juillet 1931, M. Pla, tenant compte des observations ministérielles, transformait son projet d'Assurance-élèves en « Assistance-accidents-élèves ».

Cependant, le système proposé par M. Pilette était d'une conception encore plus intéressante.

Ce système prévoyait la réalisation de l'Assurance-élèves par la Mutualité scolaire.

M. Pilette s'appuyait sur un essai probant de la Mutualité scolaire de la circonscription de la Rochelle qui, en modifiant ses statuts, accordent des secours de 50 à 1.000 francs pour tous ses membres blessés à l'école.

La conclusion finale qui s'imposait était de demander aux Administrateurs des petites Cavé de modifier largement les statuts de leur Société et, à titre d'indication, de procéder aux modifications ci-après :

Article 1^{er}. — La Société a pour but : 1^o maladie ; 2^o retraite ; 3^o d'accorder des secours aux sociétaires victimes d'accidents.

Article 6. — Les membres participants, leurs parents ou une collectivité peuvent payer la cotisation spéciale afférente à un ou plusieurs des buts définis à l'art. 1^{er}.

Article 25. — La cotisation minimum est fixée comme suit :

Pour la mutualité-accidents : 1 fr. 25 par an (accidents scolaires).

Le sociétaire qui veut se garantir contre tous les risques d'accident lui survenant à l'école et dans sa famille payera une cotisation double pour le § 3 (mutualité accidents). Le mutualiste interne dans un pensionnat devra toujours verser une cotisation double concernant ce même paragraphe 3.

Article 28. — Après un stage de trois mois, un secours calculé, par part souscrite, à raison de 1 fr. 50 par jour pendant le premier mois et de 0 fr. 75 par jour pendant le mois suivant sera alloué sur sa demande au sociétaire malade ou à ses parents s'il est mineur ; si à l'expiration de ce terme le malade n'est pas rétabli, le bureau décide si l'indemnité doit être continuée, diminuée ou supprimée, selon l'état de la caisse.

Moyennant le paiement de la cotisation minimum prévue au § 3 de l'article 25, le sociétaire sera indemnisé des frais médicaux et pharmaceutiques consécutifs à un accident survenu au cours des œuvres scolaires, péri et post-scolaires ; « le maximum des secours sera de 3.000 francs ; en cas d'accident mortel, un secours de 1.000 sera accordé ».

Moyennant le paiement de la cotisation double pour la mutualité-accidents, le sociétaire sera indemnisé des frais médicaux et pharmaceutiques consécutifs à un accident lui étant survenu à l'école, dans la famille ou au dehors. Le maximum reste fixé à 3.000 francs et le secours décès à 1.000 francs.

Il n'est pas prévu de stage pour la « mutualité-accidents ».

Le Congrès de Paris (1931), en l'absence d'études plus précises et plus au point, s'était rallié à un projet de M. Allardi, Maire du 19^e arrondissement. Ce projet de contrat entre une Compagnie privée et la Caisse des écoles combiné avec l'idée de M. Pilette sera repris en partie par les fondateurs des Mutualités-accidents-élèves.

L'économie de ce projet très long et très détaillé peut être présentée dans la forme schématique suivante :

Projet Allardi

Personnes assurées et nature des accidents garantis.

a) Elèves des deux sexes des Ecoles primaires et maternelles de la Seine, assurés pour les accidents dont ils sont les victimes ou la cause (art. 1^{er}).

b) Personnes également responsables en vertu des articles 1382, 1383, 1384 du Code civil et de la législation actuelle, même en cas de faute lourde ou inexcusable.

A : raison d'accidents corporels ou matériels
y : les élèves assurés ;

z : toute personne quelconque (en cas d'accidents causés par les élèves) ; pendant la vie scolaire intérieure ou extérieure, même en cas de sévices ou mauvais traitements (art. 12^a), d'après la nomenclature suivante :

Caisse des Ecoles, Municipalités, Instituteurs, personnel des écoles, des associations d'anciens élèves et des œuvres et « d'une façon générale de toute
« personne ou groupement participant d'une ma-
« nière quelconque à la vie scolaire ou s'y ratta-
« chant au cas où cette responsabilité civile serait
« engagée ou recherchée à l'occasion des accidents
« garantis par la présente police, même survenus à
« un élève non assuré ou causé par lui (art. 12 b) ».

Réserve de la Police : à condition que le rapport existant entre le nombre des assurés et celui de l'ensemble des élèves soit supérieur à 50 %, non compris les nécessiteux, ou qu'il soit fourni à la Compagnie un aliment de primes égal ou au moins égal.

Sont considérés comme assurés sous la limite de 20 % les enfants nécessiteux désignés par la Caisse des écoles (art. 1^{er}, parag. 2).

Conditions d'application du contrat :

Art. 5 : La garantie de la Compagnie s'exerce dans toute l'étendue de la vie scolaire tant pendant

« l'année scolaire que pour les élèves qui fréquentent l'école de vacances soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des écoles, y compris les cours théoriques et pratiques, interrogations, répétitions, études, examens, concours, travaux de laboratoire, travaux ménagers ou manuels quels qu'ils soient, conduite aux bains-douches, visites d'ateliers, d'usines, de chantiers, de musée ou d'exposition, fêtes scolaires, promenades et séances théâtrales, cinématographiques ou autres, cette liste n'étant pas limitative, à la seule condition que le contrôle, soit de l'Administration, soit de la Municipalité, soit de l'Ecole ou d'Association d'anciens élèves, d'œuvres post-scolaires ou, en général, d'un membre quelconque du personnel enseignant ou d'une personne morale rattachée à l'enseignement.

La garantie est acquise pendant les trajets effectués par les élèves pour se rendre de leur domicile à l'école et pour en revenir, sans qu'aucun itinéraire soit prescrit, pendant une durée maximum d'une demi-heure avant les heures réglementaires d'entrée et après celles de sortie, cette garantie ne s'appliquant que sur les voies publiques ou privées et cessant dès que l'enfant aura franchi le seuil de son domicile.

Il est spécifié, toutefois, que les enfants, âgés de moins de six ans, devront être accompagnés pendant les trajets, la garantie de la Compagnie restant néanmoins acquise dans les cas où la famille intéressée prouverait que cette obligation n'a pu être remplie au jour de l'accident par suite d'un cas de force majeure. »

Garanties (1). En cas d'accidents éprouvés par les élèves.

Chef (a). Indemnités.

En cas de mort : paiement au tuteur légal d'une somme de 500 francs.

En cas d'incapacité permanente totale ou partielle de travail professionnel ou autre : paiement en capital ou en rente d'une somme maximum de 50.000 francs ; paiement du capital entier en cas de perte totale ou impotence fonctionnelle absolue de deux yeux, mains et pieds, ou deux membres différents.

Dans tous les accidents, quelles qu'en soient les conséquences, les frais médicaux, etc., peuvent être payés sur réquisition du tuteur légal.

Ces garanties substantielles sont limitées par quelques restrictions en faveur de la Compagnie :

1° Le montant des sommes prises en charge par la Compagnie est limité à une fois et demie celui résultant des barèmes officiels de la législation sur les accidents en vigueur lors de l'accident.

2° Déduction aux Ascendants bénéficiaires de la loi sur les Assurances sociales des sommes récupérées pour frais médicaux.

Chef (b). Détermination de l'incapacité.

Le degré « d'indemnité » est déterminé selon les taux de la loi du 9 avril 1898, à l'amiable, après examen du médecin de la Compagnie ou expertise contradictoire s'il y a lieu.

En cas d'aggravation ou d'atténuation de l'incapacité permanente, les parties ont le droit de procéder à une revaluation de l'incapacité dans les mêmes formes.

Chef (c). Règlement des indemnités.

1° Paiement immédiat des frais funéraires ;

2° paiement dans le délai d'un mois : a) des frais médicaux, etc. ;

b) des rentes depuis la consolidation de la blessure jusqu'à la mort ou la révision à raison de 5 % du montant de l'indemnité allouée ;

3° en cas de versement d'un capital pour incapacité permanente, achat d'un titre de rente sur l'Etat français, incessible jusqu'à la majorité ou la mort prématurée du bénéficiaire.

B. — *Accidents causés par les élèves* (art. 12 à 16).

La Compagnie qui s'abstient de tout recours contre les personnes ou les groupements, assume une garantie s'exerçant jusqu'à concurrence de :

100.000 francs par victime ;

200.000 francs par accident corporel ;

5.000 francs par accident matériel autre que l'incendie à déduction faite d'une franchise de 50 francs.

Cette garantie est nette, la Compagnie gardant à sa charge les frais de justice et autres.

Formalités et obligations

La déclaration des accidents est faite à la Direction de la Société par :

a) la personne morale qui a la responsabilité de l'enfant au moment de l'accident ;

b) le Directeur d'école ;

c) le tuteur légal.

Dans le délai de 15 jours, sous peine de forclusion, sauf cas de force majeure.

La Caisse des écoles ne peut être astreinte à aucune de ces obligations quant à la déclaration ou au règlement des sinistres.

Obligation de faire une déclaration la plus complète sur les circonstances de l'accident, l'identité des victimes. Obligation pour les familles de donner les renseignements et justifications que la Compagnie peut demander si elles sont à même de les donner et de transmettre toutes pièces utiles au procès.

Durée du contrat. — Paiement des primes.

1° La durée du contrat est d'une année, renouvelable par tacite reconduction, en cas de non-dénonciation avant le 1^{er} juillet ;

2° La Compagnie a le droit de résilier la première année du contrat, quand le montant des sommes payées au titre de sinistres excède 80 % des primes échues depuis l'origine du contrat ;

3° la période de l'assurance commence le 1^{er} octobre. La prime est de 3 fr. 50 par élève ;

4° la garantie est supprimée un mois après la mise en demeure en cas de non-paiement des primes ;

5° les Inspecteurs de la Compagnie ont un droit de contrôle par la consultation des registres matricules des écoles et du registre récapitulatif de la caisse des écoles fixant la prime définitive de l'année.

Tel était le projet Allardi.

Cependant, quelques membres de la Fédération, MM. Despatin d'Oran, Marteron de la Gironde, Salvan du Lot-et-Garonne désiraient autre chose que le recours à une Compagnie privée pour ce service accidents, afin de réduire la prime et conserver les bénéfices aux élèves.

Les premières Mutualités-accidents-élèves

Se mettant alors au travail et de manière à peu près simultanée, les promoteurs de cette idée créèrent deux Mutualités-accidents-élèves en Lot-et-Garonne et en Oranie qui fonctionnèrent officiellement le 1^{er} octobre 1932.

Le tableau ci-dessous nous donne assez exactement le résumé des analogies et des différences de ces premières Mutualités.

Pour le Lot-et-Garonne

1° La Mutualité qui a pour nom : l'Agenaise, est soumise au régime de la loi du 1^{er} avril 1898 ;

2° les primes, à l'origine, de 2 francs, passent de 1 fr. 50 en 1933-1934 à 1 fr. 25 en 1934-1935 par élève. Les primes sont payées par des collectivités, exceptionnellement par les élèves ;

3° la Société assure le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à concurrence de 2.000 francs et garantit une subvention exceptionnelle jusqu'à 20.000 francs en cas de gros accident. Aucune allocation n'est allouée en cas de décès ;

4° la Société est dirigée par un Conseil d'Administration distinct de l'Autonome départementale.

Pour l'Oranie

1° La Mutualité est soumise au même régime de la loi du 1^{er} avril 1898 ;

2° La prime est restée uniformément fixée à 1 fr. 50. Elle est payée par les élèves ou sur le produit des fêtes et collectes.

3° En Oranie, les frais médicaux et pharmaceutiques sont payés sans limitation, par contre, la subvention exceptionnelle en cas de gros accident est laissée à l'appréciation du Conseil d'Administration ;

4° le Conseil d'Administration de l'Autonome est aussi celui de la Mutualité.

« Si nous signalons, dit M. Salvan en 1934, « que le Lot-et-Garonne vient d'abandonner le principe de l'adhésion collective et numérique auquel « vont ses préférences et qu'il accepte les adhésions « individuelles.

« Que le maximum de 2.000 fr. a couvert jusqu'ici tous les cas qui nous ont été soumis, l'intégralité des frais médicaux, etc., on peut constater « que les principes sont les mêmes dans les deux « groupements et il n'y a pas entre eux des différences, mais de simples nuances de détail.

Quant aux résultats, après 2 années d'exercice, ils furent probants. Voici la statistique que nous empruntons au Bulletin de la Fédération des Autonomes.

1° En Lot-et-Garonne

Année 1932-1933, Population scolaire : 24.000 élèves ; 6.500 adhérents ; 13 accidents ; coût moyen : 272 francs. Bénéfice net : 9.700 francs.
Année 1933-34. Population scolaire (id.) : 24.000 élèves environ ; 8.500 adhérents. Juin. 14 accidents ; coût moyen 192 fr. 50. En caisse probable fin juillet : 18.000 à 20.000 francs.

2° En Oranie

Année 1932-1933. Population scolaire : 70.000 élèves environ ; 38.000 adhérents (32.000 payants, 6.000 indigents).

101 accidents, coût total : 14.656 fr. 50. Moyenne 145 fr. Bénéfice net : 72.000 fr. Année 1933-1934 (juin) : 40.000 adhérents environ. Nombre d'accidents plus élevé qu'en 1933. En caisse probable, fin juillet : 120.000 ou 130.000 francs.

Ces résultats encourageants en 1932 permettaient aux Mutualités-accidents-élèves de vivre et de prospérer grâce à leurs importantes ressources.

La Savoie avait suivi cet exemple et les résultats étaient dans le même sens.

L'expérience fut suivie avec beaucoup d'attention par les Autonomes.

En 1934, des Mutuelles-accidents-élèves étaient créées ou sur le point de l'être dans la Creuse, le Calvados, l'Ile-et-Vilaine, la Manche, l'Eure, la Tunisie.

Cette première réalisation n'était point parfaite et définitive. De nombreux départements, rencontraient de vives difficultés pour mettre sur pied une telle Mutualité.

En un mot, l'essai avait été bon, il fallait désormais, perfectionner le mécanisme en tenant compte « des circonstances et du milieu ».

Ce qui a été fait ailleurs :

1° dans la Seine ; à Paris, après diverses vicissitudes, le projet Allardi devait aboutir à un contrat avec les Compagnies « la Prévoyante » et « la Pré-servatrice ».

Ce contrat contient les mêmes garanties avec prime de cinq francs par an. Pour la première année de fonctionnement, il y a eu 75.000 payants, 8.900 gratuits.

2° Dans les coopératives scolaires. L'office central des Coopératives scolaires, par l'intermédiaire de la Fédération nationale des coopératives de consommation a signé à Lyon avec la Compagnie « l'Urbaine et la Seine » des contrats à clauses variables et à primes variables avec ces clauses.

Par exemple, dans les Ardennes, il y a 26.000 adhérents payant une prime de 1 fr. 70 : frais médicaux et pharmaceutiques avec franchise de 50 fr. ; 1.000 fr. en cas de décès, pour incapacité permanente somme de 20.000 fr., réductible suivant le degré d'incapacité, garantie de la responsabilité des Maîtres, Municipalités, Office... Maximum de garantie : 100.000 fr. Ristourne : 15 o/o des bénéfices.

Donc, en 1934, fonctionnaient trois systèmes.

1° Le système « Préservatrice », « Prévoyante », Allardi ;

2° le système « Urbaine et Seine ». Coopératives scolaires ;

3° les Mutualités-accidents-élèves des Autonomes.

Cependant, les Instituteurs autonomistes donnaient leur préférence aux Mutualités, car le but même de ces institutions, dans le cadre de la Mutualité scolaire est, à notre avis, supérieur aux autres réalisations.

Le but cherché est essentiellement humanitaire, les fondateurs veulent que « l'enfant blessé soit « assuré de recevoir des soins rapides et éclairés, les « plus susceptibles de faire disparaître toute trace « de mal et que l'accident ne soit pas générateur de « misère dans la famille.

« Les familles, dans l'énorme majorité des cas, « hésitent à engager une action judiciaire indispensable pour fixer les responsabilités (Etat, Maître, « Municipalité) avec les frais à rembourser sur les « dommages et intérêts à servir. »

Les « M. A. E. », enrayant une pratique néfaste de transaction dérisoire en cas d'accident, et sans autres formalités que la présentation de factures acquittées, payent les frais médicaux et pharmaceutiques.

De plus, cette institution, qui a pour but secondaire la diminution sensible des actions judiciaires, ne prétend pas annihiler le droit des parents d'exercer leur recours en justice.

C'est pourquoi nous donnons, au principe même de l'institution, notre entière approbation.

Forte de ce but, la Fédération des Autonomes se remit au travail, afin de trouver un système capable de satisfaire aux besoins essentiels.

La Mutualité-accidents-élèves, seule et sans soutien, marchait un peu dans l'inconnu. Dans 99 % des cas, les 2.000 francs prévus étaient suffisants, mais il y avait le centième, le gros accident, pour lequel il faudrait pouvoir donner 100.000 et 200.000 francs.

« Le gros accident qui écrase une Mutualité
« isolée serait allègrement supporté par toutes les
« « M. A. E. » de France et des Colonies. »

1° La recherche de la légalité

L'organisation première comportait de nombreux points faibles. On pouvait mettre en cause le principe juridique, les détails de l'organisme, les conséquences financières et civiles du jeu même des statuts proposés. C'est ce que firent de nombreux Conseils juridiques d'Autonomes.

A ces critiques devaient s'ajouter les réserves du Ministre de l'Instruction publique. Lors du dépôt des statuts de la « M. A. E. » de la Sarthe, le Ministre fit savoir que :

1° La portée des garanties est des plus limitées, puisque l'Etat, qui se substitue aux maîtres pour tous les accidents, à moins qu'il ne s'agisse d'accidents dus à un défaut d'entretien des locaux, à la responsabilité des maîtres, ou à un cas fortuit ;

2° la participation des Communes pour le paiement des cotisations ne peut avoir lieu ;

3° la liste des élèves et des familles ne peut être communiquée à qui que ce soit ;

4° l'administration ne peut être confiée qu'à un Conseil composé de membres honoraires et participants élus par l'Assemblée Générale ;

5° les autorités scolaires ne doivent pas prêter leur concours aux groupements qui ont contracté des assurances ;

6° les membres gratuits ne peuvent être admis ;

7° le montant des prestations doit être fixé dans les statuts et par prestations, il faudrait entendre les cotisations et le montant des indemnités par catégorie d'accidents.

Le Congrès de Bordeaux, saisi de la question, après avoir voté le vœu qui va suivre, nommait une Commission indépendante du Comité Technique, composée de MM. Auriol (Seine), Lemaître (Sarthe), Regard (Haute-Savoie), Richez (Nord), Salvan (Lot-et Garonne), Pilette, Directeur de « l'U. S. U. »

Voici ce vœu :

« Considérant qu'en droit et en fait la constitution des « M. A. E. » présente des difficultés « sérieuses,

« Estimant, cependant, le principe excellent, « et rendant hommage aux initiatives déjà entreprises,

« Décida de constituer une Commission d'étude des de statuts des « M. A. E. », statuts qui pourraient être valables dans tous les départements.

« Ce projet de statuts sera soumis à plusieurs spécialistes qualifiés pour que la valeur juridique de l'organisme soit indiscutable.

« Donne mandat à la même Commission de mettre sur pied, sur des bases juridiques aussi indiscutables, une Fédération des Mutualités départementales pour donner à l'œuvre plus de sûreté et de puissance, de telle sorte que les organisateurs et les animateurs de ces Mutualités soient à l'abri de toute surprise et de toute responsabilité. »

Après une sérieuse étude des divers projets, la Commission mettait sur pied l'organisation finale qui fonctionne actuellement.

Deux organismes ont été créés :

1° la Mutualité-accidents-élèves départementale ou M. A. E. ;

2° l'Union mutualiste Universitaire ou U. M. U.

Les Mutualités Accidents-Elèves Départementales

Ces Mutualités sont basées sur le principe des « Petites Cavé ». Ce sont des sociétés de Secours Mutuels libres. Les statuts rédigés par MM. Appleton et Descout révèlent des particularités remarquables que nous devons mettre en relief.

Voici l'étude de ces statuts :

Formation et But de la Société

Entre les élèves des écoles publiques de tout ordre du département qui adhèrent ou adhèreront

aux présents, il est formé une Société de Secours Mutuels libre, conformément à la loi du 1^{er} avril 1898.

La Société se propose de « venir en aide » à ses adhérents en cas d'accidents leur survenant dans les circonstances prévues par l'art. 2 (art. 1^{er}). Donc le but est humanitaire.

Nature des accidents garantis.

Montant de ces garanties.

Article 2

La Société, dans un but de solidarité, rembourse :

A) les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation jusqu'à 2.000 fr.

a) « En cas d'accidents survenus dans la vie scolaire, post ou péri-scolaire, c'est-à-dire chaque fois que des élèves sont placés sous la surveillance des « membres de l'Enseignement public » ou de « « moniteur » ou de « surveillant » agréés par le « Directeur » ;

b) en cas d'accident survenu, à ces mêmes élèves, dans les garderies, patronages organisés par des groupements amis de l'école, même si ces garderies ne sont pas placées sous la surveillance des maîtres de l'Enseignement public, sous la réserve expresse qu'ils ne comprendront que les élèves des Etablissements publics.

B) En cas de décès consécutif à un accident dans

les conditions ci-dessus, les frais funéraires jusqu'à concurrence de... 1.200 fr., par exemple.

La Société attribue aux élèves atteints d'une infirmité, par suite de ces mêmes accidents, suivant décision motivée du Conseil d'Administration, sauf ratification de l'Assemblée Générale, un secours non renouvelable jusqu'à concurrence de 25.000 fr. Cette somme est versée par l'Union Solidariste Universitaire, Société d'Assurances Mutuelles à laquelle la « M. A. E. » aura contracté une assurance.

La généralité de l'article 2 permet d'envisager la solution de nombreux cas d'espèce, nous verrons que certains cas ont été éliminés d'office par la Commission nommée à Bordeaux.

Composition de la Société

Admission — Administration — Organisation.
(Articles 3 à 18)

Nous n'insisterons pas sur les conditions d'admission, les statuts répondent aux conditions exigées par la loi de 1898.

Notons, cependant, que :

a) Par dérogation à l'art. 3 de la loi du 1^{er} avril 1898, les enfants sont représentés par leur tuteur ou administrateur légal... décision nécessaire et sage, étant donnés l'âge des enfants et la gravité de certaines décisions à prendre par les Assemblées Générales ;

b) la cotisation annuelle est fixée suivant que

les élèves sont externes, internes ou élèves de la section industrielle de l'Enseignement Technique.

Quant à l'administration de la Société, trois organismes sont en présence :

1° Son Conseil d'Administration ; 2° son Bureau ; 3° les Assemblées Générales.

Les articles 3 à 13 des statuts fixent leurs attributions.

Le Conseil d'Administration est élu au scrutin secret pour 3 ans, renouvelable par tiers. Les membres sont rééligibles. Les fonctions sont gratuites.

Son Bureau, choisi par lui, comprend : un Président, 2 vice-Présidents, 1 trésorier secrétaire et 1 secrétaire adjoint, ayant tous des attributions bien définies.

Le Conseil se réunit une fois par trimestre sur convocation de son Président.

De nombreuses attributions sont réparties entre le Président et le Conseil.

Le rôle du Président est très important, trop à notre sens.

Article 6. — « Le Président assure la régularité du fonctionnement de la Société, conformément aux statuts, centralise les demandes d'adhésions, organise le service de propagande, représente la Société en justice et dans tous les actes civils, préside les réunions du Conseil d'Administration et les Assemblées Générales. »

Le Président convoque le Conseil d'Administration ; il a voix prépondérante en cas de partage des voix. Il convoque également les Assemblées Générales ordinaires et « peut toujours convoquer

une Assemblée Générale ordinaire dans « les cas graves et urgents ».

Le Conseil a des pouvoirs plus restreints. Ses attributions sont d'ordre financier (indemnités, directives au trésorier, autorise le Président à viser les mandats). A la majorité de ses membres, il demande (au Président sans doute) la réunion du Conseil d'Administration, la convocation obligatoire de l'Assemblée Générale extraordinaire. Il propose à toute l'Assemblée les questions à résoudre, la modification des statuts. Il étudie les modifications des statuts proposées par le tiers des adhérents (art. 11).

L'Assemblée Générale se réunit au cours du premier trimestre de chaque année. Elle entend les rapports, statue sur les questions qui leur sont soumises, nomme une Commission d'apurement.

Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents.

L'Assemblée Générale, qui délibère sur la dissolution, ne peut statuer qu'à la majorité des deux tiers des membres adhérents.

Rôle très restreint (jusqu'au renouvellement annuel), l'Assemblée est donc à la merci de son Conseil d'Administration et de son Président. L'initiative des adhérents est des plus restreintes (le quart des adhérents peut demander la convocation obligatoire de l'Assemblée Générale extraordinaire) proposition des modifications de statuts à la majo-

rité de un tiers (et encore la proposition est soumise au Conseil).

Organisation financière de la Société

Les ressources proviennent des cotisations (1 fr. 50 minimum) des membres honoraires et participants, de dons et legs (après acceptation autorisée), subventions de l'Etat, des départements, des communes et de particuliers, produits de fêtes, tombolas autorisées, collectes organisées par la Société (art. 13).

Les dépenses sont occasionnées par les indemnités payées aux adhérents accidentés (art. 2), les frais de gestion, les dépenses exceptionnelles ordonnées par le Conseil ou l'Assemblée Générale, la constitution d'un fonds de réserve, conformément à l'art. 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 14 et 15).

Le règlement des indemnités s'effectue après un rapport circonstancié de l'accident au Président par toute personne intéressée et l'envoi des notes de frais déjà payés.

Le Bureau arrête le montant des frais qu'il doit payer (après déduction préalable des sommes reçues pour le même objet d'une autre Compagnie, Société ou Collectivité). Ses décisions sont sans appel.

L'organisation financière est des plus sobres. Le Bureau reste cependant par trop maître de la situation. L'appel devant le Conseil en entier ou l'Assemblée eut été une mesure plus libérale. Cette décision est conforme à l'esprit de la Commission d'endiguer les demandes abusives des parents. La rapidité du règlement est sûre.

Clôtureons cette étude par les remarques suivantes :

Comme dans toute Société, les statuts peuvent être modifiés et la dissolution votée par l'Assemblée Générale, conformément à la loi de 1898 (art. 16, art. 11).

En cas de dissolution, la liquidation s'effectuera au bénéfice d'œuvres intéressant l'Enseignement.

L'article 21 donne pouvoir au Conseil d'Administration d'élaborer un règlement intérieur, conformément à la loi, règlement nécessaire qui doit, en déterminant les modalités d'application des statuts, aplanir des difficultés d'interprétation.

Que peut-on penser de cette première organisation ?

Il faut reconnaître l'effort considérable accompli par la Commission de Bordeaux pour mettre sur pied une organisation qui intéresse France, Colonies et Protectorats.

Le but humanitaire est indéniable. Le souci d'éviter la dissolution et les atteintes des Compagnies d'Assurances est net. La loi du 1^{er} avril 1898 lui a fourni le moyen de réaliser ces deux objectifs dans la rédaction des statuts.

Les avantages sont pondérables pour les membres de l'Enseignement et pour les familles des intéressés.

Pour le Corps enseignant, il faut bien l'espérer, ce système diminuera le nombre des recours. Toutes les difficultés ne sont pas aplanies ; il y aura certains parents, besogneux et insatiables, pour abuser du recours judiciaire, après avoir bénéficié des garan-

ties de la « M. A. E. ». Seront-ils nombreux ? Nous ne le pensons pas, s'ils apprécient à sa juste valeur les avantages que leur offre cette organisation.

Par l'honorariat, les statuts permettent de grouper toutes les sympathies pour le Corps enseignant et les retraités. Les Instituteurs participent par ce moyen à la vie active et à la bonne marche de la Société ; aussi, l'idée de faire conférer l'honorariat à tous les membres des Autonomes est à encourager.

Cependant, ces avantages ne peuvent être réellement appréciés que si les Instituteurs détiennent la place de Président et la majorité des sièges au Conseil d'Administration, organe moteur important.

1° D'abord la place de Président. Le Président, d'après les statuts, est une sorte d'arbitre au Conseil. Ce rôle, très important à nos yeux, devra être attribué à une personne d'une souplesse d'esprit et d'un tact remarquables ; son impartialité sera souvent mise à l'épreuve, surtout si, par le fait du hasard, le Conseil comprend par moitié des représentants des familles et des membres ou ex-membres de l'Enseignement.

Des divergences d'appréciation peuvent engendrer des conflits d'intérêts entre les diverses fractions du Conseil.

2° Ensuite, la majorité du Conseil. Or, il ne faut pas l'oublier, le Président représente la Société en justice. C'est donc que le Conseil d'Administration, représenté en l'occurrence par le Président, se réserve le droit d'actionner certaines personnes en justice. Parmi ces personnes, les statuts ne permet-

tent pas, avec certitude, d'éliminer les membres de l'Enseignement.

Si les statuts, tel n'est pas leur dessein, autorisent un pareil recours, ne va-t-on pas à l'encontre du but secondaire de l'Instituteur, qui est en dehors des gros accidents, d'éviter le recours à la justice.

Or, il est à craindre que certains délégués familiaux ne soient par trop empressés de mettre en mouvement de telles actions judiciaires.

La prépondérance des membres du Corps enseignant au sein du Conseil sera l'élément pondérateur, sans tuer l'initiative des autres administrateurs.

Pour les familles, la recherche de cette prépondérance a la même valeur. Le but de l'institution les protège pleinement contre les dangers d'une dénonciation prématurée, de la garantie-limite trop faible en cas d'accidents multiples et limitation de toute nature que l'on trouve généralement dans les polices privées. Enfin, en cas de gros accident, leur recours aux Tribunaux n'est pas aboli.

Cependant, il nous est apparu que la trop grande généralité des statuts comportait des inconvénients au point de vue de la bonne marche de la Société. En un mot, les statuts permettent des conflits d'attribution au sein même de la Société ; ils laissent place à diverses opinions quant à la solution rapide de ces conflits.

Les conflits peuvent se produire :

1° entre le Président et son Conseil d'Administration ;

2° entre le Conseil et l'Assemblée Générale.

Conflit entre le Président et son Conseil

Le conflit le plus grave peut éclater au sujet de la convocation de l'Assemblée Générale extraordinaire pour laquelle il faut un cas grave et urgent.

Supposons que ce conflit éclate parce qu'il y a désaccord sur la qualification du cas et que le Président ne reconnaisse pas la nécessité d'une telle convocation. Dans cette situation, le Président qui a la prérogative de convoquer les Assemblées refuse. Le Conseil va invoquer l'article 11 (convocation obligatoire). Si le Président cède à cette injonction, le cas sera très vite réglé.

Si le Président outrepassé ses droits, il peut convoquer l'Assemblée Générale quand il le voudra, sans violer les statuts, car aucun délai ne lui est imparti.

Dans ce cas, le Conseil est sans pouvoir, puisqu'il a le droit de demander la convocation obligatoire, mais non de la faire (art. 11).

Le Président est donc maître du Conseil.

Cet exemple montre un genre de conflit, peut-être rare, mais qui peut se produire, car c'est toujours dans ces situations imprévues qu'il se produit.

2° Entre le Conseil et l'Assemblée Générale

En cas de collusion de la majorité de ses membres, le Conseil peut écarter toutes les questions qui lui sont hostiles.

Le droit de présentation des question étant un de ses privilèges, les adhérents sont à peu près sans initiative.

L'Assemblée pourra désapprouver le Conseil par sa non-réélection. Il n'en est pas moins vrai qu'en respectant les statuts, elle est momentanément désarmée.

Ces statuts sont peut-être rédigés à dessein pour enrayer toute tendance à la démagogie et la gabegie financière, nous n'en doutons pas.

Mais on ne peut nier que cette arme à deux tranchants peut se retourner contre les promoteurs de l'œuvre et desservir leurs intérêts. Quand les Instituteurs seront en minorité au Conseil et, ce qui est sûr, à l'Assemblée Générale. C'est pourquoi nous avons signalé ces conflits.

L'Union Mutualiste Universitaire

Le second organe est une Société anonyme d'Assurances Mutuelles formée par toutes les « M. A. E. » départementales et constituée le 18 juillet 1935.

Nous n'insisterons pas sur l'organsiation de cette Mutuelle qui est la sœur de l'« U. S. U. », dans laquelle les « M. A. E. » remplacent les Autonomes.

Même base, même principe de la police collective.

La « M. A. E. » départementale verse une cotisation maximum de 0 fr. 50 par membre.

De son côté, la Mutuelle assure le paiement des frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux et d'hospitalisation de 2.000 fr. et sans limitation jusqu'à 25.000 francs. Elle assure seule le service de secours pour invalide jusqu'à un maximum de 25.000 francs (porté, depuis, à 50.000 francs).

Les premiers fonds sont constitués par les Autonomes qui sont invitées à prêter sans intérêt la somme de 1 franc par membre inscrit.

Quelques points sont à noter.

L'administration de la Mutuelle est confiée à un Conseil d'Administration composé de cinq à neuf membres élus par l'Assemblée Générale des Mutualités adhérentes. Toutes les fonctions sont gratuites, à l'exception de celle du Directeur qui peut être en même temps Président.

L'Union doit constituer une réserve pour risques en cours (33 % au minimum des cotisations).

Une réserve pour sinistres à régler à la fin de l'exercice et enfin un fonds de réserve constitué par les excédents de recettes.

Lorsqu'un des sinistres graves se réalise, le Président de la « M. A. E. », après avoir informé la Société dans les cinq jours et fourni un rapport détaillé sur les causes et les circonstances de l'accident, joue, le plus souvent, le rôle d'expert et de répartiteur des sommes allouées par la Mutuelle.

En résumé, la « M. A. E. » procure personnelle-

ment aux enfants un secours jusqu'à 2.000 francs, et l'U. M. U. le reste.

Pour parfaire son œuvre de solidarité, elle assure, selon les possibilités de la loi, ses membres à une Mutuelle dont elle fait partie.

Cette assurance garantit aux enfants toutes sommes supérieures à 25.000 francs.

Toute cette organisation demande à être complétée. Nous signalons l'effort fait par le département de la Seine afin d'améliorer et d'apporter des précisions au système en vigueur.

A la demande des Caisses des écoles, la « M. A. E. » a créé une police nettement inspirée du projet Allardi. Cette police est accompagnée d'un barème très bien établi par M. Auriol et d'un règlement intérieur modèle.

Cette police d'assurance, régie par les lois de 1868 et du 13 juillet 1930, présente les innovations suivantes :

1° La garantie est réduite pour le « trajet », pendant la durée d'un quart d'heure avant les heures réglementaires ou après celles de sortie sur les voies publiques ;

2° exclusion des cycles avec ou sans moteur ;

3° maximum de garantie porté à 25.000 francs par accident.

Les indemnités conventionnelles, en cas d'incapacité permanente, totale ou partielle, sont calculées d'après le barème suivant :

Perte totale de :	
2 yeux, bras, mains, jambes, pieds	} 100% : 25.000 francs
1 bras et 1 jambe	
1 bras et 1 pied	
1 jambe et 1 pied	
1 pied et 1 main	

	Droit	Gauche
Perte totale du bras ou de la main.....	75%	50%
» du mouvement de l'épaule	30%	20%
» du mouvement du coude	20%	20%
» du mouvement du poignet	20%	15%
» du pouce et de l'index	30%	25%
» de 3 doigts, y compris pouce et index	30%	25%
» de 3 doigts autres que le pouce et l'index	25%	20%
» du pouce et d'un doigt autre que l'index	25%	20%
» de l'index et d'un doigt autre que le pouce	20%	15%
» du pouce seul	20%	15%
» de l'index seul	15%	10%
» d'une jambe ou d'un pied		50%
Amputation partielle d'un pied comprenant tous les orteils	30%	
Ablation de la mâchoire inférieure	30%	
Perte totale d'un œil ou réduction de la 1/2 de la vision binoculaire	25%	
Fracture non consolidée d'une jambe ou d'un pied.	25%	
Fracture non consolidée d'une rotule	25%	
Perte totale du mouvement d'une hanche ou d'un genou	20%	
Raccourcissement d'au moins 5 cm. d'un membre inférieur	15%	
Perte totale d'un gros orteil	10%	
» d'un doigt du pied	5%	

L'organisation de cette Mutualité-accidents-élèves est, en outre, complétée par le règlement intérieur ci-après :

Article 1. — Les adhésions sont recues en principe pour chaque année scolaire jusqu'au 15 novembre par le Président de la M.A.E.

L'adhésion produit son effet le lendemain du jour de sa réception. Elle est renouvelable chaque année.

Il y a présomption d'adhésion jusqu'au 15 novembre de chaque année scolaire pour toute école adhérente l'année précédente. Pour les adhésions reçues après le 15 novembre les mêmes règles sont applicables et la cotisation est due pour l'année entière :

Art. 2. — Lorsque tout l'effectif d'une école est inscrit à la M.A.E. l'avis d'adhésion indique seulement le nombre des adhérents et le mode de règlement des cotisations.

Lorsqu'une partie seulement des élèves s'inscrit, il est adressé au Président une liste nominative (noms, prénoms, ge) des adhérents qui auront seuls droit aux avantages de la Société.

Art. 3. — La cotisation est payée par les familles ou de préférence par une collectivité (Caisse des Ecoles, Municipalités, Amicale, Coopérative).

Art. 4. — En cas de changement d'école en cours d'année scolaire : a) pour les adhésions collectives la garantie indiquée à l'article 2 des statuts suit l'élève dans sa nouvelle école si cette école est adhérente et si elle est dans le département.

b) Si la famille a payé la cotisation, la garantie indiquée à l'article 2 suit l'élève dans n'importe quelle école publique du département.

Art. 5. — Dès qu'un accident se produit le Directeur de l'école en avise le Président par un rapport indiquant les nom, prénoms, âge de l'accidenté, les circonstances de l'accident, l'adresse de la personne à qui sera adressé le règlement des frais.

Le Président accuse réception de la déclaration d'accident et envoie une feuille de maladie qui, après guérison, lui sera retournée, dûment remplie, pour règlement.

Art. 6. — Le Président peut recevoir mandat du Conseil d'Administration de régler directement les accidents avec obligation de rendre compte au dit Conseil des règlements effectués à chaque réunion trimestrielle :

Art. 7. — Sont déduites des sommes à verser aux familles les indemnités qu'elles auraient pu percevoir d'autres groupes ou collectivités (Assurances sociales, Mutualité scolaire, etc.), pour le même objet.

Art. 8. — Le Président de la M.A.E. se tient en relations avec le Président de l'Autonome pour l'enregistrement des accidents.

Il ne signale au Président de l'U.M.U. que les accidents graves, ceux qui peuvent entraîner des dépenses lourdes ou des demandes de pension d'invalidité :

Art. 9. — La M.A.E. adhère à l'U.M.U. par un versement dont le montant est fixé chaque année en Assemblée Générale de l'U.M.U. et qui ne saurait être supérieure à 0,50 par membre de la M.A.E.

L'U.M.U. prend à sa charge les frais médicaux, pharmaceutiques d'hospitalisation dans leur part supérieure à 2.000 frs., ainsi que les recours pour invalidité totale ou partielle et pour un maximum de 20.000 francs.

Art. 10. — Sont exclues de tout droit à indemnité les maladies ordinaires (rougeole, coqueluche, bronchite, etc).

Art. 11. — La M.A.E. accepte l'inscription comme membres honoraires de tous les adhérents de l'Autonome moyennant le versement, chaque année, d'une somme de frs. par le Trésorier de l'Autonome au Trésorier de la M.A.E.

Les premiers résultats obtenus

Le 5 décembre 1935, la U. M. U. avait délivré 19 polices pour 70.000 adhérents. 25 Sociétés. A l'appel du Comité d'organisation, 36 Autonomes avaient versé 52.120 francs.

Le 1^{er} septembre 1936, 53 polices sont signées et on compte 300.000 adhérents.

En janvier 1937, le million et demi d'adhérents est dépassé.

Il est un peu tôt pour apprécier une œuvre qui ne fonctionne, au fait, que depuis 2 ans.

Cependant, quelques indices assez importants permettent d'espérer beaucoup, dans la mesure où des Sociétés de Secours Mutuels peuvent contracter des assurances et créer entre elles une Mutuelle.

C'est ainsi que le Conseil central de l'Office des Coopératives scolaires s'est rallié aux M. A. E. sur la base suivante :

1° apport massif d'adhésions aux M. A. E. par l'Office ;

2° entente entre la M. A. E. et les coopératives adhérentes pour une subvention de la Mutualité à l'achat d'un matériel pharmaceutique.

De plus, les fondateurs ont à peu près fait disparaître toutes les objections des divers Ministères intéressés.

Cette preuve nous est apportée par le compte rendu de l'Assemblée Générale des Présidents des M. A. E. le 10 avril 1936 :

« Rapport Salvan. — Le rapporteur expose dès
« le début les difficultés que les M. A. E. ont ren-
« contrées au cours de l'année, aussi bien aux Mi-
« nistères de l'Education Nationale et du Travail
« que dans les communes. Ces dernières ont, le plus
« souvent, subordonné leur adhésion à une accepta-
« tion préfectorale des statuts déposés et aux possi-
« bilités financières du budget municipal.

« Quant aux objections opposées par les Minis-
« tères précités, elles ont eu pour origine, semble-
« t-il, l'action menée par les Compagnies d'Assu-
« rances. C'est qu'en effet le Consortium des Gran-
« des Compagnies d'Assurances, sur l'instigation
« du Syndicat d'Agents d'Assurances de Saône-et-
« Loire, a déposé une plainte contre les Instituteurs,
« plainte qui tend à assimiler ces derniers à « de
« véritables fondés de pouvoir de Compagnies d'As-

« surances ». Pour obtenir la dissolution des « M. A. E. déjà créées, le Consortium argue de l'il-
« légalité des statuts de l'U. M. U.

« En réponse à cette plainte, le rapporteur Sal-
« van fait remarquer que l'U. M. U. fonctionne
« légalement. Ele groupe, au 31 mars 1936, 35
« M. A. E. fonctionnant normalement, et comptant
« près de 300.000 adhérents. Cependant, des modi-
« fications ont été apportées aux statuts et doivent
« réduire à néant toute objection future de la part
« des Compagnies d'assurances. »

Actuellement, les fondateurs cherchent encore à améliorer le système. Une première révision des statuts est terminée. Les modifications portent sur le montant des allocations et prêts à allouer.

La question de la garantie des Sociétés sportives et du « trajet » le plus court à raison de vingt minutes par kilomètre, après le départ de la classe ou avant la rentrée de l'école sont à l'étude (6).

Ces réalisations futures sont aujourd'hui possibles, grâce au revirement du Ministère de l'Intérieur qui, dans une certaine mesure, avait été impressionné par la plainte des Compagnies privées.

Les Circulaires Aubaud

Ce revirement se traduit dans les deux circulaires du 31 octobre 1936 et du 23 décembre 1936 adressées par le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur aux Préfets. Voici ces textes :

(6) Sont encore exclus la garantie des accidents survenus dans les colonies scolaires ou au cours des jeux de rugby, hockey, ski, canotage et le risque « responsabilité ».

Direction de l'Administration
départementale et communale

Paris, le 31 octobre 1936.

Le Ministre de l'Intérieur
à Messieurs les Préfets

Dans plusieurs départements, et sous la dénomination de « Mutualité-accidents-élèves », se sont constitués des groupements mutualistes libres qui recrutent leurs adhérents parmi les élèves des établissements publics d'enseignement.

Les dites Sociétés se proposent de rembourser les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation en cas d'accidents survenus à leurs membres dans leur vie scolaire, post ou péri-scolaire, c'est-à-dire chaque fois que les élèves sont régulièrement placés sous la surveillance des maîtres de l'enseignement public ou de moniteurs ou de surveillants agréés par le directeur de l'école.

Les statuts prévoient également l'attribution de secours en cas de décès consécutif à un de ces accidents, et, enfin, au moyen d'une assurance collective, l'allocation d'une indemnité au cas d'infirmité permanente résultant des mêmes accidents.

Un des organismes dont il s'agit a sollicité les maires des communes du département en vue d'obtenir une subvention égale au montant des cotisations des membres participants, dans le cas où tous les élèves des écoles publiques de la commune adhèrent à la Société.

En fait, la subvention demandée est destinée à rembourser purement et simplement les cotisations statutairement dues par les élèves, membres participants, et elle se présente sous la forme d'une prime versée par la commune.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en accord avec mes collègues de l'Education Nationale et des Finances, qu'il convient de refuser votre approbation aux délibérations des Assemblées communales attribuant des subventions de ce genre.

La responsabilité des communes est, en effet, hors de cause en matière d'accidents survenant dans les établissements d'enseignement et les communes n'ont pas ainsi à participer aux frais d'assurances des élèves. D'autre part, la responsabilité de l'Etat étant substituée à celle des membres de l'enseignement public, les organismes d'assurances, subrogés dans les droits des assurés, auraient la faculté de répéter sur l'Etat, dans la généralité des cas, les indemnités versées par les communes, et, dans ces conditions, les contributions

financières sollicitées des Municipalités par les organismes précités ne sont justifiées par aucune considération d'intérêt communal ou *général*.

Pour le Ministre de l'Intérieur,
Le Sous-secrétaire d'Etat,
Raoul AUBAUD.

Ministère de l'Intérieur
Directeur de l'Administration
départementale et Communale

Circulaire N °209
Sociétés de Secours Mutuels
dites « Mutualités-Accidents
Elèves »

Paris, le 23 décembre 1936

Le Ministre de l'Intérieur,
à Messieurs les Préfets

Par circulaire n° 170, du 31 octobre 1936, je vous ai indiqué les raisons pour lesquelles ne pouvaient être approuvées les délibérations des Assemblées communales allouant aux Sociétés de Secours Mutuels dites « Mutualités-accidents-élèves » des subventions destinées à remplacer purement et simplement les cotisations dues statutairement par les élèves membres participants.

Cette circulaire, élaborée en plein accord avec des Collègues de l'Education Nationale, des Finances et du Travail, s'appuie sur des principes juridiques fermement établis, notamment sur les dispositions de l'article 1384 du Code civil, modifié par la loi du 20 juillet 1899.

La question m'a été posée de savoir s'il était possible, par contre, d'autoriser les communes à allouer aux Sociétés de Secours Mutuels susvisées, pour les aider dans leur fonctionnement, des subventions ne revêtant pas le caractère de primes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'y a pas

lieu de s'opposer à l'attribution de ces subventions si elles sont octroyées sans préjudice du versement des cotisations individuelles des participants. Elles peuvent alors, en effet, être rangées dans la catégorie des allocations d'intérêt général et communal.

Le Sous-secrétaire d'Etat
au Ministère de l'Intérieur

signé : Raoul AUBAUD.

Tel est l'état dernier de l'Assurance-élèves dans l'Enseignement Primaire.

Sans abus et bien comprise par les familles, grâce à une propagande rationnelle alliée à l'Assurance du personnel et à une réforme judicieuse de la loi du 20 juillet 1899, cette Assurance donnera satisfaction aux nombreux intéressés.

Malgré le défaut de sommes suffisamment élevées pour assurer une réparation intégrale des dommages, tout porte à croire que, dans un avenir prochain, les M. A. E. pourront englober tous les risques et donner à leurs adhérents des avantages plus importants encore.

La diminution sensible des actions judiciaires, aléatoires et coûteuses pour tous, sera le corollaire d'un tel concours et de telles améliorations.

SECTION III

ETUDE JURIDIQUE

La création de la « Société contre les accidents » a, sans contredit, posé chez les Instituteurs le problème de l'association en matière de responsabilité civile.

Si, sous la forme d'une Société amicale, elle ne l'a pas résolu, un résultat certain est acquis ; sa dissolution a été le point de départ d'une jurisprudence fixant le statut juridique de toutes les Sociétés d'Assurances du Corps enseignant.

La Cour de Toulouse en 1904-1905, 1910-1911, par ses arrêts, leur a reconnu le caractère de Mutuelles régies par la loi du 24 juillet 1867. Elle a dénié à toute association, basée sur la loi du 1^{er} juillet 1901, le droit d'assurer directement le risque civil.

Aujourd'hui, toutes ces Sociétés sont des Mutuelles d'Assurances. Les Sociétaires ont des droits et des obligations stricts dont nous allons donner un tableau d'ensemble.

Cependant, la pratique de l'assurance collective par les Autonomes et l'Union Solidariste Universitaire a amené les adversaires de ces associations à poser le problème de leur propre légalité et de celle de leurs opérations.

Nous étudierons cette question juridique en l'étendant aux Mutuelles-accidents-élèves et à l'Union Mutualiste Universitaire.

Enfin, nous terminerons cette section en recherchant quels ont été les effets de la loi du 13 juillet 1930 sur les polices en cours.

Les droits et obligations des Sociétaires

1° les droits

a) du personnel enseignant

L'Instituteur régulièrement assuré (ou inscrit à l'Autonome) a des droits qui découlent des statuts de sa Mutuelle, de sa police personnelle ou de la police collective de son association.

1° En cas d'accident causé par ou à un élève, mettant en jeu sa responsabilité civile, le maître a droit à une garantie pécuniairement illimitée, quelle que soit la gravité du sinistre ou le nombre des victimes.

Si la victime, ou ses ayants-cause, exerce des poursuites judiciaires, le droit à garantie de l'Instituteur s'applique à toute faute personnelle commise dans l'exercice ou à l'occasion de sa fonction scolaire ou péri-scolaire, sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive.

En pratique, dans cette situation dernière où légalement le maître poursuivi n'a pas droit à l'assurance, l'abandon n'est pas la règle, car la Mutuelle

prend sa défense. D'ailleurs, le Conseil d'Administration n'a pas à s'ériger en tribunal corporatif occasionnel pour qualifier la faute de l'adhérent poursuivi ; ce rôle appartient aux Juges. Tant que la Justice n'a pas statué sur le sort de l'Instituteur, la Mutuelle ignore quelle sera l'appréciation du Tribunal et s'il y aura condamnation.

Le Jugement rendu fixe le montant de ses charges.

En résumé, la Mutuelle a l'obligation de se mettre en ses lieu et place, de faire toutes démarches nécessaires et plaider par l'intermédiaire de ses mandataires et avocats. L'Instituteur n'a donc pas à s'occuper de la marche du procès ; la Société, qui a la personnalité civile nécessaire, le remplace dans toutes les instances.

En cas de mise hors d'instance ou de condamnation civile, l'Instituteur a droit au paiement par la Société d'Assurances : 1° de la totalité des frais de procédure dans les deux cas ; 2° de toutes les indemnités, dommages et intérêts, rentes quelconques, alloués à la victime dans le second.

2° En cas d'accident corporel personnel, le maître a droit : soit à une somme fixée par un règlement variable suivant la nature de l'accident dont le maximum est de 10.000 francs. En cas d'accident mortel, le maximum est toujours accordé, si l'adhérent a des charges de famille (U. S. U.) soit, suivant la nature de l'incapacité, à une indemnité journalière de 25 à 40 francs durant 4 à 100 jours et une rente viagère de 2.500 francs en cas d'incapacité permanente totale (Enseignement).

b) *du personnel des œuvres d'après l'école*

Les mêmes garanties sont accordées par l' « Enseignement » aux administrateurs et préposés de ces œuvres.

c) *des élèves*

Les élèves régulièrement assurés par leurs parents ou une collectivité à une Mutuelle, ou inscrits aux M. A. E. ont droit, en cas d'accident corporel personnel :

1° à une indemnité journalière, variable suivant l'âge et les diverses activités assurées, pendant 4 à 100 jours (Enseignement) ;

2° au paiement des frais médicaux, etc., jusqu'à 50.000 francs (M. A. E.) ; ce paiement, facultatif pour l' « Enseignement », remplace l'indemnité journalière ;

3° à une rente viagère variant suivant l'incapacité (Enseignement), à une indemnité pouvant atteindre 50.000 francs suivant le cas (M. A. E.-U. M. U.).

Ces divers droits, statutairement dévolus aux adhérents, peuvent se faire valoir en justice.

Cependant, une limitation très importante est à signaler ; les membres des Mutuelles, personnes physiques ou morales, n'ont aucun droit sur le fonds de réserve. Ce fonds, propriété de la Mutuelle, va à des œuvres d'assistance en cas de dissolution (orphelins, sanatoria).

2° les obligations

Tout sociétaire, étant assureur et assuré, contracte à ces titres des obligations bien distinctes.

En qualité d'assuré, tout membre, ou la collectivité qui le remplace, doit verser une cotisation annuelle. Cette cotisation, fixe en quotité par risque assuré, varie suivant le nombre des risques courus et des diverses fonctions assumées par l'adhérent.

C'est ainsi que la cotisation globale payée par un Directeur le garantit contre les risques de la responsabilité civile à titre d'Instituteur pour sa classe personnelle et de Directeur pour l'ensemble des l'école.

En dehors des obligations en cas d'accident (déclaration, communication des actes de procédure...) l'assuré doit déclarer s'il a signé une autre police et abandonner ses divers droits de recours au profit de la Mutuelle au cas où elle s'est substituée à lui.

En qualité d'assureur, la « variabilité relative » de la cotisation existe jusqu'à un maximum qui, en aucun cas, ne peut être dépassé. Ce maximum varie, d'ailleurs, avec la Mutuelle. Il était de 15 à 20 centimes par degré, c'est-à-dire 20 à 30 francs pour la « Nationale Universitaire » en 1935 ; du double (16 francs) pour l'« Enseignement » en 1936.

Quant aux Autonomes, la cotisation maximum figure dans la police collective ; c'est la cotisation

globale que doit, en principe, verser l'Association. En fait, l'U. S. U. (7) ne prélève que 6 à 7 dixièmes de cette cotisation et constitue la prime normale réellement versée par l'Autonome. Le surplus, 3 dixièmes, représente le maximum que la Mutuelle peut réclamer en cas de risques importants dont le montant excède les recettes normales annuelles.

Tels sont ces droits et obligations pour l'ensemble des Mutuelles de l'Enseignement.

Cependant, les adversaires des Autonomes ont dénié tous droits et obligations aux membres de ces associations. Tirant argument de l'article 2 des statuts, article qui ne promet pas toujours l'aide et le soutien de l'Autonome, ces adversaires en généralisant concluent :

1° pas de droit ou soutien de l'assurance, mais des aptitudes qui dépendent uniquement du Conseil d'Administration ;

2° pas d'obligation sociale, ni même morale. pas de continuité dans l'effort puisque les membres peuvent quitter à leur gré l'association après paiement de leur cotisation annuelle ;

3° danger de non-garantie en cas de départ massif des membres de l'Autonome, car l'association ne pouvant plus faire honneur à sa signature, malgré son engagement contractuel, oblige la Mutuelle à faire cesser ses garanties.

(7) Le même système est adopté par l'U.M.U. L'Enseignement pratique la cotisation maximum pour l'assurance des élèves.

En pratique, ajoutent-ils, « la garantie ne repose pas en vérité dans le droit établi au contrat, puisque ce droit, s'il est contesté, ils (les membres) sont obligés de le faire valoir. Elle repose sur la probité des administrateurs et la confiance des adhérents. »

« C'est la porte ouverte à toutes les défaillances dans les moments pénibles par le refus toujours possible, malgré l'engagement moral. »

Ces considérations, peut-être admissibles en partie pour certaines des activités de l'Autonome : diffamation, atteinte au droit corporatif, etc., ne sont que des vérités approchées en ce qui concerne l'assurance de responsabilité.

En cas d'accident, le seul point qui nous intéresse ici, les droits des sociétaires sont, pensons-nous, certains. En fait, l'assureur n'est pas l'Autonome, mai la Mutuelle ; c'est elle qui, d'après la police collective est tenue à garantie suivant les prescriptions du décret du 22 janvier 1868, modifié le 8 mars 1922. Le soutien est obligatoire, le droit de l'assuré ne dépend pas uniquement des administrateurs.

Le Président de l'Autonome, seul agent actif de l'Association en cas d'accident, enquête et transige au nom de l'Union Solidariste Universitaire ; c'est donc un intermédiaire ayant des pouvoirs très limités.

De plus, la décision du Conseil d'Administration de l'U. S. U. ne porte que sur la compétence personnelle de la Société, afin d'éliminer les cas en marge des statuts, seuls cas où le refus d'intervention est admis.

Le Conseil n'a plus à faire l'appréciation nécessaire et délicate dévolue à l'Autonome, en cas de diffamation, par exemple, puisque statutairement la Société ne connaît que des accidents. Son rôle unique consiste à défendre le membre poursuivi, sans avoir à porter un jugement sur son attitude ou ses actes.

Comme l'a très bien expliqué M. Campan, la Mutuelle ne peut se dérober à ses obligations. L'Autonome, groupement auquel appartient le sinistre, joue le rôle de contrôleur ; par une intervention opportune, elle provoquera une déclaration du Conseil et pourra agir en conséquence.

C'est, à notre sens, une garantie supplémentaire, digne d'intérêt.

Le danger de non-garantie en cas d'exode massive est lui-même relatif.

La pratique des avenants alliée au système de police collective flottante rétablira sans nul doute l'équilibre, puisque périodiquement quatre fois par an, le trésorier de l'Autonome doit envoyer un état de ses effectifs.

Pour la Mutuelle, cette perte de recettes sera compensée par l'abaissement corrélatif des risques. Le danger de non-garantie n'est réellement à craindre que si les départs se généralisaient dans toutes les Autonomes. Or, ce mouvement n'est actuellement ni à redouter, ni à augurer, étant donnée la force d'expansion de ces associations.

Quant au défaut d'obligation sociale ou morale, nous ne pouvons également souscrire à cette affirmation.

Ces obligations existent envers l'Autonome sous forme d'un engagement d'honneur de respecter les statuts et du paiement d'une cotisation fixe.

Envers l'U.S.U., elles sont masquées, mais non supprimées, par l'Autonome signataire de la police collective flottante qui pratique la cotisation unique pour l'association et la Mutuelle.

Ce qui est à remarquer, c'est l'imprécision ou parfois le défaut de sanction appréciable par l'Association. Personne ne peut retenir l'adhérent qui désire quitter l'association, c'est un fait indéniable ; la suppression des garanties de l'U. S. U. corollaire inévitable de ce départ, ne provient pas de l'Autonome, mais du membre lui-même.

Le seul point précis à retenir, c'est le droit d'exclusion pour indignité, et encore quel sera le criterium d'une telle sanction ?

Ce sont là, certes, des points faibles du système et par suite de nombreuses associations. Ils sont importants, mais non décisifs pour condamner en bloc les Autonomes.

Les faits, au contraire, viennent démontrer que cette puissante organisation se développe d'année en année et nous ne pensons pas que les membres du Corps enseignant adhéreraient en nombre aussi imposant (126.000) aux Autonomes, s'ils n'avaient aucun droit précis et aucune obligation, si réduite soit-elle.

Ces considérations dernières nous ont amené au problème de la légalité.

*De la légalité des Autonomes
et de l'Union Solidariste Universitaire
des Mutualités accidents-élèves
et de l'Union Mutualiste Universitaire*

La pratique d'une police collective flottante, la combinaison des lois du 1^{er} juillet 1901 et du 24 juillet 1867 mettent deux thèses en présence :

1° celle des partisans de la police individuelle et de l'illégalité du système ;

2° celle des Professeurs de droit, partisans de la légalité.

a) Thèse des partisans de l'illégalité

A cette pratique, les adversaires des Autonomes font les objections suivantes :

1° l'Autonome dépasse le cadre des attributions légales dévolues aux associations par la loi du 1^{er} juillet 1901, en contractant une assurance collective pour ses adhérents ;

2° N'ayant pas qualité pour retenir ses membres au sein de l'association, elle ne peut contracter en leur nom et les engager pour plusieurs années ; or, en vertu de l'article 3 de ses statuts, l'Autonome signe une police d'une durée minimum de 5 ans ;

3° elle le peut d'autant moins qu'elle n'a, personnellement, aucun risque à couvrir.

Pour contracter une assurance, déclarent-ils, il faut courir un risque. L'Autonome n'en ayant dans

ce cas aucun, sa pratique est donc illégale et la rend elle-même illégale.

L'U. S. U., ajoutent-ils, l'est aussi, car elle est faussée à sa base, en signant des polices avec des associations qui n'ont pas qualité pour le faire.

En résumant leur thèse (8), basée sur les articles 1 et 4 de la loi de 1901, les adversaires posent aux Autonomistes les trois questions suivantes :

1^{re} question. — Une Association amicale, constituée sous l'égide de la loi de 1901, est-elle apte à contracter une assurance collective pour ses adhérents ?

2^e question. — Une Société d'Assurances Mutuelles, constituée par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 peut-elle signer un contrat d'assurances collectif avec une association qui n'a pas elle-même à se garantir contre les risques personnels ?

3^e questions. — Dans ces deux cas, les actes de la Société ne sont-ils pas entachés de nullité ?

b) *Thèse des partisans de la légalité*

Les Jurisconsultes soutiennent la thèse contraire.

Nombreux sont les Professeurs de droit administratif ou de droit commercial qui, en se prononçant pour la légalité du système autonomiste,

(8) Thèse soutenue et questions posées par M. Hennequin dans le Bulletin Mensuel de l'Enseignement, octobre 1913.

répondent indirectement aux questions et objections des adversaires.

Afin de préciser et de dissiper toute équivoque, voici, d'ailleurs, comment le problème juridique leur a été posé (9) :

« Nous avons fondé, sous le couvert de la loi
« de 1901, une association ; voilà ses statuts, voici la
« nature de ses opérations.

« A côté, nous avons créé une Société d'Assu-
« rances l'Union Solidariste Universitaire ; voilà
« également ses statuts et voici ses opérations.
« Avons-nous le droit de le faire ? Sommes-nous
« dans la légalité ? »

L'authenticité de leur consultation individuelle résulte d'une lettre adressée par M. Fraissinea à M. Campan.

Voici ce document :

« Les statuts des Autonomes, rédigés à la prière de M. le
« Recteur de l'Académie de Toulouse, par M. le Doyen Hau-
« riou, professeur de droit administratif à l'Université de Tou-
« louse et par M. Fraissinea, professeur de droit commercial
« à l'Université de Toulouse et les statuts de l'Union Solida-
« riste Universitaire, établis par M. Fraissinea ont été sou-
« mis, de mai à juillet 1913, à l'approbation des personna-
« lités naturellement désignées par leurs compétences, no-
« tamment aux professeurs de droit administratif et de droit
« commercial des Universités de France. Après un minutieux
« examen, leur légalité a été certifiée par les autorités dont
« les noms suivent :

« M. Capitant, professeur de droit à l'Université de Paris.
« M. Raoul Jay, professeur de droit à l'Université de Paris.
« M. Percerou, professeur de droit à l'Université de Paris.

(9) Réponse de M. Campan à M. Hennequin. Bulletin de l'Enseignement. Février 1914.

- « M. Edmond Thaller, professeur de droit à l'Université de
« de Paris.
- « M. Bonnacarrère, professeur de droit à l'Université d'Aix-
« en-Provence.
- « M. Louis Barde, professeur à l'Université de Bordeaux.
- « M. Camille Levillain, professeur à l'Université de Bordeaux.
- « M. Daniel Danjou, professeur à l'Université de Caen.
- « M. Le Fur, professeur à l'Université de Caen.
- « M. Marc Desserteaux, professeur à l'Université de Dijon.
- « M. Joseph Delpech, professeur à l'Université de Dijon.
- « M. Beudant, professeur à l'Université de Grenoble.
- « M. Michou, professeur à l'Université de Grenoble.
- « M. Demogue, professeur à l'Université de Lyon.
- « M. Bouvier Baugillon, professeur à l'Université de Lyon.
- « M. Emile Cohendy, professeur à l'Université de Lyon.
- « M. Paul Pic, professeur à l'Université de Lyon.
- « M. Brémont, professeur à l'Université de Montpellier.
- « M. Jules Valéry, professeur à l'Université de Montpellier.
- « M. Bourcart, professeur à l'Université de Nancy.
- « M. Chéron, professeur à l'Université de Poitiers.
- « M. César Bru, professeur à l'Université de Toulouse.
- « M. Gheusi, député, professeur de droit à l'Université de
« de Toulouse.
- « M. Hauriou, Doyen de la Faculté de droit à Toulouse.
- « M. Achille Mestre, professeur de droit à l'Université de
« Toulouse.

Vu et approuvé.

Signé : Louis FRAISSINGEA

Entre ces deux thèses, nous nous rallions à l'opinion des Jurisconsultes.

Avant d'essayer de répondre directement aux objections présentées par la partie adverse, voyons quels sont les caractères spécifiques des polices de l'U. S. U.

1° Ces polices sont collectives et flottantes ; collectives, car elles sont signées pour tous les membres inscrits (et à venir) de l'Association ; flottantes, parce que au point de vue de l'étendue d'application il y a faculté de substitution d'un membre à un

autre, le nombre d'adhérents mentionné lors de la signature n'étant pas immuable.

En dehors des départs volontaires de quelques sociétaires, il faut tenir compte des mouvements administratifs annuels du personnel dans le cadre départemental. Ces mouvements comportent la liste variable des nominations nouvelles, mises à la retraite, décès, congés de longue durée, exéats.

Ces variations ont, d'ailleurs, peu d'ampleur dans un grand nombre de départements. Les adhésions compensent les départs, si bien, qu'en fait, le chiffre indiqué par la police reste la base approximative sur laquelle peut tabler la Mutuelle.

2° Ces polices sont signées par le Président de l'Autonome, le Directeur et le Président du Conseil d'Administration de l'U. S. U.

Le lien qui existe entre l'Association et la Mutuelle est uniquement d'ordre financier ; la police produit ses effets au profit des membres actifs de l'Autonome.

Lors de la signature de la première police, ou de l'un de ses renouvellements, nous sommes en présence d'une opération juridique complexe qui participe à la fois du mandat et de la stipulation pour autrui.

A l'examen, il faut distinguer suivant que l'on est en présence :

1^o des fondateurs de l'Association ;

2^o des membres inscrits postérieurement à la fondation ou à la signature d'une nouvelle police.

Dans le premier cas, les membres ont connais-

sance de l'acte juridique à intervenir et le Président
sance de l'acte juridique à intervenir et le Président
qualité de mandataire spécial des adhérents.

Le second cas fait naître la stipulation pour
autrui. Cette stipulation produit ses effets dès que
l'adhésion du nouveau membre a été enregistrée et
présente un intérêt pour l'Association (1).

Cet intérêt, purement moral, consiste dans l'ac-
croissement du nombre des avantages offerts par
elle et l'augmentation probable et corrélative des
adhésions.

3° Ces polices sont valables pour 10 ans ; elles
engagent le patrimoine social de l'Autonome.

Ces caractères établis, voici ce que nous pou-
vons répondre maintenant :

1° L'Autonome, étant une Association déclarée,
a la personnalité juridique.

Par conséquent, elle est apte à acquérir tous les
droits et à faire tout ce que la loi de 1901 ne lui
interdit pas, c'est-à-dire passer un contrat d'assu-
rances collectif, stipuler pour autrui, être manda-
taire (2), etc.

2° Aucune atteinte n'est portée au principe de
la spécialité des personnes juridiques, puisque l'as-
surance collective est spécifiée dans les statuts.

3° Même en admettant avec les adversaires que

(1) Colin, Capitant, Julliot de la Morandière. Cours élém.
Droit civil français. T.2, p.125.

(2) Pour la validité d'une assurance collective passée par
une Association. Hémar, Théorie et pratique des Assurances
terrestres, 1925, 2° volume, p.476, Houpin et Boisvieux, Traité
des Sociétés. Tome III, formule 27, art. 13.

de tels actes produisent à l'association un bénéfice pécuniaire, nous pensons avec MM. Rouast, Savatier Lepargneur (3) que « l'association peut accomplir des actes lui rapportant un profit pécuniaire, pourvu qu'il garde un caractère accessoire par rapport à l'objet de l'Association, pourvu que le bénéfice ne soit pas réparti (4).

Comme la signature d'une police collective n'est pas le but unique recherché par l'Autonome et que jamais elle ne distribuera de bénéfice, la conclusion qui s'impose est la légalité des Autonomes, de l'U. S. U. et de leurs actes.

Ce premier point résolu, nous pouvons poser les mêmes questions au sujet de la légalité des M. A. E. et de l'U. M. U.

Pour les M. A. E., nous avons un texte : l'article de la loi du 1^{er} avril 1898. Cet article prévoit la signature d'une police collective contre les accidents au profit des membres de la Société. C'est donc un acte légal pour une société de Secours Mutuels.

La même loi (art. 8) refuse aux Unions de Sociétés de Secours Mutuels le droit d'organiser « des assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir... ».

(3) Planiol et Ripert. Tome 11 1932, p.389.

(4) Le grief d'absence de police individuelle est lui-même affaibli par une nouvelle pratique à généraliser.

Depuis quelques années, certaines Associations (Haute-Garonne, Algérie) ont créé un embryon de police individuelle, en remettant à chaque adhérent un exemplaire du Livret-Guide de M. Campan.

Ce livret personnel contient les principales dispositions des statuts, leur commentaire et le texte de la police collective.

Or, dans notre système, cette assurance est pratiquée par l'U. M. U., Société d'Assurances Mutuelles contre les risques d'accidents scolaires.

De plus, nous ne retrouvons pas une Union semblable à la Fédération des Autonomes.

Nous ne pensons pas, bien que la loi de 1898 n'ait pas prévu le cas d'une Mutuelle créée par des Sociétés de Secours Mutuels, que son silence exclut cette pratique.

En admettant avec une grande partie de la doctrine qu'une Société de Secours Mutuels est une Association, nous sommes directement ramené au cas des Autonomes et de l'U. S. U.

Comme nous avons déjà pris parti sur cette question, notre conclusion dernière sera la légalité de toute l'œuvre autonomiste.

*Les effets de la loi du 13 juillet 1930
sur les polices en cours*

Inévitablement, la grande loi sur le contrat d'assurances devait avoir des répercussions sur les polices en cours.

Cependant, ces répercussions ont été limitées en étendue par les diverses révisions statutaires antérieures à 1930. Seuls quelques articles importants ont modifié ou précisé la rédaction très générale des statuts sur les points suivants :

- a) assurance légale de la faute lourde ;
- b) augmentation des principaux délais emportant déchéance ;

c) prescriptions relatives aux assurances de responsabilité.

a) Depuis le décret du 8 mars 1922, la plupart des polices ne mentionnent plus la non-assurance en cas de faute lourde. La Jurisprudence, hostile à l'assurance de cette faute (1), restreignait singulièrement les garanties offertes par les Mutuelles du Corps enseignant. Aussi, l'article 12 de la loi du 13 juillet a-t-il apporté sur ce point une première précision. Désormais, seule l'assurance de la faute intentionnelle ou dolosive est prohibée.

De plus, cette prohibition ne s'applique qu'à la faute personnelle. L'Instituteur, directeur d'un patronage laïque ou d'une œuvre post-scolaire quelconque, peut s'assurer contre la faute intentionnelle ou dolosive des préposés dont il doit répondre. Comme généralement la faute personnelle et lourde reprochée au maître est non intentionnelle, on aperçoit immédiatement la portée d'une telle innovation.

b) Les articles 15 et 16 stipulent des délais qui ne peuvent être réduits conventionnellement par les parties.

Avec ces articles, la déclaration immédiate imposée à l'assuré ou au Président de l'Autonome en cas d'accident, les 15 jours consentis pour la suspension de l'assurance après mise en demeure sont légalement remplacés par des délais de 5 et 20 jours.

(1) Cassin. Cours de Doctorat 1934-35. De l'inexécution du contrat et de ses suites, p. 431.

Seuls, les 15 jours octroyés pour la résiliation après suspension et dépassant le délai légal de 5 jours demeurent valables.

c) D'importantes précisions sont encore apportées par la section IV du titre II relative à l'assurance de responsabilité.

Les articles 50 et 52 prévoient dans quelles conditions la garantie de l'assureur doit jouer. D'après l'article 50, la Mutuelle n'est tenue que si « à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une « réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré ».

Ce texte laisse place à la transaction. Cependant, on peut se demander si l'assuré a le droit d'opérer de sa propre initiative.

Bien souvent, il arrive que de jeunes Instituteurs, pour mettre fin aux menaces des parents, reconnaissent leur responsabilité et s'engagent ensuite à payer tous les frais nécessités par l'état de l'enfant blessé. Moralement et pécuniairement obligés, ils préviennent alors la Mutuelle du fait accompli.

Cette pratique, déplorée par les Conseils d'Administration est aujourd'hui entravée par l'article 52 alinéa 1^{er}.

Cet alinéa 1^{er} permet à l'assuré de stipuler la non-opposabilité d'un tel engagement, car le maître qui transige sans assentiment sur le montant de la réparation, se place hors des conditions du contrat.

Malgré tout, une telle clause pouvait créer des situations délicates.

Heureusement, l'alinéa 2 vient tempérer ses

effets en ajoutant que « l'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité ».

Cette restriction a son importance pour le Corps enseignant. En cas d'accident, le maître doit répondre, durant l'enquête qui précède les poursuites, aux questions du Juge d'instruction ou des gendarmes.

De plus, l'enfant reçoit généralement les premiers soins à l'école ou d'un médecin appelé par l'Instituteur. Parfois, sur l'ordre du maître, le blessé est transporté dans une clinique.

Depuis 1930, de tels faits ne sont plus des aveux assimilés à une reconnaissance de responsabilité. L'innovation est donc heureuse.

Actuellement, quelques polices, celles de l'« Enseignement », par exemple, mentionnent en caractères très apparents la non-responsabilité « en cas d'action engagée ou toute démarche faite en dehors de la Société ».

Quant aux Autonomes, aucune mention de ce genre n'est faite dans leurs polices. En pratique, le Conseil d'administration de l'U. S. U. applique cette disposition.

Lorsqu'une telle situation se présente, ce Conseil laisse à la charge du contrevenant une partie des frais (1/10 en général), à titre de peine infligée par la Société.

Tels sont les trois points sur lesquels nous voulions attirer l'attention. L'amélioration sensible qu'ils ont apportée à la situation des membres du Corps enseignant méritait d'être signalée.

CONCLUSION

Nous voici parvenu au stade final de notre Etude.

Dans toutes nos recherches, deux faits nous ont constamment frappé.

En premier lieu : l'organisation libérale et nuancée des Mutuelles Universitaires, et tout particulièrement la puissante machine administrative et financière des Autonomes, de leur Fédération et de leur Mutuelle : l'Union Solidariste Universitaire.

En second lieu : la difficulté d'arriver à une réforme équitable de la loi du 20 juillet 1899 et de résoudre dans une juste mesure la question de l'action recursoire.

L'idée nous est alors venue de rechercher si l'Etat ne pourrait pas se servir de ces Mutuelles, dont la plus jeune a 27 ans, pour résoudre cette dernière question. A la réflexion, cette entreprise nous a paru réalisable, moyennant la résolution de deux questions préalables suivantes.

Première question. L'admission dans la loi future de l'assignation de l'Etat seul dans tous les cas d'accidents scolaires, et l'action recursoire en cas de faute personnelle lourde lorsque la condamnation sera définitive.

Deuxième question. La reconnaissance de l'utilité publique à toutes les Mutuelles Universitaires. Nous

écartons délibérément toute participation pécuniaire de l'Etat (projet Malzac-Gabron).

Nous estimons, en effet, que les Sociétés du Corps Enseignant offrent, au point de vue financier toute sécurité désirable, et que l'Etat, sous peine d'arbitraire, doit se contenter des garanties morales que lui accorde la loi du 22 janvier 1868, modifiée par le décret du 8 mars 1922.

Notre proposition : le Comité des accidents scolaires.

Ces deux premiers points résolus, voici ce que nous croyons pouvoir proposer.

Le Comité. — Son rôle.

La vogue actuelle des Comités de coordination nous a suggéré la création, au Ministère de l'Education Nationale, d'un « Comité des accidents scolaires ».

Ce Comité consultatif élargi aurait pour rôle unique de statuer sur la possibilité d'un recours de l'Etat dans les cas graves.

Il statuerait souverainement sur les faits retenus par les Juges à la charge de l'Etat, sur la réserve des droits de l'Etat dans le jugement et sur la qualification de la « faute scolaire » que, seuls, des membres de l'Enseignement sont capables d'apprécier à sa juste valeur.

Cette sorte de Tribunal corporatif ferait, sous cette qualification, une juste appréciation des actes du maître et des risques inhérents à sa fonction scolaire.

Son fonctionnement

Dans ses grandes lignes, le Comité fonctionnerait de la façon suivante :

Le Ministre de l'Education Nationale réunirait périodiquement, suivant les besoins, le Comité auquel il adresserait une demande de recours motivée, accompagnée du jugement de condamnation. Il préviendrait, en outre, la Société d'Assurances garantissant le maître de son intention. La Société serait dans l'obligation, après avoir eu connaissance de cette demande, d'adresser au Comité une réponse également motivée.

Composition du Comité

Le Comité, ainsi saisi de la question, serait composé de la façon suivante :

Président : le Ministre de l'Instruction Publique.

1° membres de droit : le Directeur de l'Enseignement primaire ou du second degré suivant que le maître, objet du recours, sera Instituteur ou Professeur ;

2° un membre du Conseil supérieur (section secondaire ou primaire) selon les cas ;

3° un Jurisconsulte, membre du Conseil Supérieur (section de l'Enseignement supérieur) ;

4° le Directeur de l'Union Solidariste Universitaire ou son Président ;

5° le Président ou Vice-Président de la « Nationale Universitaire » ;

6° le Président ou Vice-Président de « l'Enseignement » ;

7° le Directeur ou Sous-Directeur de la Compagnie d'Assurances privée à laquelle pourrait encore être assurée une minorité du Corps Enseignant ;

8° un représentant du Ministre des Finances.

Tous les membres seront tenus au secret, afin de ne pas aggraver la situation morale de l'Instituteur sujet au recours.

Délibération

Ainsi réunis, un Secrétaire de séance donnerait lecture du jugement, de la demande de recours et de la réponse... de l'assurance.

Déjà éclairé par ces premiers renseignements, le Comité passerait ensuite à l'examen détaillé :

1° de l'enquête administrative obligatoire.

2° du dossier nominatif du maître au Ministère,

3° des griefs du jugement.

Ces deux premières étapes seraient complétées par l'exposé :

de la thèse de l'Etat par le Jurisconsulte, membre du Comité,

de la défense du maître par le représentant de la Société d'Assurances,

de l'avis du Ministère des Finances par son représentant.

Le vote — Son résultat

La délibération finale serait terminée par un vote qui, dans une certaine mesure, lierait le Ministère et la Compagnie. Les membres, à bulletin secret, se prononceraient sur la question unique de l'admission ou le rejet de la demande de recours et à la majorité absolue.

En cas de rejet : l'Etat abandonnerait son recours.

En cas d'admission : la Société d'Assurances devrait relever l'Etat indemne de toute condamnation.

En cas d'égalité ou de partage des voix : un second tour serait nécessaire.

Si rien n'était changé dans l'attitude des Membres, dans ce seul cas serait envisagé le recours aux Tribunaux.

Nous prévoyons encore la possibilité d'une transaction ou d'un compromis entre les parties en cause. Ce ne serait donc qu'en cas de résistance obstinée de l'un des plaideurs que le Tribunal trancherait le litige.

Cette proposition est loin d'être parfaite ; de nombreux points de procédure sont restés dans l'ombre. Le principe de la création d'un tel Comité est même à discuter.

Elle a seulement pour but de montrer comment les Instituteurs pourraient être garantis, ne pas être victimes d'une mesure arbitraire d'un Ministre passager, ou des fluctuations de la « politi-

que départementale » déjà signalées par M. De Monzie.

Pour terminer, espérons que dans cette présente législature, le Parlement, dans un esprit d'apaisement, résoudra cette situation d'attente créée par les votes des 13 juillet 1927 et 5 juillet 1933.

Une réforme radicale, tenant compte du présent et de l'avenir est nécessaire, car il faut définitivement concilier les intérêts de l'Etat, des Maîtres et des enfants trop souvent victimes d'une éducation familiale défectueuse et de leur insouciente jeunesse.

M. le Doyen, M. le Président,

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu : Le Président,
René CASSIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

*Revue*s

- Bulletin général de la Fédération des Amicales d'Instituteurs et d'Institutrices de France.
Bulletin de la Fédération des Professeurs de Lycées et de l'Enseignement secondaire féminin.
Bulletin de la Fédération des Autonomes.
Bulletin mensuel et bis-mensuel de l'Enseignement.
Bulletin de Législation scolaire.
Bulletin trimestriel de l'Union Solidariste Universitaire.
Bulletin de l'Union des Instituteurs de la Seine.
Code Pichard. « Nouveau Code d'instruction primaire ».
L'Ecole Laïque (blanche et rose).
L'Ecole libératrice.
La France Laïque.
Le Journal des Collèges.
Le Manuel Général de l'Instruction publique.
Le Journal des Instituteurs et Institutrices.
Le Petit Provincial.
La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur.

Ouvrages généraux

1. COLIN (A.), CAPITANT et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. — Cours élémentaire de droit civil français. 8^e édition, Paris 1935.
2. DEMOGUE. — Traité des obligations. Paris 1925.
5. PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, t.VI, par P. Esmein, t.XI par Rouast, Savatier et Lépargneur. Paris 1930-1931 et 1932.
3. HÉMARD. — Théorie et pratique des assurances terrestres, 1925.
4. HOUPIN ET BOISVIEUX. — Traité des Sociétés.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Création et développement des</i> <i>Mutuelles-accidents</i>	
	11
CHAPITRE PREMIER. — La création des Mutuelles Univer- sitaires. — Les causes premières du mouvement. —	
Sa naissance. — Son résultat	15
Affaire Leblanc	15
Affaire Guillot	18
La loi du 20 juillet 1899	21
Les efforts en faveur d'une Assurance Mutuelle et professionnelle	23
Le Projet Burchin	25
La conception de M. Dupuich	29
L'initiative de M. Lamourère	31
Création de la Société contre les accidents « Amicale Corporative »	32
Vers la Société Nationale Unique — L'échec partiel dans la Seine	34
L'initiative parisienne	40
Création de la Société : « l'Enseignement ». Pre- mière Mutuelle légale	46
CHAPITRE II. — Le Maintien et l'organisation des Mu- tuelles Universitaires	
	49
L'état des esprits antérieur au vote de la loi	50
La réforme — le projet — le vote	53
La loi du 20 juillet 1899. — Les débats au Sénat —	63

Le maintien de la responsabilité personnelle de l'Instituteur et la Substitution de l'Etat en vertu de l'article 1324. — La déclaration du rapporteur Thézard	64
L'amendement Thévenet-Bernard	65
Détermination dans le temps de la responsabilité de l'Etat	70
Admission de la compétence des Tribunaux civils..	75
L'action récursoire de l'Etat	76
 CHAPITRE III. — Les causes du développement des Mutuelles	 79
SECTION I. — La législation scolaire — son imprécision — les controverses qu'elle soulève	80
La thèse de la Fédération des Amicales	83
La thèse ministérielle. — L'arrêt du 25 juillet 1913	84
SECTION II. — L'action parlementaire. — Ses résultats négatifs	96
Projet Dupuy — Projet Michel	97
Second projet Dupuy	102
Projet Millerand	105
L'accueil réservé à ce projet	107
Proposition Alexandre Blanc, Betoulle, Bedouce ..	109
Projet Bokanowsky	111
Le texte Morand	114
 DEUXIÈME PARTIE. — <i>Mutuelles et Mutualité</i>	 119
L'assurance — personnel	121
 CHAPITRE PREMIER. — La Société contre les accidents.	
La Nationale Universitaire	123
SECTION I. — La Société contre les accidents. Son fonctionnement	123
Les personnes protégées	124
L'organisation administrative de la Société	126
Organisation financière et garanties apportées par la Société	128

Vers la dissolution	131
L'évolution du conflit	138
Le résultat du conflit	140

SECTION II. — La Nationale Universitaire, L'administration de la Société	143
Les prérogatives du Conseil et l'Assemblée Générale	144
Garanties et règlement des indemnités	146
Obligations des Sociétaires	148

CHAPITRE II. — Les Autonomes et l'Union Solidariste Universitaire

151

Les Sociétés Départementales Autonomes. Naissance du mouvement autonomiste	152
Les premières Autonomes	161
Union des Sociétés Mutuelles Départementales contre les accidents et la diffamation professionnels	172
La dissolution	176
Les Ligues Autonomes	179
Leur but	180
L'organisation administrative de la Ligue	181
L'organisation financière	182
Le succès et l'essor des Ligues	183
Les cinq premières autonomes. La recherche d'une base légale conforme à l'esprit autonomiste	186
Légalité ou illégalité des Ligues autonomes	188
Les partisans de la légalité	189
Les partisans de l'illégalité	191
La dissolution de la Ligue autonome de la Haute-Garonne	193
Les associations départementales autonomes et l'Union Solidariste Universitaire	196
Les associations départementales autonomes « ou autonomes »	196
La Fédération des « Autonomes »	203
Le Fonctionnement de la Fédération	204
Le Bureau secrétaire	204

Le Conseil technique	206
Les Congrès	209
UNION SOLIDARISTE UNIVERSITAIRE.....	210
Sa création	210
Le fonctionnement	213
Constitution et objet de la Société	213
L'administration de la Société	216
Le Conseil d'Administration	216
Ses attributions	217
Le directeur	218
Le Comité de Surveillance	218
L'Assemblée Générale	219
Ses délibérations	220
L'organisation financière. Charges et contributions sociales	221
Admission des Associations. Durée du contrat.....	223
Décision du conseil	224
Union Solidariste Universitaire. Police	225
Rôle respectif en cas d'accident du Président de l'Auto- nome, de l'Union Solidariste Universitaire, de la Fédération	226
Rôle du Président	227
Rôle de l'Union Solidariste Universitaire	229
Rôle de la Fédération	230
L'affaire Crouzet	230
L'affaire Tourisse	231
Les résultats obtenus	232
CHAPITRE III. — L'Enseignement	234
1° L'objet de la Société.....	235
L'organisation administrative de la Société	237
Le Conseil d'Administration	238
L'Assemblée Générale. L'organisation financière ..	239
Police „	241
Règlement des sinistres	244
Constatations d'ensemble	246

SECTION II. — L'Assurance-élèves	250
La Circulaire Léon-Bérard	252
L'accueil réservé à ce projet par les intéressés	254
Dans les Associations de Parents d'élèves	257
Association de Calais. Avis du Comité	258
Les résultats du Congrès de la Fédération.....	260
Clauses principales des polices	260
L'opposition de la Cour des Comptes. Circulaires Marraud et Roustan	261
Les Mutualités accidents-élèves	263
L'Assurance accidents-élèves dans l'Enseignement Primaire	264
Projet Allardi	267
Formalités et obligations	271
Durée du contrat. — Paiement des primes.....	272
Les premières Mutualités-accidents-élèves	273
Pour le Lot-et-Garonne —————	273
Pour l'Oranie	274
Les Mutualités accidents-élèves départementales	280
Formation et but de la Société	280
Nature des accidents garantis. — Montant de ces ga- ranties	281
Composition de la Société	282
Organisation financière de la Société	285
L'Union Mutualiste Universitaire	290
Les circulaires Aubaud	297
SECTION III. — Etude juridique	301
Les droits et obligations des Sociétaires	302
1° Les droits	302
2° Les obligations	305
De la légalité des Autonomes et de l'Union Solida- riste Universitaire des Mutualités-accidents-élèves et de l'Union Mutualiste Universitaire	310
Les effets de la loi du 13 juillet 1930 sur les polices en cours	317

CONCLUSION	321
Le Comité. Son rôle	322
Son fonctionnement	323
Composition du comité	323
Délibération	324
Le vote. — Son résultat	325
BIBLIOGRAPHIE	327

